

هكسان الاول

En R.F.A.

Le budget de 1984  
favorisera  
le secteur privé

LIRE PAGE 35

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Lauréns

3,80 F

Algérie, 3 DA : Maroc, 3,50 dir. : Tunisie, 300 m. : Allemagne, 1,80 DM : Autriche, 18 sch. : Belgique, 28 fr. : Canada, 1,10 \$ : Côte d'Ivoire, 340 F CFA : Danemark, 6,50 kr. : Espagne, 100 pes. : E.-U., 95 c. : Grèce, 80 p. : Irlande, 80 p. : Italie, 1.200 L. : Liban, 360 P. : Libye, 0,350 DL : Luxembourg, 27 f. : Norvège, 8,00 kr. : Pays-Bas, 1,75 fl. : Portugal, 60 esc. : Sénégal, 325 F CFA : Suède, 7,75 kr. : Suisse, 1,40 L. : Yougoslavie, 65 d. Tarifs des abonnements page 3 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 Tél. MONDIPAR 650572 P C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### Malaise au Soudan

Réélu au début de mai pour un troisième mandat de six ans à la tête de l'État soudanais, le président Némery s'est attaché en priorité à ramener le calme dans le sud du pays, en proie depuis le début de l'année à une forte agitation. Un communiqué publié mercredi 18 mai à Khartoum annonce en effet que l'armée a écrasé dimanche une mutinerie qui avait éclaté parmi les troupes stationnées dans les localités de Bor et de Fabor, dans la province méridionale de Jonglei.

Comme d'habitude les autorités soudanaises ont attribué la responsabilité de ces troubles à une « main étrangère », alors qu'ils reflètent d'abord le profond mécontentement qui règne dans le sud à l'égard de la politique de gouvernement central. Une première tentative de médiation avait déjà en fin de février échoué à Bor, lorsque les milices autochtones stationnées dans la ville s'étaient opposées aux armées à la main aux forces musulmanes venues de Khartoum pour les remplacer. L'incident était cependant demeuré localisé, les autorités militaires ayant remis à plus tard l'application de la rotation des troupes entre le Sud noir et arabe et le Nord musulman prévue par le gouvernement.

Cette décision avait été prise en 1982 par le président Némery pour combattre les germes du sectarisme et resserrer l'unité ethnique du Soudan. Il s'agissait en pratique de remplacer les troupes du Sud par des milices loyales au gouvernement de Khartoum dans certaines localités où commençait à se répandre la rébellion que l'on avait crue définitivement éteinte en 1972, lorsque l'accord d'Addis-Abeba avait mis fin à la guerre civile entre les Anya-Nya du Sud et les forces gouvernementales.

Les nouveaux rebelles ont pris le nom d'Any-Nya II, pour mieux montrer qu'ils mènent le même combat que leurs prédécesseurs.

Le malaise dans l'armée ne constitue qu'une des facettes du mécontentement généralisé qui sévit dans le Sud. Le projet de décentralisation décrété en octobre 1981 par le président Némery a été particulièrement mal accueilli par les populations autochtones de la province autonome méridionale en trois régions distinctes une tentative pour affaiblir la cohésion du Sud. L'assemblée régionale de Juba a été dissoute et M. Abel Almer, président du gouvernement de Sud, relevé de ses fonctions. Depuis lors, la nouvelle assemblée mise en place s'est prononcée à différentes reprises contre le projet de décentralisation, et certaines de ses figures les plus marquantes ont été arrêtées et transférées à Khartoum.

Pour des raisons qui relèvent à la fois de la politique et de l'économie, l'armée du Sud semble de plus en plus tentée par la rébellion. Les officiers noirs arabes ou chrétiens se jugent défavorisés par rapport à leurs camarades musulmans du Nord, plus aisément promus, et les soldats du Sud réclament des soldes plus décentes. Toutes ces tensions sont exacerbées par la crise économique grave que connaît le pays et dont les résultats se font sentir plus cruellement au Sud-Soudan. Au cours des dix-sept années de paix qu'a connues le Sud depuis la fin de la guerre civile, le gouvernement de Khartoum n'a pas en effet trouvé les moyens de remédier au sous-développement chronique que connaît cette région.

## Le gouvernement chilien réagit vivement aux critiques de la France

Le gouvernement chilien a vivement réagi, le mercredi 18 mai, aux condamnations françaises et particulièrement à la déclaration faite par M. Cheysson à l'Assemblée nationale. Le ministre des affaires étrangères avait affirmé que le régime du général Pinochet « représente une malédiction pour son peuple ». Paris a décidé de rappeler son ambassadeur à Santiago pour consultation, et le Chili pourrait faire de même.

Le général Pinochet affronte une situation délicate après le succès de la journée de protestation civile du 11 mai à Santiago.

Vive tension entre la France et le Chili. Les déclarations faites par plusieurs responsables français pour exprimer leur solidarité avec le peuple chilien et condamner vertement le régime du général Pinochet ont suscité une levée de boucliers, à Santiago, dans les milieux dirigeants. La petite phrase de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, qui a, mercredi, à l'Assemblée nationale, qualifié le général Pinochet de « malédiction pour son peuple », a tout particulièrement fait mouche.

Toutes les radios de la capitale chilienne ont interrompu, mercredi, leurs émissions pour faire état de la prise de position de M. Cheysson. Dans la soirée, le gouvernement chilien a publié un communiqué dans lequel il rejette les « déclarations injurieuses du ministre français » et dénonce ce qu'il qualifie d'« ingérence inadmissible dans les affaires intérieures du Chili ». On estime à Santiago que le rappel de l'ambassadeur du Chili en France n'est pas exclu.

Paris, de son côté, a déjà décidé mercredi le rappel pour consultation de M. Léon Bouvier, ambassadeur de France à Santiago. On laisse entendre, dans les milieux informés de Paris, que la France s'apprêterait à prendre des mesures « à la suite de la vague de répression au Chili ».

Les arrestations massives, dans les quartiers les plus pauvres de Santiago, après les incidents ayant suivi l'enterrement des deux victimes de la journée de protestation civile du 11 mai, ont effectivement suscité de très nombreuses réactions en France, où la sensibilité à l'égard du problème chilien reste vive.

M. Mitterrand était un ami personnel de Salvador Allende, le dirigeant socialiste mort avec dignité pendant le coup d'État militaire de septembre 1973. Même des formations conservatrices françaises ont

ressenti à l'époque ce drame comme une atteinte grave aux traditions civiles et démocratiques d'un pays dont le niveau de développement culturel est de loin supérieur à celui de certains de ses voisins. Puis un certain oubli est venu, et d'autres crises occupèrent l'attention à travers le monde. Pourtant la répression n'a guère cessé au Chili depuis 1973, et il semble même qu'elle connaisse un regain de brutalité, ainsi que l'indique le témoignage d'Amnesty International que nous donnons en page 8.

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement français, a pu dire mercredi que les commentaires sur la situation au Chili « sont beaucoup moins nombreux que d'autres sur des manquements au respect des droits de l'homme dans d'autres régions du monde ».

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 8.)

## Le plan militaire à l'Assemblée nationale

Les députés examinent, ce jeudi 19 et vendredi 20 mai, le projet de loi de programmation militaire 1984-1988, qui prévoit d'allouer aux armées françaises un total de 830 milliards de francs durant ces cinq années. Cette somme est répartie en 415 milliards pour les dépenses de fonctionnement (soldes et entretien) et 415 milliards pour les dépenses d'équipement (achat de matériels), dont 131,5 milliards pour l'armement nucléaire et 283,5 milliards pour l'équipement classique.

Ce texte gouvernemental prévoit notamment la mise en chantier d'un nouveau sous-marin nucléaire lance-missiles et d'un porte-avions à propulsion nucléaire, la continuité du programme M-4 de missiles à plusieurs têtes explosives, une réorganisation de l'armée de terre, avec la création d'une force d'action rapide de cinquante mille hommes, et une diminution des effectifs militaires et civils, de trente-cinq mille hommes.

## Impossible consensus

Le consensus national sur les problèmes de la défense en France n'est qu'apparent. Tant vanté ici ou là, ce sentiment qu'il existerait, dans la classe politique et dans l'opinion, un accord général sur les missions et l'organisation du dispositif militaire

par JACQUES ISNARD

est, en réalité, largement infondé. Ou plutôt, il est entretenu pour masquer ce qui devrait être une évidence. Les problèmes de la défense nationale, en France, divisent les partis entre eux, parfois en leur sein même, et ils mettent à mal la distinction, traditionnellement admise, entre opposition et majorité.

C'est le mérite du double débat, cette semaine à l'Assemblée nationale, sur la réforme du service militaire, qui vient de s'achever, et sur la loi de programmation militaire 1984-1988, qui s'ouvre ce jeudi après-midi 19 mai, que de le montrer au grand jour. Quelques exemples illustreront ce défaut de consensus, voire de cohérence, dans le pays.

Le R.P.R. n'est pas défavorable à l'instauration d'un service national dont la durée serait modulée selon le poste occupé par la recrue. Sur ce point précis, il rejoint le P.S., mais il désapprouve, pourtant, au Palais-Bourbon, le projet de gouvernement qui s'inspire de l'institution d'un service militaire sur mesure. L'U.D.F. préfère, en revanche, s'abstenir. Les communistes, naturellement, votent le texte tout en étant persuadés que, jusqu'à preuve du contraire, le main-

tien d'un service de douze mois a l'effet bénéfique d'éviter, ou de reporter à plus tard, la perspective d'une professionnalisation accrue des armées françaises.

(Lire la suite page 28.)

## DE LONDRES A BRUXELLES

### Grandes heures du dessin italien

Les amateurs, collectionneurs, conservateurs des dessins anciens, forment un petit monde qui a ses habitudes et ses fêtes. L'année Raphaël, lente à démarrer mais grosse de manifestations spectaculaires pour l'automne : Londres, Paris, Florence... nous y ramène inévitablement : l'importance exceptionnelle en quantité et en qualité du fonds graphique raphaëlien oblige à considérer de près le dessin, sa relation à la peinture, son rôle dans un grand atelier. On aura l'occasion d'y revenir. Mais peut-être y faudra-t-il plus de précautions que d'habitude, car le succès dépend ici des dispositions et même, peut-on dire, de la préparation du public, dont on n'est pas toujours très sûr, du moins dans notre pays.

Les grandes passions pour les produits multiples, fragiles, nobles ou modestes de l'activité graphique appartiennent au Nord. Un exemple remarquable, que beaucoup de Français ont eu le privilège de connaître de près, est celui de Fritz Lugt (1884-1970), le créateur de la fondation Custodia (Institut néerlandais

à Paris), bien connue par ses présentations sobres et nettes, véritablement parfaites, de ses collections.

Une exposition de premier ordre permet pour la première fois d'embrasser ses ressources dans le domaine du dessin italien, et du même coup invite à apprécier la démarche, les méthodes et les goûts de son initiateur. C'est à Londres, au British Museum, qu'elle a lieu ce printemps (1).

Il s'agit de plus de quatre cents pièces acquises entre 1920 et 1970, par ce spécialiste sévère du dessin... néerlandais.

ANDRÉ CHASTEL.

(Lire la suite page 30.)

(1) The Italian Drawings of the Fritz Lugt Collection. Catalogue par James Byam Shaw, quatre cent quarante-trois numéros, complétés par l'album dit « de Polidoro », trois volumes, éd. Fondation Custodia, 121, rue de Lille, Paris. Les dessins vénitiens ont fait l'objet d'une exposition à la fondation Giorgio-Cini avec catalogue (identique), par J. Byam Shaw en 1981.

## AU JOUR LE JOUR

Les coureurs de « manif » sont surmenés. Prenez la journée de jeudi, à Paris. Il aura fallu stationner démocratiquement devant l'ambassade du Chili, contre la répression à Santiago, puis rejoindre les étudiants qui défilèrent, plus loin, contre la répression à Paris.

Après avoir essuyé des averse dans le cortège de F.O. contre l'eustatisme, on aura, à Montparnasse, acheté des œufs aux paysans bretons qui les bradaient à grands cris.

## Manif

Restait à manifester avec les trotskistes de la L.C.R. pour montrer que la rue est acclamée et à finir la soirée sur une note de nostalgie en « occupant » le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

Et ce n'est pas fini ! Dès vendredi soir, il faudra défilier sur les autoroutes, en bouchons indignés, pour la plus belle manif de toutes, celle des partisans du week-end de Pentecôte.

BRUNO FRAPPAT.

Didier Decoin

Les trois vies de Babe Ozouf

Tumulte et passion sur les landes fauves

roman Seuil



Le Monde

# idées

## La place des hommes libres

par RENÉ PARÈS (\*)

### Responsabilité

Nous vivons dans un monde où la responsabilité a de plus en plus tendance à se diluer. Rien ne serait plus grave, aux yeux de René Parès, que de persévérer dans cette voie, en déjouillant encore un peu plus de leurs pouvoirs ceux qui ont le courage d'assumer leurs tâches de direction. Gaston Piétri pense que c'est à la vie politique de devenir le lieu de l'apprentissage parallèle de la responsabilité et de la solidarité. Alain Plantey, enfin, aborde la question des rapports des citoyens et de l'Etat, voudrait qu'ils prennent leurs responsabilités en accord avec lui plutôt que contre lui.

Je ne dirai rien ici que beaucoup ne sachent, rien que ceux dans les entreprises, et à tous niveaux, qui sont porteurs de responsabilités ne se disent, chaque jour, tout bas, et dans le chagrin, rien non plus sans doute que d'autres n'aient dit, fût-ce sous d'autres formes, mais pourquoi à mon tour, et pour ma part, toute modeste qu'elle soit, n'élèverais-je pas la voix ?

Au reste, je ne traiterais ici que de quelques mots, de quelques mots magiques de notre temps, chargés tout à la fois de vertus, mais aussi de malédictions, et sur lesquels chacun de nous a été tant de fois conduit, comme je le fais ici, à s'interroger. Je m'interrogerai donc devant vous qui me lisez ou m'écoutez, qui m'écoutez dans l'attente, qui m'écoutez pour porter témoignage pour ceux qui, plus que jamais, assurent, dans l'incertitude et le courage, les tâches qui sont les leurs dans leurs entreprises, et sur lesquels chacun de nous a été tant de fois conduit, comme je le fais ici, à s'interroger.

J'en viendrais donc au langage et aux mots de l'époque, aux mots chargés d'entraînisme conviction, auxquels nul, sans quelque sentiment de culpabilité, ne saurait résister, aux mots pleins de promesses qui sont ceux de concertation, de participation, de préparation commune et de partage des décisions, aux mots qui devraient apporter à toute entreprise l'assurance que les accords souhaités dans les choix des décisions nécessaires sont après tout à portée de main.

Oui, dans le monde où nous sommes, et où tous les responsables sont volontiers tenus en quelque suspicion, je veux dire dès l'abord, considérés, par tous ou presque tous, comme mal préparés à comprendre les préoccupations de ceux, proches ou moins proches, qui travaillent à leurs côtés, chacun est dans le même temps, et de toutes parts, engagé à se convaincre que toute décision doit désormais être commune, et chacun est dès lors prêt à accepter la remise en question de l'étendue de ses pouvoirs.

Ainsi se développent, à travers toutes sortes de représentations et d'institutions, d'innombrables

consultations, réunions, échanges d'idées et parfois d'invectives dont les uns et les autres sortent trop souvent insatisfaits ou meurtris.

Tel est, désormais, le monde des entreprises, et certes nul de nous ne saurait refuser - n'étions-nous pas, pour beaucoup d'entre nous, depuis longtemps déjà engagés dans cette voie ? - nul d'entre nous ne saurait refuser son adhésion aux exigences de notre temps, au demeurent inscrites depuis peu dans la loi sur l'expression des salariés dans l'entreprise, et dont l'article premier prévoit que « les salariés bénéficient d'un droit à l'expression directe et collective sur le contenu et l'organisation de leur travail... ».

Oui, nous savions tous aussi - ne le savions-nous pas depuis longtemps ? - que les hommes ont besoin de s'exprimer sur ce qu'ils savent de leur travail, et qu'un surplus appliqué à leurs tâches les aide à voir, comme d'habitude, il y a pas si longtemps Jean Girella, « toutes sortes de choses qui mériteraient d'être connues, mais qui restent ignorées de leurs supérieurs ».

Nous savions tout cela depuis toujours, et le plus grand nombre des responsables que nous avons connus, aux niveaux les plus élevés comme aux niveaux les plus modestes, le savaient aussi, qui avaient le souci de gagner pas à pas l'adhésion de ceux qui travaillaient pas dans leur maison. Et combien y parvenaient-ils lors qu'ils étaient en présence d'un homme ou de syndicats soucieux de leur travail comme de leur entreprise.

### Deux débats essentiels

Mais il nous faut ici entrer dans les débats, dans les deux débats essentiels et dont les frontières restent toujours, pour l'un comme pour l'autre, difficiles à tracer, et qui appelleront toujours plus d'interrogations que de réponses rassurantes.

Le premier est, dans les dialogues nécessaires, et de tous souhaités, celui de la place des hommes, de ceux qui, comme le dit la loi, ont droit à « l'expression directe », et celui de la place de leurs supérieurs. Car telle est, rappelée à chacun par ces mots « l'expression directe », l'affirmation que les rapports dans le monde du travail doivent être d'abord rapports de personnes, et de part et d'autre rapports d'hommes libres.

N'avons-nous pas cependant souhaité ce qui est aujourd'hui prescrit, et beaucoup n'étaient-ils pas depuis longtemps parvenus, nous l'avons tout à l'heure rappelé, à établir, avec leurs représentants syndicaux comme avec leurs compagnons, des dialogues d'hommes libres ?

Faut-il dire aujourd'hui, où sont, où sont les hommes libres ?

Était-ce donc, de la part de ceux qui avaient ouvert les voies révo ou navrées ? Et faut-il dire ici tout bas : peut-être y avoir aujourd'hui, dans le monde des entreprises, et moi-même encore dans les plus grandes, peut-être y avoir des hommes libres ? Chacun y est-il pas plus que jamais porteur de sa part de vérité, de sa part de certitude, et cette part n'est-elle pas avant tout autre, celle du groupe, nombreux ou non, auquel il se sent rattaché : groupe de ceux qui assurent à ses côtés chaque jour les mêmes tâches, groupe de ses origines et parfois de sa race, groupe du foyer où, le soir venu, il a son refuge, du foyer dans lequel se nourrissent, chaque jour, auprès de ses camarades, son assurance et parfois leur commune véhémence.

Où sont, où sont désormais, où que ce soit, les hommes libres ? Et que reste-t-il des rêves anciens de dialogue dans un monde où le nombre emporte tout, mais dans lequel, nous le savons pourtant, rien ne serait pire que de renoncer ?

Et peut-être aussi faut-il se demander qu'est-ce, après tout, qu'un homme libre ? A chacun d'entre nous d'en débattre avec lui-même. A chacun, s'il en a une, d'apporter sa propre réponse.

Mais voici le deuxième débat, sans doute aucun de plus grande difficulté, et de tout autre importance. Il s'agit ici de s'interroger sur les domaines dans lesquels les dialogues acceptés peuvent conduire à des décisions d'accord commun. Il s'agit ici de s'interroger sur ces territoires - qui ne le sait, mais qui le dit ? - où les problèmes, par leur nature même, et non point à raison de l'entêtement ou du refus de l'autorité de l'entreprise, sont tels que les décisions ne sauraient relever que du commandement, ces territoires dans lesquels les responsabilités ne se partagent plus.

Où en sont les frontières, là non plus jamais aisées à définir, celles

au-delà desquelles les responsabilités prennent un caractère personnel ? Peut-on dire pour l'essentiel qu'elles séparent dans l'entreprise ceux, dirigeants et conseils d'administration, qui par leurs fonctions se sentent chargés, en même temps ou plus encore que de l'immédiat, de l'avenir, ceux qui se sentent porteurs des hommes qui, plus tard, seront là à leur tour, et dont l'avenir doit, dès à présent, être préservé, et ceux qui, dans leurs ateliers ou leurs bureaux, accomplissent chaque jour leurs tâches, dont aucune certes n'est de faible importance, et qui toutes préparent cet avenir dont ils ne sauraient pourtant porter la charge.

Sans doute, les hommes à tous niveaux doivent-ils être tenus informés, doivent-ils être écoutés, et tout autant que possible entendus. Mais nous dirions volontiers : chaque entreprise a ses domaines propres, ceux dans lesquels les responsabilités ne sont plus que d'un seul camp.

Peut-être pourrions-je ici évoquer de quelques lignes, pour mieux éclaircir cette réflexion, les problèmes d'énocose simple d'un monde qui m'est présentement plus familier que d'autres, celui des sociétés immobilières, qu'elles construisent des logements nouveaux, qu'elles aménagent des patrimoines anciens, qu'elles gèrent des ensembles limités ou nombreux.

Qui ne sait que des loyers sévèrement limités ont, à terme proche, pour de tels patrimoines, un caractère meurtrier. Qui ne sait aussi que ceux, souvent modestes, qui descendent dans ces logements ne sauraient souhaiter que d'étroites limitations des hausses, et qui se croient en droit de le leur reprocher ? Et d'ailleurs, ne se disent-ils pas tout bas peut-être : pour ce qui est de l'avenir, à d'autres d'y veiller - à quels autres ?

Ainsi, par la voie de procédures de partage des décisions en des commissions - locataires, organismes, propriétaires, - ou, faute d'accords, par la voie de décrets, donc de compromis, les responsables dirigeants ou conseils d'administration seraient-ils dépourvus de tout ce qui, par nature, ne relève que d'eux seuls ? Ainsi en est-il de bien d'autres activités que celle ici brièvement évoquée.

Dès lors, rien de plus nécessaire pour chaque entreprise, pour chaque groupe d'entreprises, et si difficile que cela soit, que de séparer les domaines où les responsabilités prennent un caractère autre.

### Un risque grave

Car rien pour le pays ne serait plus grave que de dépourvoir de leurs pouvoirs les vrais responsables. Rien donc de plus immédiatement urgent que de dire, et très haut, la nécessité et les vertus de ceux qui ont à mesurer les risques et à affronter l'avenir. Eux aussi ont à être encouragés.

A la vérité, si la philosophie de l'époque devait rester prisonnière de la magie des mots, que nous avons dit plus haut - participation, concertation, d'autres que nous, chargés, nous l'avons dit, tout à la fois de vertus, donc d'espérance, mais aussi de malédictions, - et dépourvoir les responsables de leurs pouvoirs cependant inaliénables, la vie de ce pays, la vie de ses entreprises, serait, dans ses profondeurs, menacée.

Dès à présent, il suffit de jeter un instant un regard autour de soi. Nous voyons les responsables, jour après jour, dessaisis, puis dépourvus, jour après jour davantage étonnés dans leur solitude.

Si le monde de demain ne savait reconnaître et accepter, et dire sans heurter qu'il est des responsabilités qui se partagent, d'autres qui ne se partagent pas, si le monde de demain laissait ses responsables aller vers le chagrin et la solitude, où serait l'avenir de tous ?

Qui de nous n'a lu, autrefois, Typhos, de Conrad, qui de nous ne s'est redit les mots du vieux capitaine recouvert de fatigue et désireux d'un peu de repos au moment où il confia à son second le commandement du bateau pris dans un typhon ? « Ne vous laissez déconcerter par rien, ne vous laissez pas fléchir par les demandes de l'équipage qui vous engageraient, pour souffrir moins, à laisser aller le navire dans le vent. »

Quand on est pris dans un typhon, il n'est qu'une règle : « Debout au vent, toujours debout au vent, c'est le seul moyen d'en sortir. » (« Straight in the wind, it is the only way to get through. »)

Telle est la grandeur de l'autorité au service de chacun et de tous. Telle est aussi sa solitude.

Mais le pays a besoin de ces solitaires, et qu'ils ne perdent jamais

## Une marge étroite

par GASTON PIÉTRI (\*)

Il ne faut pas se le cacher : l'accent est en train de se déplacer vers une insistance sur la responsabilité personnelle. Ce changement peut-il affecter le mode de présence des chrétiens à la vie de la société de notre temps ? La question mérite d'être posée. « Il n'est de conversion que si chacun commence par soi-même », a pu dire Jean-Paul II à des évêques d'Allemagne fédérale. Le pape précisait ainsi son propos : « L'homme de la société industrielle de masse est tenté de se cacher dans l'anonymat de la masse. Et, pourtant, il voudrait échapper à ce sortilège qui fait de lui un être sans nom : il voudrait avoir de nouveau un nom et en vivre. »

S'agirait-il de presser chacun de revenir à ses « petites affaires » ? Le vrai but ne serait-il pas de sauver l'homme menacé dans sa dignité même à travers son inaliénable responsabilité ? A partir de là, une lecture dynamique est possible de ce nouvel accent. Nous sommes loin d'un plaidoyer pour des actes de piété individuelle et pour une morale à usage privé. Quand les bases éthiques elles-mêmes sont gravement ébranlées, on comprend qu'une voix comme celle d'Emmanuel Lévinas trouve quelque écho dans son inter-

prétation du message fondamental de la pensée juive : « Faire appel à la responsabilité personnelle de l'homme, dans laquelle il se sent élu et irremplaçable, pour réaliser une société humaine où les hommes se traitent en hommes. » (Difficile liberté.)

De longues années d'expérience d'engagement aux côtés de compagnons de lutte souvent non croyants ont inculqué aux militants chrétiens une certitude dont beaucoup ne sont pas pris de se débarrasser : nous ne sommes pas seulement appelés à nous convertir personnellement dans le cadre des rapports sociaux existants, mais encore à vivre cette conversion à l'évangile dans un souci de transformation objective de ces rapports sociaux. Et je ne crois pas que nous en ayons fini avec cette découverte : penser les rapports sociaux sur le mode des rapports interpersonnels conduit à s'interroger toute pratique politique capable de modifier les mécanismes réels de la vie sociale. Mais le danger n'a-t-il pas été de s'arrêter en cours de route, en perdant de vue que la responsabilité, toujours personnelle, n'est jamais solitaire et que la même responsabilité, toujours plus ou moins collective, n'est jamais impersonnelle ?

### « Avoir un nom et en vivre »

Nous voici à la croisée des chemins. Il est capital que chacun explore le chemin de sa responsabilité propre, pour « avoir de nouveau un nom et en vivre ». C'est là que se jouent, pour les croyants, une nouvelle articulation entre les références religieuses et la vie en société. Dans une situation de crise comme celle où nous sommes, les comportements personnels semblent retrouver un poids d'efficacité qu'il y a d'autres moments les responsabilités politiques et les militants eux-mêmes ne soupçonnaient guère.

Quand une déclaration épiscopale a appelé les chrétiens à s'interroger concrètement au sujet de « nouveaux modes de vie », nous ont été ceux qui ont eu conscience de la nécessité de se reconstruire la vie d'Église jouant trop commodément de la conversion des autres comme d'un alibi pour ne pas se compromettre dans la nécessaire transformation des structures. Sans doute sommes-nous en train de sortir peu à peu de l'alternative d'un « élitisme schématisé » d'un côté et des réflexes technocratiques de l'autre avaient fini par nous enfermer : ou bien travailler à convertir les individus, ou bien changer de système. Alternative qui a stérilisé certains de nos débats sociétaux en creusant toujours plus le fossé, parmi les chrétiens, entre les « spirituels » et les « politiques ».

A beaucoup, la marge, en tout cas, est apparue toujours plus étroite pour l'intervention novatrice de la liberté personnelle. Tant mieux si certains ont vigoureusement réagi et s'ils l'ont fait parfois au nom du message biblique, alors même qu'ils ne

croient pas toujours personnellement en Dieu. Ce n'est pas pour rien que, sous la régimes conservateurs, certains ont pensé, par exemple, à expurger le *Magnificat*. Et tout autant significatif le fait que la Bible ait été interdite de séjour dans la gîte cubaine où une idéologie révolutionnaire avait jeté Armando Valladares. La face-à-face mystérieux de chaque homme avec le Dieu de la Bible, dans l'espace inviolable de la conscience, serait-il devenu l'ultime rempart contre la menace que l'homme fait peser sur l'homme ?

La conséquence que l'homme en tirent est que la seule attitude valable consisterait à réduire la politique à sa plus simple expression. Mais il est possible de choisir une autre direction, celle qu'indiquait le pape Paul VI en écrivant que le passage de l'économie au politique « s'avère nécessaire ». (Lettre au cardinal Roy, 1971.) A condition que, face à l'individu érigé en règle suprême comme à l'envahissement « demandé d'État », la vie politique devienne enfin le lieu tout à la fois de l'apprentissage de la responsabilité de chacun et de l'exercice de solidarités effectivement vécues. Constantement marginalisés, le spirituel ne pourrait-il alors retrouver sa fonction décisive ? Pas plus qu'il ne le dominerait de solutions, mais il permettrait aux chrétiens de vérifier aujourd'hui à quel point Monnier avait raison d'écrire, dans les années '30, qu'« une politique peut déchoir autant par une erreur sur l'homme que par une erreur de tactique ».

(\*) Prêtre.

## Les citoyens devant l'administration

par ALAIN PLANTEY (\*)

On reproche aux Français d'exiger toujours davantage de l'Etat, mais cette recherche instinctive de protection et d'avantages n'est-elle pas encouragée par les pouvoirs publics, lorsqu'ils élaborent sans cesse leur emprise économique, sociale et politique sur la nation ? Prétendre, hier comme aujourd'hui, à la fonction majeure d'assumer ou de guider le changement porte naturellement à se préoccuper des moyens d'un programme aussi ambitieux et, dans notre pays, à les rechercher dans une intervention réglementaire accrue. Il s'agit là d'une caractéristique séculaire de la société française, où le goût du pouvoir s'exerce plus en administration et en juridiction qu'en innovation technologique, en risque financier ou en prosélytisme religieux, comme ailleurs.

Charger l'Etat de conduire la société dans une direction nouvelle n'est pas tâche aisée : il faut que son appareil administratif soit en mesure de donner suite à cette noble ambition tout en maintenant son travail courant. Edicter une règle n'assure pas son exécution, annoncer une punition ne garantit pas l'obéissance, superposer les autorités et les procédures ne clarifie pas les responsabilités. Multiplier les innovations législatives, réglementaires et pénales n'évite pas les réactions d'évasion mais peut contribuer à accroître les inégalités sociales et régionales, suivant que les citoyens et les entreprises peuvent, ou non, connaître et comprendre les textes, que les services ont, ou non, les crédits pour les appliquer, que les fonctionnaires sont, ou non, formés à leurs tâches nouvelles. D'une façon générale, force est d'ailleurs de constater que l'opinion est souvent mal informée des réformes, dont la préparation ne prend pas assez en compte les réactions des citoyens et les charges qu'elles ne manqueraient d'entraîner pour eux.

Une première réforme doit consister à améliorer le fonctionnement quotidien des administrations et des établissements publics : en effet, dans de nombreux cas, l'excès de formalisme, la mauvaise organisation de l'accueil des usagers, l'insuffisante qualification des agents, les négligences, retards et désordres de toutes sortes y sont générateurs de frustrations, de refus, voire de révoltes, qui compromettent l'efficacité des services et menacent parfois l'ordre public. L'administration n'a que

trop tendance à s'ériger en finalité par elle-même, oubliant qu'elle tire sa justification de son utilité et de son efficacité, et que « quand l'intérêt général devient l'intérêt particulier de tel bureau, des contre-pouvoirs tendent à s'organiser » (Pierre Drouin, *Le Monde* du 13 avril) : ces contre-pouvoirs sont à leur tour l'amorce d'un processus corporatiste et féodal, source de rigidités et de conservatisme.

L'administration et la justice sont, certes, indispensables à la nation ; toutefois, investies du pouvoir d'édicter et de contrôler, de contraindre et de punir, elles ne sont pas exemptes du risque d'impopularité, notamment lorsque s'ajoutent les difficultés de la vie, la pression des disciplines et des sacrifices nécessaires au salut collectif. Bien entendu, les fonctionnaires et les magistrats n'ont pas à rechercher les faveurs de leurs concitoyens : mais ils peuvent en craindre l'hostilité non seulement pour le bon exercice de leur mission, mais pour leur dignité personnelle. Aussi n'est-il pas prudent de surcharger de tâches coercitives des services dont la mission est aussi délicate que le recouvrement des impôts, l'application des lois sociales, le contrôle des pratiques commerciales, alors surtout que la justification de ces obligations est mal perçue dans le peuple.

Il appartient au pouvoir politique de faire comprendre ses choix et d'en assumer les conséquences : en laissant imputer aux fonctionnaires la responsabilité n'accroît en rien ni sa crédibilité, ni l'efficacité des services, ni le consensus social. Au contraire, le respect de sa mission et le maintien de son autorité doivent porter l'Etat à assurer la protection de ses agents et à réprimer les agissements contraires à l'ordre public. La difficulté traditionnelle de la relation entre l'administration et son public s'en trouve accrue.

Des enquêtes d'opinion révèlent que plus de la moitié des Français portent un jugement défavorable sur les agents publics : pour globale et imprécise qu'elle soit, cette appréciation mérite réflexion. Justiciables, contribuables, assujettis, administrés, en quelque qualité qu'on les prenne, les citoyens ne sont pas, par définition, passifs. Ils veulent mieux qu'ils prennent leurs responsabilités en accord avec l'Etat, et grâce à l'Etat, que contre lui.

(\*) Conseiller d'Etat.

Où sont, où sont désormais, où que ce soit, les hommes libres ? Et que reste-t-il des rêves anciens de dialogue dans un monde où le nombre emporte tout, mais dans lequel, nous le savons pourtant, rien ne serait pire que de renoncer ?

Et peut-être aussi faut-il se demander qu'est-ce, après tout, qu'un homme libre ? A chacun d'entre nous d'en débattre avec lui-même. A chacun, s'il en a une, d'apporter sa propre réponse.

Mais voici le deuxième débat, sans doute aucun de plus grande difficulté, et de tout autre importance. Il s'agit ici de s'interroger sur les domaines dans lesquels les dialogues acceptés peuvent conduire à des décisions d'accord commun. Il s'agit ici de s'interroger sur ces territoires - qui ne le sait, mais qui le dit ? - où les problèmes, par leur nature même, et non point à raison de l'entêtement ou du refus de l'autorité de l'entreprise, sont tels que les décisions ne sauraient relever que du commandement, ces territoires dans lesquels les responsabilités ne se partagent plus.

Où en sont les frontières, là non plus jamais aisées à définir, celles

(\*) Président de société.



هكوان الوطن



مکان العمل

Le Monde

# étranger

## LA PRÉPARATION DU SOMMET DE WILLIAMSBURG

### Washington maintient ses positions mais adopte un ton conciliant à l'égard de Paris

Washington. - Les Etats-Unis ont proposé aux six autres participants du sommet de Williamsburg (Allemagne fédérale, Canada, France, Italie, Japon et Grande-Bretagne) un projet de texte commun associant leurs positions respectives. Selon le Washington Post, qui en révéle les grandes lignes, ce document de compromis aurait reçu un accueil favorable dans les capitales concernées.

Le texte américain a été établi par M. Allen Wallis, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires économiques. Les idées suivantes y figurent :

- Volonté de trouver « une approche commune pour une reprise stable » ;

- Nécessité d'une intervention coordonnée sur les marchés des changes, étant entendu que la décision d'intervenir appartient à chaque pays ;

- Engagement à améliorer le système monétaire international et à envisager une conférence monétaire ;

- Reconnaissance du danger des déficits budgétaires élevés et de leurs effets néfastes sur les taux de change et d'intérêt ;

- Dénonciation d'un « protectionnisme croissant » et nécessité d'accroître le rôle du GATT ;

- Engagement à appliquer les conclusions (assez vagues) des études entreprises sur les rapports économiques Est-Ouest, en faisant référence aux problèmes de sécurité.

De notre correspondant

L'administration Reagan souhaiterait, d'autre part, une déclaration politique des sept chefs d'Etat ou de gouvernement en faveur du déploiement des nouvelles fusées américaines en Europe. Mais, étant l'organisateur du sommet de Williamsburg, elle voudrait éviter au maximum des conflits qui provoqueraient un échec public et mettraient peut-être un terme à de telles rencontres.

### Le secrétaire au Trésor répond à M. Mitterrand

Le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, s'exprimait mercredi 18 mai devant la presse étrangère de Washington. On lui a demandé s'il s'attendait à un accrochage franco-américain au sommet. Réponse pleine de sourires : « Une discussion animée peut-être, mais pas d'accrochage. La France est le plus vif allié des Etats-Unis. Les Français sont aussi des amis. Un hôte ne se bat pas contre un invité. »

Cela n'a pas empêché le secrétaire au Trésor de répondre à M. Mitterrand, selon lequel le déficit budgétaire des Etats-Unis est la cause des taux d'intérêt élevés et des déséquilibres monétaires. M. Regan ne pense pas que son pays ait des excès à présenter. Il lui décerne, au contraire, une très bonne note en rappelant la situation de l'année dernière, avant le sommet de Versailles : « Notre reprise économique était alors incertaine et nos taux

d'intérêt restaient élevés. A Williamsburg, nous pourrions dire que la reprise est certainement en cours et que les taux ont baissé sensiblement. »

Le secrétaire au Trésor s'appuie sur deux graphiques. Le premier représente l'inflation dans les sept pays, le second montre l'évolution de leurs taux d'intérêt à court terme. Ils sont presque superposables : l'Italie est toujours la lanterne rouge, précédée de la France, tandis que le Japon, les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale se disputent les meilleures places.

Le déficit budgétaire ne détermine pas forcément les taux d'intérêt, a expliqué le secrétaire au Trésor. « Prenez le Japon. Ses taux d'intérêt sont nettement plus faibles que ceux des Etats-Unis, alors que son déficit est, en proportion, plus élevé. » Ce qui compte, selon M. Regan, c'est la quantité d'épargne dans chaque pays, la manière dont le déficit est financé. « Aux Etats-Unis, avec la reprise en cours et l'épargne disponible, nous pouvons gérer un déficit de la taille actuelle - (200 milliards de dollars environ). »

Les autorités américaines sont-elles prêtes à intervenir sur les marchés des changes ? « Vous ne pouvez résister à une vague, sur une longue période, si les facteurs économiques sont contre vous », dit M. Regan. Pour le court terme, en revanche, des interventions coordonnées entre plusieurs pays peuvent apaiser des fluctuations excessives. « Nous avions promis d'intervenir dans de telles situations, et nous l'avons fait. Mais il est impossible de définir des règles précises. »

Le secrétaire au Trésor ne voit qu'un seul moyen de maintenir les parités, à long terme, « dans des limites raisonnables » : une coordination des politiques nationales pour « une croissance non inflationniste ». En clair, l'Italie et la France doivent rejoindre le peloton.

Un nouveau Bretton-Woods ? « Pour préparer la conférence de Bretton-Woods, souligne M. Regan, il avait fallu trois années de travaux et quelque cent cinquante projets. Plutôt que de simplement se rencontrer, je suggère qu'on réfléchisse bien aux raisons de cette rencontre, aux objectifs visés. Il faudrait beaucoup travailler. M. Mitterrand est d'accord là-dessus. Quand il a parlé d'un retour à Bretton-Woods, il n'a pas dit faisons-le demain ou la semaine prochaine. D'ailleurs, ce qu'il affirme aujourd'hui, je l'avais dit moi-même il y a six mois. »

ROBERT SOLÉ

### Six dirigeants socialistes se prononcent pour le plein-emploi et la limitation de la demande

Six chefs de gouvernement socialistes ou leurs représentants se sont réunis à Paris, mercredi 18 et jeudi 19 mai, pour mettre au point un certain nombre de réponses à apporter, selon eux, à la crise économique mondiale. Il s'agissait, outre M. Pierre Mauroy, de MM. Palme (Suède), Papandréou (Grèce), Sorsa (Finlande), Soares (Portugal) et Thiam (président de l'Assemblée nationale sénégalaise). L'Autriche, dont le gouvernement était en cours de constitution (lire

par ailleurs), ne pouvait participer à la rencontre. M. Gonzalez, retenu à Madrid, avait délégué son ministre du plan.

A l'issue de cette réunion, un texte résumant l'ensemble des analyses et des propositions des dirigeants socialistes devait être rendu public, à l'occasion d'une conférence de presse réunie à l'hôtel Matignon en tout début d'après-midi ce jeudi.

Initialement « Vers la croissance économique, le plein-emploi et une économie mondiale plus équitable », le texte élaboré par les participants à cette rencontre - qui fait suite à celle des « acteurs du changement », organisée en janvier dernier à Paris - s'ouvre sur une longue analyse des causes de la crise, considérée comme « la plus sérieuse depuis 1945 ». Relevant en particulier que le chômage a quadruplé en dix ans dans les pays de l'O.C.D.E., que « des rigidités croissantes soumettent à des tensions de plus en plus vives le système international du libre-échange », que le revenu réel ne progresse plus et que les systèmes de protection sociale se trouvent remis en question, les auteurs du texte ajoutent : « Les prémisses d'une crise morale sont ainsi réunies. »

Parmi les causes et les effets de la crise, le texte insiste sur la hausse du chômage (à laquelle il est reproché, parmi d'autres conséquences néfastes, de « réveiller des tentations protectionnistes »), la faible niveau de l'investissement, l'accroissement des déficits publics et, bien entendu, l'inflation et les désordres monétaires. Mais, fait-on observer plus loin, les « économies à planification centralisées » n'échappent pas davantage.

Pour en sortir, « les politiques économiques concertées doivent être consacrées en priorité absolue au retour au plein-emploi, au moyen d'une croissance soutenue et non inflationniste, et de changements

qualitatifs dans l'économie mondiale ».

L'action à mener en commun pour provoquer et soutenir la reprise pourrait notamment, selon eux, porter « une gestion concertée de la demande » (passant par une baisse des taux d'intérêt), une politique active de l'emploi, un « ajustement structurel » des outils de production industrielle, pour éviter que la relance de l'activité ne provoque aussi celle de l'inflation, la stabilisation des taux de change et le renforcement du système financier international. A ce propos, il est envisagé d'organiser, ou au moins de mettre à l'étude, une conférence monétaire internationale. Proposition qui reprend celle que M. Mitterrand avait récemment faite devant l'O.C.D.E.

S'agissant du commerce Est-Ouest, la déclaration des gouvernements socialistes note que les circonstances politiques et économiques actuelles ne lui sont guère favorables, mais que ce courant d'échanges doit « rester ouvert ».

Enfin, un long développement est consacré au nécessaire renouveau de la coopération Nord-Sud, qui doit éviter deux écueils. Le premier serait de donner une priorité excessive à l'assistance à court terme, en cas de crises aiguës de la balance des paiements de certains pays du tiers-monde ; le second serait d'oublier certains pays qui, quoique très pauvres, ne sont pas frappés par l'endettement extérieur spectaculaire que connaissent d'autres. Le rôle des banques régionales de déve-

loppement pourrait par ailleurs être renforcé.

Ce texte, quoique largement consacré aux difficultés des économies industrielles développées, réserve donc une partie importante de ses analyses et propositions aux pays en voie de développement. Il s'agit évidemment là d'une originalité délibérée de la part de ses auteurs, qui, comme l'ensemble de l'Internationale socialiste, ont toujours souhaité relier la recherche de solutions à la crise à une réflexion d'ensemble sur les problèmes du développement.

Il s'agissait aussi, probablement, de répondre par avance à une accusation qui risquait d'être adressée à ses auteurs : celle d'avoir exclusivement pris en compte, dans leurs travaux, la préparation du sommet de Williamsburg, et donc de se définir par rapport aux Etats-Unis, à des structures et des préoccupations exclusivement « capitalistes ».

M. Mitterrand, qui sera le seul chef d'Etat ou de gouvernement socialiste à prendre part à ce sommet, devait être chargé par les autres auteurs du texte de se faire leur porte-parole à Williamsburg. On avait un peu redouté, du côté français, une rédaction finale qui aurait, par sa précision et ses exigences, rendu à peu près impossible que le président de la République puisse jouer ce rôle. La nature de ces analyses, leur caractère général et mondialiste, font qu'elles ne devraient finalement gêner en rien le chef de l'Etat.

BERNARD BRIGOLEUX.

## A TRAVERS LE MONDE

### Angola

● DÉMENTI CONCERNANT LA MORT D'ENFANTS TCHÉCOSLOVAQUES. L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) - « rébellion armée » - a annoncé mercredi 18 mai à Lisbonne qu'aucun des enfants enrôlés par ce mouvement en Angola n'est décédé, contrairement à ce qu'avait affirmé le Sunday Times le 8 mai (le Monde du 11 mai). Le mouvement de M. Jonas Savimbi indique que tous les ressortissants tchécoslovaques enrôlés le 12 mai dernier dans la région d'Alto-Camunda, au sud de Luanda, se trouvent « en bonne santé et hors de danger ». - (A.F.P.)

### Argentine

● LA MORT DE DEUX DIRIGEANTS PERONISTES DE GAUCHE, tués par la police, prouve qu'il existe encore en Argentine des groupes voulant interrompre le processus de démocratisation en cours, affirme-on ce jeudi 19 mai dans les milieux politiques de Buenos-Aires. Osvaldo Cambiaso et Eduardo Daniel Pereyra Rossi ont été tués au cours d'un affrontement avec la police à Zarate, à une centaine de kilomètres au sud de Buenos-Aires. L'armée est soupçonnée d'avoir en fait exécuté les deux hommes. La peur d'Osvaldo Cambiaso a déclaré que son frère a été enlevé avec d'autres personnes par cinq inconnus samedi 14 mai à Rosario au nord-est de la capitale. - (A.F.P.)

### Birmanie

● LE GÉNÉRAL TIN OO, considéré comme le numéro deux du régime birman dirigé par M. Ne Win, a quitté ses fonctions gouvernementales, a-t-on appris officiellement à Rangoon, le mercredi 18 mai. Simultanément, la presse birmane a annoncé que M. U Bo Ni, le ministre de l'intérieur et des affaires religieuses, a été suspendu de ses fonctions mardi. Aucune explication n'a été fournie pour ce double départ. On ignore notamment si le général Tin Oo, âgé de cinquante-cinq ans, conservera son poste de secrétaire du puissant parti unique birman, le Parti du programme socialiste birman, que préside M. Ne Win. - (A.F.P.)

### Brésil

● LE GÉNÉRAL FIGUEIREDO, a affirmé, mercredi 18 mai, à Brasília qu'il ne briguera pas un nouveau mandat présidentiel et que, le 15 mars 1985, il remettra le pouvoir à son successeur élu. Le parti officialiste P.D.S. (Parti démocratique et social) et certains membres du gouvernement brésilien, avaient suggéré que le

général Figueiredo soit candidat à la présidence pour un nouveau mandat. - (A.F.P.)

### Hongrie

● LE VICE-MINISTRE CHINOIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, M. Qian Qichen, a achevé le mercredi 18 mai une visite officielle en Hongrie, entamée le lundi précédent. M. Qian, qui est le négociateur chinois dans les conversations sino-soviétiques, a notamment rencontré le ministre hongrois des affaires étrangères, M. Frigyes Pujó. Il s'agit de la première visite d'un haut responsable chinois en Hongrie depuis plus de vingt ans. - (A.F.P., U.P.I.)

### Niger

● LE CONSEIL MILITAIRE SUPRÊME (C.M.S.) et le gouvernement du Niger ont affirmé, mercredi 18 mai, avoir « constaté une reprise satisfaisante des cours » dans les lycées et à l'université de Niamey et ont annoncé des sanctions contre les « quelques » étudiants qui poursuivent la grève. Dans un communiqué diffusé à la radio, le C.M.S. et le gouvernement ont indiqué que toutes les dispositions seraient prises pour l'application des mesures annoncées le week-end dernier. Le gouvernement avait affirmé que les grévistes verraient leur inscription annulée pour l'année en cours et seraient renvoyés. - (A.F.P.)

### Sierra-Leone

● FERMETURE D'UN TIERS DES AMBASSADES. - La Sierra-Leone ferme six de ses dix-huit ambassades à l'étranger par souci d'économie, a annoncé mardi 17 mai M. Abdulai Conteh, ministre des affaires étrangères. Les ambassades touchées sont celles de Paris, Bonn, Rome, La Havane, Le Caire et Accra. - (Reuters).

### Tunisie

● LES DÉPUTÉS TUNISIENS ont ratifié, mardi 17 mai, le traité de fraternité et de concorde et la convention sur le bornage des frontières conclus au mois de mars avec l'Algérie. Lors du débat, plusieurs députés ont proposé la création d'une structure maghrébine commune des partis politiques et des organisations syndicales et la réactivation du Comité consultatif permanent maghrébin. Le premier ministre, M. Mohamed Mzali, a rappelé que le traité algéro-tunisien n'est dirigé contre personne, qu'il ne saurait être interprété comme « un repli sur soi » et qu'il est, de par sa nature, ouvert à l'ensemble des Etats composant le Maghreb, de la Mauritanie à la Libye. - (Corresp.)

Jean Hamburger  
Le Journal d'Harvey



Roman.  
Flammarion

### SELON M. GREMETZ (P.C.F.)

#### « On ne peut empêcher aucun État » de prendre en compte la force de dissuasion française dans les négociations de Genève

Comment donner raison à la fois à M. François Mitterrand et à M. Youri Andropov sur des problèmes aussi contestés que celui des armements nucléaires en Europe et l'accord israélo-libanais ? M. Maxime Gremetz, responsable de la politique étrangère à la direction du P.C.F., a pour ce faire la recette d'une dialectique éprouvée. Au cours d'un déjeuner organisé mercredi 18 mai par l'association de la presse diplomatique française, il a tenu des propos où chacun pouvait trouver sa part.

Bien entendu l'un et l'autre ne sont pas mis sur le même plan. C'est avec empressement que M. Gremetz rend hommage, toutes les fois qu'il le peut, à la « juste position » du président de la République, qu'il « soutient pleinement », etc. La position soviétique, elle, n'est jamais désignée comme telle et n'apparaît qu'à travers des explications sur le fond.

Ainsi sur l'affaire des euromissiles, M. Gremetz soutient pleinement le gouvernement lorsqu'il s'agit de maintenir en état les forces de dissuasion française (« en état et non en l'état », précise-t-il, ce qui implique la nécessaire modernisation), et de refuser d'« entrer dans la discussion sur la prise en compte de ces forces » (il cite là encore M. Mitterrand). Il se donne même l'élégance de dénoncer l'« hypocrisie » de M. Valéry Giscard d'Estaing qui soutient l'installation des missiles de l'OTAN, mais « ne voulait pas le dire pour ménager l'opinion publique ».

Cela dit, « on ne peut empêcher les deux négociateurs (de Genève) de prendre en compte l'ensemble des armements qui existent en Europe », ce que demande précisément M. Andropov. M. Gremetz appuie la démonstration par l'exemple « absurde » que serait l'existence dans chaque pays occidental d'une force nationale de dissuasion : « Si chacun refusait d'être pris en compte, que compterait-on alors du côté atlantique ? Plus rien. » Il en trait de même à l'Est si l'U.R.S.S. décidait par exemple de céder à la R.D.A. une partie de ses armements nucléaires.

En bref, « avant notre force est indépendante et non négociable » - et il est exclu que la France participe aux négociations au stade actuel - avant nous ne pouvons contester aux autres Etats (leur droit) de prendre en compte tous les armements. Et de citer l'accord P.C.-P.S. qui a servi de charte, en juin 1981, à la coalition gouvernementale et qui mentionnait, parmi les principes à suivre en matière de désarmement, non seulement « l'équilibre des forces en Europe et dans le monde », mais aussi « la sécurité de chaque pays ». M. Gremetz « insiste » sur cette dernière formule qui, sous des airs anodins, rejoint le principe également usiné de « sécurité égale » avancé par les Soviétiques à l'appui de leurs exigences actuelles.

Sur le traité israélo-libanais, la partie est plus facile puisque le président français, tout en « apportant son soutien au gouvernement légitime du Liban », se refuse à prendre parti sur le fond. Comme lui, M. Gremetz « se garde de porter un jugement », puisque « nous ne sommes pas négociateurs » et qu'il est d'ailleurs temps de « cesser de

donner des conseils à tout le monde ». Cela dit, il « constate » que l'accord résulte d'une « pression maximale des Etats-Unis », qu'il a été condamné par « les forces progressistes du Liban », par l'O.L.P. et par la Syrie, et qu'ainsi « la tension monte dans la région ». Le P.C. continuera donc de se battre pour l'application des résolutions 508 et 509 du Conseil de sécurité (voici pendant la guerre du Liban l'état dernier) et qui demandaient le retrait des seules forces israéliennes du Liban.

En conclusion, M. Gremetz confirme l'opposition affichée en 1976 par M. Georges Marchais à la tenue de conférences mondiales des P.C. De telles réunions visant à élaborer une stratégie commune sont « dépassées », et il est exclu que le P.C.F. y participe à nouveau. Cela dit la coopération doit être maintenue dans un cadre bilatéral, régional et même mondial, s'il s'agit de parvenir à un « but précis » ou de discuter d'une « situation qui demande une mobilisation à l'échelle mondiale ». Le thème du « désarmement et de la paix » pourrait être une de ces situations, encore que sa discussion intéresse aussi les partis socialistes, sociaux-démocrates et d'autres mouvements. - M. T.

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75437 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER

(par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 634 F 887 F 1 140 F

II - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque

postal (trois virements) voudront bien

joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisoires (deux semaines ou plus) :

nos abonnés sont invités à formuler

leur demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez adresser l'obligation de

rédiger tous les noms propres en

capitales d'imprimerie.



# DIPLOMATIE

LA PRÉPARATION DE LA RÉUNION DE WILLIAMSBURG

## Pour un sommet utile

(Suite de la première page.)

A vrai dire, je crains que, pour les mêmes raisons que le sommet de Versailles, le sommet de Williamsburg ne se termine par un texte réunissant un mélange de banalités diplomatiques, et de passages plus substantiels, rapidement vidés de leur contenu par les interprétations divergentes qui en seront données.

A un moment où les pays européens conduisent des politiques économiques largement incohérentes, alors que l'Europe montre son incapacité à prendre toute initiative d'ensemble, quand les États-Unis n'arrivent pas à émerger de leur débat budgétaire, quand l'essentiel des discussions entre les dirigeants américains, européens et japonais se concentrent sur des détails sans réussir à faire bouger l'ensemble, on peut craindre que le sommet coure le risque de l'échec.

Ayant pris l'initiative, il y a huit ans, à Rambouillet, de lancer la procédure des sommets, je continue de croire que ces réunions peuvent jouer un rôle utile dans la recherche des solutions les meilleures aux problèmes économiques internationaux.

Le communiqué ci-joint reflète cet espoir. Ce n'est pas un jeu, mais une tentative pour tracer l'esquisse d'une réponse à l'attente et à l'angoisse de l'opinion internationale.

### Projet de communiqué de Williamsburg

1. - Les chefs d'État et de gouvernement, réunis à Williamsburg les 27 et 28 mai 1983, sont convenus de ce qui suit :

Nous avons procédé à un examen détaillé de la situation économique et monétaire mondiale. Nous avons conclu que la crise économique mondiale, résultant des deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 arrive à son terme, et qu'une reprise s'annonce durable et que les politiques actuelles sont nécessaires pour engager dans cet esprit de détermination et de coopération. Ces actions sont les suivantes :

a) Les États-Unis et le Canada s'engagent à rechercher une diminution de leurs taux d'intérêt par une réduction continue de leurs déficits budgétaires, une politique fiscale moins rigide et un réexamen des règles d'imposition des intérêts reçus et payés ;

b) Le Japon s'engage à ouvrir davantage son économie ; les bénéfices qu'il retirera de la baisse des prix du pétrole seront utilisés pour pousser activement la croissance des importations au Japon de produits manufacturés en provenance des autres pays en développement ;

c) Les pays européens s'engagent à mettre en œuvre une discipline commune, à travers les pays actuellement en déséquilibre majeur ajusteront rapidement leurs économies pour réduire les déficits budgétaires et extérieurs, pendant que les autres chercheront à accompagner la reprise qui se manifeste chez eux. Le but commun sera, que, à la fin de 1984, lorsque les forces de la reprise américaine commenceront à s'essouffler, l'Europe soit prête à prendre collectivement les actions additionnelles qui pourraient être nécessaires.

Ces efforts mutuels s'appuieront sur deux engagements fondamentaux :

- un engagement conjoint et solennel de n'introduire, dans les deux prochaines années, aucune nouvelle mesure protectionniste ni aucune nouvelle restriction commerciale, et d'entamer un processus d'élimination des restrictions existantes ; nos gouvernements agiront de concert, comme nous l'avons indiqué à Londres en 1977, pour faire face aux pressions qui s'exerceront en direction de mesures protectionnistes ;

- un engagement d'ouvrir un dialogue avec les pays producteurs de pétrole sur les tendances du marché de l'énergie, les prix du pétrole et leurs effets sur l'économie mondiale ; et l'engagement de donner une dimension nouvelle au dialogue Nord-Sud, l'objectif étant la mise en œuvre d'un plan d'aide de cinq ans, sous la forme d'un transfert de ressources réelles vers les pays les moins avancés, en particulier en Afrique.

2. - Les chefs d'État et de gouvernement considèrent que le retour à un cadre stable de relations monétaires internationales est un élément essentiel pour rétablir la confiance et assurer la liberté durable des échanges. Ils sont convenus d'engager une marche graduelle conduisant à une conférence monétaire internationale.

a) L'objectif final commun est de revenir à un système de parités fixes, restituant la prévisibilité aux décisions économiques et liant les politiques monétaires internes à une référence objective ;

b) Au cours des trois prochaines années, nous rechercherons la convergence progressive du système actuel des taux de change, par la convergence de trois actions se soutenant mutuellement :

- un renforcement du Système monétaire européen par une utilisation plus large de l'ECU, une consolidation des facilités de crédit, et une concertation des politiques économiques ;

- un système de « zones d'objectifs » entre l'ECU, le dollar, et le yen, fondé sur des marges élargies, non rendues publiques, qui seront progressivement réduites ; des politiques monétaires concertées, avec des objectifs monétaires internes définis en commun, concourront à cette action ;

- l'utilisation du réseau des banques centrales pour des interventions mutuelles agréées entre elles ; les ressources consacrées à ces interventions, qui ne seront pas rendues publiques, seront progressivement accrues.

c) Une commission internationale, composée des représentants en nombre limité des pays créditeurs et des pays débiteurs, des emprunteurs et des prêteurs privés, ainsi que des organisations multilatérales, sera chargée de faire des propositions concrètes quant aux problèmes d'endettement international, et à la poursuite de la politique de crédits extérieurs.

d) A son terme, ce processus conduira à une conférence monétaire internationale qui examinera les progrès accomplis par cette action collective et qui définira des règles permanentes pour l'avenir, sous le nom de S.M.M. (Système monétaire mondial).

Quand nous nous sommes réunis, il y a huit ans, lors du sommet de Rambouillet, nous étions d'accord pour considérer que l'objectif essentiel de notre réunion était d'engager une discussion directe, d'homme à homme, afin d'essayer de connaître les convictions, les intentions et les objections réelles de chacun d'entre nous.

Ce n'était pas une réunion administrative de plus. Nous considérons qu'il était utile de savoir ce que chacun des décideurs finaux avaient dans l'esprit, afin d'éviter les ambiguïtés, les contradictions et les frustrations qui accompagnent toute politique à laquelle une impulsion et une direction claires n'ont pas été données.

Aujourd'hui, par exemple, il se fait très important de connaître les convictions personnelles du président Reagan sur le choix entre les taux de change flottants ou fixes, l'engagement personnel du président de la République française à l'égard du protectionnisme, l'évaluation personnelle du chancelier Kohl sur l'importance et les limites du commerce Est-Ouest, et l'attitude de M<sup>re</sup> Thatcher quant à la contribution que la Grande-Bretagne pourrait apporter l'an prochain à la reprise économique mondiale.

Afin de conserver leur utilité aux sommets et les protéger de toute invasion bureaucratique, nous étions tombés d'accord pour juger qu'il fallait éviter de fixer un calendrier régulier, et laisser au prochain pays organisateur le soin de proposer une réunion quand la situation la rendait utile. Malheureusement la recherche d'avantages politiques ou électoraux a conduit à des réunions annuelles, et inutilement solennelles.

Co serait une initiative salutaire de revenir à l'esprit initial, et de supprimer les attentes et les frustrations inutiles, en décidant que les sommets se réuniraient seulement quand les circonstances les justifiaient.

Pourquoi, alors, les propositions de ce communiqué ?

Concernant la situation économique mondiale, la question essentielle qui se pose est de savoir si nous atteignons la fin de la crise. Nous avons vécu dans cette crise depuis 1973. Partout ses conséquences ont été sévères : 32 millions de personnes sont sans emploi dans les pays de l'O.C.D.E. Depuis Rambouillet, tous les gouvernements des grandes démocraties, quelles que soient leurs orientations, ont été changés.

Quatre des principales économies, États-Unis, Japon, Allemagne et Royaume-Uni, connaîtront à la fin de 1983 une expansion plus ou moins marquée. Mais un point d'interrogation demeure : la reprise sera-t-elle de brève durée, comme aux États-Unis à la fin de 1980, ou sera-t-elle durable ?

Pour que la reprise soit durable, deux facteurs seront décisifs.

D'abord l'évolution des taux d'intérêt qui découragent actuellement les investissements productifs. Le caractère durable de la reprise américaine dépend essentiellement de la politique monétaire qui sera conduite. Les taux d'intérêt réels, déduction faite de l'inflation, atteignent actuellement environ 5 %, alors que leur niveau est normal compris entre 1 % et 3 %. Le taux actuel est historiquement très élevé. Ce n'est pas la seule variable qui contribue à l'inflation, mais elle est la plus importante. Cette affirmation demeure fondamentalement exacte. La confirmation de cet engagement, au niveau politique le plus élevé, aiderait tous les gouvernements intéressés, y compris les États-Unis et, je l'espère, la France.

La seconde condition d'une reprise durable est la convergence des forces d'expansion dans le monde. La crise d'endettement de 1982, et ses conséquences sur les prêts bancaires internationaux, peut entraîner une stagnation prolongée de la demande des pays en développement producteurs ou non producteurs de pétrole tels que le Mexique ou le Brésil, qui constituent d'importants marchés pour les exportations industrielles, ainsi que des pays de l'Europe de l'Est.

Avant d'aller plus loin, je veux répondre personnellement à la question : est-ce la fin de la crise mondiale ? La crise mondiale était l'addition de deux crises : une crise conjoncturelle et une crise structurelle. Ce que nous observons aujourd'hui, c'est bien la fin de la crise conjoncturelle. La crise structurelle, elle, demeure, avec ses conséquences sur les industries traditionnelles et sur le niveau permanent de l'emploi.

La crise conjoncturelle n'était pas due à un facteur unique, mais, comme on le sait, à deux causes elles-mêmes dépendantes : l'inflation et l'instabilité monétaire du début des années 70, et les deux augmentations successives du prix du pétrole de 1973 et 1979.

Cette dernière cause a cessé de produire ses effets pervers. Le prix du pétrole est à la baisse et les pays de l'O.P.E.P. n'accumulent plus d'excédents financiers. Mais la première cause, l'inflation du début des années 70, demeure, du moins appelle des remèdes complémentaires. Ainsi on aperçoit l'ensemble des problèmes auxquels la communauté internationale doit faire face aujourd'hui.

Vous ne serez pas surpris que, dans ces conditions, je souscrive aux prescriptions d'Helmut Schmidt en faveur d'une reprise collective. Elles peuvent être résumées par trois engagements pris par les principaux groupes de participants, auxquels j'ajouterais deux déclarations essentielles :

- Les pays d'Amérique du Nord, et notamment les États-Unis, considèrent des actions visant à la baisse de leurs taux d'intérêt, notamment par une réduction continue de leur déficit budgétaire. Une réduction significative devrait atteindre 10 % à 20 % en termes réels, au cours de chacune des trois prochaines années budgétaires. Une politique fiscale plus saine, et une révision des conditions d'imposition des intérêts reçus et payés sont également nécessaires ;

- Le Japon s'engageait à ouvrir effectivement son économie. Le bénéfice que le Japon va retirer, plus qu'aucun autre pays industriel, de la baisse du prix du pétrole, devrait être utilisé pour pousser activement la croissance des importations japonaises de produits manufacturés, en provenance des autres pays industriels et des pays en développement.

- Les pays européens mettront en œuvre une discipline économique collective. Cela signifie que les pays

ayant des déficits budgétaires et extérieurs importants ajusteront rapidement leurs économies, cependant que les autres atténueront la croissance qui s'y manifeste déjà. La réduction des déficits budgétaires pour les pays en déséquilibre devrait être, dès l'an prochain, de l'ordre de 20 % en termes réels. Le but à atteindre par les pays européens serait d'être prêts à la fin de 1984, lorsque les forces expansionnistes de l'économie américaine commenceront à s'essouffler, à prendre collectivement les actions additionnelles qui pourraient être nécessaires. Compte tenu des différences politiques existantes entre gouvernements européens, c'est sans doute un objectif difficile à atteindre, mais des progrès dans cette direction constituent un préalable à toute action collective de soutien de la conjoncture.

Enfin deux déclarations seraient souscrites :

- Un engagement solennel de n'introduire, au cours des deux prochaines années, aucune nouvelle mesure protectionniste ou aucune mesure de restriction commerciale. Il serait déraisonnable et honteux, que le monde ait traversé sept ans de crise sans recourir à protectionnisme et qu'il s'y décide lorsque la reprise est amorcée. S'il y a un engagement à prendre au sommet de Williamsburg, c'est bien celui-là. Nous l'avons formulé au sommet de Londres, le 8 mai 1977, au cœur même de la crise, en ces termes : « Nous rejetons le protectionnisme ; il contribuerait au chômage, à l'inflation, à l'instabilité et à l'endettement de nos pays ». Cette affirmation demeure fondamentalement exacte. La confirmation de cet engagement, au niveau politique le plus élevé, aiderait tous les gouvernements intéressés, y compris les États-Unis et, je l'espère, la France.

Le second engagement que je suggérerais est de montrer notre volonté de discuter de la situation avec les pays producteurs de pétrole. En 1975, j'ai lancé le dialogue Nord-Sud, avec l'aide de nos partenaires saoudiens. Nous avons affirmé, à cette époque, que la situation du marché du pétrole était un problème d'intérêt commun. Nous le disons à un moment où le prix du pétrole augmente. Maintenant qu'il baisse, nous ne faisons plus preuve de la même intérêt pour une discussion de la situation énergétique mondiale. Cela affecte la crédibilité de la valeur que nous attachons à des relations internationales équilibrées. Or ces pays sont importants par les ressources qu'ils détiennent, par les marchés qu'ils passent, et par les ressources financières qu'ils ont accumulées. Rien ne démontre que les prix du pétrole aient atteint actuellement un niveau d'équilibre. Je suggère que nous prenions l'initiative d'ouvrir un dialogue avec les pays producteurs de pétrole sur le développement du marché de l'énergie, et l'évolution future du prix du pétrole ; non pour fixer ces prix, car les forces du marché jouent nécessairement leur rôle, mais pour mieux appréhender leur évolution, et les conséquences qu'elle entraînera sur la situation économique et financière des pays concernés.

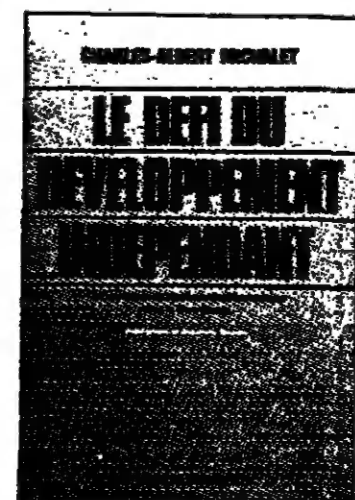
V. GISCARD D'ESTAING.

Prochain article :

### VERS LA STABILITÉ DES TAUX DE CHANGE

\* Ces articles sont publiés simultanément en France par *Le Monde*, en Grande-Bretagne par *The Economist*, en Allemagne fédérale par *Die Welt*, au Japon par *Nihon Keizai Shimbun* et en Italie par *l'Espresso*.

## CHARLES-ALBERT MICHALET



LES ÉDITIONS ROCHEVIGNES  
Collection Adèle

un pays du tiers monde peut-il encore définir son destin ?

21 rue Royale  
75008 Paris

LU

## COMMENT LES DÉMOCRATIES FINISSENT-elles

de Jean-François Revel

### Le combat inégal

Jean-François Revel est un excellent polémiste - il en reste quelques-uns - donc un moraliste. Il le prouve une fois de plus avec son dernier livre, tout entier consacré à décrire par le menu et à dénoncer l'inégal combat entre démocraties et totalitarisme communistes.

On peut, bien sûr, discuter tel ou tel point de la démonstration de Revel. Mais on ne peut pas, en revanche, discuter de l'actualité du problème qu'il traite. Il est au cœur des relations Est-Ouest, et les Occidentaux s'y heurtent régulièrement, après chaque tentative de dialogue, qu'il s'agisse de telle « période » en Angola ou en Éthiopie, de l'invasion de l'Afghanistan, de l'insubordination parlementaire de la Pologne, de l'installation des SS-20 ou des achats de gaz soviétique et de la construction du grand canal sibérien. Toujours, les mêmes questions se posent, s'imposent : que doivent faire les démocraties ? Que peuvent-elles faire ?

Revel n'a aucun mal à démontrer que dans le plupart des cas les démocraties ne font rien, et non se disputent entre elles pour le plus grand bénéfice de l'U.R.S.S. Ce comportement est tellement systématique que les analystes soviétiques l'intègrent dans les équations politiques qu'ils cherchent à résoudre : la plupart des initiatives du Kremlin, outre leur objectif principal, visent à exacerber les contradictions internes du camp occidental. La partie d'échecs qui se joue actuellement à propos des SS-20 et des Pershing-2 offre un exemple parfait de cette règle d'or de la diplomatie soviétique.

La principale explication de ce comportement suicidaire, Jean-François Revel le voit dans le lâcheté et le masochisme qui seraient, selon lui, deux des principales « qualités » des démocraties, sinon des démocrates. C'est là que notre auteur, frotté avec le dogmatisme, pousse un peu loin sa démonstration en développant soigneusement tous les arguments possibles et imaginables à l'appui de sa thèse et en ne faisant que mentionner ceux qui pourraient la tempérer. Bien sûr, c'est la loi du genre, et Jean-François Revel ne se cache pas d'avoir voulu écrire un livre de combat. Mais bon nombre des « libellés » qu'il dénonce s'appliquent par l'absence même de la démocratie.

L'auteur de *Ni Marx ni Jésus* en a bien conscience et passe en revue dans plusieurs chapitres de son livre ces faiblesses inhérentes à un régime politique : primauté du pouvoir d'État sur le système électoral qui ne facilite pas les analyses à long terme ; droit de critique défigé parfois en devoir ; perméabilité institutionnelle à la propagande adverse ; primauté du « bien-vivre », donc des intérêts économiques et commerciaux à court terme, puisque « la démocratie est par vocation occupée à l'amélioration patiente et délicate de la vie en société », alors que « le communisme est par nécessité tourné vers l'exter-

leur car il constitue un échec social ». Autant de rappels justes et pertinents, mais qui ne changent rien au problème, car, à vouloir lutter à armes égales contre le totalitarisme communiste, la démocratie y perdrait son âme. Ne la gagnant-elle pas déjà en s'accommodant un peu trop facilement de régimes du type Pratchin ou Guevarista ? Au nom, d'ailleurs, du même argument qui lui sert à « digérer » les coups de force communistes d'Afghanistan ou de Pologne : la révolte...

C'est que les notions de droits ou de gauche n'ont pas toujours grand chose à voir dans l'affaire. Un homme comme François Mitterrand - et on peut regretter que Revel n'insiste pas assez sur ce point - a infiniment plus fait pour éduquer ses compatriotes sur la nature du socialisme qu'un Général d'Allee qui en ignorait tout, au point de croire que les gens « persévèrent » avec les dirigeants du Kremlin pour éviter d'avoir quelque importance !

Et si, depuis une dizaine d'années, il est enfin possible de décrire la réalité soviétique sans être forcément taxé de fascisme et autres amabilités, c'est grâce à tout un travail d'information et de réflexion qui a été souvent mené par des hommes ou des femmes peu réputés pour leur conservatisme, mais qui se sont décidés enfin à appeler un chat un chat et le régime soviétique une dictature indéfectible. Ils sont toujours, il est vrai, considérablement en avance sur tout une partie de la classe politique - de tous bords - pour laquelle la forme prime trop souvent le fond et la courtoisie diplomatique constitue une vertu cardinale. Grèves erreurs face à un adversaire qui a le temps pour lui - aucune opinion publique ne le presse - et qui est passé maître dans l'art d'engager les Occidentaux dans d'interminables négociations au service du principe : « Ce qui est à moi est à moi ; ce qui est à toi est négociable ».

Le livre de Jean-François Revel fera grincer bien des dents, en particulier celles des aveugles qui refusent le vrai problème posé par le renvoi des SS-20 à la fois des États-Unis et l'Union soviétique, faignant de croire qu'ils sont de même nature. Les adeptes d'un tiers-mondisme nient ou minimisent à outrance le rivalité Est-Ouest y trouveront aussi maints sujets d'indignation, car l'auteur ne fait évidemment pas dans la nuance. Comment les démocraties finissent-elles ? Pourrait-on lui répondre que c'est une question fondamentale qu'il n'y a aucune raison de nier, il faut souhaiter qu'il s'origine d'un vrai débat et non pas seulement de quelques invectives, comme cela a été souvent le cas dans le passé lorsque l'on était posé le problème de la vraie nature de l'U.R.S.S.

JACQUES AMALRIC.

\* Comment les démocraties finissent-elles, de Jean-François Revel, Grasset, 332 pages, 79 F.

### Une soirée de l'Internationale de la résistance

« Nous vous passons le flambeau, celui de la France libre et combattante, celui de l'Europe combattante, qui est désormais votre », a dit M<sup>re</sup> Marie-Madeleine Fourcade en ouvrant le gala inaugural organisé mercredi 18 mai, par l'Internationale de la résistance officielle créée quelques jours plus tôt à Paris.

Bien que dans son texte constitutif, l'organisation prétende « coordonner l'activité de toutes les forces antitotalitaires », et en dépit du sonnet précédemment émis par certaines personnalités comme M<sup>re</sup> Simone Veil que l'organisation ait « le courage de dénoncer le totalitarisme d'où qu'il vienne », l'Internationale de la résistance n'est constituée exclusivement, mercredi soir, devant les quelques centaines de personnes rassemblées à la Mutualité, au « totalitarisme de type soviétique, le mal de ce siècle », selon M. Edouard Kozmetsov. Seul un étudiant chinois en exil, représentant du mouvement antisaoudien et M. Armando Valladares, M. Vladimir Bonkovski a estimé que « la haine délibérée crée entre les peuples représente la base même du totalitarisme (...) qu'il, phénomène global, ne peut être combattu qu'à l'échelle internationale ».

M. Bonkovski a critiqué « les masses timorées des capitales européennes qui exigent un désarmement nucléaire et renouellent la capitulation ». Il s'est pris enfin aux « belles âmes qui prétendent savoir plus que nous » et à « ceux qui nous conseillent d'accepter parmi nous des terroristes, formés par les régimes qui nous combattent... » - C.T.

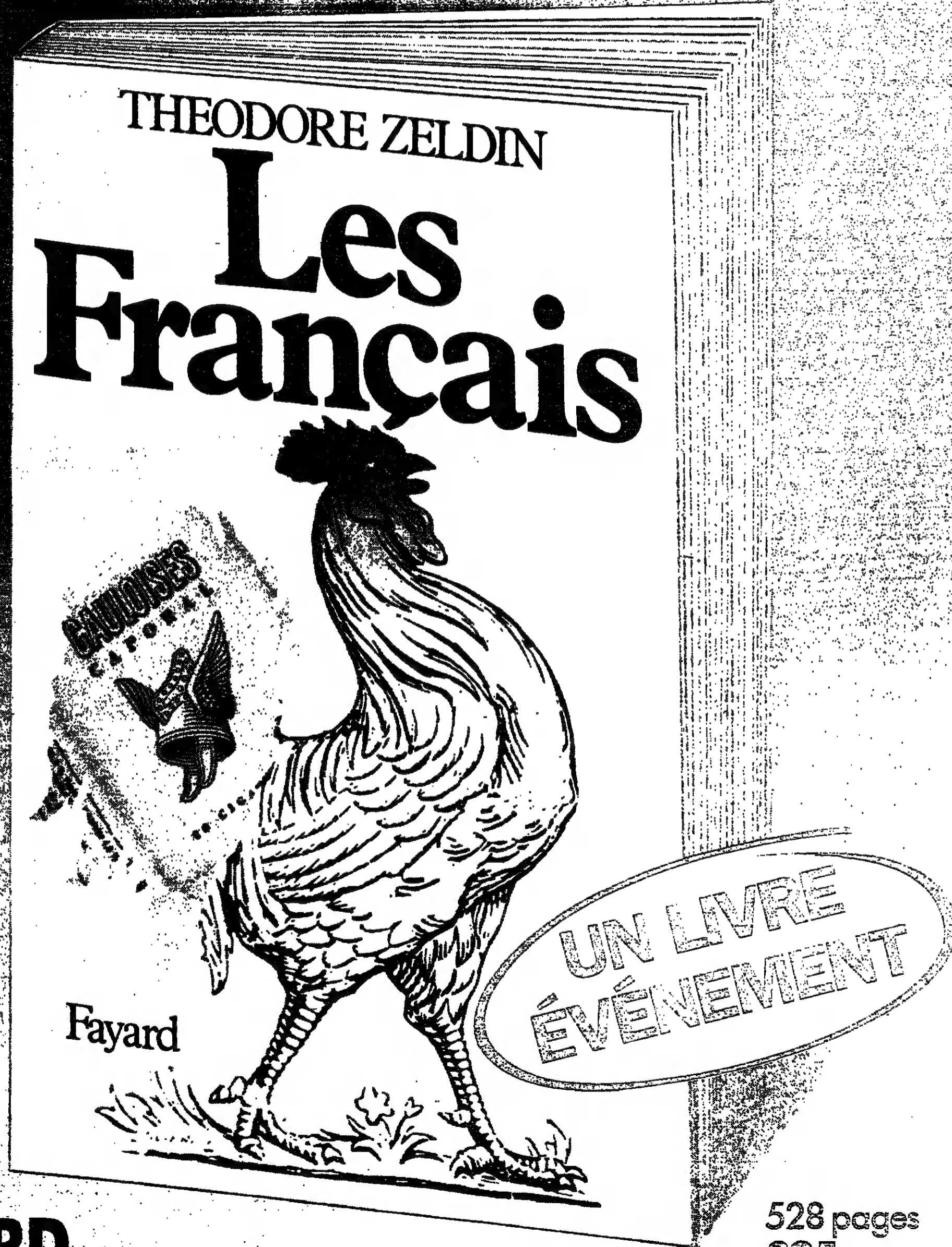
هكذا من النظم

FAYA



مركز من الأعمال

# 54 MILLIONS DE MINORITÉS



**FAYARD**

528 pages  
89F.



# EUROPE

## République fédérale d'Allemagne

### Le récit de la découverte des « carnets de Hitler », selon la dernière édition du « Stern »

La crise au sein de la rédaction du magazine Stern a pris fin mercredi 18 mai. M. Peter Scholl-Latour, rédacteur en chef, tandis que M. Johannes Gross, qui avait également été nommé à ce poste par le directeur du journal, a renoncé à ses fonctions, devant le mécontentement des journalistes.

Bonn. — « C'est d'accord, concède M. Henri Nannen, fondateur et patron du Stern, nous avons fini par perdre toute distance critique. Mais l'affaire des carnets de Hitler ne relève pas du pur crétinisme. Ce fut un « psycho-polar » d'un raffinement particulier qui ne se révéla que par la suite être une plaisanterie. » M. Nannen s'en prend ensuite aux saintes nitouches qui se gaussement du magazine hambourgeois et rappelle que Stern se trouvait dans cette affaire en bonne compagnie... à commencer par le directeur des Archives fédérales, le professeur Hans Booms qui, le 8 avril de cette année, signait avec le journaliste Gert Heidemann un contrat lui reconnaissant l'exclusivité pour dix ans des « papiers inédits » du Führer. M. Nannen fait ensuite comparativement d'autres témoins à décharge, dont l'illustre Trevor Roper, et un expert moins célèbre, le docteur Arnold Rantz, qui aurait déclaré que le papier provenant des cahiers consacrés à l'escapade anglaise de Rudolf Hess, daterait « de la seconde guerre mondiale ou d'avant ».

Quoi qu'il en soit, M. Henri Nannen a confié à deux rédacteurs du magazine, MM. Michael Seufert et Jürgen Steinholdt, le soin de faire le point dans l'édition du mercredi 18 mai. Ils exposent notamment la version de Heidemann, chef de l'ancien SS Fritz Stiefel, industriel en Souabe. Heidemann est mis en beau jour en présence d'un cahier manuscrit attribué à Hitler. Il proviendrait d'un certain Fischer, de Stuttgart ou des environs. Rendez-vous est pris. Fischer se dit capable de faire venir de R.D.A. des carnets de Hitler. Il se dit également le beau-frère de Günther Krebs, directeur du musée de la petite ville allemande de Lützen et le frère d'un général Fischer. Ce beau-frère serait entré en relation, à la suite d'une petite annonce, avec un vieux paysan des environs de Börnersdorf qui aurait été le camarade de combat d'Hitler pendant la première guerre et qui, en échange de la promesse d'un entretien décent, était prêt à donner le nom d'un paysan qui cachait des objets ramassés après l'accident du Junker supposé contenir les ultimes secrets du III<sup>e</sup> Reich.

#### De notre correspondant

Krebs trouve l'affaire un peu délicate et s'en ouvre au général Fischer. Ce dernier ira trouver le vieux paysan, remontera par lui jusqu'au détenteur des cahiers trouvés près de l'épave du Junker et lui achètera son trésor.

Heidemann est « électrisé » par ce récit. Le 27 janvier 1981, première livraison. Heidemann est porteur d'une somme de 200 000 marks en espèces que lui a remis le P.-D.G. de Gröner und Jahr, Konrad Fischer, le vendeur, fait jurer au journaliste de ne pas révéler son nom pour ne pas compromettre ses parents en R.D.A. Pour les mêmes raisons, l'engagement à ne pas faire expirer les manuscrits d'Hitler. Parole qui fut tenue au-delà de toute raison.

Le 25 février 1981, ce sont 480 000 marks qu'emporte avec lui Heidemann qui, on ne sait trop pourquoi, va chercher les cahiers en R.D.A. L'opération se passe selon toutes les règles de la série noire : une mystérieuse automobile attend dans un virage, près de Lauenburg ; elle dépasse la Mercedes de Heidemann qui, par la vitre de droite baissée, jette le paquet contenant les cahiers. A son tour Heidemann baisse la vitre de droite, dépasse la voiture d'où sont lancés les précieux cahiers. A deux reprises le petit jeu se répète : le 25 mars 1981 (340 000 marks) et le 1<sup>er</sup> juin (255 000 marks).

Heidemann finit par prendre peur. Il exige que les cahiers lui soient remis en R.F.A. Fischer n'est pas embarrassé pour autant. Les cahiers de la maison de transport Veb Dentram convoient donc les cahiers de Hitler cachés dans des pianos. Entre-temps, il s'était avéré — si l'on peut dire — que Hitler n'avait pas rempli seulement vingt-sept cahiers, mais soixante-neuf, et le prix montait avec le nombre. On en était à 200 000 marks la pièce. Le dernier paiement fut effectué le 29 avril, quatre jours après la publication du premier feuilleton sur la « découverte » des journaux de Hitler.

Le scandale ayant éclaté, Stern se décide enfin à vérifier les dires de Kagan, alias Fischer. On retrouve le logis — une belle demeure de 600 000 marks — où il a transféré ses pénates après les premiers paiements. Une rapide enquête en R.D.A. révèle que le prétendu directeur du musée de Lützen gage sa vie comme chauffeur dans un hôpital de la localité. Quant au frère, « grosse légume » de l'armée populaire, il est simplement policier adjoint et porteur dans une gare. Ni l'un ni l'autre n'avaient quoi que ce soit à voir avec les cahiers de Hitler. Il faut chercher ailleurs les complications de Kagan car il a certainement eu des accointances en R.D.A.

Qu'est devenu l'argent ? Selon les enquêteurs du Stern, Kagan fréquentait les endroits lochés du vieux Stuttgart. Il aurait dépensé en boissons et en femmes 1,5 million de deutschemarks. A suivre.

ALAIN CLÉMENT.

## Grande-Bretagne

### Le manifeste électoral conservateur prévoit une nouvelle vague de dénationalisations

Londres (A.F.P.). — Le parti conservateur a lancé, mercredi 18 mai, sa campagne pour les élections générales du 9 juin prochain en publiant un manifeste qui annonce une nouvelle offensive contre le pouvoir syndical, une réduction des impôts locaux, le maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne et une fidélité totale aux engagements de Londres vis-à-vis de l'alliance atlantique.

M<sup>rs</sup> Thatcher, présentant ce manifeste au siège du parti, l'a qualifié de « robuste et responsable ». Elle l'a comparé au programme, selon elle « extrémiste et catastrophique », du Labour, qui prévoit notamment de retirer le pays de la C.E.E. et d'abandonner la défense nucléaire.

Quant à la stratégie économique de M<sup>rs</sup> Thatcher, elle reste la même : priorité à la lutte contre l'inflation, aucune mesure pour réduire le chômage, qui ne pourra diminuer que par une reconstruction patiente de l'économie « pour qu'elle produise les biens et les services que veulent les gens, au prix qu'ils peuvent payer ». Les conservateurs, fidèles à leur philosophie de réduction du rôle de l'Etat, prévoient, par ailleurs, une nouvelle série de dénationalisations : ils veulent vendre 51 % des parts de British Telecom au privé, et la totalité de Rolls-Royce aéronautique et des British Airways. Certaines parties de British Steel, des chantiers navals British Shipbuilders et du constructeur automobile British Leyland seront également confiées au privé.

## A BERLIN-OUEST

### Les pacifistes ont préparé leur offensive contre le déploiement des missiles en Europe

#### De notre envoyée spéciale

Berlin-Ouest. — On se prend par la main et on cante *We shall overcome* dans la grande salle du Palais des congrès de Berlin-Ouest. C'est la fin de la conférence internationale des mouvements pour la paix ; c'est le moment de l'effusion, celui où le professeur Robert Jungk, futurologue et l'un des « sages » des pacifistes, dans un beau discours de clôture, revendique le côté émotionnel du mouvement et parle de l'amour. Et puis, pour conclure de façon symbolique et spectaculaire, on part bras-dessus bras-dessous par les rues de Berlin former une chaîne humaine du consulat de Pologne à celui du Portugal en promenant des banderoles qui demandent la détermination de l'Europe. Cela avec la coopération affable de la police, qui décore courtoisement la circulation aux carrefours.

Il était primordial pour les quatre cents organisations présentes à Berlin du 9 au 14 mai d'afficher l'image de la non-violence. Non seulement parce que nombre des participants — les féministes anglaises en tête — se réclamaient de la philosophie de Gandhi, mais surtout parce que, dans la partie cruciale qu'il va jouer à l'automne, le mouvement pour la paix sait ce qui le menace : « On va tenter, dit Robert Jungk, de nous criminaliser, de nous faire passer pour des terroristes. Il est très important de montrer que nous nous battons les mains nues, foute de quoi nous nous éloignerons de la plus grande partie de la population ; il ne restera du mouvement que la poignée qui n'a pas peur du dur et du risqué ».

Les participants étaient là en premier lieu pour mettre au point une stratégie pour l'automne. L'incertitude est totale dans les rangs des pacifistes quant aux possibilités d'un « rituel diplomatique » qui se joue actuellement à Genève d'aboutir à des résultats fructueux. Mais ils ne baissent pas les bras pour autant : le déploiement des missiles peut, malgré tout, être évité ; il ne pourra en tout cas, estiment-ils, être mis en œuvre dans les cinq pays européens concernés (République fédérale d'Allemagne, Italie, Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas) qu'au prix d'un déchirement social interne, tant est devenue grande la force du mouvement. Plus question de s'en remettre aux gouvernements ou aux Parlements, à majorité conservatrice ou chrétienne-démocrate dans ces cinq pays : ils n'ont en la matière, pas de légitimité et la base va parler.

Le premier mot d'ordre du mouvement pour cet automne, qui sera son morceau de bravoure, est donc « mobilisation ». Après la phase des appels (celui de Krefeld et d'autres), après celle des grandes manifestations, les militants de la paix aborderont une troisième étape : des actions directes et non violentes de désobéissance civile.

Les militants pacifistes vont s'efforcer d'inculquer cette idée à d'autres organisations professionnelles européennes. Ce ne sera sans doute pas la plus facile de leurs tâches, et le député de la gauche du S.P.D., M. Oskar Lafontaine, qui s'était rallié avec enthousiasme au mot d'ordre de grève générale, s'est fait gentiment rappeler à plus de prudence par d'autres membres de son parti présents à la conférence. L'effort de mobilisation des syndicats devrait en tout cas être mené dans la perspective de grandes manifestations qui marqueront le mois d'octobre. Les Allemands de l'Ouest ont déjà établi un calendrier qui prévoit une semaine de manifestations devant culminer le 22 octobre avec trois grands rassemblements en République fédérale.

A chacun ses méthodes : M<sup>rs</sup> Solange Fernex et une dizaine d'autres militants pacifistes français, américains et japonais, commenceront le 6 août une grève de la faim « jusqu'à la mort » (*fast for life*) pour éveiller les consciences au danger d'apocalypse nucléaire.

Quant à l'organisation de la campagne de désobéissance civile, elle est laissée à l'imagination des différents mouvements. On a cité notamment le boycott d'une partie des impôts correspondant à la part de défense dans le budget, le harcèlement

des administrations par des questions sur les moyens de se protéger en cas de guerre atomique, l'utilisation des radios libres et jusqu'aux consultations médicales pour « angoisse nucléaire ».

On a cité également, et le mouvement risque là — qu'il le veuille ou non — de se départir de ses options non violentes, l'organisation du blocus systématique des bases où doivent être installés les missiles et des véhicules de transport de matériel militaire et de munitions. Les représentants de la R.F.A., où le conflit social que se promettent d'ouvrir les pacifistes risque d'être plus aigu que n'importe où ailleurs, ont également prévu la création d'un « comité des cas ». Ce comité, rassemblant des personnalités au-dessus de tout soupçon, « de différentes couleurs politiques et culturelles », servira de caution aux actions de « résistance », afin d'éviter la « criminalisation » des individus qui y prennent part.

Un scénario se dessine derrière tous ces projets : « La prolongation des négociations de Genève au-delà de la fin de l'année 1983 serait la seule solution intermédiaire pour nous acceptable », disent les pacifistes. Cette proposition d'un moratoire a déjà été formulée par les socialistes-démocrates ouest-allemands. Elle sera reprise à nouveau par le S.P.D. devant le Bundestag sous une forme plus précise.

Un état de guerre prolongé

A côté de cette organisation tactique, l'autre but de la conférence de Berlin-Ouest était de blanchir le mouvement des accusations qui lui sont le plus souvent portées : celle d'être téléguidé par Moscou ou, du moins, celle de faire peu de cas des violations des droits de l'homme dont sont victimes les peuples d'Europe de l'Est. La réunion de Berlin-Ouest fut sur ce point assez peu convaincante, car elle fut contrainte de se limiter à des formulations tellement générales qu'elles n'expriment rien d'autre que de bonnes intentions et recouvrent en fait toutes les ambiguïtés.

C'est Georgy Konrad, écrivain hongrois vivant pour ses années à Berlin-Ouest, qui a le mieux exprimé le credo du mouvement sur cette question : la bipolarisation de l'Europe, issue de Yalta, est un état de guerre prolongé ; l'équilibre militaire que les stratèges prétendent rechercher est impossible, chaque bloc

visant en permanence la supériorité sur l'autre. La spirale de l'escalade ne peut être rompue que par « un dialogue qui transcende la division en blocs » et qui finira par se voir réaliser. Douce utopie qui, quoi qu'en disent les pacifistes, n'est pas totalement innocente.

Les participants se sont félicités des messages de soutien qui leur arrivaient de différentes organisations dissidentes d'Europe de l'Est, qui appelaient à la multiplication des contacts. Cela permit de faire assez peu de cas d'une déclaration de Solidarité, publiée récemment par l'hebdomadaire de l'organisation clandestine *Tygodnik Mazowiecki*, qui relève les signes d'impatience croissants manifestés par Moscou devant la perspective d'implantation de nouveaux missiles de l'Otan en Europe, qui note que les Pershing-2, dont la portée permet d'atteindre les villes soviétiques, « sont moins dangereux pour la Pologne en cas de conflit militaire ». Ce journal estime que « le mouvement pour la paix est constitué en grande partie d'idéologues naïfs qui ne se rendent pas compte que le Kremlin les manipule ». Un représentant de Solidarité en exil à Bruxelles a bien tenté de faire valoir que le mouvement polonais avait pour l'instant des préoccupations « plus urgentes que la paix » ; l'explication n'a pas été entendue.

Les dissidents d'Europe de l'Est étaient invités et n'ont pas pu venir. Les officiels se sont abstenus pour protester contre cette invitation. Les pacifistes d'Europe occidentale n'ont pas pour autant renoncé. Ils affirment qu'ils feront tout pour renouer le dialogue trilateral (avec les dissidents et les autorités) et faire venir tous les représentants de cette trilogie à la prochaine conférence internationale, en 1984 en Italie.

Les organisations ont insisté sur le fait qu'il n'était pas « un comité central », que le mouvement européen n'a pas de structure centralisée et qu'il ne prétend pas non plus avoir de « politique étrangère ». Il ne se peut effectivement pas tant ses composantes sont diverses. Mais ni le « non » unilatéral aux missiles de l'Otan, ni cet espoir d'instaurer un « dialogue trilateral » ne suffisent malheureusement à fonder une nouvelle conscience européenne, qui devrait être à la base de ce « non-alignement » du Vieux Continent que réclament les pacifistes.

CLAIRE TRÉAN.

## Autriche

### PARTICIPANT AU POUVOIR POUR LA PREMIÈRE FOIS

#### Les libéraux obtiennent trois portefeuilles ministériels dans le gouvernement de M. Sinowatz

#### De notre correspondante

Vienne. — Le nouveau chancelier autrichien, M. Fred Sinowatz, a rendu public, mercredi 18 mai, la composition de son gouvernement. Conformément à l'accord signé entre les partenaires gouvernementaux, le parti socialiste (S.P.E.) et le parti libéral (F.P.G.), trois portefeuilles ministériels, trois secrétariats d'Etat et le poste de vice-chancelier reviennent aux libéraux, qui participent pour la première fois de leur histoire à un gouvernement.

Chez les socialistes, la formation du nouveau cabinet a déclenché une « rotation » parmi les anciens ministres et les hauts fonctionnaires membres du parti, sans donner lieu à la nomination d'hommes vraiment nouveaux. Le nombre de femmes chargées de fonctions gouvernementales a été réduit de cinq à trois, dont un ministre chargé d'un nouveau secteur, celui de la famille, et deux secrétaires d'Etat.

M. Norbert Steger, chef du parti libéral, âgé de trente-neuf ans, a été désigné comme vice-chancelier et ministre du commerce et de l'industrie. Ancien membre du célèbre chœur des Petits Chanteurs de Vienne, M. Steger est juriste et dirige un cabinet d'avocats dans la capitale. Il a été élu à la présidence de son parti en 1980.

Le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Erwin Laco, âgé de cinquante-trois ans, a dirigé le ministère de l'intérieur depuis 1977, après avoir été, pendant quatre ans, ministre des transports. Il est avant tout, comme son successeur au ministère de l'intérieur, M. Karl Blecha, un homme de l'appareil du parti socialiste.

Le successeur du nouveau chancelier à la tête du ministère de l'éducation, M. Helmut Zilk, dirigeait depuis 1979 le département culturel du gouvernement de Vienne. Directeur de la télévision de 1967 à 1974, marié à une actrice d'opérette connue, M. Zilk ne manque pas de popularité en Autriche.

Parmi les ministres libéraux, M. Friedhelm Frischenschlager (dé-

fense) est, à trente-neuf ans à peine, le plus jeune membre du gouvernement. Son parti a en outre obtenu les secrétariats d'Etat aux finances, à la santé et à l'agriculture.

La publication de la nouvelle liste de ministres a déjà soulevé de vives critiques de la part de l'opposition conservatrice. Celle-ci, en effet, reproche au F.P.G. d'avoir trahi ses principes et d'aider les socialistes à mettre en œuvre une politique qui est beaucoup plus la leur que celle du parti libéral.

WALTRAUD BARYLL.

#### LE NOUVEAU CABINET

Voici la composition du gouvernement constitué, mercredi 18 mai, par M. Sinowatz (dont le Monde a publié un portrait dans ses éditions du 19 mai).

Chancelier : M. Fred Sinowatz (socialiste) ;  
Vice-chancelier, commerce et industrie : M. Norbert Steger (libéral) ;  
Affaires étrangères : M. Erwin Laco (soc.) ;  
Intérieur : M. Karl Blecha (soc.) ;  
Construction : M. Karl Schein (soc.) ;  
Famille : M<sup>me</sup> Elfriede Karl (soc.) ;  
Finances : M. Herbert Scheber (soc.) ;  
Santé : M. Karl Steyer (soc.) ;  
Justice : M. Harald Ofner (lib.) ;  
Défense : M. Friedhelm Frischenschlager (lib.) ;  
Agriculture : M. Guenter Haiden (soc.) ;  
Affaires sociales : M. Alfred Dalinger (soc.) ;  
Education : M. Helmut Zilk (soc.) ;  
Transports : M. Karl Lauscher (soc.) ;  
Sciences : M. Heinz Fischer (soc.) ;  
Le gouvernement compte, en outre, huit secrétaires d'Etat (cinq socialistes et trois libéraux).

# SQUASSSH.

Classé du non, vous êtes passionné. L'OPEN International AGENA\* vous permet, du 26 mai au 5 juin, de vous mesurer aux meilleurs joueurs, et de côtoyer les plus grands noms internationaux.

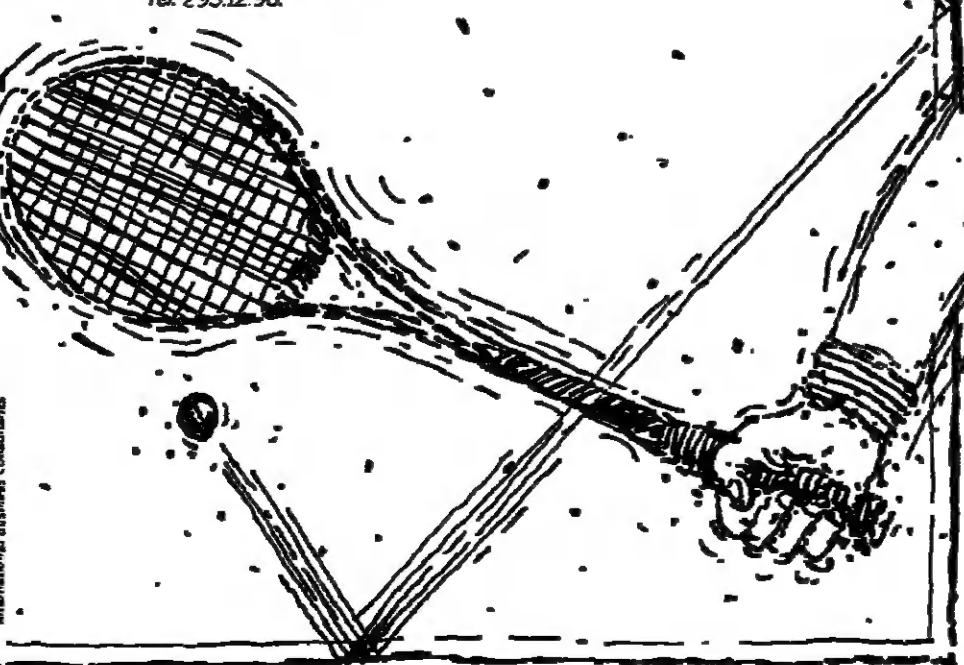
Inscription, avant le 21 mai au soir, au Paris Squash Stadium, 66 avenue d'Ivry, 75013 Paris. Tél. 586.55.40.

Eliminatoires du 26 mai au 29 mai  
Tableau Final du 30 mai au 5 juin  
Montant total des prix distribués aux joueurs 120.000 francs.

Le programme détaillé du premier tournoi OPEN AGENA est disponible dans votre club ou sur simple appel téléphonique au 261.14.08.

## agena

Le magasin de la micro-informatique, de la téléphonie, et des machines de bureau  
25, rue de la Pépinière 75008 Paris.  
Tél. 293.12.96.



هكزان الازل



## EUROPE

### Pologne

#### Les clandestins de Solidarité dénoncent une « évolution argentine » de la répression

De notre correspondant

Varsovie. — C'est ce jeudi 19 mai, en début d'après-midi, que devaient être célébrées, à Varsovie, les obsèques du jeune Grzegorz Przemyski, mort samedi 14 mai, quarante heures après avoir été détenu dans un commissariat, de blessures internes à l'abdomen.

Au-delà de la très vive émotion sensible dans tous les milieux, cette mort a fait naître une grande inquiétude parmi les militants syndicaux. Parlant d'un « crime bestial ayant tous les traits d'un meurtre avec préméditation », les dirigeants clandestins de l'organisation varsoviennaise de Solidarité viennent ainsi d'appeler non seulement leurs militants et « tous les gens de bonne volonté », mais aussi « ceux qui soutiennent publiquement la dictature », à exprimer une « condamnation générale ».

« Votre silence, disent-ils aux partisans du régime, équivaudrait aujourd'hui à vous montrer complices du crime et à acquiescer à sa présence durable dans notre vie sociale ».

Cette solennité de ton traduit une crainte profonde de voir la répression se faire, désormais, beaucoup plus sauvage qu'elle ne l'a été jusqu'à présent. Si les tabassages après l'interpellation sont toujours courants, si de nombreuses victimes sont déjà tombées au cours des manifestations organisées depuis l'instauration de l'état de guerre, c'est la première fois qu'une personne arrêtée en parfaite santé et hors de tout affrontement de rue est remise à sa famille dans un état désespéré.

A tort ou à raison, les syndicalistes sont, de surcroît, persuadés que c'est délibérément que le jeune Grzegorz Przemyski a été interpellé et battu de cette manière, afin d'intimider sa mère, une militante de l'opposition, et, à travers elle, le « comité auprès du primat » d'aide aux détenus, dont elle est membre. Que cette mort ait été voulue ou qu'il se soit agi d'une « bavure », il va donc de soi que le signe d'un début d'organisation d'une terreur qui, pour rester sélective, n'en marquerait pas moins un tournant. Nombre d'entre eux n'hésitent pas à parler d'une « évolution argentine » et à prédire l'élimination physique d'opposants auxquels le pouvoir ne souhaiterait pas, selon eux, offrir la publicité de procès dont les fondements juridiques seraient difficiles à définir.

Sans aller jusque-là, la direction clandestine varsoviennaise du syndicat estime, dans sa déclaration datée de lundi et diffusée mercredi, que « les méthodes fascistes de gouvernement deviennent un élément de la réalité quotidienne polonaise ».

En attendant, le quotidien officiel *Rzeczpospolita* a publié en première page, mercredi, un article de sept colonnes pour expliquer que la seule « union véritable des syndicats » n'était pas le front constitué il y a dix jours par Solidarité et les autres organisations dissoutes en octobre dernier, mais les nouveaux syndicats mis en place par les autorités depuis janvier. Signé « l'observateur », cet article est attribué au porte-parole du gouvernement, M. Urban, qui s'étend longuement sur les dissensions qui opposaient, avant l'état de guerre, Solidarité aux syndicats de branche. Bien réelles, ces dissensions passées n'en rendent que plus spectaculaire le rapprochement entre les deux organisations, mais elles sont, pour M. Urban, la preuve que « leur unification politique n'est absolument pas possible » et qu'il ne s'agit là que d'un artifice mis en scène par quelques « ambitieux ».

« On peut et doit dire », s'exclame M. Urban, un « non » résolu à *Walesa* (car) il a déjà, quoi qu'il dise ou fasse, perdu sa crédibilité. Le temps où il aurait pu être un partenaire (et il n'a pas voulu l'être alors) est déjà passé ».

C'est peut-être pour aider les nouveaux syndicats à recruter que les autorités viennent, par ailleurs, décider que l'attribution des biens d'équipement ménagers serait désormais confiée à des « commissions associées » d'entreprise, dans lesquelles les nouveaux responsables syndicaux auront certainement un rôle à jouer.

BERNARD GUETTA.



Le style "IN" pour les grands: CAPEL

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3  
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

### U.R.S.S.

#### TOUT EN RESTANT SECRÉTAIRE DU PARTI

#### M. Kapitonov ne dirige plus le département d'organisation du comité central

M. Ivan Kapitonov, secrétaire du comité central du P.C. soviétique, conserve ce poste bien qu'il ait été remplacé dans une autre fonction qu'il occupait depuis dix-huit ans, celle de chef du service d'organisation du parti — en fait la section des cadres — au sein de l'appareil du comité central. Cette précision a été communiquée de source officielle à l'A.F.P. mercredi 18 mai.

Le 30 avril dernier, la *Pravda* avait, en effet, annoncé que M. Igor Ligatchev, jusqu'à présent secrétaire du parti dans la région sibérienne de Tomsk, avait pris la tête de ce département d'organisation au comité central. Il avait été remplacé à Tomsk par M. A. Melnikov, jusqu'à présent secrétaire régional.

Après le département de propagande, dont la direction a été confiée à M. Stoukalinine en décembre dernier, le département d'organisation est le second grand service du comité central qui change de chef depuis l'arrivée de M. Andropov à la tête du parti. Il est vrai que ce poste, autrefois décisif (sous Staline, il relevait d'un organe, ou bureau d'organisation, presque égal en importance au secrétariat du parti), avait quelque peu perdu de son prestige ces dernières années dans le cadre de la dilution des responsabilités assez répandue sous Brejnev. Ce dernier y avait nommé en 1965 M. Kapitonov, un ancien responsable du parti à Moscou sous Staline comme sous Khrouchtchev, en remplacement de M. Titov, un homme du « groupe de Kharkov », très lié à son rival Podgorny. M. Kapitonov n'est pas primé pour autant dans l'échelle politique : il est resté pendant toutes ces années simple secrétaire du comité central.

Le nouveau chef du département, M. Ligatchev, a fait toute sa carrière en Sibérie, à Novossibirsk d'abord, puis à Tomsk, mais sa nomination constitue pour lui un retour dans le même secteur de l'appareil central : de 1961 à 1965, en effet, il était déjà sous-chef du département d'organisation du bureau du comité central pour la Fédération de Russie, un organisme supprimé en 1966. Son patron d'alors était M. Kirilenko, un des premiers candidats à la succession de Brejnev, éliminé du politburo l'automne dernier, mais auquel M. Andropov a récemment rendu hommage. Il pourrait être un peu moins « brejnevien » que son prédécesseur, M. Kapitonov, et certainement moins en tout cas que l'autre rival malheureux, M. Tchernenko, dont on ignore s'il supervise toujours, et dans quelle mesure, le mouvement des cadres à l'intérieur du parti.

M.T.

CHARTERS ÉTÉ  
83  
**CANADA**  
MONTRÉAL/QUÉBEC  
à partir de 3 100 F A/R  
AIRCOM SETI  
25, rue La Boétie  
75008 PARIS  
Tél. : 268-15-70

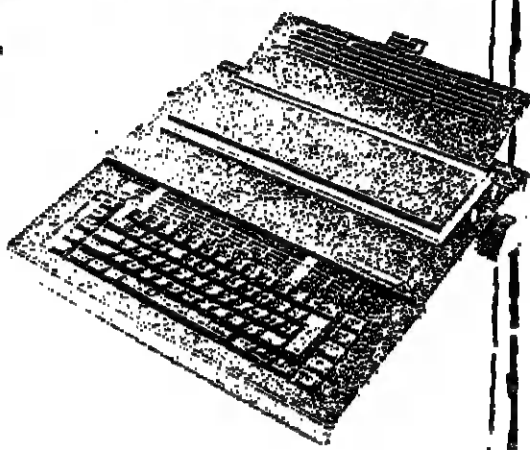
Lisez  
Le Monde des  
**PHILATÉLISTES**  
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

**CAPEL.**  
Finie l'austérité pour les hommes forts.  
CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3  
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

## FRAPPPER

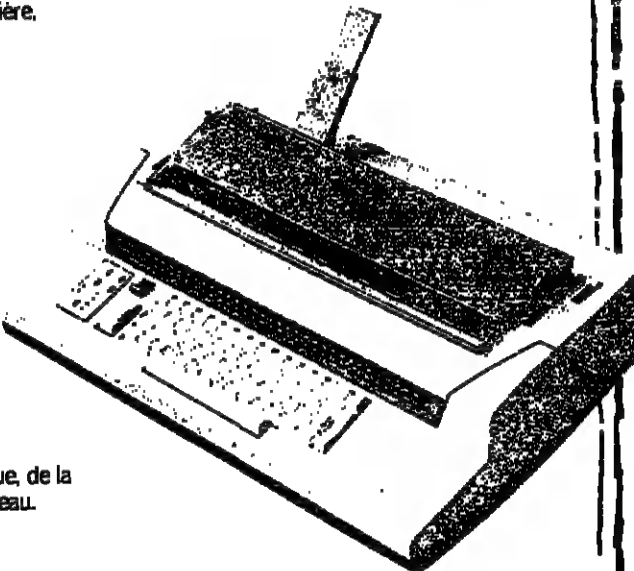
A L'AVANT-GARDE

Brother CE 60



Deux machines incomparables. Disponibles pour la première fois en France chez: Agena, au 25, rue de la Pépinière, 75008 Paris. Tél. : 293 12 96

IBM 85



• agena

Le magasin de la micro-informatique, de la téléphonie et des machines de bureau.

Pour tous renseignements complémentaires veuillez retourner ce coupon à Agena 25, rue de la Pépinière, 75008 Paris.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
désire recevoir une documentation détaillée sur la Brother CE 60 ☐ L'IBM ☐

## LE NOUVEL ECONOMISTE

SAVOIR POUR DÉCIDER, MAÎTRISER POUR AGIR.

### COMMERCE EXTERIEUR:

## LE PRIX DU REDRESSEMENT

Vendrez chez votre marchand de journaux.

Quand on produit des ex-cats, il ne doit pas être bien difficile de fabriquer des magnétoscopes. Encore faut-il savoir les vendre au monde entier. C'est vrai, notre commerce extérieur est malade. Malade de la concurrence, malade des contraintes d'un marché en régression, malade de structures désuètes. Alors, à qui la faute ? Comment expliquer le déséquilibre qui ronge notre balance des paiements ? La France pourra-t-elle rattraper son retard commercial ? Et à l'heure où l'on parle de reconquête du marché intérieur, peut-on vraiment jouer la carte d'un protectionnisme aveugle, sans craindre la vindicte de nos partenaires internationaux ?

Le *Nouvel Economiste* répond.

Au même sommaire

Fonctionnaires : une réforme qui heurte bien des privilégiés.

Europe : ça fonctionne malgré tout.

Bourse : les aléas du B.T.P.

### MOQUETTES - REVÊTEMENTS MURAUX

## Des vrais prix,

Artirec sélectionne soigneusement sa marchandise. Tous les articles sont de qualité, démarqués et non pas fabriqués pour être faussement soldés.

**Artirec, des stocks gigantesques :** Groupés, les distributeurs ARTIREC peuvent exposer en permanence 500.000 m<sup>2</sup> de stock ! Ce que vous cherchez s'y trouve.

**Artirec, le choix grandeur nature :** Groupés, les distributeurs ARTIREC disposent de vastes surfaces de vente, où les revêtements sont déroulés devant vous par des vendeurs conseils.

**Artirec, des distributeurs qui deviennent créateurs :** Edition de produits exclusifs : couleurs et dessins originaux pour un rapport qualité/prix exceptionnel.

Pose et livraison assurées.

### EXEMPLES PRIX TTC :

Moquettes synthétiques grandes marques	20 F à 49 F/M <sup>2</sup>
Moq. laine mélangée et pure laine "label Woolmark"	57,50 F à 129,50 F/M <sup>2</sup>
Revêtements plastique 2 m et 4 m de large	15 F à 30 F/M <sup>2</sup>
Tissus pur lin larg. 2,90 m	49,50 F/M <sup>2</sup>
Tissu mural larg. 2,70 m avec molleton contrecollé	59,50 F/M <sup>2</sup> (22 F/M <sup>2</sup> )
Textiles muraux	6 F à 16 F/M <sup>2</sup>
Daim, paille japonaise	14 F à 18 F/M <sup>2</sup>
Douppion, piqué, soie, etc.	

-5% sur présentation de cette annonce  
Conditions spéciales aux professionnels

pas de faux soldes !

**ARTIREC**  
Payez moins cher la qualité

ARTIREC 4 bd de la Bastille  
75012 Paris - Tél. : 340.72.72  
ARTIREC 8 10, imp. St-Sébastien  
(niveau 32 rue St-Sébastien)  
75011 Paris - Tél. : 355.66.50  
ARTIREC 11 villa du Soleil  
(attention vérifiez que vous êtes bien au 120, bd Gai Giraud)  
94100 Saint-Maur - Tél. : 883.19.97

BINEAU MURAL'S  
12 bd Bineau 1100 m Pie Champenelle  
92300 Levallois - Tél. : 257.16.00  
\* Spécialité tissu - revêtements muraux

REUPARIS - 5 B, rue R. Solengro  
(Pie d'Italie) 94270 Le Kremlin-Bicêtre  
Tél. : 658.81.12  
MOQUETTE DE LA REINE  
109 bis, route de la Rome  
92100 Boulogne - Tél. : 603.07.30

BINEAU MOQUETTES  
3 bd Bineau 1100 m Pie Champenelle  
92300 Levallois - Tél. : 257.13.19  
\*\* moquettes uniquement



# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

### Le prochain maire de Philadelphie pourrait être un Noir

Un candidat noir, M. Wilson Goode, a remporté, mardi 17 mai, l'élection primaire démocrate pour la mairie de Philadelphie, avec l'appui de l'écrasante majorité de la communauté noire de la quatrième ville des Etats-Unis. M. Goode a obtenu 53,2 % des voix contre 46 % à son concurrent, M. Frank Rizzo, qui fut maire de Philadelphie de 1972 à 1980. M. Goode défendra donc les couleurs démocrates à l'élection municipale du 8 novembre.

prochaine et a de bonnes chances de devenir le premier maire noir de Philadelphie, cette ville n'ayant pas eu de maire républicain depuis 1947.

Cette victoire, venant après celle de M. Harold Washington, le 12 avril dernier, à Chicago, est de nature à redonner confiance aux Noirs américains.

Il reste cependant beaucoup d'obstacles sur leur route, à commencer par l'abstentionnisme.

### Une communauté encore sous-représentée

New-York. — Forte de 28 millions de membres et fournissant 20 % du vote démocrate, la communauté noire devrait jouer un rôle essentiel dans la vie politique américaine. Mais, sur les 17 millions d'électeurs potentiels, moins de 10 millions sont inscrits sur les listes électorales et 7 millions seulement ont voté en novembre 1982. Les électeurs noirs, en effet, ne se déplacent guère en masse, sauf, comme ce fut le cas à Chicago, si l'un des leurs est en lice.

#### De notre correspondante

Cette apathie, qui n'avait même pas été bousculée par la grave récession dont les Noirs sont les principales victimes, a été secouée à Chicago. L'automne dernier, l'élection de M. Harold Washington, de la même façon, largement contrarié, en allant aux urnes, à faire élire comme gouverneur un démocrate libéral, M. Mario Cuomo, contre le très conservateur républicain M. Lewis Lehrman.

Il y a plusieurs années que les leaders noirs le disent, et tout récemment, M. Andrew Young, le maire d'Atlanta, affirmait encore : « Proposez aux électeurs noirs des candidats en qui ils ont confiance, et ils se précipiteront aux urnes ».

C'est dans cette mesure que l'élection de M. Washington peut être un tournant pour le vote noir... et pour le parti démocrate. Ce dernier vient, en effet, de comprendre que, comme les leaders noirs s'étaient évertués à le lui dire depuis l'élection de M. Reagan, « le vote noir ne lui est pas acquis ».

#### Une « formidable machine antirépublicaine »

Une abstention massive des électeurs noirs en 1984 serait un désastre pour des démocrates, peut-être menacés par une nouvelle candidature Reagan. Pourtant, l'automne dernier, le parti démocrate s'était bien gardé de lancer ses forces dans la balance en Californie pour faire élire le premier gouverneur noir de l'histoire américaine, le très populaire maire de Los Angeles, M. Tom Bradley, et c'est un républicain, M. Deukmejian, qui a succédé au démocrate Jerry Brown.

Un éditeur libéral conservateur du *Washington Post*, M. George Will, fait remarquer que quatre des cinq Etats les plus peuplés — la Californie, New-York, le Texas et l'Illinois — comptent chacun plus d'un mil-

lion d'électeurs noirs. « L'hostilité amère et agressive des Noirs à l'égard de la politique de Reagan comme de la personne du président en, écrit George Will, la force politique la plus sous-estimée aujourd'hui aux Etats-Unis. La seule personne de Reagan peut transformer l'électorat noir en une formidable machine antirépublicaine ».

Selon le *John Center for Political Studies* de Washington, qui se spécialise dans l'étude de l'évolution politique noire, si le mouvement amorcé à Chicago s'amplifiait, les Noirs pourraient obtenir 778 des 3 923 postes de députés à la convention démocrate nationale.

Certains responsables noirs rêvent d'un candidat présidentiel de couleur. C'est le cas de M. Jesse Jackson, l'un des leaders noirs les plus actifs, en réunion publique, à la dénomination la plus forcée, à l'indiscutablement un « public ». Mais il terrifie les électeurs blancs, prompts à lui voir des allures de Malcolm X.

M. Andrew Young, qui paraît avoir beaucoup appris depuis son tumultueux passage aux Nations unies, est, lui, d'avis que les Noirs doivent utiliser la machine démocrate et non la court-circuiter. Mais en posant leurs conditions : plus question que les électeurs noirs soient considérés comme des « goulots ». Leurs représentants devront négocier un programme électoral démocrate qui tienne compte de leurs aspirations. M. Andrew Young, qui fait déjà discrètement campagne pour M. Walter Mondale, rêve-t-il d'une vice-présidence ?

L'un des principaux obstacles que le « vote noir » aura en tout cas à surmonter est la rivalité qui divise aujourd'hui, plus que jamais, les responsables les plus en vue. C'est de leur sens des responsabilités que dépend l'avenir d'un véritable « pouvoir noir ».

NICOLE BERNHEIM.

**TIRAGES DIAPOS**  
EN 13x18 OU 18x24 - RECADRAGE - CORRECTIONS  
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12<sup>e</sup> - 347.21.32

## Chili

### Vives réactions aux critiques françaises

(Suite de la première page)

Le succès remarquable de la journée du 11 mai, organisée au départ par la confédération des mineurs du cuivre, et la réaction brutale du gouvernement chilien, ramènent pourtant l'attention de l'opinion internationale sur un Chili un peu oublié dans son rocin des Andes. Et surtout sur un régime autoritaire qui affronte une crise économique et financière d'une gravité exceptionnelle, un isolement diplomatique croissant dans une Amérique latine où les processus de démocratisation se multiplient (notamment au Brésil, en Argentine et peut-être demain en Uruguay), et qui fait face enfin à un mécontentement généralisé de son opinion.

Les classes moyennes, frappées par la faillite du « modèle » économique chilien, rejettent un régime autoritaire dont elles avaient salué l'avènement il y a dix ans. La crise économique accélère le mouvement de contestation qui menace sérieusement, sinon le gouvernement lui-même, du moins le général Pinochet contraint de négocier avec les militaires, sensibles à la protestation générale de l'opinion, et avec les représentants des « forces vives » : Eglise, syndicats, partis politiques tout juste tolérés jusqu'à présent.

Le bilan des « chagres boys » est lourd : taux d'inflation de près de 30 % prévu en 1983, chômage de près de 30 % de la population active, bases des réserves de 4 milliards à 1 milliard de dollars en quelques mois, chute du pouvoir d'achat estimé de 15 % à 22 % selon les études, déficit de la balance commerciale de 2,5 milliards de dollars. Et enfin une dette extérieure de 18 milliards de dollars. C'est l'une, sinon la plus lourde *per capita*, des pays en voie de développement. Ce fardeau contraint les dirigeants chiliens à une certaine modération à l'égard de leurs créanciers étrangers, tout particulièrement les Etats-Unis, pour obtenir des aménagements indispensables s'ils veulent éviter de se trouver en état de cessation de paiements.

Le général Pinochet pouvait déifier l'administration Reagan sur la question des droits de l'homme. Il ne peut plus ignorer les éventuelles recommandations de l'administration Reagan, dans l'hypothèse où celle-ci serait de lui suggérer d'imiter l'exemple argentin. Ce qui n'est pas acquis. Mais le Chili de 1983 doit aussi tenir compte de l'opinion européenne. Et il est clair dans ce contexte que tout appui apporté par les pays occidentaux à toutes les forces chiliennes qui réclament le retour d'un régime démocratique est positif. D'autant que les syndicats chiliens, tolérés ou clandestins, paraissent résolus à rester unis et à poursuivre une action pacifique en faveur d'un dialogue avec les autorités. Un dialogue que le gouvernement de Santiago donne l'impression de ne pas refuser totalement.

« Le parti socialiste salme une nouvelle fois, dans un communiqué, le combat courageux du peuple chilien et l'ampleur des grandes manifestations populaires du 11 mai. Il réaffirme sa solidarité avec les forces politiques et syndicales qui, dans l'union, travaillent au rétablissement de la démocratie au Chili ».

« Plusieurs centaines de personnes ont manifesté, mercredi 18 mai, devant l'ambassade du Chili à Paris ».

## ASIE

### Sri-Lanka

#### L'ÉTAT D'URGENCE EST PROCLAMÉ A LA SUITE D'INCIDENTS ÉLECTORAUX

Colombo (A.F.P., Reuters). — L'état d'urgence a été mis en place, le mercredi 18 mai à Sri-Lanka, où des incidents lors d'élections législatives partielles ont fait deux morts et deux blessés graves.

Un caporal a été tué et deux soldats grièvement blessés lorsque de jeunes militants de la minorité ethnique tamoul ont ouvert le feu sur les forces de sécurité stationnées devant un bureau de vote du district de Jaffna, dans le nord du pays.

Une autre personne a été tuée à Mahara, au nord de Colombo, à la suite d'incidents entre groupes politiques rivaux. L'état d'urgence a été mis en place à l'heure de fermeture des bureaux de vote.

Les résultats de la consultation, annoncés jeudi matin, donnent au parti national unifié — formation du président Jayewardene — une très large victoire avec 13 sièges sur 18. Le principal mouvement d'opposition, le Parti de la liberté de Sri-Lanka de l'ancien premier ministre M<sup>rs</sup> Bandaranaike, n'a obtenu que 3 sièges.

### Amnesty International affirme que la police secrète continue à torturer

London (A.F.P.). — La police secrète continue à torturer systématiquement des prisonniers politiques, selon un rapport d'Amnesty International publié mercredi 18 mai. Dans ce texte de sept pages, intitulé « Chili : constat de torture », l'organisation humanitaire apporte le témoignage de dix-huit victimes recueillies au cours d'une mission effectuée sur place du 23 avril au 15 mai 1982. « Il y a tout lieu de penser qu'un ou plusieurs membres de corps militaires participent activement à la torture », indique d'entre part Amnesty.

Les entretiens avec ces anciens détenus ont permis à Amnesty de procéder à une description détaillée du centre de détention de Santiago, situé dans un bâtiment qui avait servi pendant des années de la faculté de médecine, où les agents de la Centrale nationale de renseignements (la C.N.I.), qui a remplacé l'ancienne DINA, se livrent à la torture.

Amnesty cite le cas d'un jeune assistant social de dix-neuf ans qui a été torturé à l'électricité, violé à quatre reprises et contraint de rester allongé près d'un cadavre en décomposition, dont on lui avait dit qu'il s'agissait de celui de son compagnon. Un militant des droits de l'homme, âgé de trente-trois ans, a été torturé à l'électricité attaché à un sommier métallique. Un médecin l'écroulait entre deux sièges de torture. Cinq anciens détenus ont reçu des injections destinées à leur faire perdre la conscience d'eux-mêmes. D'autres ont indiqué que certains interrogatoires avaient lieu dans un « studio » luxueux où leurs déclarations étaient filmées.

MARCEL NIEDERGANG.

## AFRIQUE

### Algérie

#### Après sa condamnation par la Cour des comptes

#### M. BOUTEFILKA EXPRIME SON « INDIGNATION »

M. Abdelaziz Bouteflika, ancien ministre algérien des affaires étrangères, a exprimé mercredi 18 mai, son « indignation » après sa condamnation par la Cour des comptes algérienne d'avoir « reversé au Trésor public des centaines de millions de francs suisses (Le Monde du 17 mai) ». M. Bouteflika, qui a subi deux graves opérations des reins et qui partage sa vie entre la Suisse et la France, a adressé un communiqué à la presse dans lequel il rappelle son action au service de son pays et la précocité actuelle de son état de santé.

Il précise ensuite que le communiqué publié en Algérie à son sujet et repris par la presse internationale « vise à semer le doute dans les esprits en invoquant de prétendues irrégularités dans la gestion de je ne sais quelle règle occulte ».

« Les enquêtes, poursuit-il, ont abouti à des rapports qui établissent de façon irréfutable que je n'ai jamais participé à la gestion financière de mon ministère, conformément aux statuts et aux textes qui régissent le fonctionnement du ministère des affaires étrangères ».

Affirmant qu'il fait « l'objet d'une agression violente » et que les « problèmes posés procèdent d'une volonté politique », M. Bouteflika conclut qu'il refuse de se « laisser entrainer sur le terrain de la violation du code déontologique » et « accepte volontiers un débat politique » sur l'action qu'il a menée dans l'arène internationale.

### Tunisie

#### LE GAZODUC ALGÉRIE-ITALIE RAPPORTERA CETTE ANNÉE À TUNIS 21 MILLIONS DE DOLLARS

(De notre correspondant.)

Tunis. — La mise en service du gazoduc schématisant le gaz algérien d'Hassi R'Mel vers l'Italie à travers la Tunisie et le canal de Sicile a donné lieu à une inauguration le 18 mai. Considérant cette réalisation comme l'exemple type de la coopération inter-maghrabine et arabo-européenne et de ce que doit être le rapprochement Nord-Sud, le président Bourguiba avait tenu à ce que les chefs d'Etat algérien et italien, M<sup>rs</sup> Chadli Bendjedid et Sandro Pertini, soient à ses côtés pour la cérémonie qui s'est déroulée à la station de pompage d'El Haouria, à l'extrême pointe du cap Bon où aboutit le tronçon tunisien de l'ouvrage avant de plonger dans la Méditerranée pour ressortir à Mazara del Vallo et rejoindre Messine dans la province de Bolognè.

Aux termes du marché passé pour vingt-cinq ans par la SNGM, filiale du groupe italien ENI avec la Sonatrach algérienne, le gazoduc schématisant cette année 2,6 milliards de mètres cubes. Il atteindra progressivement sa pleine capacité avec 12,5 milliards de mètres cubes par an en 1986. La redevance qui perçura la Tunisie en gaz ou en espèces, selon son choix, sera de 5,25 % des quantités transportées. Cette année, la redevance représentera environ 21,4 millions de dollars. A partir de 1986, elle sera de l'ordre de 102 millions de dollars.

M. D.

### PLANS/CONTRECALQUES

COPIES GRAND ET TRÈS GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT RÉDUCTION  
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12<sup>e</sup> - 347.21.32

(Publicité)

Samedi 28 et dimanche 29 mai 1983  
(École Normale Supérieure, 45, rue d'Ulm, 75005 PARIS)

Journées d'études et de réflexion  
organisées par l'Association des Juifs  
de Gauche sur le thème :

#### « ÊTRE JUIF EN FRANCE AUJOURD'HUI »

Avec la collaboration des associations suivantes :  
Identité et Dialogue - Cercle amical - Cercle Bernard-Lazare  
Cercle Gaston-Claude - Socialisme et Indépendance  
Les Amis de Shalom Akhava - M.I.C.I.P.

Séance d'ouverture : samedi 28 mai à 11 heures avec  
Jean DANIEL - Marc FERRO - Alain MOUTOT - David SUSSKIND

#### CINQ THÈMES :

« Les juifs et les liens progressistes »  
avec notamment : G. Akoun, B. Barret Krieger, E. de Fontenay, A. Goldmann, S. Joly, D. Lindenberg, V. Spira, A. Dapin.

« Une culture juive dans une communauté démocratique »  
avec notamment : L. Avenour, I. Allen, A. Cherk, E. Raczynski, I. Rosenmann, D. Sibony, M. Wierzbicka.

« L'antisémitisme aujourd'hui »  
avec notamment : B. Chaoun, J.-R. Deutch, G. Dorcy, G. Eni, A. Finkelkraut, P. Taguieff, J. Tarnier, R. Zilberg.

« Les rapports Israël/Diaspora »  
avec notamment : A. Adler, R. Asen, A. Jaffe, H. Janous, H. Minneles, I. Rosenmann, A. Spira.

« Juifs et arabes en France »  
avec notamment : M. Anar, A. Azoulay, A. Khalil, A. Cherk, A. Goldmann, R. Pariente, A. Memmi, C. Tapia, D. Schnapper.

Inscription : Association des Juifs de Gauche, B.P. 141, 75063 PARIS CEDEX 20

Participation aux frais : 50 F

## Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

### LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE MARS 1983

#### L'avertissement à la gauche

Les résultats et les commentaires  
La campagne et les enjeux  
Les portraits des nouveaux maires  
La mise en place de la réforme communale

19 1942-5303 - 24 F

SUPPLÉMENT AUX DOSSIERS ET DOCUMENTS DU MONDE - MARS 1983

146 PAGES - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكزان العرب



françaises

## Légitimité présidentielle

M. Marchais a indiqué qu'il sera reçu la semaine prochaine par le président de la République. Il a affirmé que le redressement de l'économie française - *« ne passe pas, d'abord, par une baisse du dollar, mais par une grande politique industrielle pour la France. Le dollar à 7,40, c'est-à-dire une faiblesse, a-t-il dit. De son côté, M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, a estimé, mercredi, que « la gauche scierait la branche sur laquelle elle est assise si elle ne maintenait pas le pouvoir d'achat » de la masse des salariés qui avaient permis sa victoire en mai et juin 1981.*

industrielle pour la France. Le dollar à 7,40 F, ce n'est pas une fatalité, a-t-il dit. » De son côté, M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, a estimé, mercredi, que « la gauche scierait la branche sur laquelle elle est assise si elle ne maintenait pas le pouvoir d'achat » de la masse des salariés qui avaient permis sa victoire en mai et juin 1981.

M. François Mitterrand. Le ministre s'affirme ainsi comme l'artisan de la politique économique dont le président de la République garantit la légitimité. Il n'en connaît pas d'autre, hormis celle des chiffres.

**PATRICK JARREAU.**

**Copies C**  
sur film ou sur papier photo

conn

# COMME société de son P

équipements de bureautique, des systèmes vidéo et de communication. Quelle que soit la marque! Et les possibilités sont infinies...

A partir de votre poste de travail, vous pouvez vérifier votre comptabilité. Votre secrétaire, sans quitter son bureau, peut utiliser l'imprimante à laser située à un autre étage.

En toute sécurité: des fichiers électroniques peuvent être partagés pour éviter des duplications peu rentables.

Dans quelques années, des câbles comme WangNet seront

aussi indispensables à votre bureau... que les fils du télé-

phone. Mais WangNet existe déjà aujourd'hui. Vous en aurez besoin, car il répond à la véritable nature de l'information dans toute entreprise de demain.

**WANG**  
Toute l'informatique  
au service du bureau.

## par Emile Malet

**Editions du quotidien 69 F.**

POUR L'ENVOI D'UNE CASSETTE AUDIO GRATUITE OU POUR RECEVOIR LA VISITE D'UN INGENIEUR COMMERCIAL, ECRIVEZ OU TELEPHONEZ A  
WANG FRANCE S.A., TOUR GALLIENI, 78/80 AVENUE GALLIENI, 93174 BAGNOLET CEDEX TEL (01) 360.22.11.



## POLITIQUE

LE PROJET D'EXPOSITION UNIVERSELLE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### « Rien ne se fera contre Paris et sa région » assure M. Quilliot

Une exposition universelle se tiendra-t-elle vraiment à Paris en 1989 ? Paradoxalement c'est au moment où le premier pas législatif lui permettant est franchi, que la réalisation de ce souhait du président de la République n'est plus présentée comme une chose acquise par ses propres fidèles.

La discussion, mercredi 18 mai, à l'Assemblée nationale du projet de loi prévoyant la nomination

d'un commissaire général, la création d'un établissement public, chargés de mettre en place cette exposition, et leur permettant de déroger à certaines règles du code de l'urbanisme, a confirmé les informations qui avaient filtré après l'entretien qu'avait accordé, mardi 17 mai, M. François Mitterrand au maire de Paris et au président du conseil régional d'Ile-de-France.

« Il n'entre pas dans nos intentions d'imposer un projet, a dit avec sérénité, M. Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, même d'intérêt national, à la ville et à la région qui doivent l'accueillir. » Et M. Quilliot (P.S.-P.C.), parlant avec à l'évidence l'aval du chef de l'Etat : « Si les élus de la région parisienne la refusent, l'exposition n'aura pas lieu. »

Certes le gouvernement et sa majorité ont refusé d'inscrire dans la loi, un droit de veto pour Paris et l'Ile-de-France, mais le message est clair. Aussi le maire de la capitale paraissait-il très attentif, même si le député de la Corréze qu'il est aussi, n'a pas jugé utile de prendre la parole sur ce sujet qui intéresse tant Paris que la province.

M. Toubon (R.P.R., Paris), qui était manifestement le représentant de M. Chirac, a, il est vrai, reconnu que sur un plan technique, les règles proposées par le projet de loi étaient, en général, acceptables. Mais il refuse d'impliquer les « contribuables parisiens ».

Seule M<sup>me</sup> Missoffe (R.P.R., Paris) a mis en cause le principe même d'une exposition universelle (« qui, par sa nature, est anachronique »), encore prit-elle la précaution de préciser qu'elle ne parlait là qu'en son nom personnel.

En fait l'opposition de la majorité municipale et régionale est plus affaire de principe ; elle ne veut pas « accorder un chèque en blanc ». C'était le sens de l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Gantier (U.D.F., Paris), adjoint au maire de la capitale, qui jugeait le texte non conforme à une ordonnance organique de 1959 en ce qu'il ne prévoyait pas le financement des charges qu'il allait entraîner, et de la question préalable de M. Toubon (R.P.R., Paris), qui jugeait impossible de débiter faute de connaître l'échéancier financier de la préparation de cette exposition.

L'opposition voulait avoir d'abord un état financier précisant le coût de l'opération et la part des différentes collectivités. Le gouvernement a préféré commencer par mettre en place la structure juridique chargée de mener à bien ce vaste projet et donc en premier lieu de l'étudier en détail. « Rien n'est figé », a assuré le ministre ; le gouvernement est

« soucieux d'être ouvert à toute suggestion, à toute concertation, à toute négociation », a confirmé M. Quilliot. En repoussant par 329 voix (P.S.-P.C.) contre 159 (R.P.R.-U.D.F.) l'exception d'irrecevabilité et par 329 voix contre 146 la question préalable, l'Assemblée a préféré suivre la logique du gouvernement plutôt que celle de l'opposition.

Cela étant, ce premier débat n'a pas entraîné, comme on avait pu le craindre, de divergences entre élus de Paris et de la province. Ces derniers ont tous reconnu que seule la capitale pouvait être le siège de cette opération de prestige. Même s'ils furent nombreux, comme

MM. Weisenborn (R.P.R., Haut-Rhin), Rigaud (app. U.D.F., Rhône) et Gengenwin (U.D.F., Bas-Rhin), à demander pour leur région quelques retombées de cette exposition.

M. Quilliot a pu faire remarquer que les représentants de la province ont paru « plus intéressés » que ceux de la majorité parisienne, et il a expliqué que, si Paris était le siège unique de l'exposition, c'est parce que les conventions internationales interdisent des « lieux éclatés » et que seul Paris avait pu résister à la concurrence d'autres pays qui souhaitent eux aussi organiser une semblable manifestation.

THIERRY BRÉMER.

### Un conseil supérieur

Dans la discussion des articles, l'Assemblée a refusé, malgré la demande de M. Toubon (R.P.R., Paris), d'inscrire dans la loi que « l'exposition universelle n'aura lieu que si la Ville de Paris et la région Ile-de-France donnent leur accord. Elle repousse, en s'appuyant sur les conventions internationales, qui ne prévoient qu'un lieu unique d'exposition, un amendement de M. Rigaud (app. U.D.F., Rhône) qui prévoyait que l'exposition aurait lieu « en France », « le site principal étant Paris ».

En revanche, elle accepte un amendement du groupe communiste expliquant que la préparation de cette exposition, son déroulement et ses suites « contribuent au développement harmonieux de Paris et de sa région ». Par 328 voix (P.S. et P.C.) contre 160 (R.P.R. et U.D.F.), elle repousse un amendement du R.P.R. demandant qu'une loi de programmation financière soit déposée par le gouvernement avant le 31 décembre 1983.

L'Assemblée ajoute dans le texte de la loi la création d'un conseil supérieur de l'exposition composé de représentants du Parlement et des collectivités territoriales ainsi que de personnalités. Contre l'avis du R.P.R., elle décide que non seulement la Ville de Paris et la région Ile-de-France mais aussi d'autres collectivités territoriales et des personnalités qualifiées (parmi elles figurant des représentants d'associations du cadre de vie et de défense de l'environnement, a assuré M. Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement) seront représentées au conseil d'administration de l'établissement public — où l'Etat aura la majorité — créé par la loi.

### AU SÉNAT

#### Adoption à l'unanimité du projet réglementant les marchés de marchandises

Près d'un an après avoir été examiné en première lecture au Sénat (le Monde du 5 juin 1982), le projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés des marchandises revenait mercredi après-midi 18 mai au Sénat en seconde lecture après que l'Assemblée nationale l'eut modifié et adopté (le Monde du 27 avril).

Sur les cinquante-trois articles du texte, trente-huit sont encore en navette, n'ayant pas été adoptés en termes identiques dans les deux Assemblées. M. Chauty (R.P.R., Loire-Atlantique), rapporteur de la commission des affaires économiques, précise que vingt-trois d'entre eux ne présentent pas de difficultés et que le Sénat s'y ralliera.

M. Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat, rappelle l'objectif du projet : inciter l'épargne à

s'investir dans ces marchés, les développer en évitant le retour à certains scandales, renforcer le rôle de la place financière de Paris, avec les conséquences qui s'ensuivent pour la monnaie et l'emploi.

Comme M. Chauty, M. Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne) s'inscrit du marché du sucre blanc, créé à Londres et coté en dollars américains (et non plus en livres sterling). Pour les rapporteurs, si un tel marché coté en dollars n'était pas créé à Paris dans les prochains mois, le marché du sucre blanc de la place de Paris subirait de graves conséquences. Le ministre répond qu'un service approprié opérera les cotations à la fois en francs et en dollars.

M. Crépeau répond aussi au souci des sénateurs qui ne veulent pas que la commission d'opération des marchés à terme des marchandises (COMT) créée par le texte empiète sur les attributions des tribunaux, leur réservant un rôle disciplinaire.

### La pêche : une activité sociale et économique

Le projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles aura été victime de la longueur du débat consacré à celui relatif aux marchés à terme de marchandises. L'examen d'un texte qui intéresse près de trois millions de pêcheurs a donc été interrompu, dans la nuit du mercredi 18 au jeudi 19 mai, pour être repris le 26 mai.

Ce n'est pas la première fois que le Sénat se préoccupe de légiférer en la matière puisque déjà, en 1980, il avait eu à examiner un projet de loi qui est resté dans les cartons.

Mme Bouchardeau, secrétaire d'Etat chargée de l'environnement et de la qualité de la vie, ne courait pas grand risque d'être démentie en affirmant que la pêche est, « d'abord et avant tout, un sport populaire ». A ce premier principe reconnu par le projet s'ajoutent la reconnaissance et la confirmation du rôle des associations de pêcheurs, la nécessité d'éviter la privatisation de la nature et celle d'assurer la gestion d'un patrimoine. En outre, le texte établit une distinction claire entre pêche de loisir et pêche professionnelle.

Le rapporteur de la commission des affaires économiques,

A. CH.

## LES TRAVAUX DU CONSEIL DES MINISTRES

### LE PLAN ET LES VACANCES DES JEUNES

Le conseil des ministres, réuni mercredi 18 mai sous la présidence de M. François Mitterrand, a été essentiellement consacré à l'adoption du projet de première loi de plan et à l'analyse de l'emploi.

Les programmes prioritaires définis par le projet du neuvième Plan répondront, dans l'esprit du gouvernement, aux objectifs suivants : moderniser l'industrie grâce aux nouvelles technologies et à un effort d'épargne ; poursuivre la rénovation du système d'éducation ; favoriser la formation des jeunes ; favoriser la recherche et l'innovation ; développer les industries de communication ; réduire la dépendance énergétique ; agir pour l'emploi ; vendre mieux en France et à l'étranger ; assurer un environnement favorable à la famille et à la natalité ; réussir la décentralisation ; mieux vivre dans la ville ; moderniser et mieux gérer le système de santé ; améliorer la justice et la sécurité.

● **Emploi.** Le gouvernement a enregistré d'autre part les résultats obtenus en matière d'emploi au mois d'avril qui confirment la stabilisation du chômage. Selon le communiqué du conseil des ministres, le gouvernement confirme la priorité qu'il accorde à la politique en faveur de l'emploi. Dans les mois qui viennent, seront notamment développés :

- Les contrats de solidarité liés à la durée du travail ;
- Les contrats emploi-formation pour les jeunes ;
- Les actions en faveur des chômeurs de longue durée.

● **Les vacances des jeunes.** M<sup>me</sup> Edwige Avice, ministre déléguée au temps libre, à la jeunesse et aux sports, a présenté une communication sur les actions d'animation et de loisirs qui seront mises en œuvre pour les vacances de 1983. Ces actions s'articulent autour de cinq programmes :

- Vacances et loisirs pour tous : il s'agit d'augmenter le nombre de jeunes qui partent en vacances et d'offrir à ceux qui restent des loisirs actifs à proximité de leur lieu d'habitation ;

● **Action en faveur de l'enfance et de la jeunesse :** tous départements prioritaires bénéficieront de mesures destinées aux jeunes les plus défavorisés ;

- Circuit des « points-accueil jeune » : il s'agit d'offrir des lieux d'étapes facilitant les vacances itinérantes, notamment sur le littoral ;
- Opération « sport-vacances 1983 » : cette opération vise à faciliter l'utilisation des équipements sportifs pendant les vacances scolaires ;
- Activités de loisirs sur les lieux de vacances.

● **Séminaires des D.O.M.**

Le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation a présenté au conseil des ministres, en application de l'article 24 de la Constitution, un projet de loi qui tire les conséquences de la création dans les D.O.M. d'une nouvelle collectivité territoriale comportant une assemblée élue au suffrage universel direct. En vertu de ce texte, les conseillers régionaux de la Guadeloupe, de la Guyanne, de la Martinique et de la Réunion feront désormais partie du collège des électeurs sénatoriaux.

### Quatre nouveaux préfets de police

Le conseil des ministres a nommé quatre commissaires de la République délégués pour la police — dans les départements du Nord, des Alpes-Maritimes, de la Gironde et de la Haute-Garonne, les trois derniers correspondant à des créations qui portent à huit le nombre total de préfets de police. D'autre part, le conseil a procédé à un mouvement préfectoral dans plusieurs départements.

● **BORDEAUX :** M. Gérard Deplace.

M. Gérard Deplace, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de la Moselle, est nommé préfet, commissaire de la République délégué pour la police auprès du commissaire de la République du département de la Gironde.

(Né le 1<sup>er</sup> mars 1935 à Lyon (Rhône), M. Gérard Deplace, nommé commissaire de la République délégué pour la police de la Gironde, est sous-préfet hors classe. Sorti en 1970 de l'Ecole nationale d'administration, il fut affecté à la direction des équipements du ministère de l'éducation nationale (1970), puis chargé de mission au cabinet du ministre de l'Intérieur (1971-1973). M. Deplace, en 1974, de l'inspection générale de l'administration au ministère de l'Intérieur, il fut nommé en 1976 chef de cabinet du préfet de police de Paris, M. Pierre Souvillat. Sous-préfet d'Argentan en 1980, il était depuis 1982 secrétaire général de la préfecture de Moselle.)

● **LILLE :** M. Bernard Gauthier.

M. Bernard Gauthier, administrateur civil, est nommé préfet, commissaire de la République délégué pour la police auprès du commissaire de la République du département du Nord.

(Né le 27 août 1932 à Saint-Galmier (Loire), M. Bernard Gauthier, nommé commissaire de la République délégué pour la police du Nord, est administrateur civil hors classe. Il a commencé sa carrière comme attaché de préfecture (1957) à la Martinique, puis fut chef de cabinet des préfets de la Haute-Savoie, du Calvados (1960-1964). Sous-préfet de 1964 à 1969, il fut affecté comme administrateur civil au ministère de l'Intérieur, jusqu'en 1980. Adjoint au chef du service des affaires internationales du ministère de l'éducation, il rédigea en 1981, sur sa demande, le ministre de l'Intérieur.)

● **NICE :** M. Etienne Coccadi.

M. Etienne Coccadi, magistrat, est nommé préfet, commissaire de la République délégué pour la police auprès du commissaire de la République du département des Alpes-Maritimes.

(Né le 8 décembre 1937 à El-Biar (Algérie), M. Etienne Coccadi, nommé commissaire de la République délégué pour la police des Alpes-Maritimes, est magistrat de justice (1965), juge d'instruction à Bourg (1968), puis substitut du procureur de la République à Marseille (1971-1979), et enfin premier juge d'instruction dans la même ville (1979-1981).

Spécialisé, quand il était substitut, dans les affaires économiques et financières, M. Coccadi avait été chargé du dossier sur les ententes pétrolières. Délégué régional du Syndicat de la magistrature, il bénéficia, en 1976, d'une promotion-exception comme procureur de la République à Hainaut (Nord) et refusa de rejoindre son poste, avec le soutien de M. Gaston Defferre. Proche du maire de Marseille, M. Coccadi repart de ses mains les insignes de la Légion d'honneur en 1981, puis fut nommé directeur de cabinet de M. François Auzan, secrétaire d'Etat chargé des immigrés dans le second cabinet Mauroy.)

● **TOULOUSE :** M. Claude Calmeze.

M. Claude Calmeze, sous-préfet de Reims, est nommé commissaire de la République délégué pour la police à Toulouse.

(Né le 8 novembre 1935 à Douai (Nord), licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques, M. Calmeze entra dans la carrière par la voie du concours de chef de cabinet de préfet et est nommé en 1958 en Haute-Saône.

Attaché au cabinet du ministre de l'Intérieur en 1961, il devient secrétaire de la direction générale des affaires politiques et de l'administration du territoire en 1963, puis directeur du cabinet du secrétaire général de la préfecture de police en 1964.

De 1967 à 1968, il est chef de cabinet du préfet de Seine-et-Oise puis des Yvelines. Depuis 1975, M. Claude Calmeze a été successivement sous-préfet à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), à Palaiseau (Essonne) et à Reims (Marne.)

● **RÉGION CORSE**

M. Paul Bernard, commissaire de la République de la Sarthe, est nommé commissaire de la République de la région Corse, en remplacement de M. Paul Ronaze, admis au bénéfice du congé spécial.

(Né le 12 décembre 1934 à Montpellier, M. Paul Bernard est chargé de cours à l'Ecole nationale d'administration. En 1966, il est nommé sous-préfet de Fribourg et en 1968 chargé de mission auprès du préfet de la région du Centre. En 1971, il est chargé de mission auprès du préfet de la région Bretagne. En octobre de la même année, il est nommé chef de la mission régionale de Bretagne. M. Paul Bernard est, notamment, l'auteur de *Le Grand Tournoi des communes de France*. Sous-préfet de Lorient en 1974, nommé préfet de l'Aveyron en 1977, il fut préfet de la Sarthe depuis juin 1981.)

● **HAUTE-CORSE**

M. Jacques Barlet, sous-préfet, secrétaire général des Bouches-du-Rhône, est nommé préfet, commissaire de la République de la Haute-Corse, en remplacement de M. Guy Migon.

(Né le 18 janvier 1932 à Marseille, administrateur civil, puis sous-préfet (ENA, promotion Sordani), M. Barlet a notamment occupé les fonctions de directeur adjoint du cabinet du préfet de police de Paris (1976) avant de devenir secrétaire général de la préfecture de la Haute-Corse (1978) puis des Bouches-du-Rhône (1982.)

● **ARDECHE**

M. Jean-Gilles Marzin est nommé préfet, commissaire de la République de l'Ardeche, en remplacement de M. Pierre Bézout.

● **HAUTE-LOIRE**

M. Yvon Olivier, sous-directeur au ministère de l'économie, des finances et du budget, est nommé préfet, commissaire de la République de Haute-Loire, en remplacement de M. Bernard Maillet.

(Né le 26 août 1943 à Brant, administrateur civil puis sous-préfet (ENA, promotion Turgot), M. Olivier a commencé sa carrière au cabinet de Rivoli, avant d'occuper divers postes, sous-direction, notamment au service des études et de l'informatique à la D.G.I.)

● **SARTHE**

M. Bernard Maillet, préfet, est nommé commissaire de la République de Sarthe, en remplacement de M. Paul Bernard.

(Né le 22 juin 1929 à Sedan, M. Bernard Maillet est passé par l'ENA. Sous-préfet de Redon (1958) puis de Lorient, il est chargé de mission au cabinet de M. Louis Joxe, ministre d'Etat chargé des affaires algériennes (1960-1962). Il poursuit sa carrière préfectorale à Bayeux, dans le Calvados (comme secrétaire général), puis à Arles, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, puis à Boulogne-Billancourt. Nommé préfet de l'Ande en juin 1980, il était préfet de la Haute-Loire depuis juillet 1981.)

● **HAUTE-SAUVIE**

M. Pierre Bézout, préfet, est nommé commissaire de la République de Haute-Savoie, en remplacement de M. Jean-Pierre Fouquière, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

(Né le 11 octobre 1929 à Toulouse, docteur en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Toulouse, M. Pierre Bézout entra dans l'administration en 1957. Le 29 novembre 1973, il devient directeur du cabinet du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur (M. Verdadier) et le demeure jusqu'en 27 février 1974. Le 24 avril 1974, il est nommé sous-préfet de Castres et le 13 avril 1978 chargé de mission au cabinet du secrétaire d'Etat auprès du premier ministre (M. Domergue). Il avait été nommé préfet de l'Ardeche en juin 1980.)

### L'EXPO ÉCLATÉE

L'idée d'installer l'Exposition universelle à Marne-la-Vallée plutôt qu'à Paris — où pendant plusieurs semaines la vie risque d'être invivable — n'est pas mauvaise.

Il y a là-bas de nombreux terrains libres et ce serait un moyen de donner enfin du corps et de l'animation à ces villes nouvelles de la région parisienne, villes dont la création peut apparaître comme une erreur historique de la politique d'aménagement du territoire, conçue dans la grande expansion des années 60 et 70.

Mais pourquoi ne pas penser aux centaines et même aux milliers d'hectares disponibles dans les régions de Fos, de Dunkerque ou de Bordeaux-Le Verdon, qui devaient accueillir des usines par dizaines et qui restent désespérément vides ? Est-il trop tard pour demander au Bureau international des expositions de réviser ses règlements et d'autoriser une « exposition éclatée » ?

D'ailleurs, dans la liste des douze programmes prioritaires du IX<sup>e</sup> Plan, arrêtés au conseil des ministres du 18 mai, les points n° 9 et 10 mentionnent la décentralisation et « mieux vivre dans la ville »... et, en premier lieu, à Paris.

F. GR.

### Langues

CADRE - DIRIGEANTS  
Chargés d'affaires à l'étranger

Apprenez en un temps record (40 à 80 h.)  
Sachez utiliser vos connaissances indispensables.

cesdel

LANGUES

VOTRE FORMATION

24, r. St-Barthémy, 75005 Paris  
Tél. : 325-18-10 - 326-13-42

FS&L USA - ANGLETERRE  
(1) 544.62.20

- ☐ SÉJOURS EN FAMILLE / JEUNES 12 à 18 ANS
- ☐ COURS ET ACTIVITÉS
- ☐ STAGES INTENSIFS / ADULTES / TOUTE L'ANNÉE
- ☐ SÉJOURS EN FAMILLE/TOUTE L'ANNÉE/SUMMER
- ☐ CAMPS / UNE ANNÉE SCOLAIRE / JEUNES 12 à 18 ANS
- ☐ STAGES INTENSIFS ADULTES UNIVERSITE / CIRCUITS

Cochez la ou les brochures souhaitées et retournez avec nom et adresse  
F.S.L. 13, rue de Grenelle, 75007 Paris - Tél. : (1) 544.62.20

NATIONAL INSTITUTE OF HIGHER EDUCATION  
LIMERICK, IRELAND

SUMMER BUSINESS PROGRAM  
15 JUIN - 9 JUILLET 1983

Intensive English  
Survey of Irish History,  
Culture, Politics,  
Economics and  
Politics of EEC



Study trip  
to Irish Companies,  
Dublin, Belfast,  
Ring of Kerry,  
Irish Coast.

Étudiants d'Université (droit, économie, gestion...)  
Élèves des Grandes Écoles (scientifiques, de gestion,  
de commerce et des I.E.P.).

Renseignements et Admissions : Centre d'Information pour l'Europe  
32, Galerie Montpensier, 75001 Paris, France. Tél. : (1) 296.30.69

هكزان الوطن



# La Suède en « état de grâce »

LES sociaux-démocrates sont-ils le seul parti capable d'assurer à la Suède une stabilité politique ? On est tenté de le croire. De 1976 à 1982, les six années de régime « bourgeois » ont été marquées par des querelles incessantes sur l'énergie nucléaire, les mesures économiques et les réformes fiscales entre les conservateurs, les centristes et les libéraux. Les fautes pas et le manque d'autorité de quatre gouvernements, minoritaires ou ne disposant que d'une seule voix de majorité au Riksdag, expliquent pour une bonne part la victoire de la gauche aux législatives de l'automne dernier.

De nombreux électeurs ont sans doute estimé que « l'expérience bourgeoise » avait suffisamment duré, d'autant plus qu'elle n'avait pas changé la face du pays. Dans bien des domaines les non-socialistes s'étaient contentés de poursuivre la politique de leurs prédécesseurs. Après un demi-siècle ou presque de règne social-démocrate, les « bourgeois » ont eu le tort de ne pas proposer une voie différente.

Le succès électoral de M. Olof Palme a été net : avec 45,6 % des voix, son parti obtenait plus de suffrages que les conservateurs, les centristes et les libéraux pris ensemble, et il enregistrerait l'un de ses meilleurs scores depuis la fin de la guerre. Toutefois, c'est un gouvernement minoritaire qu'il dirige : il n'a jamais été question pour les sociaux-démocrates de former une coalition avec les conservateurs, pourtant sages et plus « roses » que « rouges ». Ceux-ci n'ont pas hésité à condamner, publiquement et caté-

goriquement, les incursions de « bourgeois » dans les archipels de la Baltique, en notant qu'elles n'allaient pas « arranger leurs relations avec le parti frère ». Le gouvernement peut généralement compter sur leur soutien docile au Parlement.

La position des sociaux-démocrates est donc confortable, et les sept premiers mois de gouvernement ont été « dans l'opinion » comme une sorte de « retour à la normale ». L'« état de grâce » se poursuit, les sondages en témoignent : même les chefs d'entreprise se déclarent satisfaits de la politique conduite actuellement. D'une part, parce qu'elle est favorable à l'industrie et, de l'autre, parce que les sociaux-démocrates peuvent contrôler les syndicats et limiter leurs revendications. On ne risque plus de grands conflits sociaux comme celui du printemps 1981, où plus de huit cents mille travailleurs étaient lockoutés ou en grève.

M. Palme semble vouloir renouer avec une politique de concertation : début mai, il a rencontré les grands ténors de l'industrie et de la banque à la résidence gouvernementale de Harpend pour un échange de vues sur les problèmes économiques, l'investissement, l'emploi. Une fois par semaine maintenant, il voit les dirigeants de l'opposition pour examiner les sujets d'actualité. Ces initiatives font suite aux promesses qu'il avait faites pendant la campagne électorale sur le thème : « Notre main est tendue à tous. » Mais l'opposition, méfiante, reste sur ses gardes. Pour l'ancien

premier ministre centriste, M. Thorbjörn Fälldin, « il ne peut y avoir de rapprochement avec les sociaux-démocrates tant que ceux-ci maintiendront leur projet de fonds de salariés qui entraînerait inévitablement la Suède dans la voie socialiste et de la démocratie populaire ».

Ce projet, dont on parle depuis bientôt dix ans, a déjà joué de mauvais tours à M. Palme. Présenté par la puissante Confédération générale du travail (L.O.), il visait à rendre les travailleurs copropriétaires de leur entreprise par le versement automatique, chaque année, de 20 % des bénéfices à des fonds et des portefeuilles gérés par les syndicats. Depuis, beaucoup d'eau est passée sous les ponts, et il n'est plus sûr que le projet soit encore d'actualité. Trois commissions se penchent séparément sur la question et tentent de trouver un compromis entre les intérêts économiques. La première étudie une formule de partage des bénéfices, la seconde la composition « démocratique » de la direction des fonds, et la troisième la politique de placement de l'argent mis ainsi à la disposition des fonds régionaux pour financer les investissements. C'est sans doute une façon de faire machine arrière en prenant des précautions.

Toujours est-il que le projet est un « boulet » pour le gouvernement et constitue l'obstacle numéro un à un éventuel rapprochement avec l'industrie — qui est prête sur ce point à partir en guerre — et les « bourgeois », qui, avant d'accepter la main tendue, veulent savoir ce qui se cache dans l'autre. De leur côté, les syndicats

s'impacientent, estimant que le parti a déjà fait suffisamment de concessions et que l'heure est venue d'introduire des fonds « sociaux », qui pourraient bien être, encore une fois, l'un des thèmes majeurs de la campagne électorale de 1985. D'autant que l'opposition n'a pas d'autre cheval à dresser que la relance économique, la défense de l'emploi et les acquis sociaux, la lutte contre l'inflation sont des objectifs partagés par la grande majorité des électeurs. M. Palme, lui, n'a toujours pas précisé sa pensée en la matière.

Les résultats pour le moment satisfaisants de la dévaluation de 16 % de la couronne, la bonne santé de l'industrie exportatrice, font oublier les problèmes pourtant fondamentaux comme le déséquilibre impressionnant des finances publiques. Les sociaux-démocrates paraissent se complaire dans le silence, les libéraux demandent par quels moyens ils vont bien pouvoir éviter leur disparition du Parlement dans deux ans à peine. Quant aux conservateurs, qui représentent aujourd'hui le tiers de l'électorat, ils restent très dynamiques : ils insistent dans leur discours sur les « dangers du collectivisme », les « atteintes aux libertés du citoyen » et le « libéralisme » de la « Suède » depuis les sociaux-démocrates ont revus le pouvoir.

En attendant la prochaine élection électorale et un débat sur les libertés, la Suède est calme : un système économique fonctionne tranquillement bien.

ALAIN DEBOVE.

## M. Palme face aux sous-marins soviétiques

### « La neutralité est une affaire de confiance politique »

« Avant la publication du rapport Anderson dénonçant les incursions des sous-marins soviétiques dans vos eaux territoriales, vous avez déclaré que la neutralité se défendait essentiellement par des moyens politiques et non pas militaires. Est-ce toujours votre point de vue ?

— Oui, oui ! Ça ne change rien. La neutralité, c'est surtout une question politique, une question de confiance politique. Simplement, la politique doit être soutenue par une force militaire raisonnable qui lui confère la crédibilité. Pour rendre crédible la neutralité, il faut donc défendre son territoire contre toute agression. C'est absolument nécessaire. Et c'est pourquoi les moyens sont durs et seront encore plus durs si c'est nécessaire.

— La neutralité suppose des rapports de confiance, avec-vous dit. Vous êtes toujours confiant dans l'Union soviétique ?

— J'ai dit que nous voulons avoir des relations de bon voisinage avec l'Union soviétique, mais cela sup-

pose qu'elle respecte notre neutralité, notre territoire, bref qu'il n'y ait plus de sous-marins dans nos eaux territoriales. Si cela continue, un jour, nous allons frapper.

— Quelle est votre explication du comportement soviétique ? L'U.R.S.S. cherche-t-elle à vous intimider politiquement ou faut-il plutôt chercher des explications d'ordre militaire ?

— Plutôt d'ordre militaire. Réarmement dans un sens large et aussi entraînement des cadres, préparation d'opérations dirigées contre la Suède ou passant par la Suède. L'explication se trouve dans la géographie de la région : c'est pourquoi elle est militaire. Mais j'ai dit aux Russes que les petits gains qu'ils font en agissant ainsi ne peuvent pas contrebalancer leurs pertes dans les relations entre nos deux pays et leurs pertes en crédibilité internationale.

— Vous ne pensez pas que les Soviétiques veulent surtout démontrer leur suprématie dans la mer Baltique ?

— On n'en sait rien, mais je ne crois pas. On verra.

— Vous avez mentionné le rôle accusé de la part de Moscou ?

— Mes illusions sur les grandes puissances sont minuscules. La seule superpuissance à avoir vraiment reconnu sa culpabilité, ce sont les États-Unis d'après la conférence de Paris. Regardez aujourd'hui au Nicaragua : c'est clair que les Américains sont impliqués, mais ils prétendent le contraire.

— Après une telle crise, la Suède d'une zone dénucléarisée en Europe du Nord vous paraît-elle toujours d'actualité ?

— Oui, oui ! C'est une question politique et elle me paraît encore plus nécessaire qu'avant. Il faut faire partir les sous-marins atomiques de la mer Baltique. C'est clairement dans notre intérêt.

— Avez-vous envisagé des mesures de contrôle sur place dans l'hypothèse d'une dénucléarisation de la Baltique ?

— Je prépare un grand discours sur ce sujet, que je prononcerai en Finlande le 1<sup>er</sup> juin, pour le vingtième anniversaire de la proposition de dénucléarisation du président Kallio.

— Vous prononcerez-vous pour des mesures d'inspection dans tous les ports de la Baltique, aussi bien les vôtres que ceux contrôlés par l'U.R.S.S. ?

— Il faut en discuter. Mais vous savez, dans une telle question, il ne faut pas être précis avant d'entrer dans des négociations sérieuses. Ce ne serait pas politiquement très sage d'être trop précis, et personne n'a pu me faire répondre à votre question. Pour l'instant, tout le monde ne pense qu'aux négociations eurostratégiques, et toute autre idée est interdite, par les Américains surtout. Ils ne veulent discuter que des euro-missiles. Alors, pour la Baltique, il faut attendre.

— Mais vous êtes bien en faveur d'une dénucléarisation complète de la Baltique ?

— Oui.

— Quels sont, selon vous, les plus grands obstacles à un accord sur une zone dénucléarisée ?

— La Norvège et le Danemark, qui sont membres de l'OTAN, se sont gardés la possibilité d'avoir des armes nucléaires sur leur territoire en temps de guerre. La seule difficulté, c'est de les faire revenir sur cette option. Mais il faut aussi obtenir une contrepartie soviétique pour contrebalancer ce que l'OTAN perd par ce renoncement. Pendant des années, les Soviétiques n'ont rien dit. Puis, Brejnev a dit qu'il comprenait le problème que l'URSS était prête à faire quelque chose. Cela dit, pour la première fois, l'URSS a publiquement

reconnu la nécessité d'une contrepartie. Mais il faut avoir beaucoup de patience.

— Vous parlez de la Norvège et du Danemark, qui pourraient avoir des armes nucléaires sur leur territoire en temps de guerre, mais vous vous êtes retrouvés avec des armes nucléaires soviétiques sur votre rivage en temps de paix, dans le cadre de l'affaire du sous-marin soviétique échoué.

— Oui, on a des fortes raisons de penser que ce sous-marin était équipé d'armes nucléaires. Mais, justement, nous ne voulons plus de tels accidents.

— Quel genre de concession les Soviétiques seraient-ils prêts à accepter à votre avis ?

— On a discuté de la Baltique, des zones tampons en Europe, qui seraient interdites aux armes tactiques, des missiles pointés vers l'Europe du Nord. Mais c'est encore trop tôt pour dire quelle idée il faudrait explorer. En fait, c'est vrai que, pour nous, la mer Baltique c'est très important.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et ALAIN DEBOVE.

(Lire la suite page 16.)

## Multinationales et rigueur

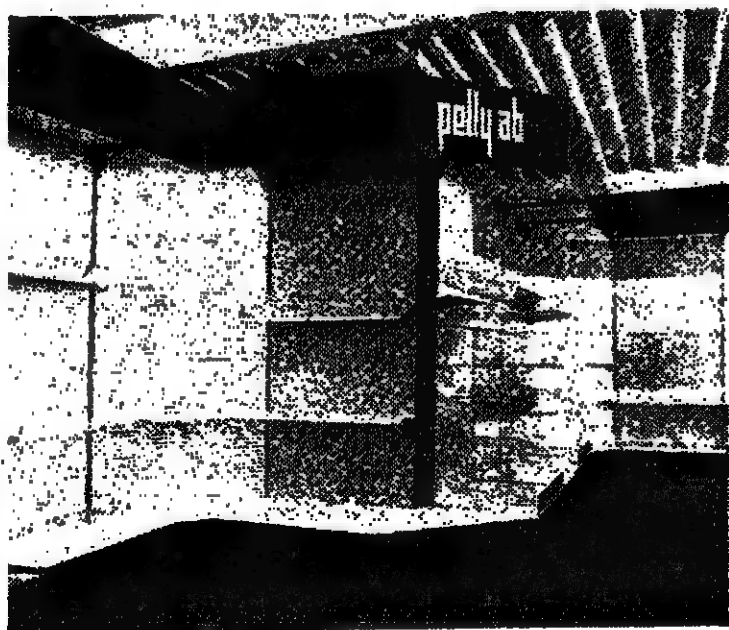
LA rigueur, la Suède, ce que c'est : depuis 1979, le revenu réel des travailleurs a baissé de plus de 10 %. Pendant trois ans, avant le début du pouvoir des sociaux-démocrates, l'autonomie de la monnaie, le premier ministre « bourgeois », M. Thorbjörn Fälldin, n'a cessé de répéter à ses concitoyens que le pays vivait au-dessus de ses moyens et qu'il fallait changer de cap. À l'heure de se l'entendre dire, la Suède n'a fini par le reconnaître, tout en constatant que les coalitions ministérielles de centre-droit, en permanence, étaient incapables de prendre les mesures nécessaires pour redresser la situation.

Pas la moindre manifestation, aucune grève... or ce n'est probablement que le début de la cure : le ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt, annonce déjà des augmentations de salaires minimes et une limitation de l'inflation à 4 % en 1984 sont les deux conditions du redressement. Les problèmes ne manquent pas à l'État-providence : le déficit budgétaire atteint 90 milliards de couronnes (la couronne vaut 133 francs), soit 14 % du produit national brut. La balance des paiements affiche un déficit correspondant à 11 % environ du P.N.B. La dette extérieure et la dette publique totale représentent respectivement 16 % et plus de 50 % du revenu national. Et ces déséquilibres augmentent d'année en année.

L'attitude des grands syndicats, qui se sont systématiquement opposés à toute atteinte aux acquis sociaux, a sans doute contribué aux résultats des législatives. En tout cas, le mérite de M. Fälldin aura été de préparer psychologiquement les Suédois à l'avenir. La preuve en est que personne n'a bronché lorsque les sociaux-démocrates, siégeant aux affaires, ont demandé aux organisations de salariés de ne pas réclamer de compensations pour la dévaluation de 16 % de la couronne qui va se traduire cette année par une diminution moyenne de 4 % du pouvoir d'achat.

(Lire la suite page 13.)

## LE N°1 SUEDOIS DE L'AGENCEMENT DE MAGASINS



EST AUSSI EN FRANCE  
- PELLY -

BP 28 — Z.I. 78680 EPONE  
Tél. : (3) 095.67.50

## LE GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS PRESENT DANS 77 PAYS

### en SUEDE

BANQUE NATIONALE DE PARIS  
Bureau de représentation  
Malmkillnadsqatan 42,  
Stockholm  
Tél. : (8) 21.27.01  
Télex 12655, Natiopar

### BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège social : 16, bd des Italiens 75009 Paris  
Tél. 244.45.46 - Télex : 280 605



## L'«esprit de Gnosjö» rend heureux

**G**NOSJÖ, l'une des plus petites communes de Suède : 11 km<sup>2</sup>, 9 000 habitants. Elle est située dans la province du Småland, que l'on compare souvent à l'Ecosse parce que, dit-on, les y sont aussi près de leur... Il faut dire qu'ils n'ont pas eu la vie facile dans ce pays sec et caillouteux où les paysans ne pouvaient vivre uniquement de la terre : ils devaient trouver une activité annexée pour pouvoir joindre les deux bouts. Ceux qui n'émigraient pas aux États-Unis envoyaient leurs enfants travailler à la manufacture d'armes voisine, Huskvarna, qui était le principal fournisseur de l'armée suédoise. C'est là qu'ils ont appris à forger le fer.

De retour à Gnosjö, ils se sont mis à la recherche du précieux minerai et l'ont trouvé : au fond des lacs. De cette découverte est née au dix-huitième siècle toute une petite industrie de tréfilage, très artisanale bien sûr. Plus de quatre-vingt cabanons ont été ainsi construits sur les bords des lacs, qui aujourd'hui apportent l'énergie. Dans ces ateliers minuscules, où l'on avait peine à se tenir debout, les paysans ou leurs fils installaient quelques semaines par an pour fabriquer des fils de fer de calibres différents.

Ce fil était ensuite habilement façonné dans tous les foyers de la région : on en faisait des anneaux, des colliers, des agrafes, des épingles à nourrices, etc.

« points d'interrogation » des portemanteaux, dont on est fier... puisque Gnosjö est demeuré le premier producteur européen pour cet article. Sans oublier les crinolines et les épingles à cheveux pour les chignons des dames. Toutefois, la grande spécialité locale était, à cette époque, la fabrication des anes de bidons de lait. Elles se vendaient dans tout le pays.

A la fin du dix-neuvième siècle, le fer avait disparu des lacs. Était-ce l'épilogue de l'âge d'or de Gnosjö et le début de la décadence ? Non du tout. On n'abandonne pas une tradition « industrielle » du jour au lendemain. Le fer, on s'en procure ailleurs. Aujourd'hui, cette localité n'a aucun immeuble ne dépassant trois étages fourmillant de petites entreprises. On ignore juste combien elles sont : il y en avait 277 « environ » au mois d'avril. Leur nombre semble varier en saison, mais une chose est sûre : il augmente constamment, et le phénomène est absolument unique en Suède.

Près de trois cents entreprises pour 11 000 habitants : ce n'est pas pas ses yeux. Elles ont leur propre bottin « made in Gnosjö ». Un Gnosjöben n'est pas dix à son nom, une au nom, mais les rues de la petite ville, les panneaux indicateurs renseignent le visiteur sur la direction à prendre pour se rendre à telle ou telle « A.B. » (abréviation de so-

ciété anonyme en suédois). En revanche, il est bien difficile de retrouver la route de Stockholm ou de Malmö : on s'oriente en fonction de l'emplacement des usines ou des pavillons qui les abritent.

Ces entreprises, qui n'ont pratiquement pas subi les effets de la « crise », ont un mot qu'il faut se garder de prononcer ici : « employé ». Elles ne tiennent pas du tout à devenir des « colosses ». Ce serait leur rendre plus vulnérables et leur ôter cette grande flexibilité dans la production qui est leur atout : elles s'adaptent rapidement aux besoins du marché et de la clientèle. On y fabrique un peu de tout : articles de pêche, lampadaires, tabourets en plastique, vis, portobottes, etc. à la fois, chaussettes, papiers, triangles, rideaux, rétroviseurs et boutons de jeans pour l'exportation.

### L'indépendance avant tout

La plupart de ces petites sociétés font de la sous-traitance pour des groupes plus importants, mais elles sont fières de leur indépendance. Chez Goetarp, par exemple, plusieurs millions de composants en plastique ou métalliques des téléphones « Ericsson » sortent chaque jour des machines. La maison « Siggarth » va livrer, pendant trois ans au moins, des chenilles en caoutchouc armé pour les blindés de la défense. Son directeur nous explique que l'entreprise avait connu de sérieuses difficultés au lendemain de la crise pétrolière : « Il fallait trouver un autre produit, un autre créneau, pour ne pas sombrer. Nous avons mis au point un système très simple pour fixer les radiateurs au mur. À notre grand étonnement, il est devenu la norme suédoise en 1982 et est adopté maintenant par le groupe AGA en Grande-Bretagne. »

Ce patron, qui n'hésite jamais à mettre la main à la pâte, a commencé comme la grande majorité des collègues : « À l'âge de treize ans, j'ai décidé de me mettre à mon compte. J'étais employé dans une firme métallurgique et, la soir, après le travail, je faisais de la petite mécanique dans un hangar de location. J'ai tenu ma chance et nous avons aujourd'hui trente employés. L'année dernière, il a acheté un robot de 1 million pour la somme de 1 million de couronnes. Il est de recevoir une grosse commande d'ouest-allemande. Le représentant syndical ne s'y est pas opposé : mieux vaut investir dans une usine moderne qui peut tourner en continu que d'embaucher « c'était l'alternative » quatre ou cinq ouvriers supplémentaires pour un temps limité.

Quelles sont les clés du succès des entreprises de Gnosjö, qui sont devenues une sorte de « modèle », même récemment la curieuse d'une délégation tanzanienne ? Le travail, d'abord, l'entraide et les bons rapports entre patrons et employés. On n'a pas vu une grève ici depuis 1945. Et encore, elle avait été déclenchée par le syndicat de Stockholm, dont on se méfie. Partout, la participation aux décisions, l'information du personnel sur la marche financière de l'entreprise sont considérés comme des éléments essentiels d'un bon climat de travail. Personne ne s'en plaint parmi les patrons : « Nous voulons un représentant syndical solide, avec qui l'on peut régler rapidement les problèmes et ne

pas perdre de temps en réunions ou en paperasserie », déclare par exemple M. Johansson, de Siggarth A.B. Il nous montre fièrement la sauna, la salle de gymnastique et les toilettes pour handicaps, qui sont en cours d'aménagement pour les employés. Et du côté syndical, on souligne qu'il est plus facile de discuter avec les directeurs, « surtout les vieux », car ils sont aussi les propriétaires des sociétés. A Gnosjö, 87 % des travailleurs sont syndiqués.

L'entraide, elle, se manifeste quotidiennement. Il n'est pas rare que l'on se prête les machines, que l'on demande un coup de main ou un conseil au voisin pour l'exportation ou la fabrication d'un produit spécial. On trouve, dans cette petite localité, pratiquement tout ce dont on a besoin : mécanique, soudage, métallurgie, presses, machines à plastiques, polystyrène expansé, traitement de surface, emballage, etc. Les industries se complètent, et il suffit souvent de traverser la rue pour trouver l'assistance désirée. La rivalité existe aussi, bien entendu, mais elle est positive et les coups bas peuvent se compter sur les doigts. Pour réussir, dit-on ici, il faut coopérer, se faire confiance et savoir saluer les succès des collègues. Les « gens de Gnosjö » sont décidément un peu à part.

« Le travail, c'est mon hobby préféré », dit en souriant M. Berndtson, chef de la société G.D.P., qui importe de France des armoires à archives pour les vendre en Scandinavie et qui, parallèlement, se lance sur notre marché avec sa gamme d'étagères « maison » et de paniers de rangement pour outils : « J'ai travaillé pendant six ans dans une banque, mais ne pouvais pas tenir derrière un bureau. J'ai donc repris l'entreprise familiale et l'ai développée. Mon objectif est d'avoir une cinquantaine d'employés. Je veux faire de Gnosjö une ville de cette région résidente dans une bonne qualité de produits et la sécurité des livraisons à nos clients. » Il fait partie de cette troisième génération de patrons, qui portent maintenant la cravate mais hâtent tout ce qui a trait à l'administration.

### « Ne pas endormir l'individu »

Tout le monde ne s'acclimata pas de la même manière au « style de travail » de Gnosjö. Il n'y a pas eu de problèmes pour les quelques quatre-vingts Vietnamiens, les « Chinois », comme on les appelle ici : « Ils sont discrets, appliqués, et disent bonjour dans la rue. » En revanche, on parle encore de cet employé de la gare de Göteborg, originaire de Göteborg, qui affichait chaque jour devant son guichet : « Quel autre ont heures et pour le... C'était l'heure et les entreprises remplissent les bordereaux d'expédition. Le pauvre préposé n'a pas résisté longtemps : un an plus tard, au bord de la dépression nerveuse, il rognait sa tête malade.

Les habitants de Gnosjö sont durs : ils en ont encore. Pas de pitié ici pour les bureaucrates. On vit à Gnosjö pour travailler et les statistiques montrent que, une fois l'âge de la retraite atteint, les gens ont tendance à s'éloigner de ces lieux de « travaux forcés », où l'on trône sur le manque d'assiduité à la tâche des Suédois d'autres régions et sur cette politique de subventions (encore un mot banni) en perdution.

L'un des doyens de cette communauté industrielle, M. Josefsson

(74 ans), de la société « Avikens Plast », qui vend notamment des articles de ménage aux « Trois Suisses », est même sévère : « Dans la société d'aujourd'hui, ceux qui ne veulent rien faire ont la vie trop belle, il faut absolument démanteler ce système d'allocation sociale qui endort l'individu ». Un tantinet « poujadistes », les petits industriels de Gnosjö ? Pas spécialement. Ils votent pour les partis traditionnels. Les « bourgeois », ont la majorité avec vingt-sept sièges, contre quatorze pour la gauche social-démocrate et communiste. Le président du conseil municipal, M. Axel Svenningsson (conservateur) est un ancien dentiste.

Il travaille à plein temps pour la commune depuis les élections de 1982, et reconnaît que les problèmes sont ici mineurs : « Nous avons moins de cent chômeurs et cent-dix logements vides. La seule difficulté est de trouver de la main d'œuvre qualifiée, mais nous travaillons en étroite collaboration avec les lycées techniques voisins pour obtenir l'ouverture d'une filière d'électronique industrielle — une catégorie d'ouvriers qui manque à nos entreprises. L'accord s'est fait, les querelles politiques sont rares. Les grandes décisions, ayant trait par exemple à l'achat de nouveaux terrains indus-

triels, sont prises en quelques minutes, à l'unanimité. Par contre, nous pouvons discuter pendant des heures sur le montant de la taxe communale sur les chiens... »

Dans cette région du Småland, les chrétiens-démocrates, hostiles à l'avortement et aux drogues « légales » comme l'alcool, sont largement représentés. Il est facile de le constater : aucun bar de Gnosjö n'est autorisé à vendre des boissons plus fortes que l'innocente Folke (la « bière du peuple »), et il n'y a pas moins de cinq églises libres. Les baptistes et les pentecôtistes attirent beaucoup plus de monde que les luthériens « bon teint ». La communauté pentecôtiste, par exemple, a construit il y a trois ans son église grâce aux dons de la population et à la main d'œuvre bénévole. Chaque année, elle reçoit plus de 400 000 couronnes de ses adeptes. La religion, elle aussi, marche bien à Gnosjö.

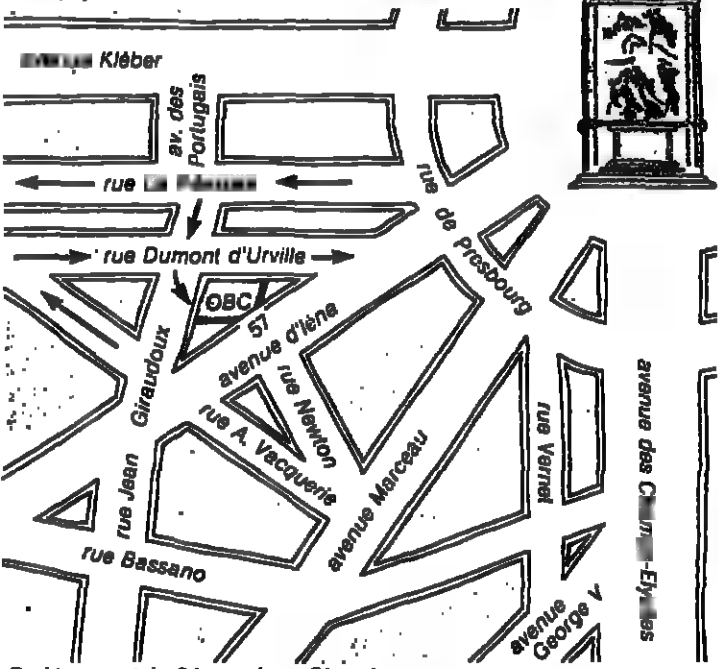
Il arrive aux dirigeants de petites entreprises suédoises de se mettre en colère contre la bureaucratie, fiscale surtout, mais à Gnosjö, on trouve des P.M.E. heureuses. Dans les rues de cette petite ville circulent les « mobylettes de Gnosjö ». C'est ainsi qu'on appelle ici les Mercedes.

A. D.

## PKBanken en France

PKBanken — une des grandes banques suédoises — est représentée au Conseil de la BANQUE OBC dont elle détient 20 % du capital par l'intermédiaire de l'OMNIBUS BANCAIRE ET COMMERCIAL.

Grâce à sa coopération avec OBC, PKBanken est une mesure d'assistance aux entreprises suédoises et françaises dans le domaine du financement des échanges commerciaux entre les deux pays.



Parking : entrée 34, rue Jean Giraudoux

Un représentant de PKBanken en permanence dans les bureaux d'OBC : 57, avenue d'Iéna 75116 PARIS Téléphone: (01) 75 17 17 17

**PK** PKBANKEN

## Le Monde de Skandia

La Suède est un petit pays mais à haut niveau d'expérience industrielle et technologique. Ceci est vrai des entreprises de l'assurance suédoises.

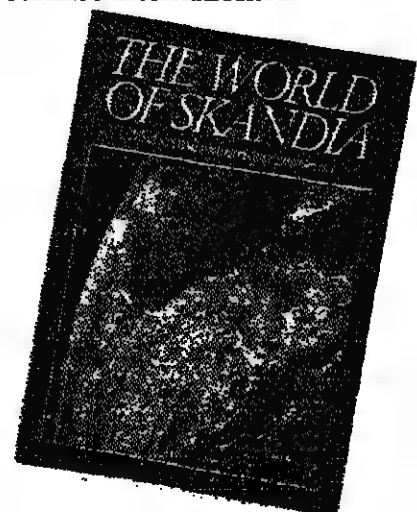
Le modèle suédois d'assurance défend bien sa place dans la dure concurrence internationale. Skandia offre sa couverture son service aux entreprises dans le monde entier.

Elle n'assure pas seulement des usines et des bâtiments mais des satellites, des plateformes de forage et des projets modernes en assurance maritime et transports. Dans le cadre de programmes construits sur mesure de produits d'assurance nouveaux.

La compétence de Skandia est fondée sur l'étroite collaboration

développée avec sa clientèle depuis de nombreuses années.

Skandia souhaite activer sa coopération avec vous pour offrir son savoir-faire dans le domaine de l'assurance internationale.



**SKANDIA**

Etablissements en France :

Assurance Incendie et Risques Divers : GROUPE SPRINKS, 7, rue de la Bourse, 75002 Paris.  
Assurance Maritime et Transports : S.E.M.A.S. 3, rue d'Amboise, 75001 Paris.  
Réassurance : SKANDIA S.A. D'ASSURANCES, 4, rue Cambon, 75001 Paris.

## LE GROUPE FISKEBY

**FISKEBY FABRIQUE POUR L'EUROPE ENTIERE DU PAPIER, DU CARTON, DU CARTON ONDULE, DES SACS ET DES MACHINES POUR L'EMBALLAGE.**

La division Pâtes et Papiers avec l'usine de Skärblacka, fabrique la pâte au sulfate, pâte mi-chimique, papier kraft G.C., cannelure mi-chimique, le kraft sac petite contenance ainsi que le papier ingrainable.

La division Ouate de Cellulose dispose d'unités de fabrication à Mariestad et Skärblacka.

La gamme de produits comporte des qualités de papiers crépés/ouate de cellulose, tels que papier essuie-tout, papier hygiénique, essuie-mains, rouleaux de papier d'essuyage pour industrie/collectivité et pour le Grand Public.

La division Carton avec l'usine de Fiskeby Bruk fabrique du carton d'emballage à base de fibres recyclées, commercialisé sous la marque Multi-board.

Le Carton peut être couché de polyéthylène ou bien laminé à base de polyéthylène et papier.

Skarwell fabrique des emballages en d'ondulé dans deux usines, l'une à Göteborg, l'autre à Mariestad.

Meco-Pak Alingsås fabrique des machines d'emballage pour un grand nombre de produits, principalement pour l'industrie laitière, alimentaire, et chimie/technique.

Fiskeby S.A. r.l.

12, Rue St. Florentin, F-75001 Paris, France  
Tél: 260 39 23 Téléc: 2100 44

**FISKEBY**

Fiskeby AB, S-601 85 Norrköping, Suède  
Tél. nat. 011-186300, int. +46 11 186300

هكزان الهم



مکرم الاموال

**VOLVO**



# NON STOP

## PARIS-GÖTEBORG

## PARIS-STOCKHOLM

Göteborg relié en 1.55 heure par le vol non-stop SAS 570 partant de Paris Charles-de-Gaulle 1 à 19.15 h. Arrivée à 21.10 h. C'est le vol le plus rapide.

Simplifiez vos liaisons ville-aéroport vv. par le service Limousine SAS, en réservant en même temps que votre billet, ou sur place, — 75 couronnes suédoises par trajet.

L'hôtel SAS de Göteborg, le Park Avenue, possède 320 chambres.

Stockholm vol non-stop quotidien de Charles-de-Gaulle 1, départ à 13.45 h., arrivée à 16.05 h., vol SAS 562.

Service Limousine SAS — 90 couronnes suédoises.

Quand vous payez le tarif économique normal, vous avez droit au service Affaires, lié à l'EuroClass. Il comprend l'accès aux salons d'affaires dans les aéroports de Landvetter (Göteborg) et Arlanda (Stockholm), réservé exclusivement aux passagers munis de la carte d'embarquement EuroClass. Réservations Paris tél. (1) 7420614.

**SAS**  
**EuroClass**

### Une promotion astucieuse du tourisme intérieur

**L**a Suède est fantastique. Cette brochure, deux millions et demi de foyers suédois l'ont trouvée au cours du printemps dans leur boîte aux lettres. L'ambition du Conseil national du tourisme à Stockholm est en effet d'inciter les Scandinaves à passer les vacances dans leur pays et de montrer aux étrangers que la Suède n'est pas aussi chère qu'on le dit, surtout pour les familles. Les professionnels du tourisme sont optimistes : leur chiffre d'affaires a augmenté parfois de 20 % pendant la saison de sports d'hiver, et on s'attend, cet été, à une invasion d'Allemands. Parallèlement, les résultats des compagnies spécialisées dans les « charters » aux Baléares, en Tunisie ou en Grèce sont en baisse de l'ordre de 30 %, en raison sans doute de l'austérité à laquelle les Suédois sont soumis.

Il y a dix ans, la Suède n'avait pratiquement pas de politique touristique et les prix étaient prohibitifs, même pour les Nordiques. En 1981, les Suédois dépensaient encore deux fois plus d'argent en dehors de leurs frontières que les visiteurs étrangers n'en rapportaient au pays.

Un déficit substantiel (environ 6 milliards de couronnes (autant de francs), devait être endigué, et les dévaluations successives de la monnaie ont favorisé une large offensive qui porte essentiellement sur les tarifs des transports et de l'hébergement. Les chemins de fer, par exemple, ont diminué de 40 % leurs prix en semaine pour tous les détenteurs d'une carte annuelle de prix modique, et le nombre de voyageurs a augmenté de 30 % en l'espace de quelques mois.

Les rabais sont encore plus importants sur les lignes aériennes intérieures en dehors des heures de pointe, et les jeunes de moins de vingt-six ans peuvent voyager en avion pour un forfait de 150 couronnes, quelle que soit la longueur du trajet. Le train et l'avion se livrent ainsi depuis quelques années une véritable « petite guerre » qui, jusqu'à présent, a tourné à l'avantage du second, évidemment plus commode dans un pays peu peuplé mais très vaste où les distances sont considérables. Mais la société des chemins de fer nationaux « S.J. », qui demeure déficitaire, n'a pas dit son dernier mot. Les premiers trains de luxe pour hommes d'affaires viennent de faire leur apparition.

On songe aussi à mettre en service des wagons spéciaux, à prix réduit, où les jeunes pourraient librement

gratter la guitare, chanter et même danser sans gêner les voisins : à des voitures aménagées pour les enfants avec des jeux et une hôtesses de garde pendant que les parents vont se restaurer et enfin à des voyages charter en train, en coopération avec des hôtels régionaux.

Dans le Train du peuple, comme on l'appelle ici, les Suédois sont littéralement transfigurés : l'ambiance y est animée et chaleureuse : on parle, boit et rit, c'est un peu la vie de famille et la jeunesse. « Moi, sans confier un passager, quand je me suis querellé avec ma femme, je prends aussitôt un billet pour Göteborg, aller-retour dans la journée. J'oublie mes soucis et je rencontre des gens. C'est meilleur marché que de passer l'après-midi dans un bar de Stockholm... »

En ce qui concerne l'hébergement, les Suédois ont procédé d'une manière simple : la plupart des Scandinaves prennent leurs vacances en juin et juillet, période pendant laquelle les usines sont fermées, tandis que le gouvernement met en place un système de rotation entre les ministres pour assurer la continuité du pouvoir. Durant ces deux mois, les hôtels, privés de leur clientèle ordinaire d'hommes d'affaires et de voyageurs de commerce payant plein tarif (et Dieu sait s'il est élevé...), étaient généralement déserts ou presque. Pour combler ce « vide », ils ont réduit radicalement leurs prix de façon à rendre les vacances familiales à l'hôtel accessibles à un plus grand nombre de Suédois... et d'étrangers. Les tarifs ont donc été abaissés pendant la haute

saison, avec pour résultat une augmentation de 5 % des nuitées en un an.

Une autre réduction a été pratiquée durant la même période : celle des prix des locations de voitures, sensiblement meilleur marché ici qu'en Europe continentale ; et, pour les étrangers, l'exonération de la taxe à la valeur ajoutée sur les produits vendus dans plus de mille magasins dans quatre-vingt villes a été décidée. « La Suède, dit-on à la compagnie aérienne SAS, ce n'est pas seulement 96 000 lacs, le soleil de minuit et l'artisanat, c'est aussi maintenant un système hors taxes avantageux. Notre pays est en passe de devenir le Hongkong de l'Europe. » Le chiffre d'affaires des grands magasins pour les marchandises étrangères a ainsi doublé en un an.

Mais toutes ces mesures ne s'adressent pas à toutes les catégories de touristes, car tous ces établissements ne pourront jamais rivaliser, tant sur le plan du standing que sur le plan des services, avec les quatre étoiles ou les palaces des stations françaises, allemandes ou britanniques. Ils se concentrent sur les familles à revenu moyen et les villages de vacances avec chalets équipés en location. Effectivement, si l'on choisit les formules les plus avantageuses, les prix dans ces installations sont très abordables. « Les Suédois, dit-on au Conseil du tourisme à Stockholm, vont enfin partir à la découverte de leur pays, et tout indique que l'été 1983 sera excellent pour l'industrie touristique. »

A. D.



# NOUS ASSURONS LES RELATIONS FRANCO-SUEDOISES POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE

**HANSA SA**

Incendie, Accident, Risques Divers, Transport, Réassurance  
10, rue Chaptal, 75009 PARIS tél. 1-280 67 60, tlx. 640 407 F

**HANSA ENTREPRISE**

**HANSA MARINE**

membres du Groupe Trygg-Hansa  
S-106 26 Stockholm, Suède  
tél. 46-8-785 10 00

هكزا من النحل



## Tout pour la recherche

La recherche est le seul poste des dépenses publiques où la Suède ne veut pas faire d'économies. Au contraire, les dits qui sont affectés seront augmentés : compétition industrielle internationale oblige. Pour qu'à l'avenir, par exemple, les entreprises continuent à contrôler 25 % du marché mondial des roulements à billes et des métaux durs, à couvrir les deux tiers des besoins de la planète (en dehors des États-Unis) en emballages de produits laitiers, et réussissent à préserver leur première place en Europe pour la fabrication des robots industriels, il est essentiel, dit-on, de miser sur la recherche et le développement, aussi bien dans les usines que dans les universités, et d'intensifier les contacts scientifiques avec l'étranger. Compte tenu de sa taille modeste, le pays en dépend étroitement.

Un vaste réseau d'attachés scientifiques et techniques, venant souvent directement de l'industrie privée, a ainsi été mis en place dans le monde entier pour « surveiller » le développement. A Stockholm, l'Académie des sciences d'ingénieurs (I.V.A.), fondée en 1919, multiplie les séminaires bilatéraux et multinationaux, et renseigne le gouvernement et l'industrie locale sur les diverses orientations de la recherche.

Cette académie est la plus ancienne du monde dans sa spécialité, et elle ne manque jamais une occasion de tirer le signal d'alarme au sujet de la dégradation de la qualité de l'enseignement. Elle y voit un danger pour l'avenir de l'industrie. Le système scolaire a été et est toujours vivement critiqué. A vouloir égaliser les chances, démocratiser l'école et rapprocher l'enseignement de la vie quotidienne, les connaissances de base ont été perdues de vue.

### Exiger plus des jeunes

Des enquêtes fort sérieuses montrent que plus de dix mille Suédois chaque année du cycle obligatoire sans savoir lire ou orthographe correct. Ce sont les « analphabètes modernes ». Dans le même temps, on reproche à l'école de ne pas soutenir suffisamment les sujets qui, qui s'adaptent à leur rythme de travail de leurs camarades moins éveillés. Ce « nivellement par le bas », ainsi que le manque de discipline et de motivation de travail, sont régulièrement dénoncés par l'Université.

Même les sociaux-démocrates, l'origine de toutes les réformes sociales, au 70, reconnaissent aujourd'hui l'échec et admettent qu'il faut exiger davantage des jeunes. Une personne ne peut raisonnablement qu'il serait bon, comme l'a proposé, de supprimer les notes à l'école pour mettre fin à la discrimination et à l'humiliation.

La sélection n'intervient vraiment que pendant la dernière année du secondaire - à l'âge de quinze ans - elle devient extrêmement dure dans le supérieur. Toutes les filières sont en fait « barrées » et n'accueillent chaque année qu'un nombre limité d'étudiants. Dans la mesure du possible, l'Université doit s'adapter aux besoins du marché du travail et la direction nationale de l'enseignement public s'emploie maintenant à orienter les jeunes, en particulier les filles, vers les professions techniques et scientifiques qui avaient perdu de leur attrait après les remous de 1968.

Le système d'enseignement n'est pas conçu pour donner une culture générale aux jeunes - ce point, il serait plutôt un mauvais exemple, - mais pour en faire des spécialistes dans des domaines précis et utiles. En dépit de ces carences,

très dans la recherche, les ingénieurs suédois, dit-on, satisfaisant. Il convient maintenant, plus que par le passé, de resserrer les contacts entre les facultés, les instituts polytechniques et l'industrie.

La Suède consacre plus de 2 % de son produit national brut à la recherche et au développement dans le secteur public et les entreprises. Mais elle ne pas du tout économes et la coopération se fait à différents niveaux, notamment pour la réalisation et le financement de projets conjoints. Ces y ont des avantages. Selon l'organisme suédois avec l'Université, créé par la Confédération du patronat, « ce système permet aux entreprises de confier à des étudiants, qui sont leurs futurs employés, des tâches techniques qui peuvent constituer des thèmes de fin d'études ».

De cette façon, l'Université et les instituts polytechniques peuvent dispenser un enseignement « plus proche de la réalité quotidienne » et sortir de leurs amphithéâtres, l'industrie polytechnique suédoise présente régulièrement les étudiants de son matériel aux entreprises, qui ont ainsi l'occasion de trouver des candidats et de voir si ceux-ci sont applicables au plan commercial. Le Institut de Göteborg organise des cours à l'attention des industriels sur des thèmes aussi diversifiés que « Énergie et construction », « Matériaux composites » ou « Techniques de soudure ».

### Chercheurs en « location »

Depuis le début de l'année, l'Université de Stockholm offre aux entreprises une formule de location de chercheurs. Ceux-ci travaillent dans une firme, de préférence pendant six mois, et leurs salaires sont payés par la faculté et les employeurs intéressés. Ce système très pragmatique est utilisé pour les spécialistes de l'environnement du travail, de la gestion économique, du développement des produits et de l'organisation du travail. Depuis longtemps, des chercheurs du secteur privé font des séjours à l'Université en tant que professeurs adjoints : c'est le cas en particulier dans le domaine de la pharmacie. Une façon supplémentaire de rendre les universités plus vivantes.

Les entreprises sont souvent très réceptives : aujourd'hui, le groupe Volvo s'occupe pratiquement seul des recherches sur les processus de construction, et des expériences sur les nouvelles méthodes de fabrication sont menées par un institut universitaire de Göteborg, il qui l'on reproche quelquefois de « trop penser à la clientèle ». Mais les Suédois partent du principe que la recherche doit être utile et pratique, transmise rapidement en produits et en procédés que l'on peut fabriquer, vendre ou exporter. Dans ce contexte, la direction nationale du développement technique favorise les petites et moyennes entreprises.

Une étude récente montre que les nouvelles technologies ont été particulièrement rapides à assimiler les nouvelles technologies de production. Mais l'industrie est loin d'être entièrement maîtrisée du système en vigueur : elle demande encore plus de compréhension (de l'Université) pour les impératifs de l'entreprise et les spécialistes ayant une meilleure connaissance des langues étrangères (ils possèdent tous pourtant l'anglais...) et faisant preuve d'un plus grand esprit d'invention et de créativité.

L'industrie voudrait également avoir son mot à dire dans le choix de nouvelles filières. Un petit pays n'a pas les moyens de se

laisser dans de vagues programmes de recherche technologique. Il doit en premier lieu se concentrer sur certains secteurs précis. Le transport d'énergie électrique, les techniques de haute précision, l'exploitation minière, les transports, la sidérurgie des aciers spéciaux, l'innovation de la production, les problèmes de fabrication de papiers et de papier et la protection de l'environnement sont les domaines les plus souvent cités, et la Suède occupe une place de premier plan.

Elle occupe également une position dominante en matière d'énergie nucléaire. Mais B. Faxälv est convaincu. Au référendum, le printemps 1980, 88 % des Suédois ont répondu que le nucléaire ne serait qu'une « parenthèse » de trente ans dans la politique énergétique. En l'an 2010, au plus tard, les deux réacteurs - dont les dix actuels - en service couvriront 30 % de la consommation d'électricité - de trois à quatre milliards de kilowatts. Le gouvernement suédois respecte le principe des armes, mais que ce principe n'ait été revêtu qu'un caractère conditionnel. Mais beaucoup se demandent pourquoi le pays parvient à maintenir l'atome, même en introduisant le charbon, la tourbe et la biomasse. Le vrai est le vrai : les Suédois plus que les autres, ont su séparer plus que les autres, les aspects techniques et politiques, et la grande échelle, les cours d'eau du nord du pays et engager une bataille délicate avec les dangers de la nature, qui, hostiles à l'atome et à l'hydroélectricité, demeurent particulièrement difficiles sur les marges du climat. Le pari nucléaire est difficile à gagner.

A.D.

## Une maladie coûteuse : la « réunionite »

RUSSIE à joindre par téléphone un fonctionnaire relève parfois de l'exploit, et pas seulement le vendredi après-midi. En fait, le meilleur moment de la journée est le matin, aux alentours de 8 h 30. Ensuite, l'emploi du temps est réglé avec précision : la tasse de café à 9 heures, accompagnée de l'indispensable « huile » - une sorte de petit pain sucré aromatisé à la cannelle - le repas pris en quarante-cinq minutes à partir de 11 heures, la seconde pause-café entre 14 h 15 et 14 h 30. A 16 h 45, les bureaux sont déserts. Il faut donc absolument tenir compte de ces habitudes et bien regarder sa montre avant de composer le numéro.

Mais ces précautions ne suffisent pas toujours. Souvent en effet, la standardiste répond : « M. Andersson est en voyage d'affaires pour trois jours ». M. Andersson participe à un séminaire - et encore - et c'est le cas le plus fréquent - : La personne que vous cherchez est en réunion. En somme, le séminaire, comme on dit ici.

### Fausse démocratie ?

Les lois sur la participation aux décisions et l'obligation pour les patrons d'informer régulièrement leur personnel sur la marche de l'entreprise ont eu naturellement des conséquences positives : les employés se sentent concernés, anonymes, même si cette participation est de plus en plus prise en charge par de véritables professionnels de la négociation, qui constituent une catégorie à part. Ils ont de nombreux points communs : vêtus d'un trench-coat fabriqué en Asie mais copie conforme du Burberry, armés

d'un attaché-case épais qu'ils ne lâchent jamais, même pas dans l'avion, ils parlent un jargon administratif inimitable et redoutable, car le français moyen n'y comprend rien.

La démocratisation du travail a ainsi abouti en quelques années à l'apparition d'une nouvelle maladie très répandue : la « réunionite ». Le processus de la discussion et le compromis, on se réunit à tout bout de champ, pour un oui et pour un non. En principe, on se fait pour « clarifier un problème » ou « préparer une décision » - laquelle a été prise déjà - prise, - pour prouver aux employés qu'ils ont leur mot à dire en matière de travail.

Mais la « réunionite », les conférences, les séminaires et les congrès en tout genre, organisés par le patronat, ne sont que l'illusion. Beaucoup y voient maintenant une fausse démocratie, une « réunionite » trompe-l'œil. Ce sont toujours les plus éloquentes qui font valoir leur point de vue et le font adopter à la majorité des présents. La démocratie n'a plus qu'à se retirer.

Un expert en la matière, M. Hans Sandin, directeur du Bureau d'Efficient Communication, a calculé qu'un séminaire moyen, sur trente-cinq participants professionnels,

### De l'absentéisme légal

Pourtant, à la confédération du patronat, on se plaint un trop. « Juste après l'entrée en vigueur de la loi sur la participation, en 1976, on a vu une augmentation de l'absentéisme dans les entreprises privées, les réunions sont devenues beaucoup plus efficaces, la crise économique n'y est sans doute étrangère », dit M. Christian Bratt. Mais le patronat ne rend compte qu'on ne peut pas discuter indéfiniment qu'il faut aussi produire. Si les réunions s'éternisent, c'est que les chefs sont faibles. Mais il est certain qu'il est devenu trop facile de s'absenter pour suivre des cours de formation complémentaire. C'est une forme légale de l'absentéisme qui particulièrement répandue dans l'administration.

L'Etat et les entreprises ont dû s'occuper d'ailleurs il en devient de plus en plus et organisent maintenant des stages... sur la façon de se réunir plus rationnellement. Apparemment, il est difficile de sortir du cercle vicieux. Alors, comme l'a proposé M. Ingemar Mundebo, ancien ministre du budget, pourquoi ne pas décréter un moratoire d'un an pour les réunions et conférences ? Les réduire de moitié au moins, en nombre et en durée, permettrait sans doute d'améliorer la productivité et par conséquent les balances extérieures et intérieures du pays. Il admet que certaines « séances de travail » sont nécessaires et même fructueuses mais que d'autres sont purement inutiles et inutilement longues. L'objectif est de réduire de moitié les réunions et conférences, et les spécialistes de l'organisation des séminaires n'ont pas tout apprécié ces suggestions et l'accent sur la vague du licenciement du personnel qui s'ensuivrait.

Qu'ils se réunissent : les Suédois n'envisagent pas pour l'heure de lancer un vaste plan de lutte contre la « réunionite ». La « réunionite » continue à sévir. Pour rire, un journal satirique donnait un jour l'information suivante : « La direction de l'école maternelle de la commune de Groenkeoping fait savoir à ses administrés qu'il ne sera pas possible d'accueillir les enfants durant tout le prochain trimestre, le temps disponible devant être entièrement absorbé par le travail interne de planification et de coordination ».

A.D.

## Vous faites des affaires avec la Suède. Sinon, pourquoi pas ?

La SVENSKA HANDELSBANKEN est à votre disposition avec plus de 450 Agences en Suède et un réseau de bureaux de représentation et de Banques étroitement liées dans le monde entier.

Nous couvrons tous les domaines de l'activité bancaire.

**Svenska Handelsbanken**

S-103 23 STOCKHOLM - Téléph. : +46 8 771 10 00

Filiale:

Handelsbanken S.A., 37, Avenue Monterey,

2018 Luxembourg, Téléph. : +352 475 11 11

Banque étroitement liée:

Manufacturers Hanover Banque Nordique, 20, rue de la Ville-l'Évêque,

F-75364 PARIS CEDEX 08, Téléph. : +33 1 266 90 16



Consommation aux 100 km à vitesse stabilisée :  
Essence : 7,6 l à 90 km/h, 9,9 l à 120 km/h, 16,4 l en cycle urbain.  
Diesel : 6,4 l à 90 km/h, 8,8 l à 120 km/h, 9 l en cycle urbain.

**VOLVO**

Volvo France, 49 avenue d'Iéna 75116  
Paris. Tél. : (1) 723.72.62.



HOGANAS-MEPPI S.A.  
B.P. 117 - 69654 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE  
Tél. : (74) 66.20.88 - TELEX 370346

Votre correspondant pour :

- L'éponge de fer (destinée à la sidérurgie).
- Les poudres de fer pures ou alliées, et les poudres d'acier inoxydables (destinées à la fabrication d'électrodes de soudure, au frittage ou comme catalyseur chimique).
- Les produits réfractaires - briques - ciments.

FABRIQUÉS PAR NOTRE MAISON MÈRE  
HOGANAS AB, EN SUÈDE.



## « La neutralité est une affaire de confiance politique »

(Suite de la page 11.)

— Que pensez-vous des propositions faites par M. Andropov à propos de la réduction des armements ?  
— Il bouge un peu mais on est encore loin d'un accord. Ce que je vais dire ne sera pas très populaire en France, mais tout de même, quand M. Andropov dit qu'il faut prendre en compte les fusées françaises et britanniques, je ne peux pas nier qu'il y a un argument. Mais on peut naturellement tenir compte de ces forces de beaucoup de manières. L'important, c'est de trouver une solution qui évite l'installation des Pershing et des missiles de croisière. Mais il ne reste plus que six mois et nous en sommes à l'heure de vérité.

— Considérez-vous qu'il y a un équilibre des forces en Europe ?

— A peu près, oui. Nous avons passé beaucoup de temps sur cette question dans la commission que je préside, des deux côtés, sommes d'accord. Je ne crois pas à la supériorité de la grande supériorité soviétique. C'est vrai qu'il y a eu un réarmement soviétique, mais il ne visait pas à détruire l'équilibre général. Je crois même que la différence entre les forces classiques en Europe n'est pas si grande. Mais, même si cette différence existe, les forces militaires ne sont pas inutiles. Personne ne croit plus à la possibilité d'une guerre mondiale. Il y a beaucoup de gens qui pensent que l'OTAN n'est qu'un jeu, qu'un jeu de se lancer dans cette opération nucléaire.

— Pour revenir au réarmement soviétique, je crois aussi que c'est un

résultat direct de la politique de Reagan. Cette politique était telle que les Soviétiques ne se sont jamais sentis obligés de prendre des positions précises. Tout le mouvement pacifiste, dans une grande mesure, est aussi une création de la politique américaine qui a fait peur aux Européens.

— Que pensez-vous des mouvements pacifistes ?  
— Je les aime bien. Je trouve qu'ils incarnent l'un des rares sentiments humanitaires dans le monde. Ils ont compris qu'une guerre atomique n'est pas quelque chose d'abstrait, c'est un contrat de très concret, que tout sera détruit et que cela se passera en Europe. Voilà ce qu'ils ont découvert et voilà ce dont ils ne veulent pas. On dit que ce sont des extrémistes, mais ce n'est pas vrai, ce sont des pasteurs, des jeunes, des

hommes, des travailleuses. Il n'y a pas deux cent mille extrémistes aux Pays-Bas ! N'oubliez pas qu'il y avait un million de manifestants à Central Park. Non, ce ne sont pas des extrémistes, mais des gens qui ont découvert que la guerre nucléaire enlèverait tout sans à leur laisser, à leur vocation. Comme l'a dit Gunther Grass, s'il y a une guerre nucléaire, même la poésie, pas seulement les poètes, disparaîtra.

— Mais le mouvement pacifiste arrive maintenant à sa deuxième étape, et c'est alors qu'on va savoir s'il se développera en une secte extrémiste fanatique, violente, ou s'il débouchera sur une discussion approfondie basée sur la paix.

— Parce que l'U.R.S.S. est une dictature. Mais ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de mouvement pour la paix en U.R.S.S. qu'il n'en faut pas dans nos démocraties. Ce serait terrible, car c'est la liberté de discussion qui donne un avantage à nos démocraties sur les dictatures. Il ne faut pas sacrifier cette liberté à des raisons de sécurité. Enfin, il ne faut pas oublier qu'il y a parmi le peuple soviétique une grande volonté de paix.

— Vous ne pensez pas que l'Union soviétique exploite le mouvement pacifiste ?  
— Oh ! si. Il faut éviter cela, et les mouvements pacifistes sont très sensibles à ce risque. C'est la grande différence avec le mouvement des années 30, l'appel de Stockholm qui était en crise et dont l'état a maintenu la charge, dans le textile, la sidérurgie, les chantiers navals en particulier. Mais on peut aussi créer des emplois dans le secteur des services privés et publics. Ce qu'il faut, c'est que le secteur industriel dégage une marge bénéficiaire et qu'une partie de ce profit serve à alimenter le secteur des services. Ce ne sera pas facile, mais nous allons essayer.

qui favorise les investissements et la production. C'est une politique dure, mais c'est une politique d'expansion. Ce n'est pas la politique Reagan ou Thatcher. Nous avons appris cela en perdant en 1980 l'expansion française. C'est comme cela que nous avons trouvé cette troisième voie que nous appelons l'expansion sélective. Mais nous n'en sommes qu'à la première phase de notre expérience.

— Les emplois que vous voulez créer les seront-ils dans le secteur industriel ou dans le secteur public ?  
— Nous luttons pour le secteur industriel, car l'emploi a beaucoup diminué pendant les années de pouvoir bourgeois. Mais ce sera difficile, car le pouvoir bourgeois a maintenu dans beaucoup d'industries qui étaient en crise et dont l'état a maintenu la charge, dans le textile, la sidérurgie, les chantiers navals en particulier. Mais on peut aussi créer des emplois dans le secteur des services privés et publics. Ce qu'il faut, c'est que le secteur industriel dégage une marge bénéficiaire et qu'une partie de ce profit serve à alimenter le secteur des services. Ce ne sera pas facile, mais nous allons essayer.

## Un glouton contrôlé par les dettes

SECON un banquier suédois, le système fiscal suédois, truffé de contradictions, est « surréaliste ». L'idée de départ, fort louable en soi, était d'égaliser les revenus des particuliers par la biais d'une redoublante progressivité de l'impôt, qui peut atteindre 37 % pour un salaire moyen et 70 % pour un salaire annuel supérieur à 410 000 couronnes (autour de francs).

Le quotient familial étant totalement inconnu en Scandinavie, on se demande à juste titre par quel tour de passe-passe les Suédois arrivent à se payer de confortables villas, une résidence secondaire, une ou deux semaines par an sous le soleil méditerranéen et un voilier — il y a environ cinq cent mille bateaux de plaisance en Suède.

Tout simplement parce que le régime fiscal encourage la consommation et pousse à l'endettement. Dans ce pays, plus vous avez de dettes et moins vous payez d'impôts : tous les frais du crédit sont déductibles du revenu. Les catégories qui peuvent profiter au maximum de ces dispositions généreuses sont les cadres et les cadres supérieurs, les propriétaires de sociétés, les fraudeurs de grande envergure. Autrement dit : les riches.

Il existe ainsi une impressionnante parodie de dégrèvements légaux, et chaque année, au mois de février, à la veille de la remise des déclarations, les journaux publient une page entière sous la rubrique « Nouveaux dégrèvements légaux ». Ce sont sans doute les articles les plus lus de l'année.

ne, avec ceux qui donnent, région par région et ville par ville, la hiérarchie des salaires, la liste des personnes les plus riches et ce qu'elles ont payé d'impôts. Là, les Suédois commencent à maugréer lorsqu'ils s'aperçoivent que les riches paient proportionnellement moins d'impôts que les autres et que ceux-ci paient moins d'impôts que les autres.

Mais ils ne se révoltent pas ouvertement : ce n'est pas dans leur tempérament de descendre dans la rue. Les partis anti-impôts des mécontents, si dynamiques au Danemark, en Finlande et en Norvège, n'ont rencontré ici aucun succès. Peut-être parce que chacun a son propre système D, se combine à lui, pour échapper au fisc. Le travail au noir, les réparations sans facture, le troc de services, sont courants.

Selon le professeur Gunnar Myrdal, prix Nobel de sciences économiques, « la Suède est en passe de devenir un peuple de tricheurs », et le système fiscal en est responsable. On reproche aux percepteurs de s'être enrichis « petits », mais la vie belle. Au mois d'avril, le constructeur de cycles Monark-Crescent vous offre une bicyclette à ceux qui ont travaillé vingt-cinq ans dans l'entreprise. Mieux il faut faire marcher arrière pour ne pas jouer un mauvais tour à ses employés fidèles : le fisc avait décidé que, au regard de la loi, ce cadeau était imposable.

Les petits investisseurs récompensés sont également « dévorés » par le percepteur.

Si les agents des impôts ponctionnent allégrement les particuliers — qui ne remettent pas en cause pour autant les bienfaits de la redistribution sociale, — ils se montrent en revanche beaucoup plus « sévères » avec les entreprises. Celles-ci bénéficient d'un traitement de faveur par rapport à leurs concurrents étrangers, et les taxes patronales (de l'ordre de 37 %) sont, par exemple, moins élevées qu'en France.

Si les sociaux-démocrates ont accordé encore une fois à l'industrie des conditions « privilégiées » pour favoriser son développement, cela ne veut pas dire du tout que celle-ci soit satisfaite. Les petites entreprises et le patronat soulignent que les charges ont augmenté de 30 % entre 1965 et 1980, beaucoup plus rapidement qu'ailleurs.

Les P.-D.G. suédois sont parmi les moins bien rémunérés du monde occidental. En termes bruts, ils gagnent environ 100 000 F de moins par an que leurs collègues français, mais, une fois l'impôt prélevé, la différence passe à 220 000 F. M. Tore Browaldh, vice-président du conseil d'administration de la Handelsbanken est un optimiste de nature et prend les choses du bon côté : « Moi, dit-il, j'explique à mes amis que je travaille pour l'État et que, pour ce travail, la demande une commission de 15 %, sur laquelle je ne paie pas un sou d'impôt ».

Certes, la fatigue fiscale coûte, et quelques particuliers en ont plié le bagage de temps à autre pour aller tenter leur chance en Australie, par exemple, mais, dans la plupart des cas, les Suédois ont du mal à se passer d'un système de protection sociale, somme toute confortable, auquel on est habitué depuis la naissance.

Quant aux menages, l'idée ne leur vient pas de s'expatrier. La pression fiscale n'est pas un obstacle à l'immigration. D'autre part, nous dit M. Browaldh, dans des conditions relativement enviables : il n'y a pratiquement jamais de grèves, et les syndicats font preuve de compréhension. D'autre part, la Suède a une valeur en soi. Je crois que la plupart de mes collègues préfèrent être le numéro un en Suède, un petit pays, que le centième aux États-Unis. En ce qui concerne les salaires, nous avons accepté une réduction de l'échelle des rémunérations. Aujourd'hui, cela nous paraît normal, mais sans doute avons-nous été conditionnés par quarante-quatre ans de social-démocratie. Et puis, si les patrons ne paient pas, c'est parce que la Suède est un pays où il fait bon vivre. Sa nature est une richesse inestimable, à laquelle aucun d'entre nous ne veut réellement renoncer. Pays décidément déconcertant, où les merveilles de la nature peuvent faire oublier le gloutonnisme du percepteur.

— Vous êtes-vous déjà occupé du conflit Iran-Irak ?  
— Oui, chaque jour un peu. Car le secrétaire général de l'ONU m'a chargé de continuer ma mission, et j'ai de bonnes relations avec les deux pays. Je crois qu'on approche du moment où il sera possible de voir les grandes lignes d'une solution de paix.

— N'y a-t-il pas un risque de voir l'U.R.S.S. intervenir dans le conflit ?  
— L'Irak est étroitement lié à la France. Mais je ne peux pas en dire plus sur le sujet.

— Comment jugez-vous la situation au Proche-Orient ?  
— Je suis très pessimiste. Est tellement à cause du problème du Liban, qui se résoudra d'une manière ou d'une autre, mais à cause de l'annexion de facto de la Cisjordanie. Il ne peut se voir que du mal : on en compte un million de Palestiniens qui ont été en place un système d'apartheid semblable à celui de l'Afrique du Sud. Et, dans un cas comme dans l'autre, il aura un conflit qui durera des dizaines d'années.

— L'expansion sélective : quel est votre plus grand problème intérieur ?  
— Notre économie ne stagne pas mal, mais nous avons un problème de chômage et aussi de déficit budgétaire. Nous pensons qu'on ne peut pas imposer une politique d'expansion dans un seul pays. Nous avons appris qu'il fallait une politique d'expansion concertée, qui réduise la consommation privée et publique et

— L'existence de multinationales étrangères en Suède et de multinationales suédoises à l'étranger vous pose un problème ?  
— On a beaucoup dit que quelque mille Suédois travaillent pour des multinationales étrangères, mais en fait, beaucoup moins. On a deux cent mille étrangers travaillant pour des multinationales suédoises. Quand on a découvert ce second chiffre, le débat s'est beaucoup échauffé. C'est vrai que les grandes entreprises suédoises ont des multinationales, mais c'est leur seule chance de survivre.

— Votre gouvernement est territorial et vous dépendez des communistes pour avoir une majorité. Cette dépendance ne vous gêne-t-elle pas ?  
— Non, car historiquement nous avons plus de voix au Parlement que les bourgeois. Si les communistes restent à la maison, nous sommes sûrs de gagner. Ce n'est que si les communistes et les socialistes votent ensemble que nous aurons un problème. Pour être cela va-t-il faciliter se produire sur l'affaire du prix de l'énergie, que nous voulons augmenter pour l'importer au prix moyen européen et lutter contre le chômage.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC ET ALAIN DÉBOVE.

## Saab-Scania renforce sa compétitivité.



Saab-Scania assume actuellement un rôle de chef de file dans le domaine des transports spécialisés, ceci à pratiquement une politique de concentration sur les produits de technologie avancée dans des secteurs en pleine expansion.

Les voitures de tourisme Saab sont en première ligne sur le marché des automobiles "haut gamme". Les poids lourds Scania dominent les transports gros tonnage. Quant au nouvel avion de transport court-courrier Saab-Fairchild 340, il représente la nouvelle manière d'exploitation de lignes aériennes intérieures.

Les investissements importants de Saab-Scania dans les domaines du développement et du marketing, fournissent une base solide à la compétitivité de cette entreprise. Des exportations en progrès constant et une coopération croissante avec d'autres constructeurs internationaux viennent encore renforcer la position de Saab-Scania sur les marchés mondiaux.

En 1982, le chiffre d'affaires total du Groupe s'est élevé à SEK 18.726 millions. Le revenu avant réserves et impôt a atteint SEK 1.386 millions, une augmentation de bénéfices pour la cinquième année consécutive. Les ventes sur les marchés extérieurs ont constitué 57 % du chiffre d'affaires total. Dans le domaine de la Recherche et Développement, les investissements se sont élevés à SEK 1.283 millions. Quant aux investissements actifs immobilisés, ils ont totalisé SEK 1.008 millions.

Pour plus de renseignements, prenez contact avec le Département de Communication et de Relations Publiques, Saab-Scania, S-681 88 Linköping, Suède. Téléphone : +4613180000.

SAAB France S.A.  
15, rue des Grands Prés  
ZA du Petit Nanterre - 92000 Nanterre  
Tel. : 780.72.52

SCANIA France S.A.  
rue de l'Équerre  
ZI de Saint-Ouen L'Aumône  
Tel. : 03792 70

SAAB FAIRCHILD SNC  
17, avenue Malgouy - 75008 Paris  
Tel. : 256.61.32

**SAAB-SCANIA**  
Leader de la technologie des transports spécialisés.

مكتبة الوطن



LES BROMBERG : DE GRANDS PETITS ÉDITEURS

Adam et Dorothea

La maison d'édition Bromberg Boldt est sans doute le cas le plus atypique de l'édition suédoise et une des plus étonnantes réussites qui soient : créée il n'y a pas huit ans, elle est l'œuvre de deux personnes - Adam, le père, et Dorothea, sa fille - qui, avec une secrétaire, un rédacteur et un emballeur à temps partiel, sont les uniques personnes de cette mini-entreprise qui rivalise avec les plus grandes.

Leur troisième saison, Bromberg se firent remarquer avec le Nobel de littérature 1978 : Isaac Bashevis Singer, qui, jusque-là, n'avait pas été en Suède. L'année suivante, il récidivait avec Saul Bellow, dont le vœu d'acquiescer les droits mondiaux. L'an dernier, ils auraient encore bien mérité du prix de l'Académie suédoise, si les Nobel avaient couronné Jorge Luis Borges, le plus grand écrivain latino-américain vivant, dont ils venaient de publier le Livre de sable. Mais c'est un autre qui l'obtint...

Le plus étonnant dans cette histoire où l'esprit d'entreprise, l'intelligence et le goût sont à l'honneur, c'est que Dorothea et Adam Bromberg sont des émigrés de fraîche date. Arrivés à Stockholm en 1970, fuyant l'antisémitisme polonais, ils extirpèrent les derniers survivants juifs de Varsovie, ils ne parlaient pas un

mot de suédois : la mère, ingénieure des eaux et forêts, put, assez vite, poursuivre dans un laboratoire suédois ses recherches entreprises en Pologne ; le père, militant communiste de longue date, éditeur aux Éditions d'État, qui avait peu à peu perdu son emploi et sa foi, et qui avait été le maître d'œuvre, sous Gomulka, de la Grande Encyclopédie polonaise ; le fils, enfin, lyonnais de dix-sept ans, depuis toujours amoureux des livres.

Elle est entêtée, Dorothea ; elle sait ce qu'elle veut : elle passe ses semaines de fin d'études secondaires en une année, décide à tout faire pour parler le suédois ; elle part ensuite, avec une bourse, faire ses études à Paris, comme on a toujours fait dans sa famille en Pologne. Elle suit les cours de littérature à la Sorbonne, court les bibliothèques, bavarde avec les libraires.

J'ai toujours eu des livres dans ma tête, sourit Dorothea. Nous avons dix mille livres à la maison, à Varsovie.

- Vous les avez laissés ?

- On nous a dit qu'on pouvait en choisir trois cents. C'était le moment le plus dur de notre émigration que de choisir. Tout le monde pleurait. Et nous avons mal choisi. Nous avons pris la littérature polonaise en nous

disant qu'on pourrait trouver ailleurs les autres langues. Mais nous aurions mieux fait de garder cette série de cinq cents volumes de poètes du monde entier traduits en polonais. C'était magnifique, une si bonne traduction : je l'ai tant aimée.

Elle avait toujours voulu travailler à l'édition pour suivre l'exemple de son père, qu'elle avait sans retenue. J'ai vite réalisé que c'était presque impossible pour une jeune fille et qu'il me faudrait parler parfaitement le suédois, et l'écrire. J'ai compris que c'était une tâche réservée aux hommes.

Un certain Poyrefitto

Elle poursuit le récit de ce conte de fées réaliste : « Les gens ont ri de nous. On parlait mal le suédois, on n'avait pas un sou, je n'avais qu'une bourse d'étudiante. La seule chose qui les intéressait, c'était mon âge, vingt et un ans... Nous avons reçu, malgré tout, une petite somme pour débiter. Avec cette subvention, ils ont acheté leur premier livre : Quand la Chine s'éveillera. C'était en 1978.

Nous nous sommes dit que la Chine pouvait attirer des lecteurs. C'était un très grand risque pour nous : une longue traduction d'un ouvrage français alors que, il faut vous le dire, les Français ne se vendent pas en Suède. Cela, nous ne le savions pas. Par chance, nous avons demandé à l'auteur de venir ; nous ne savions pas du tout qu'il était, et je ne crois pas que lui savait que c'était notre premier livre. J'avais emprunté une Volvo bleue pour aller à l'aéroport et, quand je lui ai parlé de la maison d'édition, il m'a pris

pour une secrétaire... Par hasard, la maison du Palmier à Pékin, et ça a marché.

Il ne s'est rien de la vie culturelle dans ce pays ; elle s'aperçut qu'il était encore plus difficile de faire entendre qu'elle aimait que de trouver de l'argent. Elle faisait la tournée des journaux, tentait de convaincre des journalistes. La deuxième année, en 1977, les Bromberg publièrent un dissident russe, Maximov, et un livre d'Olof Palme - qui a perdu le pouvoir - sur la social-démocratie. La troisième année, ils achetèrent, d'un seul coup, huit titres de Singer qui n'avaient jamais marché jusque-là. « Nous avons pensé que c'était un auteur extraordinaire et que cela se saurait un jour ou l'autre. On a décidé de tirer 5 000 exemplaires, ce qui paraissait énorme. Je suis allé chez les libraires pour les convaincre. On m'a répété que c'était un roman d'enfant pré-vendu 700 ! Le livre - le Magicien de Lublin - devait sortir le 10 octobre et le 6, nous avons vu qu'il avait été vendu 100 000 ! »

- Vous connaissez des membres de l'Académie ?

- Non. Non.

En 1979, le prix Nobel va à un Polonais, et les Polonais dissidents dans le monde triomphent. Désormais, les Bromberg sont célébrés ; à Francfort, à la fin du livre, on s'interroge sur les chances inconnues. L'an dernier, Dorothea a reçu le prix de la femme suédoise de l'année.

La maison, qui n'a pas huit ans, poursuit son chemin. Elle a quitté Uppsala, la ville universitaire, pour Stockholm, dans un appartement du centre, partagé à peu près également entre le bureau et l'appartement des parents. Aujourd'hui, ils éditent quarante livres par an. Tout est des étrangers. C'est un problème, dit-elle. Commentant une maison d'édition en 1975, je savais que je ne pourrais pas avoir d'écrivains connus. Qu'il y ait des auteurs de renommée internationale, c'est une demande du temps. Elle vient de publier les droits mondiaux de Mikosz pour la fiction ; l'exception

du théâtre, elle annonce le prochain roman de Siniavski, elle dit le plus grand bien, elle me montre un Strindberg connu du français.

« Ce que je fais est un labeur : je ne prends que les livres que j'aime, je ne travaille qu'avec ceux que j'aime, et je ne publie que des écrivains que j'aime. » Combien d'éditeurs, de par le monde, pourraient-ils le faire ?

NICOLE ZAND.

Libraires et clubs

On compte, en Suède, un grand nombre d'associations d'importance diverse - une centaine pour quelques huit millions d'habitants - dont la production est vendue par un petit nombre de libraires (1) et par deux grands clubs de livres en Suède continue de publier des livres à succès.

Cette grande association des clubs, qui date de 1970, est à la décision des sociaux-démocrates de libérer les prix des livres, la librairie était le seul moyen d'avoir des prix imposés : mais la concurrence cependant, il a été décidé que les rabais du club ne dépasseraient pas 25 % et que la publicité sur le matériel de ce club n'était pas autorisée - mesure de pudibonderie commerciale qui est loin de satisfaire les libraires !

De grandes discussions ont eu cours à ce sujet, et une commission d'enquête a été mise en place pour examiner les facteurs qui militent en faveur du prix fixe ou bien du statut quo.

N. Z.

(1) Les libraires officiels sont ceux qui ont une autorisation de ceux qui possèdent au moins un fonds de quatre mille titres. Ils envoient deux cent cinquante points à ceux qui profitent, avec les éditeurs, d'un programme d'aide à la littérature (30 millions de couronnes par an).

Les nouveaux habits de l'empereur

Björn Borg, ce champion de tennis hors du commun, a donc pris sa retraite et ne jouera plus que quelques tournois de prestige. L'argent, pourtant, on devrait s'en moquer lorsqu'on est déjà comme lui à la tête de quelques dizaines de millions de royalties couronnées suédoises, dollars et autres francs suisses. Ce serait vite oublier que Maître Borg, en homme d'affaires avisé, a su s'entourer de conseillers financiers efficaces qui lui ont déniché de juteux contrats publicitaires.

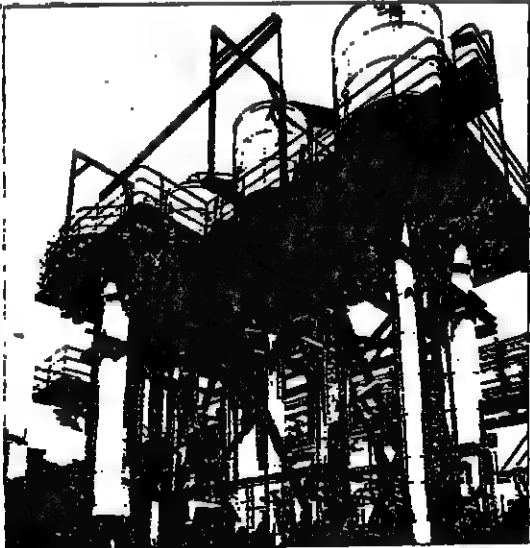
Cela peut d'ailleurs conduire à des situations cocasses comme cette finale des Masters, il y a quelques années, où Borg devait, en récompense, recevoir une splendide Volvo et ses clés des mains du P.-D.G. de la firme, M. Gyllenhammar. Le problème était que le joueur était sous contrat exclusif avec... Saab. La retransmission télévisée de la remise des prix fut promptement découragée et Borg roula toujours au volant d'une Saab. Qu'a-t-il bien pu faire de sa Volvo ?

A présent, Björn Borg vole au secours de l'industrie suédoise de la confection, en défilant chronométriquement la réduction de moitié de ses effectifs en dix ans.

La société nationalisée Elan vient de s'attacher les services du super-champion en retraite pour vendre sa nouvelle collection de vêtements à plein prix pour hommes, signée Rodhi Helntz, un grand nom du design scandinave. Le cible est la clientèle chic, européenne et américaine. L'opération n'est pas sans risques : Lacoste, Tschini et les autres sont de sérieux concurrents, mais, le prestige de Borg aidant, elle pourrait être rentable dès l'année prochaine.

Il faut être optimiste, dit le roi du revers à deux mains. J'ai souvent perdu les deux sets... S'il gagne ce match de la confection, il touchera un chèque correspondant à 2,5 % du chiffre d'affaires : 1 million de couronnes en 1984, après la présentation officielle de la collection en 1987 et la clientèle mord à l'hameçon. « J'aime bien porter des vêtements suédois, déclare-t-il, je suis et je resterai toujours Suédois. » Mais comme ses compatriotes sportifs de haut niveau, Mats Wilander - son successeur probable sur les courts - et le skieur Ingemar Stenmark, il a élu domicile à Monaco...

A. D.



CHIMIE, PLASTIQUES, STRATIFIÉS

Perstorp est un groupe industriel dont l'expansion rapide se poursuit dans trois secteurs principaux - chimie, plastiques et stratifiés - dans des domaines où nous sommes ou pouvons devenir les leaders de la spécialité. Perstorp compte 4 000 employés et réalise un chiffre d'affaires de plus de 2 milliards de FF. Avec des unités de production en Europe, en Asie et Amérique latine, l'entreprise est à même de répondre aux besoins de ses clients du monde entier.



Perstorp S.A.  
B.P. 753  
F-95004 Gergy Pontoise  
Cedex  
Tél : 01-31 52 33  
Telex : 20110

PERSTORP ADDITIVES  
Synthecolor S.A.  
B.P. 632  
F-95004 CERGY PONTOISE  
CEDEX  
Tél : 3-037 68 02  
Telex : 20110

CELLULOSE ET NON TISSÉ A USAGE UNIQUE  
d'un savoir-faire Suédois  
à une production Française

MÖLNLYCKE  
MÖLNLYCKE  
MIC

Rouen

• Production : 20000 tonnes par an  
• 40% de la production pour l'exportation

• Capacité de production :  
• millions de pièces  
• 30% de la production pour l'exportation

Mölnlycke France

Division médicale  
Division industrie  
147 rue de Courcelle - 93017 Paris 18  
Tél : 265 11 43  
Unités de production : 101 Ave. de la Libération - 93017 Paris 18  
Tél : 265 11 43  
76830 Dieppeville - Tél : 265 11 43

La  
"formule  
secrète".

**SKF Acier**  
Le spécialiste des aciers spéciaux.  
1 Avenue Jean-Louis, boîte postale 109,  
93172 Bagnelet Cedex  
R5H.S0.30

MAÎTRISE TECHNIQUE. INNOVATION, DYNAMISME.

La fabrication d'aciers spéciaux s'appuie à la fois sur la technologie et la tradition. Cette première "formule secrète" explique en partie la réussite de SKF Acier. SKF Acier, qui distribue le marché français des produits SKF Steel, bénéficie de l'exceptionnelle expérience d'une entreprise mondiale qui, depuis 75 ans, affirme sa maîtrise technologique, sa capacité d'innovation et son dynamisme industriel. Le résultat : un très haut niveau de qualité pour tous les produits de la gamme : tubes, barres, fils, bagues, produits manufacturés (ressorts, composants pour cylindres hydrauliques...) acier à roulement, acier à construction, tous aciers spéciaux pour applications difficiles.

DES PROCÉDÉS EXCLUSIFS.

Pour chacun de ces produits, à chaque étape du processus industriel, SKF Acier met en œuvre une technologie extrêmement poussée, fondée sur un procédé exclusif de préchauffage-fusion et d'affinage : le procédé SKF MR, une deuxième "formule secrète". Le résultat : un acier d'une très grande pureté, d'une endurance et d'une résistance remarquables ; un acier transformable dans des laminiers permettant à SKF Steel de fabriquer des produits à tolérances particulièrement réduites.

UNE FORMULE COMMERCIALE DIFFÉRENTE.

Dernière "formule secrète" de SKF Acier sur le marché français : le dynamisme de son équipe, la volonté d'établir de véritables relations partenariales avec ses clients. Quel que soit votre problème, sa complexité ou son urgence, SKF Acier s'attachera à y apporter une solution fiable, entre professionnels exigeants.

NOM \_\_\_\_\_  
FONCTION \_\_\_\_\_  
SOCIÉTÉ \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

TÉL. \_\_\_\_\_  
COUL. APL \_\_\_\_\_

Je souhaite vous connaître mieux.  
Je desire :  
☐ une information sur vos produits  
☐ prendre rendez-vous



# INFORMATIONS « SERVICES »

## Les services ouverts ou fermés pour la Pentecôte

● **PRESSE.** - Les quotidiens paraissent le lundi 22 et le mardi 23 mai.

● **BANQUES.** - Les banques habituellement fermées le lundi 22 mai. Celles qui sont habituellement fermées le mardi 23 mai seront également fermées le samedi 21 mai après-midi.

● **P.T.T.** - Les bureaux de poste, guichets du paiement à vue, agences commerciales et télégraphiques des télécommunications seront fermés le lundi 22 mai. Toutefois, resteront ouverts les bureaux qui le sont habituellement le dimanche. Ces bureaux assureront les services téléphoniques et télégraphiques, la vente des timbres-poste en détail, ainsi que, jusqu'à 11 heures, la distribution des lettres et des objets de correspondance en instance au domicile des particuliers, ainsi que des lettres et des boîtes postales. En outre, le lundi de Pentecôte, le bureau de poste du département sera ouvert de 9 heures à 12 heures. Le samedi 21 mai, les services des P.T.T. fonctionneront dans les conditions habituelles. Les opérations financières (chèques postaux, caisse nationale d'épargne) seront normalement assurées.

● **ALLOCATIONS FAMILIALES.** - Les services d'accueil du siège et des unités de gestion de la caisse d'allocations familiales de la région parisienne seront fermés du vendredi 20 mai à 12 heures au mardi 24 mai au matin. Par contre, les centres de diagnostic et de soins ainsi que les cliniques seront ouverts le vendredi 20 mai jusqu'à 15 heures.

● **SÉCURITÉ SOCIALE.** - Les centres et services de la caisse primaire d'assurance-maladie de Paris seront ouverts le 20 mai jusqu'à 14 heures. Une permanence sera assurée jusqu'à 15 h 30 pour les prises en charge et les renseignements. Ils seront normalement ouverts au public le mardi 24 mai.

● **GRANDS MAGASINS.** - Les grands magasins parisiens seront ouverts le samedi 21 mai toute la journée. Ils seront fermés le lundi de Pentecôte 23 mai.

● **MUSÉES.** - Les musées nationaux suivants seront ouverts dimanche 22 mai : musée des arts et traditions populaires (partiellement), musée Delacroix, Grand Palais, musée Jean-Jacques Henner, musée des monuments français, musée de la découverte seront ouverts dimanche 22 mai et fermés lundi 23 mai.

Le Centre Georges-Pompidou sera ouvert le dimanche 22 et lundi 23 mai de 10 heures à 22 heures.

Le musée Rodin sera ouvert les 22 et 23 mai de 10 heures à 18 heures.

L'exposition « De Carpeaux à Balthus » sera ouverte de 10 heures à 18 heures et de 14 heures à 18 heures.

Archives nationales : les salles de lecture seront fermées les samedi 21, dimanche 22 et lundi 23 mai. Le vendredi 20, ne seront communiqués au dépôt principal, rue de France-Bourgeois, que les documents ayant fait l'objet d'une demande de prêt le jeudi 19 mai 16 heures à 18 heures.

Outre-Mer, rue Oudinot, fermée à 16 heures. Le musée de l'histoire de France sera ouvert les samedi 21 et dimanche 22 mai (14 heures à 17 heures), mais fermé les lundi 23 et mardi 24 mai. L'exposition « Un siècle d'architecture française. Hommage aux Gabriel » présentée à l'hôtel de Rohan sera ouverte normalement (tous les jours sauf mardi de 10 h 30 à 18 heures).

Les musées de l'hôtel national des Invalides (Musée de l'Armée, dôme royal, tombeau de l'Empereur, église Saint-Louis des Invalides, plan-reliefs) seront ouverts les samedi 21, dimanche 22 et lundi 23 mai, sans interruption de 10 heures à 18 heures. Au cours de ces trois journées, le public pourra avoir accès au tombeau de Napoléon jusqu'à 19 heures. La projection permanente de documentaires et films sur les deux conflits mondiaux aura lieu dans la salle de cinéma du Musée de l'Armée chaque après-midi de 14 heures à 18 heures.

Le Musée de la publicité (18, rue de Paradis, 75010 Paris) sera ouvert le dimanche 22 et le lundi 23 mai.

L'exposition de l'Institut de France, l'histoire, le patrimoine, les activités, les académies, les bibliothèques, les musées (C.N.A.M., 274-78-15, 1, rue Vaucauson, 75005 Paris, seront ouverts le dimanche 22 et le lundi 23 mai de 10 heures à 17 h 15.

● **A Paris :** le musée Condé (4) 457-03-62 ; le château et le musée de la ville de Paris (4) 457-00-72 ; les grandes écuries : Musée vivant du cheval (4) 457-13-13, seront ouverts dimanche 22 et lundi 23 mai de 10 h 30 à 18 heures.

L'abbaye de Chailly à Ermouville (4) 454-00-01 ; le parc et le musée seront ouverts le dimanche 22 et le lundi 23 mai (de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30).

● **SPECTACLES.** - Voir « le Monde des Arts et des spectacles » daté 19 mai.

● **LOISIRS.** - On peut obtenir une sélection des loisirs à Paris durant la semaine en appelant à l'Office de tourisme de Paris, le 720-94-94 (informations en français), le 720-88-98 (informations en anglais), le 720-57-58 (informations en allemand).

## PARIS EN VISITES

**SAMEDI 21 MAI**

« Musée », 12 h 30, Grand Palais.

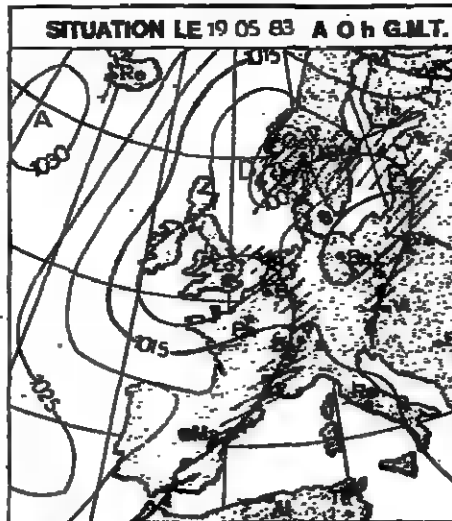
« Hôtel de Sully », 11 heures, 62, rue de la Harpe.

Saint-Antoine, M<sup>me</sup> Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).

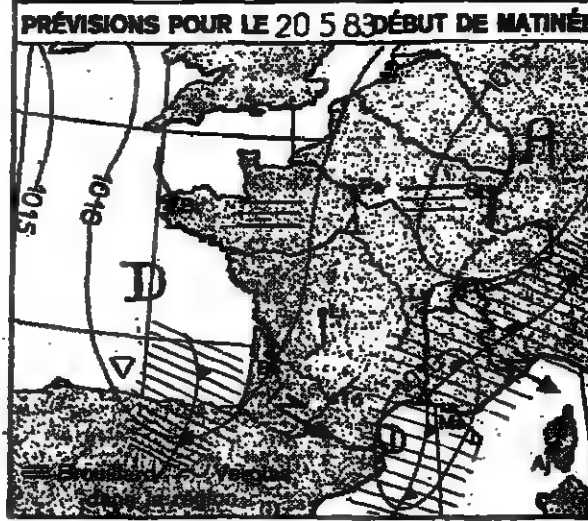
« L'Académie française », 15 heures, 23, quai Conti (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

loterie nationale											
FRANCHE DE MAI DES SIGNES DU ZODIAQUE											
TRANCHE	PRIMAUX	SECONDAIRES	TROISIÈMES	QUATRIÈMES	CINQUIÈMES	SIXIÈMES	SEPTIÈMES	HUITIÈMES	NEUVIÈMES	DIXIÈMES	ONZIÈMES
1	1 000 000	100 000	10 000	1 000	100	10	1	1	1	1	1
2	1 000 000	100 000	10 000	1 000	100	10	1	1	1	1	1
3	1 000 000	100 000	10 000	1 000	100	10	1	1	1	1	1
4	1 000 000	100 000	10 000	1 000	100	10	1	1	1	1	1
5	1 000 000	100 000	10 000	1 000	100	10	1	1	1	1	1
6	1 000 000	100 000	10 000	1 000	100	10	1	1	1	1	1
7	1 000 000	100 000	10 000	1 000	100	10	1	1	1	1	1

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 19 05 83 A 00h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 20 5 83 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 19 mai à 00 heures et le vendredi 20 mai à 00 heures.

La France va passer sous l'influence des vents du sud apportant de l'air chaud et instable de Méditerranée.

Vendredi : Sur le Languedoc, la Provence et la Corse, dès le matin, arrivée d'une zone de nuages donnant pluie et orages. Ce temps orageux progressera vers le nord à travers les Alpes, le Massif Central, le Jura, la Franche-Comté, la Bourgogne, puis les régions du Nord-Est. Sur toutes ces régions, temps devenant menaçant avec par places de fortes pluies.

Sur le Sud-Ouest, des orages épars le matin gagnant en cours de journée les régions au sud de la Loire ; le ciel sera variable, averses et éclaircies se succéderont.

De la Bretagne aux Pays de Loire à la Normandie et à la région parisienne, temps brumeux et frais le matin.

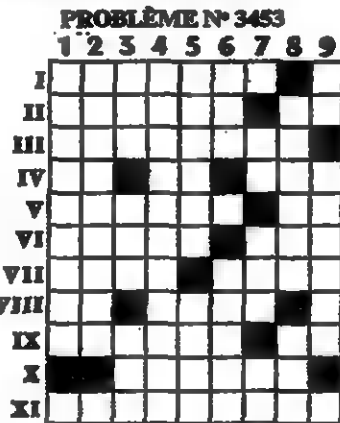
Sur la moitié nord, 5 à 7 degrés au lever du jour, 10 degrés dans le Sud-Ouest, 15 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, 15 à 18 degrés de l'Ouest vers le Centre, et tout de même 20 à 23 degrés en bordure de la Méditerranée.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 19 mai, à 8 heures, de 1013,1 millibars, soit 759,9 millibars au niveau du sol.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 mai ; le second, le minimum de la nuit du 18 mai au 19 mai) :

Alger, 21 et 8 degrés ; Biarritz, 18 et 9 ; Bordeaux, 17 et 8 ; Bourges, 16 et 8 ; Brét, 13 et 8 ; Caen, 14 et 8 ; Cherbourg, 13 et 8 ; Clermont-Ferrand, 19 et 7 ; Dijon, 18 et 8 ; Grenoble, 20 et 7 ; Lille, 16 et 9 ; Lyon, 19 et 8 ; Marseille-Marseille, 21 et 12 ; Nantes, 18 et 9 ; Nantes, 15 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 20 et 13 ; Paris-Le Bourget, 16 et 10 ; Pau, 19 et 9 ; Perpignan, 19 et 10 ; Rennes, 15 et 8 ; Strasbourg, 20 et 9 ; Toulon, 16 et 8 ; Toulouse, 21 et 9 ; Valenciennes, 17 et 8.	et 8 ; Athènes, 26 et 18 ; Berlin, 19 et 9 ; Bonn, 19 et 8 ; Bruxelles, 16 et 9 ; Le Caire, 24 et 18 ; Les Canaries, 22 et 18 ; Coppenhague, 17 et 7 ; Dakar, 26 et 20 ; Djibouti, 25 et 16 ; Genève, 20 et 8 ; Jérusalem, 25 et 11 ; Lisbonne, 17 et 9 ; Londres, 15 et 9 ; Luxembourg, 16 et 7 ; Madrid, 19 et 14 ; Moscou, 20 et 17 ; Nairobi, 24 et 14 ; New-York, 15 et 10 ; Palma-de-Majorque, 24 et 11 ; Rome, 23 et 11 ; Stockholm, 21 et 10 ; Téhéran, 30 et 19 ; Tunis, 27 et 11.
---	---

## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT**

I. Plus elle court, plus vite on l'attrape. - II. Faire devant : débiter ou tourner en bourrique. Participe passé. - III. Affecte un esprit vide ou un estomac trop plein. - IV. Démonstratif. Forme d'avoir. Ser terre et dans les airs. - V. Les simples se distinguent par leur vertu. Note. - VI. C'est, pronominalement, ne plus pouvoir mot dire. Est couché et dort profondément. - VII. Physicien français. Honoré de Balzac. - VIII. Témoin chez Cain d'un manque de cœur. Qualité inconnue des faux jumeaux. - IX. Plus près de l'écriture que du marbre. Préposition. - X. Sa culture s'étend sur de nombreux terrains. - XI. Façon de faire de ceux qui s'intéressent aux salades des autres au lieu de s'occuper de leurs propres.

**VERTICALEMENT**

I. Celui qui en joue n'éprouve aucun plaisir. - 2. Peut faire stopper un campour ; jamais un caravaneur. - 3. Suit son frère à la queue. Dans la Soume ou dans Amiens. Région de l'Arabie Pétrée. - 4. Sujet aux pensées noires et moroses. - 5. Roi couronné par Étienne II et décapité par Charles I<sup>er</sup>. Possessif. - 6. Colère passée. Manque par trop de fièvre pour se montrer fielle. - 7. Habitudes habituelles de l'odipe. Peut-être gris et en passe de devenir noir. Privatif. - 8. Qui prête à usure. Suite obscure. - 9. Alternative. Des ragots, peut-être, mais qui s'en sont pas moins réels.

**Solution du problème n° 3452**

**Horizontalement**

I. Décollage. - II. Améliorer. - III. La Trop. - IV. Tub. Eh ! - V. Ovipare. - VI. NASA. Iso. - VII. Infime. TI. - VIII. Exile. Tan. - IX. Ultra. - X. Nérède. - XI. Epi. Saie.

**Verticalement**

1. Dahouenne. - 2. Émouvant. Ep. - 3. Co. Bismari. - 4. Oie ! Paillé. - 5. Li. Méris. - 6. Loterie. R.D.A. - 7. Arrhes. Taël. - 8. Géo. Eta. - 9. Épiplogie.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 19 mai :

- UNE LOI**
- Relative à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France.
- UNE ORDONNANCE ET UN ARRÊTÉ**
- Portant modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers.
- DÉS DÉCRETS**
- Modifiant les limites de compétence pour les demandes en remise ou en modération et les demandes d'admission en non-valeurs ressortissant aux profits illicites ;
  - Portant création du Fonds d'intervention chirurgicale ;
  - Pris pour l'application de l'article 19 de la loi n° 80-2 du 4 janvier 1980 relative à l'automatisation du cadastre judiciaire.

## BREF

**STAGES**

**PENTURE SUR BOIS ET SUR BOIS.** - Les Comités protestants des centres de vacances-est (C.P.C.V.) et le groupe de recherche sur l'animation de Brousse-le-Château (12480 Brousses (Aveyron)) - (GRAB) organisent deux stages qui peuvent être pris en charge par l'employeur au titre de la formation professionnelle.

1) Peinture sur bois - du 13 au 19 juin 1983 (technique « à l'huile » - « paraffine » - « guêpe »).

2) Peinture sur bois - du 15 au 20 juin 1983 (préparation du bois, traces du décor, technique de la décoration, la finition).

Le prix est de 1 600 F (par stage). Il comprend : pension complète, fourniture du matériel et les objets restant acquis aux stagiaires. Possibilité de faire de petites excursions dans la région.

● **GRAB.** Nicolas Frédéric, 4, rue de la République, 67100 Strasbourg.

## URGENCE ! L'ENSEIGNEMENT N'INSTRUIT PLUS ! DES PROFESSEURS ET DES PARENTS VEULENT LE DÉFENDRE. REJOIGNEZ-LES !

**L'école est devenue antidémocratique !**

L'enseignement va mal. L'enseignement n'enseigne plus. Tout le monde déplore l'ignorance croissante de l'orthographe, de l'histoire et d'autres disciplines, et l'appauvrissement du bagage culturel des élèves. L'école primaire, le collège et le lycée ne remplissent plus leur mission qui est d'instruire. Comme ils ne transmettent plus efficacement un minimum de connaissances aux élèves, c'est la culture du milieu familial qui fait seule la sélection le moment venu. Autrement dit, l'école est devenue antidémocratique.

**Des réformes dangereuses**

Les réformes prévues par M. Savary ne peuvent qu'aggraver la chose, en dépit de l'esprit qui semble les animer. Ainsi veut-on, entre autres exemples, supprimer des heures de français dans les collèges dans le même temps qu'on en reconnaît l'importance, susciter des projets de rétablissement au risque de banaliser l'enseignement, assigner aux professeurs un rôle d'animation et non plus d'instruction. L'indépendance de l'enseignement par rapport aux pressions locales de toutes natures s'en trouve menacée et la mission du professeur dévoyée : que sera le fameux « tutorat » (un quart d'heure par élève par semaine) ? Un soutien pédagogique ou un encadrement psychologique et social ? Faire du professeur un confident, un substitut de la famille ouvre la voie à maint malentendu à maint abus. Ce serait encourager un transfert de responsabilité contre nature, voire la minime de l'école sur l'enfant.

**Le vrai défi : la démocratisation sans dégradation**

Les professeurs doivent être avant tout gens de savoir, recrutés à un haut niveau de connaissance de leur discipline. Les lieux d'enseignement doivent être des lieux d'acquisition du savoir, donc des lieux de travail, car apprendre demande évidemment un effort et du soin. Si l'école n'est pas cela, sous le prétexte trompeur d'une pseudo-égalité des chances, ce sont les enfants qui ne sont pas issus de milieux déjà instruits qu'elle pénalise irrémédiablement. Voici le vrai défi qu'il faut relever : la démocratisation de l'école au savoir sans altération de celui-ci. Si la démocratisation de l'enseignement doit signifier sa dégradation, faute d'instruction effective, elle n'est qu'une imposture. L'école à l'ignorance et au désencadrement n'est un progrès pour personne.

**Pas de faux-semblants : des mesures simples et une volonté effective**

Pour aider les enfants défavorisés sur le plan de l'instruction, il ne faut ni des tuteurs-animateurs ni dévaler le contenu de l'enseignement. Il faut des bourses bien utilisées, des études surveillées et dirigées pour leur offrir un peu propre au travail et une aide individualisée, des travaux dirigés par petits groupes pour que les professeurs s'occupent de chacun pendant les heures de cours, enfin des lieux d'activités diverses et d'encadrement social si besoin est qui ne se confondent pas avec l'école, et qui font cruellement défaut en ce moment. C'est seulement grâce à des mesures simples, inspirées par le souci de l'efficacité, que ces enfants auront les chances d'émancipation et de promotion qui leur sont dues.

**L'affaire de tous**

L'ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DE L'ENSEIGNEMENT a été créée par des professeurs de toutes tendances. Elle n'est pas corporatiste : défend la déontologie de notre métier fait partie de nos devoirs. Elle s'adresse à tous, car il y a de l'enjeu de la nation tout entière : quels que soient ses choix politiques, celle-ci aura besoin, pour assurer son avenir et pour garantir sa démocratie, de citoyens instruits, au jugement autonome ; elle aura aussi besoin d'élites, c'est-à-dire des meilleurs dans chaque discipline, désignés non par quelque prédestination socio-culturelle, mais par les capacités que les différents cursus scolaires et universitaires auront su, en temps voulu, mettre justement en évidence et faire s'épanouir.

**PARENTS, PROFESSEURS, aidez-nous à défendre ces idées ! La réforme la plus urgente en matière d'enseignement, c'est la réhabilitation du savoir et de l'instruction !**

**ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DE L'ENSEIGNEMENT (loi de 1901)**

J.O. du 3 avril 1983, page 3455

14, boulevard Morland, 75004 PARIS. Tél. 274-75-01

J'adhère à l'A.D.E. (cotisation minimale : 50 F)

NOM ..... Prénom .....

Profession .....

Adresse .....

Signature : .....

(Bulletin à découper ou à recopier)

مكتبة القرآن







100

هكذا من الأمل



مکان العمل

# COMMERCE

CAHIER 11 - PRINTEMPS 1983

ANDRÉ DALMAS MARCELLE FONFREDE  
La facture du passé augmente chaque jour

ODETTE PAGIER Boucles	20 ans de publi- ca- tion	JEAN PAULHAN Les rêves du jeune homme
MAURICE BLANCHOT La maladie de la mort (éthique et amour)		JEAN GREISCH Les Fleurs du Rien (La Rose de Persepolis de Paul Celan)
ORIGÈNE Homélie de la Matérialité repentante		CLAUDE MOUCHARD L'œuvre blanche
EMMANUEL LEVINAS Éthique et Culture (Notes sur un sermo)		WILLIAMS S. WILSON Métier : Pourqu岸 je n'ai écrit pas comme Franz Kafka (Traduit de l'anglais par James Sacré)

En librairie 65 F. - Abt 185 F. - N.Q.L. 78, Bd St-Michel - Paris 5e

## du fil des lectures

### Roman

#### LES SECRETS D'UNE MEURTRIÈRE

Une femme, Geneviève, me son mari, déposé et maître d'une ville de Savoie. Ce fait divers, qui n'a rien de très original, est le centre du premier roman d'Alain Dutoit, et, une fois de plus, on constate que, s'il est indissoluble, le sujet d'un roman est sans importance. L'anecdote la plus banale peut être le départ d'un vrai livre, de ceux qui tiennent debout parce que l'auteur sait à la fois maîtriser sa langue et donner à ses personnages une vie qui en fait un peu plus que des personnages. C'est le cas ici.

En attendant de retrouver l'appareil et l'appareil de la cour d'assises qui décidera de son sort, Geneviève ne renonce pas à sa vie, dont le trait principal est l'aspiration à une plénitude jamais atteinte. Elle voulait tout, elle n'eut qu'un petit embourgeoisement stérile.

L'enquête psychologique ne s'embourbe jamais. Les complexités s'éclaircissent, ce roman nous donne le sentiment de tout connaître des cinquante-deux années de l'histoire. Alain Dutoit sait traduire la richesse d'une âme avec une économie de moyens plus efficace que de savantes analyses.

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.  
W LA RECONSTITUTION, d'Alain Dutoit, « Le Chêne », Gallimard, 153 pages, 65 F.

### Poésie

#### LES COLÈRES BLANCHES DE JEAN-PIERRE BEGOT

Jean-Pierre Begot a un d'origine pour mûrir sa voix au concert lyrique. Il est content de sa voix et de publier aux Éditions Reptère (1), qu'il anime, ceux qu'il considère, de Francis Grosjean (2) à Marie Gracia d'Almeida (3), comme ses contemporains affectifs.

Il nous livre pourtant, aujourd'hui, deux tomes d'écrits du jardin secret de ses rêves. Ces écrits, rares et douloureux, peignent la poésie comme d'autres la terrorisent. Il choisit ses mots un à un et les laisse éclater au hasard de ses colères blanches.

« Il faut toujours avoir un cimetière près de chez soi », écrit, avec humour, Jean-Pierre Begot, qui estime, il le justifie, que l'individu porte en creux de son plaisir la plus radicale des subversions.

Il serait grand temps que l'on prenne garde aux dérives de ce poète qui n'a pas d'excuses : « Les charnières à propos desquelles chacun s'interroge pour savoir à qui on revient la paternité ».

PIERRE DRACHLINE.

(1) Ed. Reptère (J.-P. Begot, 24, bd Richard-Lenoir, 75011 Paris).  
(2) Journal d'enfer.  
(3) Elle la rage.

★ LA NUIT DES VOITURES, de Jean-Pierre Begot, Ed. Reptère, 64 pages, 70 F. et NULLE NOIRCEUR DE L'AUBE, Ed. La table rase, 72 pages, 39 F.

### Philosophie

#### SARAH KOFMAN SUR LES CHEMINS DE LA « MÉTIS » GRECQUE

Voici un texte très caractéristique de la philosophie d'aujourd'hui : marqué par Derrida, cette philosophie linéaire, si différente de ce que la critique de l'après-guerre appelle la littérature philosophique.

On connaît les travaux de Sarah Kofman, sur l'esthétique freudienne, la métaphore nietzschéenne, Nerval, etc. Cette remarquable philosophe de l'art explore dans *Chemins de la « Métis »* les chemins de la « métis », l'intelligence russe, qui procède par tours et détours, tels qu'ils ont été repérés par Platon dans certains de ses dialogues et mythes, et décrits systématiquement par Marcel Detienne et Jean-Pierre Vernant dans la pensée grecque.

Le monde et ses conflits, l'influente de la mort aussi, placent l'esprit humain dans des apories, des situations de détresse sans issue, obscures, proprement infernales. Il est inutile de chercher à les forcer, mortel de s'y enfermer : il faut, au contraire, les franchir par détours, stratagème, inventer un chemin de lumière : le poros. La philosophie seule fait naître cette ouverture salvatrice. Prométhée est le héros de l'échappée philosophique.

Ce texte tendu, frémissant, est un écho de la philosophie. Il s'apaise, finalement, en se coulant dans une

logique et admirable citation de Maurice Blanchot qui, assis, le relance dans une angélique nouvelle, exprimée par un cauchemar de l'auteur. On sent alors avec émotion que c'est la seule lumière philosophique, cherchée à l'aide de la psychanalyse, qui a sauvé Sarah Kofman d'un enfermement dans les apories de son enfance juive sous l'occupation.

MICHEL CONTAT  
★ COMMENT S'EN SORTIR ? de Sarah Kofman, Gallimard, 112 pages, 54 F.

### Histoire religieuse L'ÉGLISE ET LE POUVOIR

Qu'on ne s'y trompe pas, le *Triomphe de la croix*, dans la série de Michel Clévénor *Les Hommes de la fraternité*, c'est la victoire de l'Eglise sur le pouvoir politique. Et, pour l'auteur, ce triomphe a coûté cher : « Les hommes de la fraternité » sont, si non égarés, du moins dépeuplés et coiffés par les hommes d'autorité aux quatre-vingt-cinq siècles, de Clovis à Clément. L'empereur converti a utilisé à son profit la christianité en pleine expansion. Ambroise, évêque de Milan, traite avec le souverain d'égal à égal, et même, au nom de Dieu, de supérieur à inférieur.

Rome n'est plus dans Rome, mais à Constantinople. Cependant, la Rome de l'apôtre Pierre affirme et assure sa primauté face aux « papes » d'une christianité divisée par les débats théologiques que nul ne comprend plus aujourd'hui et qui cachent des tensions politiques.

Ce *Des Empires inextricables* du profane, Michel Clévénor y navigue à l'aide et, grâce à ses portraits, à ses descriptions érudites de la vie quotidienne, il y fait naviguer son lecteur. Son livre nous fait découvrir des personnages extraordinaires, tels que Mélanie, millénaire qui s'épuise à déplorer sa fortune pour le service des pauvres ; ou l'abbé paré sur un colosse, sous les murs de Constantinople, qui mobilise les foules et fait trembler l'empereur ; ou Martin, officier à la retraite qui organise les paroisses de campagne. Tel aussi ce grand seigneur païen, nommé évêque malgré lui et, pour finir, fort bon pasteur. Ce qui était sans rare à l'époque, si l'on en croit Clévénor et son hostilité à la hiérarchie. Les plus sévères antichrétiens, c'est parmi les chrétiens comme lui qu'on les trouve.

JEAN PLANCHAIS.

★ LES HOMMES DE LA FRATERNITÉ, de Michel Clévénor, t. III. Quatrième et cinquième siècles. LE TRIOMPHE DE LA CROIX, Fernand Nathan, 69 F.

### Société

#### MICHÈLE, PRÊTE-MOI TA PLUME

Michèle est écrivain public à Valence, dans la Drôme. Elle prête sa plume aux oubliés de l'école, à ceux dont la main tremble sur les mots, vacille sur l'orthographe. Elle remplit les formulaires administratifs, mais aussi transcrit les lettres d'amour, pérennisant une parole qui serait vouée à l'oubli. Elle a su donner confiance à ceux pour qui l'écriture est à la fois étrangère et fascinante, au point qu'ils acceptent de dire leur intimité, qu'elle traduise en signes sur une feuille blanche.

A ceux qui savent un peu écrire mais n'ont pas, Michèle a proposé de l'encre et du papier. Alors, maladroits, trébuchants, certains se sont laissés aller au plaisir des mots. Avec une graphie d'enfant, phonétique, ils ont dit leurs peurs et leurs rêves, leurs colères et leurs tendresses. Leurs textes ont été rassemblés dans un livre qui vient de paraître chez Carandera, un jeune éditeur de la Drôme.

« Écrire est la chose qui me attire le plus », raconte quelqu'un - tous les textes sont anonymes - « je pense à ce que si je n'étais pas écrivain, je lui ferais passer en tête ». C'est, ce qu'un lit est parfois sentimental à l'excès. Mais qu'importe, puisque ceux qui ne maîtrisent pas le langage et qui se sentent censurés, interdits d'écriture pour cause de maladresse, peuvent enfin signer les signes, il les arrange en groupes, en grappes, découvrant que les mots leur appartiennent, à eux aussi.

« Pour moi, écrire, c'est l'un de ces « auteurs ». C'est un grand plaisir. C'est plus facile d'écrire que de parler sans rien dire ».

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ J'ÉCRIS PARCE QUE PERSONNE M'ÉCOUTE, textes anonymes recueillis par Michèle Reverbel, écrivain public. Éditions Carandera. Poix-Laval 26160. Régate-de-Mazamet, 92 p., 35 F.

### Portrait

#### MONTAND PAR SEMPRUN : LES COPAINS D'ABORD...

Ceci n'est pas un livre sur Montand - de ces biographies où l'auteur tente de traquer des secrets, de mettre au jour les régions obscures d'une personnalité - c'est un livre pour Montand, un livret, une lettre d'amour (le mot n'est pas trop fort) que l'écrivain Montand pour lui dira, une bonne

fois, la tonne d'affection et d'admiration qu'il a pour lui.

Copains, il se sont depuis vingt ans - leur première rencontre remonte à 1963 - mais ce pourrait être depuis bien davantage, tant les liens qui les unissent semblent plonger dans un passé infini. Pour Semprun, Montand est l'incarnation même d'une génération meurtrie d'intellectuels de gauche, nés dans la religion du communisme, ayant passionnément cru que la révolution marxiste-léniniste libérerait les travailleurs, puis ayant peu à peu pris conscience que ce qui devait sauver l'homme aboutissait en fait à l'assaut. Et cette tragédie - que Montand et Semprun ont exprimée ensemble à deux reprises, dans *La guerre est finie* et le *Journal* de Romain Rolland, puis dans *À l'heure de Costa-Gavras* - ne cesse de les hanter. L'amour d'un transforme en une rage lancinante, obédiente. C'est une plaie qui ne se referme pas. Un deuil qui n'en finit pas.

Mais cette fascination pour la politique, qui fait la trame des relations entre les deux hommes, ne parvient pas, malgré tout, à les absorber. Montand chante, plaisante, fait le comique au cinéma. Semprun écrit des romans, il voyage, se promène. Et, surtout, ils discutent. Interminablement. Comme peuvent le faire deux amis et deux intellectuels. Et ce livre à la tonne plaisante et s'échappant d'une conversation inépuisable, faite d'insinuations, de coquetteries, de poèmes, de choses graves et de choses légères.

Une conversation spontanée, mais savamment composée. Car c'est un voyage, il mène à l'essentiel et le document, pourrait aussi être un roman. Un roman sur la vie et la politique, dont le héros serait Montand, personnage romanesque s'il en est, et qui raconterait l'histoire totalement invraisemblable d'un petit prolo marseillais, fils d'immigrés italiens, devenant une vedette de la chanson et de l'écran. Une histoire qui monterait, s'éleverait, comme le dit si bien Alain Besson, que « la vie est un roman ».

FREDERIC GAUSSEN.  
★ MONTAND, LA VIE CONTINUE, de Jacques Desol - Joseph Chén, 310 p., 72 F.

### LE TÉMOIGNAGE DÉCEVANT D'UN SOVIÉTIQUE EN CHINE

Alexei Antonkin, aujourd'hui réfugié en Occident, a été correspondant de l'agence Tass à Pékin de 1968 à 1972, soit pendant les dernières années de la révolution culturelle et au pire moment des relations entre la Chine et l'U.R.S.S. Il y a là de quoi mettre en appétit le lecteur de ses souvenirs, curieux de découvrir des événements encore relativement mal connus et rapportés par un journaliste soviétique.

Quelques observations sonnent juste. Par exemple lorsque Alexei Antonkin relate les efforts de la propagande soviétique pour « exalter la collaboration passée » entre la Chine et l'U.R.S.S. et l'hostilité de Mao à de prétendues « forces du P.C. chinois, authentiques internationalistes » - c'est à dire supposées favorables à un rapprochement avec Moscou.

Nous remercions malheureusement sur notre fait quant aux révélations qui nous sont annoncées, particulièrement sur les circonstances de la disparition de Lin Biao. L'auteur conteste - il n'est pas le premier et ses arguments ne sont pas nouveaux - la thèse chinoise officielle selon laquelle l'ancien maréchal, ministre de la défense, trouva la mort, en fuyant la Chine, à bord d'un avion qui s'écrasa, le 13 septembre 1971, dans le désert mongol. Mais la version d'Antonkin est un peu courte lorsqu'elle se résume à écrire que « selon toute probabilité, Lin Biao (...) fut tué avec sa femme Ye Qun à Beidaho, au bord de la mer Jaune ».

L'analyse politique laisse également à désirer lorsqu'elle fait apparaître Mao Jiang Qing dans un rôle politique sans doute proche de celui qu'il attribue aujourd'hui la propagande chinoise - mais dans le chapitre de ses relations avec Lin Biao, - mais dont tout indique qu'il dépassa sensiblement ce que fut la réalité.

Les lecteurs peu familiers des pays socialistes découvriront certes quelques détails de la vie interne des organes d'information soviétiques ou chinois. Pour les autres, le témoignage apporté ne tient pas ses promesses.

ALAIN JACOB.  
★ LES CHIENS DE FAIENCE, TÉMOIGNAGE D'UN CORRESPONDANT DE L'AGENCE TASS À PÉKIN, Alexei Antonkin, Éditions de l'Épigramme, 214 p., 70 F.

## revues

### Les fabuleuses

MÉLUSINE est la patronne d'une revue du surréalisme. Elle nous rappelle tantôt que Jerry a honoré Mélusine dans l'année Breton... s'il, Mélusine c'est l'amour tout. Ainsi baptisés, ces « Cahiers » existent fortement : des volumes de trois à quatre cents pages. Le dernier pour sujet le livre en revue est tout autre qu'une présentation technique, typographique et plastique : une recherche sur l'esprit de ces livres et du surréalisme même. Par exemple : « L'amour et l'érotisme », Arturo Schwarz cite aussitôt Breton : « Il est certain que l'amour charnel ne fait qu'un avec l'amour spirituel ». Avec des dessins de Desnos, des illustrations de Man Ray, André Breton, Tanguy, de Chirico, Miro. (Cahiers du Centre de recherche sur le surréalisme, dirigés par Henri Béhar. Édit. L'Age d'homme, Lausanne).

LE BUCENTAURE a une haute ambition : « Relancer le lyrisme dans tous les arts ». Sa qualité « physique » prévient tout de suite en sa faveur : papier, ornements, illustrations. Les textes, comme les toiles du peintre grec Minas, répondent hautement au projet de la revue. Deux entrées exclusives avec Borges et avec le metteur en scène américain Bob Wilson. Enfin, une longue lettre inédite, avec l'autographe en fac-similé, de Paulhan à une amie non nommée. (N° 2. 42 francs. École normale supérieure, 5, rue Bouicaut, 92260 Fontenay-aux-Roses.)

ORION se lève à l'horizon des revues. Son propos : rassembler des écrivains et des textes sans aucun préconçu. Les poèmes et les proses de ce premier numéro sont également attachés. (100, rue E.-Milan, 13000 Marseille). 120 francs.

LA LICORNE, évidemment médiévisse, publie dans ses deux premiers numéros les actes du colloque tenu pour le cinquantenaire anniversaire de l'université de la littérature française de la Renaissance jusqu'à aujourd'hui. Des études générales, et d'autres, les plus nombreuses, qui se fondent sur un écrivain : Rabelais, Diderot, Chateaubriand... On s'étonne de ne pas trouver Hugo. Les contemporains abondent : de Péguy à Aragon ; de Bloy et Huysmans à Giraudoux, Sarras, Ghelderode, Queneau, Audoubert... (Deux numéros ensemble, 484 pages J.-Ph. Saint-Gérard, Faculté des lettres, 8 rue Descartes, Poitiers.)

CORPS ÉCRIT, qui a pris pour thème de son dernier numéro « L'animal fabuleux », s'ouvre justement sur le licorne avec un posthume inédit de Roger Caillois. On apprend beaucoup dans ce recueil. Par l'image aussi : le « bœuf à l'imaginaire » de Sumner, d'Assur, de Babylone trouve un surprenant aboutissement moderne. (Deux numéros ensemble, 120 pages Lucile PUF.) (Numéro 6, 216 pages, francs, abonnement 216 francs. PUF.)

YVES FLORENNE.

CLAUDE LÉVI-STRAUSS  
de l'Académie française  
LE REGARD ÉLOIGNÉ




Pour mieux connaître l'homme, ce livre, fidèle à la méthode ethnologique, dirige le regard vers des sociétés fort éloignées de celle de l'observateur. Mais il se présente aussi comme une réflexion sur un problème très général de la condition humaine : les rapports entre la civilisation et la nature.

Plon

L'ENFER DES BAGNES D'ENFANTS  
Un roman bouleversant. Une histoire vraie.

Henry Bonnier  
LE BROKO  
Roman



Albin Michel



## Le désir autobiographique

**\* INDIVIDUALISME ET AUTOBIOGRAPHIE EN OCCIDENT.** Ed. de l'université de Bruxelles (sq. Paul Hégar, 26, 1050 Bruxelles), 292 pages.

## Les mots et les moeurs

the,

1.

7.

**PSYCHOLOGIES**

DE L'AUTRE  
CÔTÉ DE  
BELMONDO

CE QU'ILS  
DISENT DE  
POEVOH

**Librairie GUÉNÉGAUD**  
10, Rue de l'Odéon  
75006 PARIS  
Tél. - 326-07-91

—











écrire, lire et vivre en France

# Quimper, cité des libraires

« **E**n bas l'océan, les multiples « garguises interminables », disait Max Jacob en 1921. C'est Quimper, ses deux rivières, ses incroyables maronniers, et la drôle, gothique et poétique, dans un bateau vert », dit Gérard Le Gouic, un poète qui vit là, sur la place Saint-Corentin, et qui vend des falences peintes, des objets en bois, des souvenirs bretons. Pour lui, Quimper est un rond et serein, « Quimper est pas mystérieuse, mais il faut la voir la nuit, quand il y a un crocadin, et que les pavés luisent. On sent qu'il y a là une particulière quiétude ». Gérard Le Gouic a le même air très tranquille, posé sur l'éternité, attentif aux choses.

Un calme étonnant pour une assez grosse ville (soixante mille habitants) où défilent, dès le printemps, des hordes de touristes. Peut-être qu'ils glissent : Quimper, même envahie, transformée en état de marchandise, semble préserver une âme, jalouse de son salut. Pourrait-on dire, dit M. Ravy, responsable de la plus grosse librairie de la ville, rue Keréon, « il y a là tout de tout ». Trop de magasins, trop de boutiques de chapeaux, trop d'échoppes.

bretons, trop de parfumeries, trop de librairies, note-t-on, surpris d'en compter plus de douze, presque toutes rassemblées, dans ce cœur commerçant et piétonnier, minuscule.

A Quimper, on ne fréquente guère le vieux théâtre, un théâtre qui pourrait être passionné, en 1904, lors de sa construction sur un terrain rebaptisé Bouchaballe par Max Jacob, qui a immortalisé une querelle dans un roman et une pièce. On ne va pas plus au concert. On lit. M. Rouillard, conservateur de la bibliothèque municipale, peut en témoigner. Ses locaux sont devenus trop petits, les annexes ouvertes dans les quartiers périphériques de la ville connaissent un vrai succès.

## Mémoire bretonne

M. Rouillard ouvre une armoire : dans les bibliothèques municipales, on entasse de la mémoire, ici, des milliers de vieux livres bretons, et des legs, comme celui que fit Max Jacob en 1939, des lettres, des livres, tel cet exemplaire du *Terrain Bouchaballe* sur la page de garde duquel, écrit au crayon, on peut lire : « A ne pas faire connaître à Quimper », une ironie bien dans sa manière. C'est un livre aujourd'hui indécodable, et qui pourtant respire un air qui n'a pas tant changé. Ça va bien à la ville, cette lettre de l'écrivain à sa mère, où il lui explique qu'il ne peut lui expliquer sa brouille avec les surréalistes, un ton gentil et bourru, bourgeois et bohème.

M. Le Gouic tient la plus ancienne librairie de Quimper. Fille et petite-fille de libraire, elle se souvient d'avoir vu Max Jacob dans la boutique qui n'a pas changé d'une étagère. Sol de granit, boiseries, sous le haut plafond s'empilent les cahiers, les « Bibliothèque rose » et les « Piérides » et les romans, les mappemondes et les livres de la N.R.F. Une bouffée de tradition. Chez Le Gouic, passe une théorie d'habitants, c'est juste en face du... Une vieille veste de noir, austère, l'œil bleu, visage taillé dans le rocher, demande si on commande, un Saint-John Perse, est arrivé.

Les gens les épaules quand on leur demande pourquoi on lit. Ils ne savent pas, parce qu'il pleut. Ou à cause du nombre d'enfants (quatre mille écoliers).

Tradition laïque de la librairie normale, avec des instituteurs et des futurs auteurs. Tradition religieuse, partout perceptible, incarnée par l'évêché, les écoles catholiques juchées sur les collines, et une librairie, La Procure, rue du Prieuré. Le responsable de La Procure, le Père François Pulbren, insiste sur les difficultés de certains de ses clients, « des laïcs, peut-être un peu plus que des religieux, d'ailleurs. Beaucoup ont la Joie du croire, joie de vivre par exemple, le livre du Jésuite François Varillon ». Mais la librairie est un lieu familial, et il y a le plus beau rayon de livres de la ville. Ce qui fait du libraire, c'est le nombre de paquets qu'il empaquette par jour, des Bouchaballe, des *Al-lu du roi, des Haricots* : la lecture du livre est un acte en soi.

Concurrence oblige, les libraires de Quimper se sont spécialisés. Qui le livre de poche, qui le plus grand choix, qui la B.D., l'accueil le plus chaleureux. En commun, ils ont des vitrines qui regroupent de livres sur la salubrité des plantes, la culture des arbustes, les livres du jour, et les livres passés à « Apostrophes », la semaine dernière, celle d'avant, et la prochaine. Ce serait un peu triste si on en restait là : mais la librairie n'est pas encore « à la mode ». Elle est à l'épicerie. Monique Elie, libraire de La Cité, ne voudrait pour rien au monde des livres sur la papeterie. Ce qui compte à ses yeux, c'est d'avoir fait lire plus de cent fois *Sur le fleuve de sang* par son beau navire, d'Henri Polles, d'avoir fait passer à vingt-cinq clients son goût pour *Les Femmes de M. Legrand*, de Luc Kintang.

Évidemment, on rencontre parfois un libraire sur qui le vocabulaire de marketing a eu de domageables effets, et qui ne connaît d'autre langage que celui des stocks, la promotion : les livres prennent, dans sa bouche, des allures de destin. La gestion l'a mangé, il ne sait plus lire, pas le temps.

## Les amis de Calligrammes

La philosophie de Bernard Guillemot est inverse. « C'est aux lecteurs d'aller aux livres, dit-il, pas aux livres d'être poussés vers les lecteurs. Il faut

quelqu'un qui fait, qui n'est pas publiciste ». Calligrammes, la librairie de Mireille et Bernard Guillemot, est située au bordure du quartier piétonnier, rue de la place au Marché. On est juste à la limite du centre-ville, des touristes, notent-ils, marquois, ils s'arrêtent 5 mètres plus bas. En vitrine, Paulhan, Michaux, des textes d'ethnologie comme la *Chasse-mariée*, et des livres sur les enfants, comme celui d'Alexandre Papadiamantis, *Les Petites Filles et la mort*, para il y a quelques années chez Maspéro.

« On a connu trois étapes, dit Bernard Guillemot, 1968-1976 : les livres politiques, militants ; 1976-1981 : l'écologie, le féminisme, les mouvements sociaux, et, depuis, le calme plat. » Cela ne les a pas empêchés de se lancer dans l'édition, en 1977. Et de persévérer. « On a commencé la librairie parce qu'on ne pouvait pas devenir libraire. La vie fait que, souvent, on a des boulots épouvantables. On s'est dit : ici. Et puis, il y a eu une rencontre avec Perros, on a eu l'idée d'écrire un livre de lui, c'était *Le Chien*. A sa mort, en 1978, on a écrit l'édition, et puis il y a eu un ami, Jean Grenier : on a publié son premier texte, Jacques, on a écrit une préface à Louis Guilloux, qui était son ami. Plus tard, Guilloux nous a donné ses Souvenirs sur Georges Palante, Palante, c'est le modèle du Cripure du Sang noir. »

## « Revenez me voir dans vingt ans »

L'édition de Bernard Guillemot, c'est un travail de fil en aiguille, qui les conduit à des amis, ça finit par un roman, ou les amis comptent autant que les vivants. Une famille ? Ils n'aiment pas le mot, plutôt une société, avec des fois affinitaires, où la Bretagne a son rôle. Pas la Bretagne comme limite, ils n'aiment pas l'idée de littérature



Illustration de CAGNAT

régionale, la Bretagne est une géométrie du territoire imprévisible, des parentés.

Un catalogue de Calligrammes, il y a Maurice Fourré, le surréaliste belge. « C'est le Caméleon mystique, il raconte un périple qui va d'Angers à Bruges, en passant par Quimper ». Concorde, ce n'est pas par hasard. « C'était un ami de Gracq, de Paulhan. L'ami nous qui reviennent à Quimper tournant, avec Georges Perros et Stéphane Mallarmé, ou Roger Judrin, l'un des plus grands écrivains vivants », dit Bernard Guillemot, qui prononce son nom avec infiniment d'émotion et de chaleur. Il raconte une fois histoire, celle d'un jeune homme venu à Paris dans les années 30 montrer un manuscrit à Paulhan. « Un moraliste ! dit Paulhan. Revenez me voir dans vingt ans ! » Judrin revint en 1950, fut enfin édité, à près de cinquante ans.

On écrit beaucoup à Quimper. « Tout le monde, ici, a des cahiers

remplis dans son placard », dit Philippe Bosser, écrivain qui, lui, préfère s'adonner à l'art de la sieste en pays froid, et porte un regard grinçant au dilettantisme de la ville. Il se souvient de Georges Perros, qu'on allait voir « pour se sentir moins pauvre », sa désespérance : il y a des gens dont la présence est la lecture d'un lavet, on rend plus propre. Il y a des gens qui rendent malade, des manuscrits qu'il voit chez Calligrammes, où s'étaient les mal maîtrisés du malheur, « Perros, quand il voyait venir l'inflation personnelle, il vous tapait l'épaule, alter, alter... »

Charles Madézo, entrepreneur en travaux maritimes et écrivain, parle des coups de sécateur qu'il faut pour que l'écriture se tienne. C'est peut-être ça aussi, la Bretagne, et Quimper, gros cœur terrien d'un pays de mer, la tension du lyrisme, de l'effusion, et puis le quant-à-soi, la révolte bougonne, austère.

GENEVIÈVE BRISAC.

## le saviez-vous ?

20 994 TITRES  
8 097 AUTEURS  
DISPONIBLES  
EN LIVRES AU  
FORMAT DE POCHE  
Gagnez du temps

en consultant un répertoire  
bibliographique  
exhaustif et jour :

TOUS LES  
LIVRES  
AU FORMAT  
DE POCHE  
1983

CONSULTATION FACILE  
GRACE A 3 CLASSEMENTS :

- thématique,
- auteurs,
- titres

et à un index  
de 450 mots-clés.  
880 pages.

En vente dans votre librairie ou aux  
Éditions du Cercle de la Librairie  
35, rue Grégoire-de-Tours  
75279 Paris Cedex 08

26,50 F. plus éventuellement 8,50 F.  
de port postal.

## Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de poésie, essai, théâtre.  
Les manuscrits retenus feront l'objet d'un lancement  
par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle  
11 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

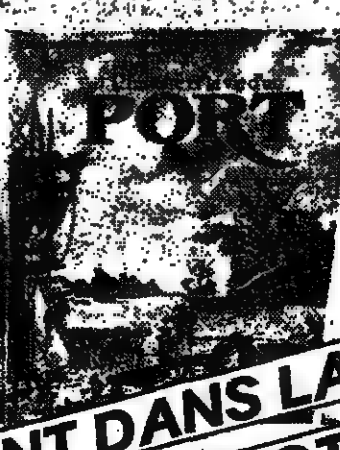
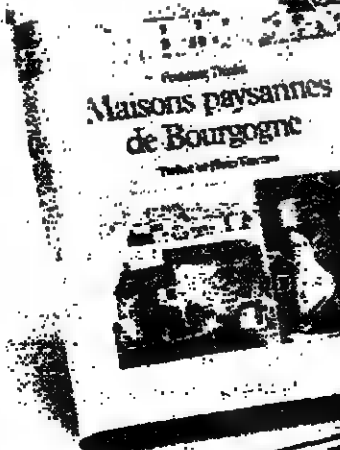
Conditions par contrat.

Manuscrits habituels : défini par l'article 49  
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

## L'HOMME ET SON ENVIRONNEMENT

aux éditions  
**Berger-Levrault**



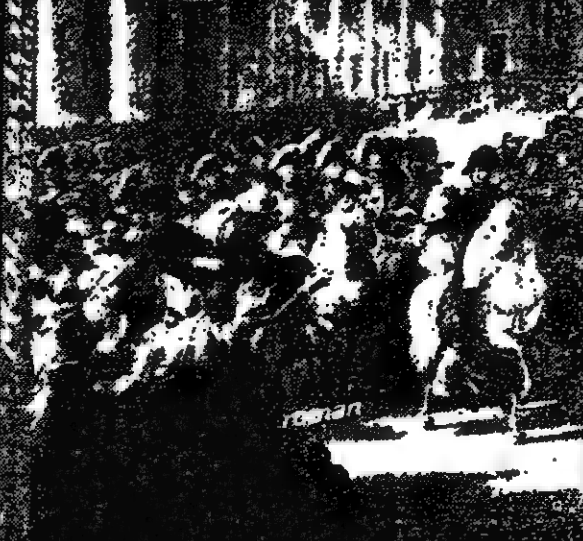
EN CE MOMENT DANS LA VITRINE  
DE VOTRE LIBRAIRE

Mme. M.  
Adresse postale \_\_\_\_\_ localité \_\_\_\_\_  
Veuillez m'envoyer gratuitement  
et sans engagement de ma part catalogue

Aux Éditions BERGER-LEVRULT 229, Bd St-Germain 75007 Paris

## AU CŒUR DE L'EPOPEE NAPOLEONNIENNE, UN GRAND ROMAN HISTORIQUE

Michel Don  
**Moi, Cadot  
Maréchal  
de l'Empire**



372 pages  
75 F.

Le récit de la carrière exceptionnelle  
de Norbert Cadot, fils de régisseur,  
qui devint Maréchal de l'Empire...

TRÉVISE



## L'agitation des étudiants et la controverse sur l'action de la police

- Occupation pacifique à la Sorbonne
- Violences et vandalisme en province

M. Franceschi : la police accomplit sa mission avec calme et conscience

### UN CRI D'ALARME DE LA COMMISSION « INFORMATIQUE ET LIBERTÉS »

#### Blocages aux frontières

Vous êtes sur le point de prendre l'avion. A quelques heures du vol, vous vous apercevez que vous n'avez pas votre passeport. Vous attendez, inquiet, au guichet. Inutile de vous précipiter, vous le trouverez toujours. Mais vous ne pouvez pas le poser à plat sur un bureau. Ce qui vous dit de polir vos ongles, vous le faites : vous êtes à l'aéroport du Trésor pour une amende de 100 francs et n'avez guère le temps de vous en occuper.

La situation est tranquille, ou pas, mais on discute pas : on attend, on attend, on attend. Les heures passent, les minutes s'écoulent. Vous êtes impatient. Vous avez raison. Mais vous n'avez pas le droit de vous en plaindre.

Cent soixante-douze personnes ont été arrêtées à l'aéroport de Paris-Montparnasse en 1982. Les automobilistes, qui jettent négligemment leurs papiers, les papillons qu'ils trouvent sur le pare-brise et les autres, qui se font arrêter, feraient bien de se méfier : la police a maintenant les moyens de les arrêter.

Le ministère de l'Intérieur gère un fichier de deux cent mille noms de personnes recherchées. Cela est dû aux mauvais passeports, aux passeports falsifiés, aux passeports mentaux, à l'absence d'un dossier psychiatrique. Le fichier des personnes recherchées est le plus complet de la police. Il est mis à jour tous les jours. Il est le plus complet de la police. Il est le plus complet de la police.

Ces personnes ont été arrêtées. En même temps, la police et la gendarmerie ont décidé, en juin 1982, de mettre en commun leurs fichiers. C'est la première fois que la police et la gendarmerie ont décidé de mettre en commun leurs fichiers. C'est la première fois que la police et la gendarmerie ont décidé de mettre en commun leurs fichiers.

BERTRAND LE GENDRE.

cières. S'il est légitime de mettre la main sur les fraudeurs, estime-t-il, l'abus d'un pouvoir est un homme d'affaires pour un peccadille est injuste.

#### Contraintes

La commission a été créée par le P.D.G. d'une entreprise de transport. Elle a pour mission de contrôler les entreprises de transport. Elle a pour mission de contrôler les entreprises de transport. Elle a pour mission de contrôler les entreprises de transport.

Furieux, l'industriel a pu plaider sa cause auprès de la commission. Mais, malheureusement, le décret n'a pas été pris. Il n'a pas été pris. Il n'a pas été pris. Il n'a pas été pris. Il n'a pas été pris. Il n'a pas été pris.

Au-delà, le C.N.I.L. souhaite que le gouvernement mette en œuvre les mesures de la loi. Il souhaite que le gouvernement mette en œuvre les mesures de la loi. Il souhaite que le gouvernement mette en œuvre les mesures de la loi. Il souhaite que le gouvernement mette en œuvre les mesures de la loi.

BERTRAND LE GENDRE.

● A l'appel de comités d'action d'universités parisiennes, un millier d'étudiants parisiens se sont réunis, mercredi 18 mai vers 14 heures, place de la Sorbonne à Paris, pour protester contre les violences policières. Aux cris de « Non, non à la répression », des étudiants venus des universités de Dauphine, Assas et du centre Malakoff, ont descendu le boulevard Saint-Michel puis ont pris la direction de l'Assemblée nationale.

Après quelques hésitations sur l'itinéraire à suivre et un passage rapide devant les locaux du parti socialiste, les étudiants se sont arrêtés boulevard Saint-Germain à proximité de l'Assemblée nationale. Une délégation n'ayant pu être reçue par les députés membres de la commission des affaires culturelles et sociales, les manifestants ont décidé de reprendre leur marche dans Paris. Vers 17 heures, ils rejoignent le boulevard Saint-Michel et, aux cris de « Une seule solution, Savoy démission », ils réussissent à entrer en force dans la cour de la Sorbonne et décident de pénétrer dans un amphithéâtre qu'ils souhaitent occuper pendant toute la nuit.

Une assemblée générale puis un concert improvisé ont été organisés à l'intention des deux cents étudiants qui se sont installés dans l'amphithéâtre par des responsables des comités d'action. A 21 h 30, les forces de police évacuent l'amphithéâtre et vont miner les étudiants se dispersent sans incident.

● A LYON, mercredi en soirée, 400 à 500 manifestants, essentiellement des étudiants en odontologie et en droit, ont érigé de petites barrières devant la faculté de droit. Ils les ont ensuite incendiées, paralysant ainsi la circulation dans le quartier. Les forces de police sont intervenues en lançant des grenades lacrymogènes et en faisant intervenir un canon à eau. Les manifestants répondant par des jets de pierres. Trois manifestants auraient été blessés, la police a procédé à six interpellations.

● A LILLE, nous indique notre correspondant, huit cents étudiants en médecine, pharmacie, odontologie et droit ont bloqué la circulation mercredi après-midi pendant plus de

trois heures dans le centre de la ville. La manifestation a eu lieu sans incident jusqu'à ce que des manifestants mettent le feu à de vieux pneus d'où se dégageait un spectacle spectaculaire de fumée noire. Cette initiative a provoqué l'intervention des forces de police. Vers 18 h 30, les manifestants les plus résolus quittaient enfin les lieux, non sans s'être donné rendez-vous pour le 24 mai à Paris, jour de l'ouverture du débat parlementaire sur le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur.

● A MONTPELLIER, des incidents ont eu lieu pendant une partie de la nuit de mercredi à jeudi entre les étudiants en droit, médecine et odontologie et les forces de police. Des étudiants, au nombre de cinquante, s'étaient rassemblés, en fin d'après-midi, ils avaient été dispersés par la police, place de la Victoire, alors que quelques manifestants affrontaient un fou avec des planches récupérées sur un chantier. Après cette charge, les étudiants se sont dispersés par petits groupes dans les rues du centre-ville et ont harcelé les policiers. Des heurts souvent violents se sont prolongés jusqu'à petit matin. La police a procédé à une quinzaine d'interpellations.

● A MONTPELLIER, deux employés du centre des impôts ont été légèrement blessés, mercredi dans la matinée, au cours d'une manifestation d'étudiants en médecine et en pharmacie qui avaient pris cet établissement pour cible. L'un d'eux a été hospitalisé. Une soixantaine d'étudiants en pharmacie, malgré l'intervention d'une partie des cent cinquante employés du centre, ont renversé des armoires et jeté des dossiers par les fenêtres.

Dans l'après-midi, environ trois cents employés des impôts se sont rendus au centre de la préfecture et ont déposé une motion condamnant les « actes de vandalisme et de violence ».

● A MARSEILLE, une cinquantaine d'étudiants en médecine ont pénétré dans le centre des impôts des quartiers sud et ont renversé des armoires et jeté des dossiers. Les étudiants se sont dispersés à l'arrivée des forces de police.

### OCCUPATION DE L'AMPHI RICHELIEU A LA SORBONNE

#### Le jour du « trip » non violent

« Nous sommes dans un lieu classé monument historique. Surtout n'écrivez rien sur les murs ! ». Elle implore, sur l'estrade du grand amphithéâtre Richelieu au cœur de la Sorbonne, les quelques centaines d'étudiants-occupants. Elle supplie encore : « Soyez gentils. Le président Boncompagni nous est acquis. Il ne faut pas perdre sa confiance ».

Étudiants en maîtrise d'architecture, à l'université Paris-IV, Emmanuel a une bonne éducation. S'encourageant dans une « manifestation » fleurie de slogans obscènes, passe encore, mais déplaire au président de l'université et détenir un temple du savoir, elle ne supporte pas. D'ailleurs, elle rebelle l'estrade. « Une vitre a été cassée tout à l'heure. Nous allons faire une collecte pour la remplacer. » Un casque de microphone Richelieu pour recueillir l'écho.

Quand, à 21 heures, quelques-uns déroulent un tapis d'acrobates, après que d'autres ont abaisé et verrouillé les grilles d'accès pour se retrancher dans l'amphithéâtre, c'en est fini des discours. Ils viennent de parlementer avec l'étudiant vice-président et le directeur du cabinet du président de l'université Paris-IV qui a la « tutelle » de l'amphithéâtre jusqu'à minuit. Ils s'entendent à peine : les responsables de l'université, en accord avec le rectorat, tolèrent

l'occupation jusqu'à 21 heures.

Après ? C'est le branle-bas de combat. Le piano s'est tu. Les denses ont cessé. Ils sont cent vingt assésés, saturés de surprise, de fumée de cigarette et d'angoisse. Il faut qu'une botte de du feu historique vole en éclats pour que le dialogue commence entre un commissaire et deux étudiants. Tout est en une seconde. L'un des meneurs prend un mégaphone : « La franchise universitaire est bafouée. Mais on ne nous provoquera pas cette fois. Nous allons évacuer. Ce ne coûte de vous demander ça. Vous sortez, les mains sur la tête, lentement. Les photographes sont là. »

Dehors, un escadron de gendarmes mobiles et deux compagnies de C.R.S., des policiers en civil, attendant dans la cour d'honneur. Les étudiants défilent en colonne : Victor Hugo et Pasteur, qui en ont vu d'autres, ne bronchent pas. Les policiers se mettent en marche lentement, faisant un fil qui pousse tout le monde vers la sortie.

● A l'Odéon, l'air n'est pas à la bagarre. Sur le boulevard Saint-Michel, une dernière fois, au mégaphone : « Disperssez-vous. Aujourd'hui, c'est le jour du trip. Rendez-vous demain pour d'autres actions. »

SERGE BOLLOCH, et CHARLES VIAL.

(Publicité)

**Parsons School of Design**  
at the American College in Paris

## Invitation

aux étudiants et futurs étudiants des écoles d'art  
le 21 mai de 12 à 17 heures

Nous invitons les étudiants d'art et de design à présenter leurs travaux à l'occasion d'une rencontre pour une éventuelle admission à Parsons ou à d'autres écoles d'art et de design des États-Unis.

Établie à New-York et à Los Angeles, la Parsons School of Design est une des principales écoles des arts plastiques aux U.S.A. Aujourd'hui à Paris, des cours permettant l'obtention du diplôme supérieur de « Fine Arts » en peinture, illustration, architecture intérieure et photographie sont proposés en collaboration avec l'American College in Paris. Les étudiants ont ainsi la possibilité de commencer leurs études à Paris et de les continuer à New-York ou à Los Angeles. Connaissance approfondie de la langue anglaise exigée.

Rendez-vous pour présentation des porte-folios à l'American College, 31, avenue Bosquet, 75007 Paris  
Pour information, appeler le Bureau des admissions : 555.91.73

**DESS - DAUPHINE**  
(14 filières professionnelles spécialisées)



1983 1984

**Préinscriptions obligatoires**  
24 mai-30 juin

U.E.R. CYCLE « SCIENCES DES ORGANISATIONS »  
Université Paris-Dauphine - Place de Latre-de-Tassigny  
75116 Paris - Tél. 505-14-10, poste 101

mai 24 mai 25 mai 26

**MONTREUIL**  
centre des expositions de 19h à 20h.

## KERMESSE GEANTE

entrée libre - entrée: musée de Montreuil

mai 27 mai 28

**SECOURS FRANÇAIS**

## Matraques

Certes, le mécanisme est archaïque : l'engrenage provocation-répression amène le pouvoir à se durcir, la protestation à s'enfermer jusqu'à devenir violente et la révolte révolutionnaire.

Nous n'en sommes pas là, quel qu'en reviennent certains politiciens musclés. Mais il semble qu'au progrès des techniques de déstabilisation par la rue n'ait pas répondu un progrès semblable des méthodes du maintien de l'ordre. Mal coordonnés, mal conduites, certaines actions des forces de police martient celles-ci en face du diable : ou céder, ou foncer sans contrôle.

Sancionner les bavures ? Certes. Mais cogner sur les cogneurs ne suffit pas. Il faut avoir l'autorité et l'habileté de ne pas les mettre en situation de transgresser les consignes.

C'est là, au premier chef, une responsabilité politique. Respecter qu'un gouvernement à direction socialiste, celui de Guy Mollet, n'avait pas su, pendant la guerre d'Algérie, concilier ses discours et ses actes, couvrant et parfois encourageant en sous-main des méthodes qu'il disait réprouver, serait cruel et peut-être excessif. La difficulté, pourtant, est une bien moindre école, est la même : celle d'employer la force sans en être prisonnier.

JEAN PLANCHAIS.

Pour lutter efficacement contre

## LE BRUIT

exigez les véritables BOULES QUIES

Constituées de produits de premières qualités et d'un support végétal naturel, les BOULES QUIES sont parfaitement supportées par le conduit auditif.

Un produit français vendu et officiel dans 26 pays

Toutefois Pharmacies ne vendent pas les Bouchons QUIES

Pharmacie : 532.65.65

**L'ANGLAIS DE LA BBC**  
LES LANGUES DU MONDE  
**OMNIVOX**

Matériel - Cassettes - Vidéo  
Cours avec explications en français

Documentation gratuite sur demande à :  
OMNIVOX & BBC-14 (France)  
8, rue de Bert - 75008 Paris

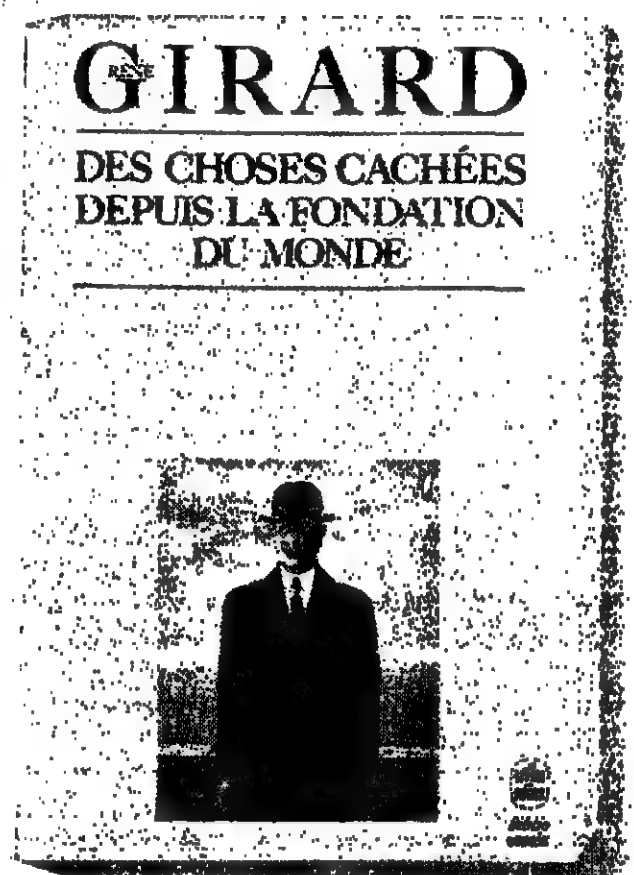
هكرامن الوطن



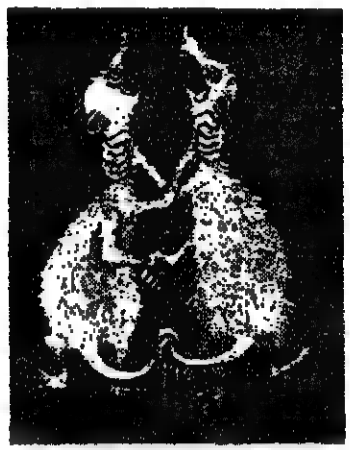
هڪ ڪتاب

# ENFIN DANS LE LIVRE DE POCHE BIBLIO ESSAIS

Un ouvrage qui révolutionne les sciences humaines. Parallèlement à une analyse approfondie des mécanismes qui régissent la vie des sociétés, René Girard développe et commente magistralement ce qu'il estime être l'antidote contre la violence: la parole biblique. Le "système Girard" ne laissera personne indifférent.



**ZINOVIEV**  
LE COMMUNISME  
COMME RÉALITÉ



Zinoviev décrit avec minutie la terrible logique qui mène à l'instauration du communisme et, ensuite, l'incroyable fonctionnement des sociétés qu'il engendre: où chacun gère, entretient, reconduit son propre asservissement. Quand l'absurde devient réalité.

Non, le totalitarisme n'est pas une fatalité. Et à qui sait entendre, des voix jaillies des profondeurs de l'oppression racontent le roman de sa disparition. La Pologne aujourd'hui, mais hier la Hongrie, la Tchécoslovaquie, et depuis un demi-siècle, obstinément, la dissidence soviétique. Millions de voix confondues dans une même subversion: l'idéal démocratique.



**DEBRAY**  
LE SCRIBE



A quoi servent les intellectuels? Et qui servent-ils? Quelles sont leurs armes? Quels sont leurs rêves? Quels desseins, secrets ou avoués, poursuivent-ils? Voilà quelques-unes des questions auxquelles s'attache Régis Debray dans ce livre qui traverse siècles et civilisations, et manie une langue superbe.

**Le LIVRE de POCHE**  
*biblio*  
essais

LA BIBLIOTHEQUE DE LA PENSEE CONTEMPORAINE  
Collection dirigée par Bernard-Henri Lévy











Une école nationale de design à Paris

## Inventer des formes utiles

En inaugurant le 17 mai l'Ecole nationale supérieure de création industrielle ouverte depuis le mois de novembre rue Saint-Sabin à Paris, MM. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, et Jack Lang, ministre de la Culture, ont annoncé les grandes lignes d'une politique en faveur du design.

Esthétique industrielle, stylisme, finalement design : ne sait comment nommer, en France, cette discipline qui allie l'art et l'industrie pour la création de « formes utiles » et la conception des objets usuels, du moulin à café au siège d'avion, du vélomoteur à la machine à écrire, de la poignée de porte à l'ordinateur.

« Le tiers des objets qui nous entourent n'existent pas il y a dix ans », a noté M. Fabius en souhaitant que les objets français « séduisent à l'exportation ». « L'effort de recherche et de création que l'Etat souhaite encourager - sans ordonner ou imposer - n'est pas un luxe en période de crise », a estimé M. Jack Lang, en rappelant l'âge d'or du design, dans les deux guerres.

Réconcilier l'intelligence et la main, promouvoir une qualité française, témoignage de culture, renouer avec un passé glorieux de création : telle est l'ambition de la politique d'incitation à la création industrielle mise en œuvre par le gouvernement. Un grand prix de la création industrielle sera remis chaque année. Des bourses d'études en France et à l'étranger seront offertes à des étudiants dans un laboratoire d'ergonomie des produits de consommation sera créé au sein du Laboratoire national d'essais.

Enfin, la commande publique devra jouer un rôle stimulant en faveur de la création : l'Union des entreprises publiques, qui gère 3 milliards de francs de marchés chaque année, va être dotée d'un « centre de création de produits » installé dans d'École de la rue Saint-

Sabin pour encourager l'innovation et une circulaire ministérielle recommandera aux « acheteurs » publics de tenir compte de la qualité esthétique et fonctionnelle des produits autant que de leur coût.

Le concours international pour le mobilier de bureau était une première application de cette politique : neuf des dix lauréats désignés il y a quelques mois sont actuellement « mariés » avec des industriels pour la fabrication des prototypes qui seront départagés à la fin de l'année.

L'école du 48 rue Saint-Sabin elle-même est une sorte de prototype, un « bateau-école », comme le dit M. Claude Mollard, délégué national aux arts plastiques et coordinateur de cette politique de création industrielle. Baptisée « les Ateliers », elle est installée dans les anciens établissements Jansen, l'un des bâtiments de qualité mis en faillite par la chute du shah d'Iran.

Ouverte depuis le mois de novembre avec une subvention de 7 millions de francs pour 1983, l'école accueille une quarantaine d'étudiants (cinq cents sont prévus dans quatre ans). Fonctionnant toute l'année, partiellement autogérée (les étudiants doivent trois semaines de travail à la collectivité), l'école se veut un « lieu où l'on crée, par un enseignement ». Organisé en ateliers dont la structure est flexible par chaque élève dans une convention révisable qu'il signe avec l'école, l'enseignement est assuré par des professionnels extérieurs et par un noyau de quelques professeurs à plein temps.

Les travaux pratiques sont « vécus » et résultent de commandes passées par des industriels : matériel d'usine, réédition d'un siège de Mallet-Stevens, conception de jeux pour une école maternelle, par exemple, dans des secteurs de l'habitat, des transports, des objets de consommation et de la communication.

Installée dans un quartier où l'industrie et l'artisanat n'ont pas encore disparu, l'école espère rester au contact de cette réalité. Le 17 mai, Jean Prouvé et Charlotte Perriand, deux pionniers de la beauté utile, dont l'œuvre a été longtemps négligée dans leur pays, paraissent avec bienveillance la naissance de cette école, encore au large dans ses vastes locaux.

NICHÈLE CHAMPENOIS.

## EXPOSITION

### Grandes heures du dessin italien

(Suite de la première page)

Ce fut pour Luigi un voyage : une sorte de curiosité amoureuse le poussait vers certaines feuilles griffonnées par la plume, relevées de lavis ou vaguement crayonnées, où il fallait reconnaître le main de Piero di Cosimo, du Guerchin - l'un de ses favoris, dès le début, - ou de tel Véronèse, Francesco Guardi, ou le plus récent, Fontebasso. Dès 1823, il découvrit, dans un lot, une étude où il reconnut une esquisse préparatoire de Raphaël pour la Déposition. En même temps, il faisait l'acquisition, à Florence, d'un ensemble particulièrement exquis de dessins véronésiens du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui sont restés la fine fleur de la collection de Stefano de Verona, et un stupéfiant

sur les ventes, les provenances, les filigranes, qui sert d'encadrement rigoureux à la beauté des planches. Celles-ci doivent entretenir en permanence le désir de voir les originaux. Par bonheur, à partir de l'an prochain, le contenu de l'exposition de Londres sera présenté à Paris, mais par tranches, école par école : Florence, Ombrie, Venise et ces fameux Véronèses. Même quand les artistes n'ont pas les noms les plus célèbres, chaque dessin a été retenu pour son accent, son caractère. Cette collection n'est pas un panorama historique, mais une école du goût.

#### Les personnages éblouis de Tiepolo

Si l'on souhaite la mise en valeur d'une famille de dessinateurs dans un ensemble cohérent, balancé et typique d'une production élevée - et, bien entendu, attirante, - il faut aller voir, au Louvre, les arts de Bruxelles, les cent cinquante dessins vénitiens du XVIII<sup>e</sup> siècle extraits des collections publiques et privées européennes (2). Un directeur assez explicite, il faut le reconnaître, par exemple. On a d'abord voulu ménager des rapprochements avec les grands praticiens de tous les pays : les silhouettes, surtout féminines, à la pierre noire ou au fusain, de Pietro Longhi invitent par leur faiblesse nonchalante, à penser à Watteau et à Chardin ; les « têtes de caractère », rondes et ombreuses, de Piazzetta sur papier couleur, aux portraits des Pays-Bas ; les paysages à la plume,

de Canaletto répondent aux découpages nets des « topographies » flamandes.

Cela dit, tout se distribue entre deux pôles superbes : les figures dansantes et les scènes épiques de Gian Battista Tiepolo - un des ensembles les plus complets qu'on ait vus depuis longtemps - et, à l'autre extrémité, le monde ardent, chargé et comme explosif de Piranesi, ce Vénitien de Rome.

Quelqu'un a observé que les personnages de Tiepolo ont les yeux mi-clos, comme s'ils étaient éblouis par la lumière. Mais c'est tout le corps qui se penche, se découpe, scintille et se volatilise dans les boudes sombres et les nappes de sépia. Le dessin permet tout cela, dans une économie de moyens qui se révèle commune à tous, avec un frémissement et une dissolution comparables dans le clair. Et Piranesi à son tour participe au flambement aérien avec la fameuse étude de palais traversé de projecteurs (acquis par le Louvre il y a douze ans) et un dessin nerveux, crépitant d'architecture sur fond de sanguine (Oxford).

Même les silhouettes de débauchés, le profil d'une console ont un contour déchaîné et vibrant comme les machettes, les taches-figures de Guardi. Faites la comparaison avec les planches de la collection Lugt : les formes semblent plus solides, même chez Tiepolo et Guardi, et la présence des robustes Novelli, Bison, ajoute une note néo-classique imminente. Ainsi, le choix des pièces guide l'œil vers certaines évidences. A Bruxelles, on ne pouvait mieux faire saisir grâce au dessin ce que fut, dans son brio agressif et léger, le Vénitien de Viviani, de Casanova et de Goldoni.

ANDRÉ CHASTEL.

(2) Dessins vénitiens du dix-huitième siècle. Cent cinquante-cinq numéros avec études de J.-D. Romanelli, A. Battagna, T. Fignatti, A. Mariani et L. Puppi. Exposition organisée par E. Goldschmidt. Palais des arts à Bruxelles. (Jusqu'au 5 juin.)

On doit encore signaler une exposition considérable de gravures du dix-huitième siècle comprenant les artistes du Prénou et les Vénitiens les plus célèbres, les Tiepolo, Piranesi, etc., mais aussi les moins connus : G.F. Costa, G. Leonardis, A.M. Zanetti. Plus de six cents planches présentées au palais Ateneo de Gauria, puis, pour l'exposition au Musée Correr de Venise Notches par G. Romanelli, G.M. Pila, D. Succi.

## THÉÂTRE

« LA CERISAIE », MISE EN SCÈNE PAR MAUCLAIR

### La caravane Anton Tchekhov

Sous la grande tente nomade des Tréteaux de France, le comédien de bord Jean Danet fait prendre à Shakespeare ou à Molière l'air de nos villes et de nos campagnes. Il présente, c'est Tchekhov qui voyage, avec sa Cerisaie, mise en scène par Jacques Mauclair.

Mauclair a dirigé, en 1982, un beau spectacle Tourgueniev. Il a une approche fine, juste, du théâtre russe, il le doit, doute, pour une part, à son épouse, d'origine romaine, une tradition qui, Streher et Brook compris, tend à présenter la Cerisaie comme une comédie. Mauclair propose une suite de plus hésitante, des traits que l'inquiétude sépare, un domaine des trois-quarts détruit. Sous les cerisiers clairsemés, il accuse les traits des différents caractères.

Firs, le vieux serviteur du domaine, admirablement joué par Jean Davy, est une figure essentielle, malgré le peu de rôle qu'il joue. Firs n'a pas vieilli au fil des ans : il meurt en deux fois, comme sous deux coups de hache. Le premier coup, c'est ce qu'il appelle « la catastrophe », l'abolition du servage, le second coup c'est la vente de la Cerisaie. Il faut noter que Tchekhov n'a pas voulu mettre de père dans la Cerisaie. Le père de Lioubov est mort, le père d'Ania est parti. La seule ascendance présente, la seule « paternité », c'est celle de Firs, l'ancien sort, le moins que rien, qui continue d'obliger son « fils » de cinquante ans à mettre son manteau le soir. Firs est l'âme de la maison, il ne peut qu'y mourir, par terre, seul, quand on en a fermé les portes. Jean Davy, grand acteur, montre tout cela, avec une belle réserve.

Mauclair a bien dégagé aussi, mieux que les précédents metteurs en scène, le caractère de Lioubov. Car Lioubov n'est plus d'ici, elle est, en fait, restée là-bas, à Nice et à Paris. C'est par ce-

price, par erreur, que pour peu de jours elle est revenue en Russie. Elle tourne là, dans le jardin, dans les salons vides, exhibant ses jolies robes du faubourg Saint-Honoré (tous les costumes d'Odile Mallet sont, pour cette Cerisaie, remarquables). Rien ne la touche vraiment que ces télégrammes venus de Paris, qu'elle déchire. Elle est, sans suite. Avec un homme croyable, laissant sur le carreau sa fille et son frère, elle reprend le train de Paris, empochant l'argent pour racheter la Cerisaie. La somme n'était pas suffisante pour sauver la propriété, mais elle suffira pour regagner Paris, et y vivre un peu. Monique Méliand exprime, avec beaucoup de délicatesse, de fraîcheur, de simplicité, cette Lioubov d'une rare conscience malade d'un rare individualisme.

Jacques Mauclair apporte le même soin particulier, original, à orienter tous les acteurs, l'étonnant Georges Toussaint (Pichchik, qui peut rembourser ses dettes avec une joie fébrile), Claude Anfaure (l'étudiant Trofimov, le voix de la gauche), Guy Louret (l'acheteur de la Cerisaie), et les autres. Une mise en scène simple, fraternelle. Et ce théâtre qui nous les routes départementales, c'est très sympathique.

MICHEL COURNOT.

Les Tréteaux de France, en tournée.

## VARIÉTÉS

MICHEL BERGER AU PALAIS DES SPORTS

### La mélodie d'abord

Compositeur prolifique qui a beaucoup écrit pour les autres avant de se laisser porter par le plaisir de jouer, Michel Berger croit d'abord à la puissance de la musique, à son rythme, à ses vibrations et ses tensions, aux combinaisons magiques qui développent sa sensibilité, déroulent sa folie, son énergie, le mouvement de sa vie. Michel Berger aime la musique et le cheminement profondément naturel dans l'écriture d'une chanson qui aboutit à un miracle, à une évidence. Et à l'écoute de cette évidence.

Il a inventé un son, une manière originale de balancer les sons et les mots, de faire surgir dans une lumière un peu irréaliste des mondes fragiles, à fleur de peau, à fleur de cœur. Mélodiste au sens plein du terme - et non fabricant de goulous musicaux comme tant d'autres sur le marché français, - Berger a d'abord offert sa fantaisie aux autres, à Véronique Sanson dont il produisit les deux premiers albums au début des années 70, à Françoise Hardy (Messages personnels), à France Gall (La Déclaration d'amour), et aux interprètes de la comédie musicale Starmania.

Son premier spectacle de chanteur au Théâtre des Champs-Élysées, il y a trois ans, était l'aboutissement natu-

rel d'un voyage fraternel de dix ans avec les autres. Depuis, avec sa musique ouverte, avec son besoin d'espace et de mouvement, il a pris l'habitude de la scène, ou plutôt il a développé cette nouvelle volupté et laissé courir ses rêves de spectacle. Avec ses éclats musicaux, avec ses ballades qui ont une forte pulsion intérieure et avec ses mélodies plus musclées, le voici jusqu'à la fin de la semaine au Palais des sports dans un show qu'il produit lui-même, entouré notamment de Claude Engel, Yannick Top et Kamill Rustamov aux guitares, de Claude Balmieri à la batterie et de Gérard Niziale aux claviers. Berger a, comme il le dit lui-même, « la pêche », et il nous la communique. Un effort de mise en scène fait surgir harmonieusement sur le plateau certains personnages de ses chansons, comme dans un rêve éveillé, et on a beaucoup de plaisir à reconnaître les *Uses* contre les autres, magnifiques ballades chantées par Fabienne Thibeault dans *Starmania*. On regrette simplement une petite faute de goût au début de la seconde partie quand, jouant avec une colonne dans la chanson *Diago*, le chanteur se laisse aller à un raccourci.

CLAUDE FLEOUTER.

Palais des Sports 20 h 30.

Le concert qu'Aline Lumbard devait donner, le 19 mai, au Palais Garnier, avec la soprano espagnole, Monserat Caballé, et l'orchestre de l'Opéra est annulé.

Le directeur musical de l'Opéra de Paris qui, après un mois d'arrêt, avait été réaffecté, pour raisons de santé, au

fonction de chef d'orchestre à la salle Favart, est temporairement en repos.

Une fête de la main, organisée par le Comité des réfugiés politiques latino-américains (C.C.L.A.), aura lieu le vendredi 29 mai au Bastard, 58, boulevard Voltaire, Paris-11<sup>e</sup>. (Rens. : 500-40-25.)

# L'ÉVÈNEMENT TOURNÉE

## ROD STEWART

12 JUIN - VERSAILLES  
Stade Montebouron (15 mn de Paris)

15 JUIN - NANTES  
(Labouge)

16 JUIN - LILLE  
(Grand Hall)

8 JUILLET - LYON  
(Stade)

9 JUILLET - FREJUS  
(Arènes)

10 JUILLET - AVIGNON  
(Palais des Congrès)

(Location ouverte)

EUROPE 1  
en concert

N.R.J.

LOCATION PAR CORRESPONDANCE

Retournez ce bon au SERVICE D'INFORMATIONS SPECTACLES DU JOURNAL Le Monde, accompagné d'un chèque bancaire ou postal 3 virements établis à l'ordre de CAMERAPRESS, Joindre 90 F + 5 F de droits de location (par place) et une enveloppe timbrée les renseignements à votre adresse.

LOCATION AU GUICHET À LA MÊME ADRESSE et chez NUGGETS-FNAC-CLÉMENTINE

Nom ..... Prénom ..... Rue ..... Code postal ..... Ville ..... Département .....  
 Téléphone ..... Nbre de places ..... Dates des concerts choisis .....  
 Date, le ..... Signature .....

POCHE MONT-PARNASSE Loc. 548.92.97

## VERA BAXTER

MARGHERITE DURAS  
mise en scène JEAN-CLAUDE AMYL

« ... L'un des plus beaux spectacles qui soient. » LE MATIN

« ... On marche. On écoute Duras comme on écoute Piaf. » LE FIGARO

« ... Deux acteurs fascinants, Jean-Marc Bory et Martine Pascal. » LE MONDE

« ... Il faut courir au Théâtre de Poche. » LE NOUVEAU JOURNAL

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE BALLET DU OPÉRA

16 JUIN AU 3 JUILLET 1983

PALAIS DES CONGRÈS

RENSEIGNEMENT 758 14 50

مكتبة الوطن











STRIBUTION  
nsieur Câble  
ussir

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	52,00	61,87
AUTOMOBILES	52,00	61,87
AGENDA	52,00	61,87
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	40,32
AUTOMOBILES	33,60	40,32
AGENDA	33,60	40,32

## OFFRES D'EMPLOIS

### Consultant Recherche de Cadres

#### EQUIPES ET ENTREPRISES

Le développement régulier en matière de qualité (respect de la méthodologie, implication personnelle, obtention de résultats) tant des entreprises clientes que des équipes de recherche, de développement et de production, nous conduisent à intégrer un nouveau consultant. Vous avez une expérience en formation E.S.C., une expérience en entreprise et du recrutement. Vous assurez progressivement une activité complète : conseil, contrats, suivi et développement de produits. Si ces conditions vous intéressent, merci d'adresser votre candidature à M. J. CORNEVIN, 12101 M. à François CORNEVIN qui garantira la confidentialité.

**EQUIPES ET ENTREPRISES**  
33, rue de Valenciennes - PARIS - Tél. 233.18.72

## Editions BORDAS

### Responsable Edition "beaux livres"

**FORMATION UNIVERSITAIRE**  
ayant l'expérience de l'édition d'ouvrages illustrés, il (elle) devra :  
- assurer la direction d'un service d'édition  
- assurer l'entretien et le développement d'un catalogue d'ouvrages de référence et de beaux livres  
- participer aux missions de promotion et mise en marché.

Envoyer C.V. et photo à :  
M. J. Gossin  
au Service du Personnel 11, rue Gossin  
92543 MONTROUGE Cedex.

## SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

### 1) CHEFS DE MISSION

Le poste conviendrait à des candidats diplômés de l'enseignement sup. ayant acquis l'expérience de l'audit à un niveau de responsabilité de direction pendant 10 ans minimum.

**2) AUDITEURS CONFIRMÉS**  
Diplômés de l'enseignement supérieur, ayant acquis la pratique de l'audit en cabinet.

**3) AUDITEURS DÉBUTANTS**  
formation ESCP, IEP, MSTCF ou équivalent.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prêt, en précisant le poste choisi à COGERCO, 72, r. de Valenciennes, 75007 Paris.

## TECHNICO-CIAL

Avec solides références, envoyer C.V. et photo à :  
M. J. Gossin  
17, rue Laboulaye  
94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

## COLLABORATEURS TECHNICO-CIAL

Pour diffusion matériel technique. Expériences appréciées. Voirs souhaités.

Pour candidature, le 24 mai à part. de 8 h. 855-95-33.

## Le Centre d'Informations

Prospections rech. pour PAYSAN VERTICAUX FUTURES CADRES COMMERCIAUX (H. ou F.)

- Dynamisme et ambition.  
- Solde positif haut niveau.  
- Très bonne présentation.  
- Série des responsabilités.

Envoyer C.V. et photo à :  
M. J. Gossin  
17, rue Laboulaye  
94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

## STE DE ST-PRAY

1 COLLABORATEUR (TRIC) ayant une parfaite connaissance de l'activité tricot, de laine.

**STATUT VRP**  
Plus de renseignements : 755-09-27.

## emploi régionaux

### BELIN INTERNATIONAL

Société internationale pour un groupe de constructeurs machines agricoles recrute :

### CHEF DE VENTES EXPORT

Le titulaire devra :  
- Animer une équipe de 60 agents commerciaux sur Afrique, Moyen-Orient et Asie ;  
- Promouvoir les produits et l'ingénierie agricole du groupe ;  
- Connaître l'agriculture, la mécanique agricole ;  
- Avoir pratiqué depuis plusieurs années le commerce international ;  
- Être trilingue et disponible.

Ecrire avec C.V. à :  
M. R. BELIN  
BELIN INTERNATIONAL  
2, mail des Charnilles  
B.P. 194  
10006 TROYES CEDEX.

## ANIMATEUR (TRICE) PERMANENT (E)

Pour actions en direction des enfants, grand public, loisirs, etc.

Appréhension, dynamisme, indépendance, 12 h de travail sur 12 mois.

Envoyer C.V. et photo à :  
M. J. Gossin  
17, rue Laboulaye  
94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

## ORGANISME SOCIAL

pour son service prestations (contrats - groupe de travail - mutualité).

## ON RESPONSABLE

De l'ensemble en comptabilité et en secrétariat, ayant l'expérience de la gestion de l'organisation et étant disponible.

Envoyer C.V. et photo à :  
M. J. Gossin  
17, rue Laboulaye  
94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

## URGENT

ORGANISME SOCIAL recherche pour remplacement d'un an

## JURISTE CONFIRME (E)

Expérience administrative, connaissance de la législation personnelle et des possibilités juridiques.

Envoyer C.V. et photo à :  
M. J. Gossin  
17, rue Laboulaye  
94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

## propositions commerciales

Société de dépannage et d'entretien d'appareils au gaz cherche à recruter clientèle pour toutes régions.

Tél. (01) 06-08-88.

## propositions diverses

L'ÉTAT offre de nombreuses possibilités d'emploi stables, bien rémunérées à toutes et à tous avec ou sans diplôme.

Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 18) Boîte postale 40208 PARIS.

Les emplois à l'étranger sont nombreux et variés (spécialistes, techniciens, cadres). Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (A 14) B.P. 29108 PARIS.

## DEMANDES D'EMPLOIS

Étudiant, 17 ans (1<sup>er</sup> ch. travail) vacances jusqu'en juillet.

Tél. M. LÉVY, 770-52-82.

Secrétaire de direction expérimentée trilingue (anglais-espagnol), 28 ans, poste stable sur variété.

Paris. Tél. : 064-03-06.

Dame solente, bonne présentation, très bonne dactylo, bonne orthographe, ch. emploi mi-temps, après-midi, à partir du 24-5-83. Env. St-Lazare ou prox.

Envoyer sous le n° 878 M. RÉGÉ-PRESSE, 88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre édition littéraire ph. poste Paris ou sud France. Étudiez toutes propositions. M. Basset, 98, bd de Clichy, 75018 Paris. Tél. 264-91-64.

## automobiles

## ventes

**de 5 à 7 C.V.**  
RS GTL, MARS 1981 3 portes, bleu océan. Très bon état, 79.000 km. 3.500 F sous argus. Téléphone : 405-89-25.

**de 8 à 11 C.V.**  
PARTICULIER vend FIAT ARGENTA 2000, inf. février 1982, blanche, int. velours beige, boîte 5 - P.B. feuillet, glace électr., direction assist., radio-cassette, stéréo FM. 28.000 km. ALVARY : 858-78-00 bureau : 025-54-53, apr. 20 h.

## L'immobilier

### appartements vente

#### 1<sup>er</sup> arrdt

**FORUM**  
ZONE PIÉTOINNE  
Bel immeuble rénové  
2 P. 08 3 P.

T<sup>te</sup> confort, à terminer  
Pr. intéressant. 440.000 F  
Me. vol. vend. sam. 14-18 h  
1, rue du CYGNE.

#### 3<sup>e</sup> arrdt

**MARAI BEAUBOURG**  
DU STUDIO AU 1 P.

Réfect. neuf et ch. charma, depuis 180.000 F. 206-12-63.

#### 4<sup>e</sup> arrdt

**MARAI SULLY-MORLAND**  
Imm. récent STUDIO

T<sup>te</sup> confort, asc., central.  
S. S. A. 634-15-18.

#### ILE SAINT-LOUIS

4 P., 2 s. de bain, 2 w.c., 150 m<sup>2</sup>, tél. 214-27-37.

#### ILE SAINT-LOUIS

14, rue St-Jacques, 118 m<sup>2</sup>, 5 p., 2 s. de bain, 150 m<sup>2</sup>. Sur place vendredi 14 h 30 à 18 h 30.

#### 5<sup>e</sup> arrdt

**NEUF CONSTRUCTION EN COURS**  
IMM. TRÈS GRAND LOGE DE 25 APPARTEMENTS

Imm. TRÈS GRAND LOGE DE 25 APPARTEMENTS

**JARDIN PLANTES**  
1 et 3, RUE POLYVAU

DU 2 AU 1 PÈCES et DUPLEX-TERRAINES

Pr. moyen 15.000 F. = Fermes et défrichés

**APPARTEMENT TÉMOIN**  
Tous les 14-18 h. 18 h. Seul mardi et dimanche

#### 6<sup>e</sup> arrdt

**CENSIER 2/3 PIÈCES**  
chambre en duplex 57 m<sup>2</sup>, bain, 5<sup>e</sup> s. s. s. 336-17-36.

#### 6<sup>e</sup> arrdt

**ODEON CHARME 2 P.**  
POURTES CHAMÈRES. SOL. 329-54-55.

#### 100 m<sup>2</sup> EN DUPLEX

Pr. RUE BUCI  
Pr. 1.200.000 F.  
MADRID : 260-30-30.

#### 7<sup>e</sup> arrdt

**210 m<sup>2</sup> SUR JARDIN**  
de l'habitat, total 87-GUILLAUME 354-42-70.

AV. LA BOURDONNAIS  
2 pièces, cuis., WC, 48 m<sup>2</sup>, à rénover - 14-18 h. GARDI - 567-22-28.

#### 8<sup>e</sup> arrdt

**SAINT-PHILIPPE-DU-ROULE**  
5/6 p., 200 m<sup>2</sup>, sol. vus, service loc. Tél. : 532-00-90.

#### 9<sup>e</sup> arrdt

**TRINITÉ**  
Géol. par. 357-71-55.

#### 10<sup>e</sup> arrdt

**SUR LES RIVES DU CANAL SAINT-MARTIN**  
du studio au 6 pièces co jour et nuit, 14-18 h.

**SAINT-MARTIN**  
GRANDE AUX BELLES  
152, quai de Jemmapes  
Tél. : 245-75-13.

#### 11<sup>e</sup> arrdt

**VOLTAIRE** imm. rénové beau studio ch. à rénover 3<sup>e</sup> ét. Pr. : 50.000 F. 600 m<sup>2</sup> poss. bte. Cofinor : 347-97-07.

M. Philippe-Auguste, pte vue de récid., vaste 2 P., ent., gde cuis., w.c., bns, 440.000 F. GOGGIN, tél. 345-44-55.

#### 12<sup>e</sup> arrdt

**DAUMESNIL** à saisir agréable 3-4 P., conf., à rénover, 7<sup>e</sup> s. s. s. imm. mod. 528.000 F. GOGGIN, tél. 347-57-07.

#### 13<sup>e</sup> arrdt

**MÉTRO PORTE D'ITALIE PRÊTS CONVENTIONNÉS**  
« LIBÈRE DE PARIS » 45, avenue Jean-Jaures 2-3-4-5 PIÈCES LIVRAISON IMMÉDIATEMENT 100 m<sup>2</sup> sur 100 m<sup>2</sup> 14 h/18 h Tél : 546-07-73.

#### EXCEPTIONNEL EN 83

#### L'INVESTISSEMENT A RENTABILITE GARANTIE

3 ans de rentabilité garantie par contrat. 3 placements rares et sûrs :

#### LA FONTAINE REBEVAL 19<sup>e</sup>

Angle bd Villette et rue Rebeval. Luxueux 3 P. balc. ou bow-window verdure. Tél. 205.29.52.

#### LES ARCADES DE LA NATION 11<sup>e</sup>

Proche Pl. Nation - beau 2 P. gd confort habit. de suite. Tél. 3671744.

**CAPRI**  
Tél. 321.47.93.

#### 14<sup>e</sup> arrdt

**PLAISANCE** 2 p., cuis., s. de bain, env. 45 m<sup>2</sup>, chauff. ind. 2-4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972



Le Monde

## équipement

## TRANSPORTS

## UN AVERTISSEMENT AU GOUVERNEMENT

## Les routiers menacent d'organiser des « manifestations musclées »

« Si le gouvernement ne nous apporte aucune réponse avant le 2 juin, il faut s'attendre à des actions musclées de toute la profession, à côté desquelles celles des étudiants et des agriculteurs ne sont que bricolage. » Cet avertissement a été lancé mercredi 18 mai par M. Maurice Voiron, président de la Fédération nationale des transports routiers F.N.T.R. « Nous ne demandons pas des avantages, mais la justice », a-t-il ajouté.

Plusieurs mesures prises par le gouvernement ont fait monter la tension parmi les transporteurs. La nouvelle réglementation relative à la F.N.T.R., telle qu'elle est, dit-il, tellement complexe que, sauf à mettre en péril les entreprises, elle se révèle à peu près inapplicable. Le plan concret : Mme Sabine Schermann, présidente déléguée de la F.N.T.R., a expliqué que, du fait des nouvelles réglementations, les entreprises d'exploitation d'un poids lourd en 1976 trouvaient leur compte dans leur exploitation.

D'autre part, le gouvernement a décidé d'augmenter les produits pétroliers (13 % pour le gazole) et de frapper d'impôts le port routier, contrairement aux engagements du gouvernement d'épargner les entreprises. Et, en plus, les entreprises ont vu leur exploitation en non personnel, les propriétaires ont été plus touchés par les ponctions prévues par le même plan.

La F.N.T.R. a un sentiment que se trouvent encore un peu plus faussées les conditions de concurrence avec la S.N.C.F. et avec les routiers étrangers. Sur fond de déclin de la libre entreprise et de libre choix de l'usager, elle demande donc, entre autres, la suppression immédiate de la totalité de la T.V.A. sur le gazole (le gouvernement a promis de le réduire seulement de moitié en cinq ans) et une négociation des conditions d'application du décret social.

Pour se faire entendre, elle a déjà décidé une opération d'envoi systématique au ministre des transports des disques de contrôle des camions (20 millions de disques auront été envoyés à la fin de la semaine). La F.N.T.R. n'a pas voulu jusqu'ici gêner le public, mais la prochaine phase - après la réunion de ses délégués régionaux, le 2 juin et un dépôt de plainte au conseil d'État - sera de faire passer le président, dans la soirée du 18 mai, M. C. Martinand, directeur du cabinet de M. Fiterman - pourrait bien voir ses adhérents dans la rue.

## LES CONTRÔLEURS AÉRIENS DU SUD-EST FONT UNE GRÈVE DU ZÈLE

Les contrôleurs du trafic du centre régional d'Aix-en-Provence ont entamé, le mercredi 18 mai, une grève du zèle, qui devrait durer au moins jusqu'au 24 mai. Ils ont décidé de ne plus travailler qu'en minimum, dix heures par secteur, alors qu'en temps ordinaire il leur arrive d'en prendre une charge jusqu'à dix-huit heures de pointe. Cette action devrait donc se traduire par une réduction de la région et pouvant atteindre jusqu'à une heure dans les moments les plus chargés.

Parmi les revendications des contrôleurs figure en bonne place la restitution du droit de grève que la loi du 2 juillet 1964 a retiré à ces fonctionnaires. Le Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (S.N.C.T.A.), principale organisation de la profession, s'étant, deux ans après l'arrivée de la gauche au pouvoir, cette disposition n'a pas encore été abrogée, alors que M. François Mitterrand s'y était engagé dès 1974.

D'autre part, une assemblée générale de l'ensemble du personnel de la navigation aérienne du centre d'Aix-en-Provence a appelé à un arrêt de travail ce jeudi 19 mai de 15 heures à 17 heures, assorti d'une grève des décollages sur les aéroports de la région.

## ENVIRONNEMENT

## L'Essonne souffre d'une pénurie de décharges industrielles

L'affaire des fûts de Sevoso a contraint l'administration française à multiplier les contrôles dans les décharges, en particulier à Rommazières (Charente), où des déchets arsenicaux ont dû être extraits pour reconditionnement et envoi en Allemagne fédérale.

Les décharges manquent en Essonne. Avec un million d'habitants et de très nombreuses industries, le département vit une situation paradoxale : d'un côté, une partie urbaine, grosse productrice d'ordures ménagères et de déchets industriels ; de l'autre, une zone rurale qui accueille les rejets urbains et en subit les conséquences. Deux zones également. Le premier, dont les membres sont confondus, est celui de l'élimination de centaines de tonnes de résidus urbains et qui estime que les décharges sont indispensables ; le second, qui considère, au nom de la protection de son environnement, que la coupe est pleine. Une chose est sûre : l'exploitation de ce genre d'établissement ne laisse plus aucun responsable indifférent.

Le département compte actuellement deux décharges de forte capacité. L'une, située à l'est, aux portes de la ville - nouvelle d'Evry en lien - dit Montaubert, non loin du village de Vert-le-Petit, l'autre l'ouest, sur le territoire de la commune de Melun. C'est vers elles que sont dirigés les ordures de près de six cent mille essonnais (production : un kilo par jour et par personne).

Dans l'Essonne, le commissaire de la République a transmis, le 3 mai, une mise en demeure à l'Institut de recherches chimiques appliquées (Ircha) de Vert-le-Petit, dont certains déchets contiennent des chlorophénols dangereux pour l'environnement.

Ces décharges se trouvent dans des secteurs déjà menacés ou atteints de pollution. La première est voisine du complexe du Bouchet où sont installés les laboratoires de l'Ircha (Institut de recherches chimiques appliquées) ainsi que ceux, par ailleurs, du service d'études bactériologiques et chimiques et de la Société nationale des poudres et explosifs. L'autre dépôt est situé dans un étroit couloir comprenant la commune d'Angerville avec deux décharges, dont l'une industrielle (Val-Saint-Germain) est fermée, et celle de Forges-les-Bains où l'on prévoit de combler une immense carrière de glaise de trente hectares et de quatre millions de mètres cubes, en remplacement de Val-Saint-Germain.

Ce dernier projet est pour l'instant en suspens (bien que l'Essonne ne dispose plus de décharge industrielle), à la suite de l'émotion qu'il a suscitée dans le voisinage chez les écologistes et les élus. Il prévoit en effet d'enterrer 80 % de déchets industriels et « spéciaux », pour seulement 20 % d'ordures ménagères.

Un service des Mines du département on estime cependant que de nombreuses précautions sont prises

et que les décharges dites « contrôlées » le sont effectivement. Ainsi les exploitants doivent fournir la liste des produits qui entrent. De même, chaque chargement fait l'objet d'un prélevement qui est ensuite analysé dans un laboratoire installé sur place. Pour certains produits, il faut demander une autorisation au service des Mines qui, lui, teste le produit avant de se prononcer. « Il n'y a pas de Rommazières en Essonne », dit-on à demi-mot. D'autant qu'il est interdit d'y enfouir des liquides et que le moindre fût doit être ouvert avant d'être enterré.

Les décharges pour ordures ménagères sont aussi sérieusement contrôlées. Les règles sont strictes et la procédure coûteuse (études hydrogéologiques et d'impact).

## Scepticisme

Dans le camp des défenseurs de la nature toutefois, on se montre sceptique sur l'efficacité de la réglementation. « Les décharges contrôlées sont assez nombreuses », explique un responsable des Amis de la terre de la région de Montaubert. « Il y a des produits non admissibles qui arrivent accidentellement (pesticides, gaz, etc.), mais il y a aussi ceux que l'on cache intentionnellement. On peut mettre ce qu'on veut dans une benne contenant quinze mètres cubes de terre ! »

Les griefs des écologistes à l'encontre des décharges sont nombreux et divers : odeurs, éblouissement, circulation des camions et surtout pollution des eaux. « On ne peut jamais assurer qu'un sol est parfaitement imperméable », disent les « verts ». Selon eux, les risques de pollution de la nappe phréatique sont plus grands en Ile-de-France, du fait de sa faible profondeur. « Les eaux de ruissellement rincent les ordures et dispersent tout ce qu'on cache au fond des trous », explique un animateur de la Société de défense du Hurepoix.

Aujourd'hui, les défenseurs de l'environnement se battent pour empêcher l'ouverture de la centrale de Forges-les-Bains et aussi de celle de Brézou, situées à quelques 800 mètres de Montaubert, destinées à prendre le relais. La situation est telle qu'il ne parviendrait pas sur tous les terrains. Mais, au moins, ont-ils obtenu que la plupart des responsables du département prennent conscience de la nécessité de trouver d'autres solutions pour éliminer d'une manière plus intelligente, ne serait-ce que les millions de tonnes annuelles d'ordures ménagères.

PATRICK DESAVES

## OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

POUR CETTE RUBRIQUE, S'ADRESSER  
7, rue St-Antoine  
75001 PARIS  
261.51.52

Vente sur saisie immobilière. Palais Justice à Paris, jeudi 9 juin 1983, 14 h  
**APPART. PARIS (16<sup>e</sup>), 13, rue CHERNOVITZ**  
Est. 3 p., lingerie, cuisine, s.d.b., cave, 7<sup>e</sup> et chère et débarras.  
**M. A PRIX 200.000 F. S'adr. M. O. SIDER-POLAIN,**  
avocat à Nanterre, 47 bis, rue de Stalingrad, 752-21-13 : à tous avocats près les Tribunaux Grande Instance de Paris, Bobigny, Créteil, Nanterre et Versailles.

Vente sur licitation au Palais de Justice de Paris le  
**LUNDI 30 MAI 1983 à 14 h**  
**d'une PROPRIÉTÉ à GOUSSAINVILLE (95)**  
d'une contenance de 5 ares  
rue Roland mairies 21/23  
**MISE A PRIX : 150 000 FRANCS**  
S'adr. à M. Serge QUELIN, av. à Paris 7, 1, de l'Université, Tél. : 261-12-45.  
A la suite près les tribunaux de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre. Et sur les lieux pour visiter.

Service des Domaines  
Adjudication le **LUNDI 20 JUIN 1983, à 9 h 30 à NICE**  
Hôtel des Impôts, 22, rue J.-Cassini  
**ROQUEBRUNE-CAP-MARTIN (06)**  
Front de mer  
**APPARTEMENT 38 m<sup>2</sup> - LIBRE**  
Vue sur la montagne, calme, au 6<sup>e</sup> étage.  
Entrée, living, cuis., s.d.b., w.c., terrasse.  
**MISE A PRIX : 250.000 F**  
Rens. Hôtel des Impôts, NICE, Tél. (93) 51-91-10 p. 331  
(Extrait du B.O.A.D.)

Vente au Palais de Justice de NANTERRE  
mercredi 25 mai 1983 à 14 h  
**APPT BOULOGNE-BILLANCOURT (92)**  
74-74 bis et 76, rue de la Reine.  
3<sup>e</sup> étage, b.d., b.c., coul. de gauche, 2<sup>e</sup> porte à droite comp. : entrée, living-room, cuisine, s.d.b., w.c., placards, LOGGIA, cave n° 9.  
Bât. A au sous-sol et les parties communes correspondantes.  
**M. A PRIX 160.000 F. S'adr. M. BURG** Avocat Paris-17  
1, r. G.-Berger, T. 766-01-03 dép. copie du cah. des charges.  
M. MUNIER, Avocat Paris-8, 50, rue de Rocher, T. 766-01-03 à tous avocats pr.  
Trib. greffe inst. PARIS, BOBIGNY, CRETEIL, NANTERRE.  
Greffe greffe du Trib. greffe inst. de NANTERRE, S/Seux pr. vis.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS  
le **JEUDI 2 JUIN 1983 à 10 heures** - En un seul lot  
**dans un immeuble, 119, rue de Tocqueville à PARIS 17<sup>e</sup>**  
**2 BOUTIQUES dans bâtiment A**  
Lot n° 1 : au 1<sup>er</sup> ét. comp. arrière-boutique, w.c., dépt local à usage d'atelier. OCCUPÉE.  
Lot n° 2 : au 1<sup>er</sup> ét. comp. arrière-boutique. OCCUPÉE.  
**3 APPARTEMENTS dans bâtiment A**  
Lot n° 3 : au 1<sup>er</sup> ét. 3 pièces comp. s. à manger, 2 ch., s.d.b., cuis., w.c., dépt entrée, un escalier intérieur.  
Lot n° 4 : au 2<sup>e</sup> ét. 4 pièces comp. salle à manger, 3 ch., salle de bain, salle d'eau, w.c., cuisine, placards, dépt, entrée.  
Lot n° 5 : au 3<sup>e</sup> ét. de 4 pièces const. salle à manger, 3 ch., salle de bain, d'eau, w.c., cuis., placards, dépt, entrée.  
Lot n° 6 : au sous-sol une cave, dans le bâtiment A.  
**BATIMENT B**  
Lot n° 101 : au rez-de-chaussée UN LOCAL à usage de réserve, accès à la boutique numéro 1.  
Lot n° 102 : au 2<sup>e</sup> ét. UN APPARTEMENT en duplex de 3 pièces comp. séjour dble, cuis., s.d.b., balcon, etc. d'accès au 3<sup>e</sup> ét. où il comprend 2 ch., salle de bain, plac. dépt, balcon.  
**MISE A PRIX : 1 000 000 FRANCS**  
M. LYONNET M. MOUTIER, anc. avoué, 182, r. Rivoli, 1<sup>er</sup>.  
Tél. : 261-12-45 M. MEILLE, syndic, 79, r. du Temple, Paris 3<sup>e</sup>. Au greffe du T.G.I. de Paris où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

## CARNET

## Naissances

M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul BRUNSCHWIG  
ont l'honneur de vous annoncer l'arrivée de  
Olivier, Stéphanie, David,  
né le 10 janvier 1983.  
5, chemin des Tulipiers,  
1208 Genève.

M. et M<sup>me</sup> Michel GUILLAIN  
ont l'honneur de vous annoncer la naissance de  
Anne-Louise,  
née le 13 mai 1983.

Michel JARRY et Elisabeth, née  
Tardy, Benoîte, ont l'honneur d'annoncer  
la naissance de  
Amélie-Philippe.  
33, rue Rigault,  
13007 Marseille.

Le professeur  
M. et M<sup>me</sup> Michel ROUSSEAU, ont  
le plaisir d'annoncer la naissance de leur  
petit-fils  
François,  
le 6 mai 1983, chez Thierry et Françoise.

## Décès

**EUGÈNE SPIESS**  
Nous apprenons la mort de  
EUGÈNE SPIESS,  
conseiller général du Haut-Rhin,  
décédé des suites d'un cancer on-  
cologique, mercredi soir 18 mai.

(Né le 6 avril 1925 à Guebwiller (Haut-Rhin),  
Eugène Spiess (R.D.F.-C.D.S.I.) pharmacien,  
depuis 1971, au conseil municipal  
d'Erstein, se voit chargé d'assurer les fonctions  
d'adjoint aux fonctions jusqu'à ce qu'en un  
sens d'ordre, il soit élu maire. Il était conseiller  
général depuis 1973.)

M<sup>me</sup> Lucien Andouze, née Suzanne  
Hardy, son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Andouze  
et leurs filles,  
M. et M<sup>me</sup> François Andouze  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Jacques Hingeler  
et leurs filles,  
ont le deuil de faire part du décès de

Docteur Lucien AUDOUZE,  
le 17 mai 1983 dans sa  
quaranteième année.  
La cérémonie religieuse aura lieu le  
mardi 24 mai, à 10 h 30, en l'église  
Saint-Jacques du Tremblay, 31, rue du  
docteur Charcot, 94500 Champigny-  
sur-Marne.  
196 bis, boulevard de Stalingrad,  
94500 Champigny-sur-Marne.

**Church's**  
Sumner English  
shirts  
collection complète en plusieurs largeurs  
**J. CARTIER**  
chasseur pour homme  
à 30 m de la rue Tronchet  
22, rue des Filles du Calvaire - Tél. 265.25.85

M. Georges A. Forrest, son épouse,  
M. Michel A. Forrest,  
M. Michel I. Forrest,  
sees enfants,  
M. et M<sup>me</sup> P. Haquet-Panayotopoulos,  
sees parents,  
M. et M<sup>me</sup> Violette Assayas,  
sees beaux-parents,  
sees enfants Danielle et Don Edgell,  
sees petits-enfants, Abigail, Lauren,  
Tamar,  
M. et M<sup>me</sup> Victor Edmund Forrest,  
sees beaux-frères et belles-sœurs,  
et leurs enfants Abbie, Thierry, Harry,  
Harold,  
M. et M<sup>me</sup> Forrest, sees beaux-parents,  
et sees fils Alexis,  
Les familles Forrest, Blochouse,  
Panayotopoulos, Haquet, Comans,  
Capelouto, Benmar, Edgell, Bralman,  
ont le plaisir de vous faire part de la  
perte cruelle de

M<sup>me</sup> Maggie Joanne FORREST,  
née Blochouse,  
survenue dans sa trente-quatrième  
année, le 1<sup>er</sup> mai 1983, à Johannesburg,  
après une très courte maladie.  
Les funérailles ont lieu le mardi 23 mai  
à 10 heures au cimetière d'Inxhams  
à 1531 Lombard Street (Zaïre).  
R.P. 1531 Lombard Street (Zaïre).  
1410 Waterloo,  
23, rue Jean-Baptiste-Colbert,  
4400 Houtal.

M. Jacques GANS,  
agréé de l'Université,  
professeur honoraire,  
survécu le 14 mai 1983.  
Les obsèques auront lieu dans la plus  
stricte intimité.  
4 bis, rue Jean-Mermoz,  
78000 Versailles.

M. Yves Novak, son épouse,  
Christine Novak,  
Marcelle et Peter,  
Sébastien et Julie,  
sees enfants et petits-enfants,  
ont le deuil de faire part du décès de

Yves NOVAK,  
survécu, le 16 mai 1983, à l'âge de  
soixante-cinq ans.

Une messe sera célébrée le mardi  
24 mai, à 10 heures, en l'église Notre-  
Dame-de-Champs, 91, rue de  
Montparnasse, Paris-6.  
102, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

Le professeur  
et M<sup>me</sup> Charles Salmon, sees parents,  
Elise et Edouard, sees enfants,  
Jean-Jacques, sa femme,  
et Jacques, son frère,  
ont le deuil de faire part du décès de

Anne SALMON,  
inspecteur du travail,  
obsèques ont été célébrées le  
16 mai à Tréguier (Côtes-du-Nord).  
12, rue Fabre-d'Églantine,  
75012 Paris.

## Remerciements

Docteur Janine Veillet,  
Docteur Bernard Veillet  
et son fils François,  
M<sup>me</sup> Suzanne Veillet,  
M<sup>me</sup> Suzanne Veillet,  
Et toute la famille,  
très touchés des marques de sympathie  
que vous leur avez témoignées à l'oc-  
casion du décès de  
Docteur Maurice VEILLET,  
vous prient de trouver ici, avec leurs  
remerciements, l'expression de leur pro-  
fonde reconnaissance.

## Anniversaires

Pour le premier anniversaire du  
décès de  
M<sup>me</sup> Lucie JOSEPH,  
une pensée est demandée à tous ceux  
qui l'ont connue et aimée.

## Avis de messe

Un service pour le repos de l'âme  
de  
compte de MITRY,  
rappelé à Dieu le 10 mai, sera célébré en  
l'église de la Sainte-Trinité (Paris-9),  
le mardi 24 mai, à 11 heures.

## Messes anniversaires

La messe à la mémoire du cardinal  
Jean DANIELOU sera célébrée le jeudi  
26 mai, à 19 heures, en l'église Saint-  
Séverin, 1, rue des Prêtres-  
Saint-Séverin, Paris (5<sup>e</sup>). Elle sera sui-  
vie d'un lunch amical et, le 26 h 45,  
d'une conférence par le Père X. THIE-  
liette, a.s.j., intitulée « Un grand apôtre  
des temps modernes ».

Tous ceux qui ont connu et aimé  
Olivier DUCA  
sont priés d'assister ou de s'y faire in-  
tention à la messe qui sera célébrée pour le  
sixième anniversaire de son décès, le  
jeudi 26 mai 1983, à 10 h 30, en l'église  
de la Madeleine, place de la Madeleine,  
Paris-8.

Communications diverses  
- Mardi 24 mai, 20 heures, 6, rue  
Saint-Bon, 75004 Paris. « Commémora-  
tion du christianisme », R.P. Charles Kra-  
nengesser s.j. Le destin politique de  
l'arianisme (IV<sup>e</sup>-VII<sup>e</sup> siècles). Gratuit.  
Ren-de-chausée sur rue, à gauche.

- NANE STERN, 25, avenue de  
Tourville, 75007 Paris. Tél. : 705-08-46,  
sera heureuse de présenter les récentes  
peintures de

Jean-Pierre GUIOT,  
du 17 mai au 11 juin 1983, du mardi au  
vendredi, de 15 h à 20 h ; le samedi,  
de 10 h à 12 h et 15 h à 20 h 30.

(Publicité)  
**CURE THERMALE 1983**  
Elle sera plus agréable et plus efficace  
si elle est doublée d'une cure de détente  
et de soleil.  
De l'Océan à la Méditerranée,  
choisissez les semaines de détente au  
Chalet Thermal du Soleil.  
Documentation gratuite (hébergement et  
cures) : CHAÎNE THERMALE DU  
SOLEIL, Maison du Thermalisme, 32, av.  
de l'Opéra, 75002 PARIS, tél. 742.67.91 +

## TOURISME

Des propositions du syndicat  
des agents de voyages. - Le Synda-  
cat national des agents de voyages  
(SNAV) a proposé le 18 mai aux  
pouvoirs publics une politique  
contractuelle de promotion du touris-  
me. Le SNAV souhaite que soit  
reconnue la liberté des échanges  
touristiques et supprimées les me-  
sures pouvant les limiter. « C'est-  
à-dire principalement l'institution  
d'un plus grand libéré dans les  
sorties de devises pour les voyages  
organisés, la profession s'engageant,  
selon le président du SNAV,  
à prendre l'initiative de s'efforcer  
des recettes en devises, en s'effor-  
çant d'améliorer l'accueil en  
France, de développer le tourisme  
des Français en France, dans les  
DOM-TOM et dans les pays de la  
zone franc, et en limitant volontai-  
rement la vente des circuits chers et  
lointains ».

Lisez  
**LE MONDE**  
diplomatique

**SONA**  
LA MAISON DE L'INDE  
Boutique officielle  
du Gouvernement de l'Inde  
**bonnes idées  
pour bonnes  
Fête des Mères**  
400 rue Saint-Honoré - 260.18.97

Le Monde  
ENERGIE

estime M. M.

SOCIÉTÉ  
BANQUES DU MONDE

RET

Diesel ou Esson  
par mois. Rent  
avec option d  
- la Renault 9  
de 999 F avec  
de 13.800 F TT  
Coût total en 6  
- la Renault 9  
mensuels de 9  
initial de 13.80  
finale. Coût tot

هكزان النحل



Le Monde

# économie

## ÉNERGIE

« Il faut ralentir, pour éviter le gaspillage des investissements le programme électronucléaire »

estime M. Michel Rolant, président de l'Agence pour la maîtrise de l'énergie

La publication d'une note résumant les premières conclusions du groupe long terme énergie du Plan, qui met en évidence une surcapacité de la France à l'horizon 1990 en matière de production d'énergie (le Monde du 14 mai) a provoqué de nombreuses réactions notamment des syndicats. Après la C.G.T. et la C.G.C., la

C.F.D.T., dans un communiqué, a pris position sur la politique énergétique à moyen et long terme, estimant que, compte tenu du suréquipement « flagrant » en centrales nucléaires, il faut rééquilibrer le bilan énergétique « au profit du gaz (respect des contrats d'approvision-

nements) et du charbon ». M. Michel Rolant, président de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, estime, pour sa part, que ces perspectives ne doivent pas remettre en cause le programme d'économie d'énergie du gouvernement, mais qu'il faut, en revanche, ralentir le programme électronucléaire.

« Une note de synthèse du groupe long terme énergie du Plan, récemment publiée, met en évidence la probabilité à l'horizon 1990 d'un excès de l'offre d'énergie sur la demande en France. Craignez-vous pas que ces perspectives d'énergie du gouvernement ? »

Cette note nous paraît extrêmement positive. Elle montre qu'il est possible, moyennant un effort substantiel poursuivi de maîtrise de l'énergie, de déconnecter la croissance du développement des consommations énergétiques, ce qui constitue un problème majeur la relance et le soutien de l'activité économique.

Accessoirement, cette note montre qu'il y a un risque, si la politique antérieure est poursuivie, d'aboutir à une surproduction d'électricité d'origine nucléaire à l'horizon 1990. Les conclusions vont de soi : pour améliorer l'indépendance nationale, il faut poursuivre le programme de maîtrise de l'énergie. Il faut ralentir, pour ne pas gaspiller l'investissement, le programme électronucléaire. Cela relève de la responsabilité du gouvernement et des entreprises publiques, quelles que soient leurs divergences d'appréciation sur ce diagnostic, devront se conformer aux décisions prises.

En aucun cas, cela ne doit remettre en cause la politique d'économie d'énergie.

Il est encore temps d'éviter cette situation de gaspillage d'investissement. La situation des finances

publiques, l'endettement de la France et notre dépendance à l'égard de l'étranger pour nos approvisionnements, doivent nous conduire à donner la priorité à une politique d'indépendance énergétique nationale.

On ne peut pas se payer le luxe, dans cette période, d'abandonner une politique dont chacun, indépendamment des clivages politiques, s'accorde à penser qu'elle est la meilleure possible. Si on pouvait passer de la détermination à la poursuite, je confirme que le président de la République lui-même m'a assuré, le 27 avril dernier, que la politique devait être non seulement poursuivie mais développée.

La seconde tranche du Fonds spécial grands investissements consacrée à l'énergie promise précisément par le président de la République n'a toujours pas été votée par le Parlement.

Sur cette question, le gouvernement a tranché, le 11 mars dernier, en faveur des ministres. La décision prise sera appliquée. Elle est justifiée. La première tranche a apporté la preuve de son efficacité. Elle a induit 6,6 milliards de travaux et elle a permis de créer ou de consolider des dizaines de milliers d'emplois dans le bâtiment ou les industries annexes.

La diminution du prix du pétrole ne risque-t-elle pas d'avoir un effet démotivateur en diminuant la rentabilité des investissements destinés à économiser l'énergie ?

La baisse du prix des produits pétroliers est un phénomène conjoncturel. Entre 1973 et 1982, le prix du pétrole a été multiplié par six en France constante et par plus de deux entre 1979 et 1982. Les baisses enregistrées ces derniers mois sur le marché international spéculatif ont été compensées, et même au-delà, par l'augmentation du prix du dollar. Cette situation d'accalmie relative, qui est nécessairement de courte durée, est à la merci de n'importe quel accident international. Malgré la stabilisation des prix, la facture pétrolière de la France représente en 1982-1983 140 milliards, les importations énergétiques 27 % de nos importations. Quand l'objectif prioritaire de la politique nationale est la maîtrise du déficit de la balance des

paiements, c'est à cela qu'il faut s'attaquer. Un million de tonnes de pétrole économisé représente 1,5 milliard de francs d'économie sur la balance des paiements. Cela reste vrai même si les prix se stabilisent.

Un tissu d'emplois variés

Pensez-vous que les créations d'emploi générées par les investissements de services de l'énergie peuvent compenser les pertes de emplois comme le nucléaire ou le charbon, dans les programmes de développement ?

On a parlé pour l'instant de l'équipement électronucléaire, pas du charbon. L'Agence milite pour une utilisation maximale du charbon partout où c'est possible, pour des raisons économiques. Elle est résolument favorable au développement d'un pôle charbonnier alternatif, fondé sur la possibilité d'exploiter des mines mondiales diversifiées d'une ampleur considérable. Il est clair, cependant, qu'il y aura probablement, pour des raisons économiques, une réduction, même restreinte, de l'activité d'extraction nationale des charbonnages. Il est vrai aussi que ralentir le programme électronucléaire pose un certain nombre de problèmes dans tel ou tel secteur d'activité.

Mais les contraintes actuelles du marché pétrolier international ont des conséquences encore plus considérables sur l'emploi. Ce n'est pas dix mille ou quinze mille emplois qui sont concernés, mais soixante mille dans le secteur du raffinage et de la distribution pétrolière.

Nous avons des études économiques, l'impact en matière d'emplois d'un réajustement de la politique de l'offre et de la demande. Si on consacrait autant de moyens à la maîtrise de l'énergie et au développement des énergies nouvelles qu'à la politique de production des énergies classiques, on compenserait, et même au-delà, les suppressions d'emplois. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas prendre de mesures sociales de transition pour assurer le passage d'une situation à une autre.

L'effet d'une politique de maîtrise de l'énergie, telle qu'elle a été définie par le gouvernement, est de l'ordre de 250 000 à 300 000 emplois à l'horizon 1990. Quels il faut ajouter les effets indirects liés à la relance de l'activité économique, au desserrement de la contrainte extérieure, à la création de 180 000 à 200 000 emplois supplémentaires.

Actuellement, la politique de maîtrise de l'énergie concerne 150 000 emplois, dont environ 80 000 directement, dans le secteur de l'habitat et du tertiaire, 30 000 dans l'industrie, 7 000 pour le développement des énergies nouvelles et 10 000 environ pour le développement de la maîtrise de l'énergie, du charbon et l'électricité à haut rendement.

Cette politique crée un tissu d'emplois variés, répartis géographiquement, permanents dans le temps, représentant un savoir technique extrêmement large, depuis la technologie la plus simple de la régulation électronique ou le photovoltaïque jusqu'aux techniques du bâtiment à peine améliorées. Cela crée une main-d'œuvre beaucoup plus vulnérable.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURIS.

## ÉTRANGER

En Allemagne fédérale

D'ici à 1987, l'augmentation annuelle des dépenses de l'État devrait être limitée à 3 %

Bonn (A.F.P.). - Le gouvernement d'Allemagne fédérale a décidé, le mercredi 18 mai, les grandes lignes du budget 1984, qui prévoit une réduction des dépenses publiques (le Monde du 17 mai).

La coalition gouvernementale (chrétiens démocrates et libéraux) a décidé de limiter les dépenses de l'État, et donc la charge fiscale pesant sur l'économie privée, tout en accordant à cette dernière des avantages fiscaux. Totalisant 275,5 milliards de deutschemarks, les dépenses publiques prévues de 2 % seulement par rapport à 1983, alors que la hausse des prix, selon les estimations, devrait être de 3,5 %. Les recettes fiscales s'élèveront à 218,5 milliards de deutschemarks contre 212 milliards en 1983, soit une augmentation de 3 %. Cela permettra au gouvernement de mener le déficit budgétaire de 41 milliards de deutschemarks en 1983 à 10 milliards en 1987. Ce déficit sera donc plus que compensé par les recettes en 1987, dans la perspective d'un plan des finances publiques, qui prévoit de limiter à 3 % jusqu'à 1987 l'augmentation annuelle des dépenses de l'État.

Parmi les mesures d'économie (11,5 milliards de deutschemarks, en incluant les laendern, les communes et les organismes sociaux), la plus spectaculaire concerne les fonctionnaires, dont les traitements seront bloqués du 1<sup>er</sup> juillet 1983 au 1<sup>er</sup> juillet 1985. Cette mesure permettra à l'État d'économiser 900 millions de deutschemarks et à l'ensemble des services publics 8,5 milliards. Elle suscite bien évi-

demment une vive réaction de la part des syndicats de la fonction publique qui la qualifient d'« attaque ».

La réduction des allocations de certaines catégories de demandeurs d'emploi permettra également d'économiser 2,035 milliards de deutschemarks. Ainsi, celles qui sont versées aux chômeurs sans travail, celles qui perçoivent les jeunes chômeurs passeront à 68 % du dernier salaire. D'autres mesures d'économie concernent les dépenses sociales.

À ce niveau des dépenses, l'augmentation de la T.V.A. de 1,1 % à 1,4 %, qui sera mise en œuvre en juillet 1983, sera appliquée sur douze mois, ce qui entraînera une augmentation des recettes de 4 milliards de deutschemarks, a indiqué M. Stoltenberg, ministre des Finances. Cette somme, a-t-il précisé, sera consacrée à l'investissement de 200 milliards de deutschemarks, le reste étant affecté à l'impôt sur les entreprises industrielles. Au total, on compte une nette allégement financier par l'augmentation de la T.V.A., les allègements fiscaux et les aides aux entreprises s'élèveront à 5,5 milliards de deutschemarks en 1984.

Le projet de loi de finances devrait être examiné par le Bundestag à partir du 7 septembre.

## LE NIGÉRIA A DEMANDÉ L'ASSISTANCE DU F.M.I.

Le Nigeria a officiellement demandé l'assistance du Fonds monétaire international (F.M.I.) pour étudier les moyens de combler le déficit de sa balance des paiements à la suite de la chute de ses revenus pétroliers. Une mission d'experts du Fonds s'est rendue à Lagos à cet effet, mais ne devrait tirer aucune conclusion ni formuler aucune proposition avant plusieurs semaines : on pense même qu'elle attendra jusqu'aux élections des élections législatives, en août prochain.

Une aide du F.M.I., qui permettrait au Nigeria d'obtenir les 2,43 milliards de dollars de trésorerie (2,5 milliards de dollars) auxquels il peut prétendre serait de nature à rassurer les banques privées, notamment britanniques, qui ont financé, ou sont conviées à refinancer, une bonne part des 5 milliards de dollars de dettes commerciales du Nigeria.

L'indice du coût de la vie en Autriche a baissé de 0,1 % en avril, par rapport à mars. De mars 1983 à avril 1983, le coût de la vie a augmenté de 3 %.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	1 mai	1 mai	1 mai	1 mai
SE-U...	7,430	7,430	+ 195	+ 245
DM...	6,810	6,810	+ 135	+ 185
Yen(100)...	3,775	3,775	+ 150	+ 185
DM...	3,075	3,075	+ 100	+ 110
Mark...	2,670	2,670	+ 140	+ 160
F.L(100)...	15,055	15,055	+ 230	+ 270
L(1 000)...	1,605	1,605	+ 25	+ 30
L(1 000)...	5,950	5,950	+ 150	+ 180
F. franc...	11,540	11,540	+ 170	+ 220

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/4	3 1/2	3 3/4	4	4 1/4	4 1/2	4 3/4	5	5 1/4	5 1/2	5 3/4	6
SE-U...	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
DM...	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
Yen(100)...	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
DM...	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
Mark...	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
F.L(100)...	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
L(1 000)...	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
L(1 000)...	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
F. franc...	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



# RENAULT 9 DIESEL OU ESSENCE

Diesel ou Essence, une Renault 9 pour 999 F par mois. Renault-Bail vous propose un bail avec option d'achat pour :

- la Renault 9 TD (diesel) : 60 loyers mensuels de 999 F avec un dépôt de garantie initial de 13.800 F TTC égal à l'option d'achat finale. Coût total en cas d'acquisition : 73.740 F.
- La Renault 9 TL (essence) : 48 loyers mensuels de 999 F avec un dépôt de garantie initial de 13.800 F TTC égal à l'option d'achat finale. Coût total en cas

# 999 F PAR MOIS

d'acquisition : 61.752 F.  
Offre valable du 18 au 31 mai 1983  
sous réserve d'acceptation du dossier.  
Renault 9 TD (modèle présenté).  
Millésime 83. Prix clés en main  
au 10.02.83 : 51.300 F TTC.  
Renault 9 TL. Millésime 83. Prix clés  
en main au 10.02.83 : 46.000 F TTC.

Renault-Bail SA au capital de  
150.000.000 F. 51/53, Champs-Élysées  
75008 Paris - RC B 70200221.

RENAULT préconise elf





# ÉTRANGER

## LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT A VINGT ANS

Beaucoup d'ambition, trop peu de capitaux et des dissensions internes

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — La Banque africaine de développement (BAD) a vingt ans. L'âge des premiers bilans, mais aussi des ambitieux desseins. Comme l'ardeur, dans ce monde en crise, n'est rien sans d'importants capitaux, la BAD dut donner ceux de sa politique. D'où la décision fondamentale prise l'an dernier à Lusaka d'ouvrir son capital à des États non régionaux, c'est-à-dire non africains. La Banque a accueilli pour la première fois lors de sa dix-neuvième assemblée annuelle, qui

s'est tenue à Nairobi du 11 au 14 mai.

Née en août 1963 à Khartoum, la BAD — dont le siège se trouve à Abidjan — commença d'opérer en juillet 1966. Jusqu'en mai 1983, elle ne comprenait que les cinquante États indépendants appartenant à l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.). Vingt et un membres non régionaux — dont les grands pays occidentaux — ont aujourd'hui rejoint la BAD (voir encadré). Ils seront probablement vingt-quatre avant la fin de l'année. A partir de 1972, la question de l'« élargissement » de la BAD figura à l'ordre du jour de ses réunions. Elle ne s'y intéressa guère. Il fallut attendre 1977 pour que le conseil des gouverneurs de la Banque, représentants des États membres, approuvât, à Libreville, le principe de l'« ouverture » du capital. Mais ce projet continuait de buter sur l'hostilité de trois membres particulièrement influents — le Nigeria, l'Algérie et la Libye — détenteurs d'une « minorité de blocage » (la décision exigeait d'être ratifiée par au moins 75 % du capital de la BAD).

Le gouvernement de Lagos leva finalement son veto en mai 1982, ouvrant la voie à l'« ouverture » souhaitée par quarante-sept États sur cinquante. La défiance des minoritaires tenait à la crainte de voir la BAD perdre, en même temps que sa spécificité africaine, une part de son autonomie de décision. Symbole de la solidarité continentale, la BAD, faisaient-ils valoir, doit rester totalement indépendante et maîtresse de sa politique. Elle changeant de dimension, ajoutaient-ils, ne changera-t-elle pas de nature, au point d'abandonner, à terme, son indépendance ?

Pour apaiser ces craintes, les dirigeants de la BAD ont érigé certains garde-fous juridiques qui sauvegardent le caractère africain de la Banque. Les États non régionaux ne peuvent statutairement détenir plus d'un tiers du capital et, partant, plus d'un tiers des droits de vote. Qu'il s'agisse de l'attribution des prêts, du choix des projets à financer ou du recrutement du personnel, la majorité des décisions de la BAD conservera donc toujours le dernier mot.

### La surveillance de trois pays

L'exemple du Fonds africain de développement (FAD), filiale de la Banque, devrait d'ailleurs désarmer les dernières réserves. Outil privilégié de la Banque, le FAD, créé en 1972 et opérant depuis 1974 sur la base d'un programme triennal, aide les plus pauvres des pays africains. Il leur accorde des prêts à des conditions très « douces » (sans intérêts et remboursables en cinquante ans). Le FAD associe la Banque et vingt-cinq pays non régionaux, qui fournissent la quasi-totalité des fonds et y disposent de la moitié des droits de vote. Or personne n'a jamais reproché au FAD d'avoir failli à sa « mission africaine ».

La méfiance quant à l'avenir de la BAD n'est pas pour autant dissipée. Ainsi le représentant du Nigeria a réaffirmé à Nairobi que son pays « résisterait à toute disposition susceptible de porter atteinte à son indépendance ».

Africains. Quoi qu'il en soit, le Nigeria, la Libye et l'Algérie sont bien placés pour exercer leur vigilance, puisqu'ils occupent trois des douze postes africains du conseil d'administration de la Banque.

Ouverte aux non-régionaux, la BAD ressemble désormais à ses deux sœurs, la Banque asiatique et la Banque interaméricaine. La BAD, il est vrai, n'avait de choix qu'entre l'ouverture et le déclin. A défaut de s'élargir, elle aurait été contrainte de réduire d'un tiers le volume de ses opérations de financement. Seule banque africaine opérant sur l'ensemble du continent, la BAD a pour mission de mobiliser le maximum de capitaux en vue de financer les projets de développement. Or elle ne pouvait plus remplir ce rôle de façon satisfaisante par manque de ressources. Il lui fallait tout prix, sans modifier ses objectifs, trouver un second souffle. En ou-

verture financière et surtout financière, la BAD a renforcé son rôle sur le marché international, auquel elle avait de moins en moins accès. Devenus ses partenaires, les grands pays capitalistes lui servent de relais lors de ses négociations avec les banques commerciales occidentales. Avec l'admission des États non régionaux, le capital autorisé de la Banque est passé, à la fin de 1982, d'environ 2,9 à 6,3 milliards de dollars. En avril 1983, plus de 5 milliards avaient déjà été souscrits. A la fin de 1982, son capital, rappelés-le, représentait tout juste 250 millions de dollars. Ces sommes sont normalement exprimées en unités de comptes de la Banque (1 U.C.B. = 1,1 dollar).

Le groupe de la BAD envisage de tripler ses prêts avant cinq ans. En 1982, ceux-ci s'élevaient à 765 millions de dollars. En 1986, au terme de son programme quinquennal, ils devraient approcher 2,2 milliards. Le montant total des engagements au cours de cette période représentera 7,3 milliards. Depuis sa création, le groupe de la BAD a approuvé 613 prêts dont 75 l'an dernier (35 pour la Banque et 42 pour le FAD). Les prêts de la Banque sont assortis d'un intérêt réduit : 10 % pour les lignes de crédit, 9,5 % pour tous les autres prêts. Le délai de remboursement varie entre douze et vingt ans. A cela s'ajoutent une commission statutaire de 1 % et une commission d'engagement de 1 % sur le solde non décaissé.

Depuis 1982, de nouvelles formules de prêt ont été mises au point, permettant notamment l'octroi de prêts détachés et de biens d'équi-

pement. On a supprimé le plafond qui limitait les prêts à 10 millions de dollars, ce qui permet des interventions plus ambitieuses. Le FAD a créé un « compte d'assistance technique », égal à 5 % de son capital, qui permettra de financer les études préliminaires au lancement des projets dans les pays les plus démunis. L'une des rares causes de déception à l'égard de la BAD, ses dirigeants espèrent que le Fonds serait reconstitué à hauteur de 1,8 milliard de dollars. Or les contributions des États participants avoisinent seulement 1 milliard, soit une quasi-stagnation en termes réels par rapport à 1979, date à laquelle le Fonds avait été reconstitué. Les difficultés financières des pays industrialisés expliquent largement cette déconvenue.

Certains critiques ont souhaité une plus grande participation des

entreprises africaines à la mise en œuvre des projets et une multiplication des projets à caractère régional. Mais ce sont les appels à la rigueur et à la discipline qui ont constitué le leitmotiv de la réunion. Ces deux qualités sont assez mal partagées au sein de la BAD. Début mai, trente-sept actionnaires africains sur cinquante n'avaient pas acquitté leurs arriérés de souscription au capital — 89 millions de dollars — le plus souvent il est vrai pour des raisons techniques et budgétaires. Dix d'entre eux ont profité de la réunion de Nairobi pour régulariser leur situation. D'autres membres tardent à rembourser les emprunts contractés ou à verser leur commission d'engagement.

### Mise en garde

Les représentants américains, allemands et français ont mis en garde la BAD contre les risques de laxisme en soulignant que le crédit de l'institution était en jeu. La Banque a fixé une date limite de souscription (septembre 1983). Au-delà, les actions non souscrites seraient remises en vente. Le Nigeria a proposé que la Banque complète son capital en empruntant sur le marché international, tandis que l'Égypte suggérait un délai de grâce d'un an pour les mauvais payeurs. Il faudra trancher rapidement sur ce point. « Nous n'abandonnerons pas les pays qui n'accomplissent pas le minimum d'efforts à leur portée », souligne M. Morisho Yuma, secrétaire général du groupe.

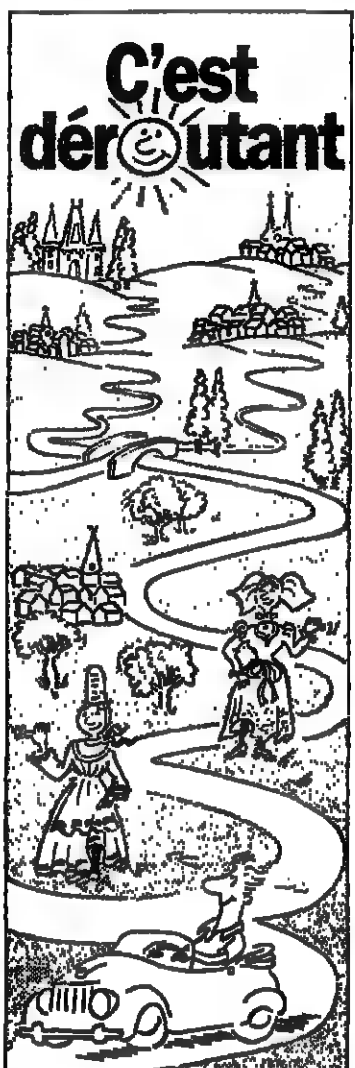
Quarante-neuf sur les cinquante États africains ont emprunté au groupe de la BAD. Seule la Libye s'est abstenue jusqu'à présent, « afin de venir en aide aux autres membres ». Dans le même esprit, le Nigeria n'emprunte plus depuis 1976. Les prêts consentis par le groupe de la BAD depuis l'origine ont été affectés à trois secteurs prioritaires : agriculture (26,6 %), équipements collectifs (23,7 %) et transports (23,7 %). En 1982 les services publics ont été les plus favorisés. Ce sont les participants à la réunion de Nairobi — Africains ou non — ont mis l'accent sur la nécessité de privilégier plus nettement le secteur rural. Le plan quinquennal prévoit d'y investir un tiers des ressources d'ici à 1986, contre seulement 22 % pour les transports et 20 % pour les services publics. Le groupe de la BAD attend de son élargissement qu'il facilite le drainage vers le continent noir de capitaux destinés à des opérations de cofinancement. En 1982 vingt-deux projets ont été cofinancés. A l'heure actuelle, pour 1 dollar investi par le groupe de la BAD, d'autres sources de financement en procurent 3. Le président

du groupe, M. Wile Mungomba — un Zambien — ne cache pas que ce ratio de 1 à 3 est insuffisant. « Si la Banque, nous dit-il, veut jouer un vrai rôle de catalyseur, il faut accroître rapidement ce ratio. Nous espérons qu'il passera de 1 à 6 en 1986 et de 1 à 10 en 1990 ». La BAD compte notamment sur une intensification de la coopération avec le monde arabe. Pour l'instant, l'Arabie Saoudite et le Koweït sont les plus intéressés. La moitié des membres de la Banque islamique de développement appartiennent aussi à la BAD.

L'élargissement du capital de la BAD, si fructueux qu'il puisse être, ne permettra pas de réaliser des miracles. Dans les pays africains importateurs de pétrole — l'écrasante majorité — la croissance du P.I.B. est passée de 4,6 % en 1980 à 2,6 % en 1981, puis à 2 % l'an dernier. La production pétrolière a diminué de 2,7 % en 1982. La dette extérieure de l'Afrique atteint 85 milliards de dollars. Ces quelques chiffres en disent long sur le redressement à accomplir. Raison de plus pour que la BAD se montre rigoureuse dans sa gestion et stricte dans ses choix.

« La Banque, conclut M. Mungomba, doit devenir une institution avant tout consultative que purement financière. Nous devons être capables de conseiller les États membres dans la mise en œuvre de leurs projets, à cette condition seulement, le groupe pourra être un moteur du développement ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.



C'est dans le guide bleu France

guides Hachette

**-15%**

**Fête des Mères**

Réduction de 15 % sur tous les articles de nos magasins du mardi 10 au mercredi 25 mai

**Francis Javitt**

Bijouterie, Horlogerie, Orfèvrerie, Cadeaux, Lingerie de mariage.

**COMPTOIR D'ITALIE**  
11, avenue de Fontaine-Bleue  
75017 LE KREMLIN-BICÊTRE  
Tél : 658.11.55  
Ouvert les dimanches toute la journée.

**FRANCIS JAVITT**  
Centre commercial  
Tour Marivaux-Montparnasse  
75015 PARIS  
Tél : 538.66.52  
Ouvert les dimanches parking offert.

**C'est cool!**

... c'est dans le guide bleu Antilles

LE SENS DU VOYAGE

**ELECTRICITY SUPPLY COMMISSION - ZIMBABWE**

**WANKIE POWER STATION STAGE 2**

In connection with Stage 2 of Wankie Power Station Invitations to Tender will shortly be issued as follows:-

Contract 2C1A for extension of the Ash Dam comprising earthworks, pipelaying and roadworks. Tender documents will be issued early October, 1983 and the date for contract completion is March 1984.

Contract 2C1B for the supply, delivered project site, of approximately 9km of cast basalt lined steel pipework. Tender documents will be issued in early July, 1983 and the date for delivery is 1 June, 1984.

Contract 2M10 for painting of Stage 2 plant, tanks, etc., supporting steelwork etc. including supply of all painting materials and equipment. Tender documents will be issued in early July, 1983 and contract completion will be required early 1984.

Firms interested in tendering for 2C1A and 2C1B should apply in writing to Watermeyer, Legg, Pilefield and Uhlmann, Karthack House, Station Road, Ashford, Kent, TN23 1PF, England (TLX 965436) and for 2M10 to Merz and McLellan, Amberley, Kilmington, Newcastle upon Tyne, NE12 0RS, England (TLX 53561).

In each case a copy of the application with a deposit of 500 Zimbabwe Dollars in respect of each tender applied for should be forwarded to the Secretary and Legal Adviser, Electricity Supply Commission, Electricity Centre, Samora Machel Avenue, Harare, Zimbabwe.

These contracts will be subject to a loan agreement between the Commission and IBRD. Tenders will only be considered from firms who submit with their tenders evidence that they are eligible under World Bank rules and that they have the necessary experience and competence in all aspects of the contract.

In the case of 2M10 the prices offered for materials which can be manufactured in Zimbabwe in accordance with the specification will be considered for domestic preference in accordance with annex 2 of the guidelines for procurement under World Bank loans.

**C'est culturel**

LE SENS DU VOYAGE

**L'ITALIEN EN ITALIE**

Cours intensifs de langue italienne, tous niveaux, à Padoue.

Cours mensuel (30 heures) + hébergement = 2250 FF.

**ISTITUTO CULTURALE BERTRAND RUSSELL**

Via Cavour 1 - 35100 PADOVA  
Italie - Tél. (049) 654051

هكوان الوطن



هك ان العمل

## CONJONCTURE

### L'indice d'avril ne « compromet nullement... »

La hausse de 1,4 % des prix de détail en avril « ne compromet nullement notre capacité à respecter l'objectif d'une évolution des prix limitée à 8 % en 1983 », estime-t-on — officiellement — au ministère de l'économie et des finances.

La Rue de Rivoli fournit les arguments suivants pour étayer son affirmation :

« Les hausses de tarifs publics intervenues en avril ont toutes été effectuées au taux de 8 % et concentrées sur ce mois. »

« La programmation contractuelle établie avec les professionnels (industrie, services, commerce) repose sur un rythme d'évolution des prix nettement moins fort au second semestre qu'au premier. » Il en est de même pour les loyers « qui bénéficieront au deuxième trimestre de la forte réduction de l'évolution de l'indice du coût de la construction. »

Voilà pour les arguments officiels. Force est pourtant de dire que la réalité prévisible est assez différente, au dire même de l'INSEE.

« Les prix alimentaires ne devraient pas poser de problèmes particuliers, les cours des marchés étant plutôt détendus. Mais, même si les commerçants respectent les engagements souscrits, les hausses de l'année pourraient atteindre, selon l'INSEE, 9,5 % à 10 %, compte tenu des majorations décidées à Bruxelles et de l'alourdissement de la fiscalité sur les alcools. »

« Les hausses des produits industriels devraient s'accroître, selon les prévisions de l'INSEE. Sur le premier semestre, la hausse moyenne atteindra

10,5 % en rythme annuel, puis se ralentira pour revenir aux alentours de 8 %. Ces tensions sont dues à la progression des cours des matières premières. »

« Les hausses des services ont été fortes au premier trimestre (+ 11,3 % en rythme annuel pour le secteur privé). Les dérapages constatés dans les cafés et dans les restaurants ont entraîné un durcissement de la réglementation. Dans les autres secteurs, les professionnels, en utilisant immédiatement et en une seule fois les hausses accordées pour l'année par l'administration, ont provoqué une poussée non prévue de l'indice des prix. On peut, de ce fait, espérer maintenant un ralentissement. Malgré cela, les hausses devraient atteindre en moyenne 11,9 % en rythme annuel au premier semestre, et risquent de ne guère ralentir au second, selon l'INSEE. « La dérive des prix relatifs des services privés reste une tendance vigoureuse », souligne l'Institut de la statistique. »

Ajoutons cependant que les tarifs publics (énergie y compris) devraient augmenter d'un peu moins de 8 % à cause des carburants, et de ce fait, une hausse supérieure à 8 % des tarifs publics hors énergie (une nouvelle hausse des tarifs E.D.F. et G.D.F. interviendra probablement en septembre).

Au total, estime l'INSEE, « la hausse des prix de détail pourrait atteindre 5 % sur le semestre, manifestant une tendance au regain des tensions inflationnistes. Un ralentissement devrait intervenir au second semestre, mais il serait insuffisant pour que soit respecté la norme initiale de 8 % en glissement. »

### « LA FRANCE ABORDE ENTRAÎNÉE LA REPRISE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE »

estime le rapporteur du budget au Sénat

« La France aborde entraînée la reprise de l'économie mondiale », affirme M. Maurice Blin, rapporteur général, en conclusion de sa note semestrielle présentée le 18 mai à la commission des finances du Sénat. Selon lui, l'économie française est actuellement « confrontée à un effort de redressement à la mesure des erreurs accumulées depuis deux années. »

Le sénateur des Ardennes (Union centriste) note que les indices de reprise se multiplient, tant en Allemagne fédérale, qu'en Grande-Bretagne, au Japon ou aux États-Unis, mais que la France ne sera pas en mesure d'en profiter pleinement : la production industrielle régresse et la part des profits dans les résultats des entreprises ne représente plus que 22 % de la valeur ajoutée contre 28,5 % en 1973.

Le rapporteur dénonce la solution du recours à l'endettement extérieur qui, selon ses estimations, atteindra 350 milliards de francs, contre 250 milliards de francs, commercialisés en moyenne mensuelle pendant le premier trimestre de 1983. Or, note M. Blin, « loin de contribuer au financement d'investissements qui permettent de générer les profits et donc leur remboursement, la dette extérieure de la France est consacrée à combler des déficits de fonctionnement. »

Tout en saluant « pour tardif qu'il soit », le recours au réalisme du rapporteur conclut sur une note pessimiste. « En moins de deux ans, écrit-il, bien des illusions se sont dissipées. Mais l'économie française, elle, n'a pas fini d'en payer le prix. »

### LE PLAN D'ÉCONOMIES POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE

#### M. Pierre Bérégovoy a rencontré MM. Gattaz et Teulade

Dans l'après-midi du 18 mai, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a reçu successivement MM. Yvon Gattaz, président du C.N.P.F., et René Teulade, président de la F.N.M.F. (Fédération nationale de la mutualité française), dans le cadre des consultations prévues avec les partenaires sociaux.

Ainsi s'est notamment poursuivi le débat sur le plan d'économies de 4 milliards de francs pour la Sécurité sociale qui préparent les services du ministère, et dont les premiers éléments connus et supposés avaient, le jour même (voir le Monde daté du 18 mai), provoqué de vives réactions.

A l'issue de son entretien, M. Yvon Gattaz a indiqué que M. Bérégovoy était « prêt à faire des économies importantes et indispensables, mais qu'il n'était pas entré dans le détail ». C'est tout ce que « rien n'est décidé pour l'instant ». Selon M. Gattaz, « la protection sociale court à l'abîme ». « On ne peut le sauver qu'en la réformant considérablement, et il dit, et les Français doivent en être conscients. »

Un peu plus tard dans la soirée, M. René Teulade, au sortir de sa conversation avec le ministre, pré-

sente l'hypothèse d'économies en matière d'actes chirurgicaux n'était qu'une des mesures « à l'étude ».

Au nom de la F.N.M.F., M. Teulade devait rappeler qu'il importait de maintenir « la qualité de la protection sociale des Français », tout en soulignant que des économies immédiates « peuvent être réalisées » dans la gestion hospitalière et dans le domaine des médicaments. D'après une étude de la fédération, en effet, une économie de 500 millions de francs est immédiatement possible, en choisissant le médicament le moins cher entre deux produits aux propriétés identiques. Enfin, la F.N.M.F. a rappelé son opposition au forfait hospitalier.

La concertation en cours portant également sur d'autres thèmes, M. Gattaz a pu annoncer que le C.N.P.F. allait prochainement remettre un projet pour « une forme nouvelle d'assurance chômage » qui ne concernerait que les chômeurs ayant cotisé à l'UNEDIC, l'État devant prendre en charge le « complément » nécessaire à ce qui relève « de l'assistance ». En outre, le président du C.N.P.F. s'est déclaré « très partisan d'une fiscalisation progressive de la protection sociale », afin de décharger les entreprises.

M. Bérégovoy doit rencontrer, dans les jours qui viennent, la C.G.P.M.E., la C.G.C. et l'UNAF.

### LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX PERSONNES AGÉES PRÉCONISE « UNE POLITIQUE D'ALTERNATIVE À L'HOSPITALISATION »

M. Daniel Benoist, secrétaire d'État chargé des personnes âgées, a dressé devant le conseil des ministres, le 18 mai, le bilan des récentes Assises nationales des retraités et personnes âgées et présenté les projets de son ministère.

Une mission parlementaire a été confiée à M. Jean-Pierre Scur, député P.S. du Loiret, pour rechercher « des formules inédites de volontariat ». D'autre part, M. Benoist va demander aux ASSÉDIC « que l'interprétation restrictive d'une clause des contrats de solidarité ne soit plus opposée aux pré-traités qui souhaitent exercer une action bénévole ».

Le ministre a souligné que le IX<sup>e</sup> Plan devrait mettre en œuvre une « politique d'alternative à l'hospitalisation, avec le développement des services de soutien à domicile [soins à domicile et aide ménagère] en liaison avec les secteurs de psychiatrie et des structures intermédiaires d'hébergement ». Il a également proposé la création d'un « fonds d'innovation sociale permettant l'octroi de subventions à des projets de solidarité de voisinage », dotés de 10 millions de francs pour 1984.

### AU LENDEMAIN DE LA GRÈVE NATIONALE D'UNE HEURE DE FORCE OUVRIÈRE

#### M. Bergeron demande à rencontrer M. Mauroy et le C.N.P.F.

« Notre grève n'est pas une grève politique. C'est une grève d'interprétation professionnelle et syndicale. En la faisant nous avons voulu démontrer notre attachement à la liberté des négociations. Si l'avertissement d'aujourd'hui n'est pas entendu, le gouvernement et les patrons endosseront une lourde responsabilité. » Ces propos incisifs, M. André Bergeron les avait tenus le 24 mai 1977, à Paris, à l'occasion d'une grève nationale interprofessionnelle de vingt-quatre heures. Six ans après, les gouvernements ont changé, mais le secrétaire général de Force ouvrière a fait, à l'occasion de la grève nationale d'une heure du 18 mai, des déclarations rigoureusement identiques. La ligne de F.O. n'a pas dévié d'un pouce.

Cependant une grève d'une heure ne peut avoir l'impact d'une grève de vingt-quatre heures, et le mouvement national d'avertissement de F.O. a rencontré, de fait, un écho limité. A Paris, le défilé organisé de Richelieu-Drouot au ministère de l'économie a réuni de 4 000 à 5 000 personnes, soit plus que le 1<sup>er</sup> mai mais moins que ce qu'en attendaient les organisateurs (10 000 à 15 000).

Les manifestants ont scandé : « non, non, non à l'austérité, les salariés en ont assez de payer », mais, malgré quelques cris « Delors dehors » et la présence d'Arlette Laguiller — qui est syndiquée à F.O. — et de militants de Lutte ouvrière, la manifestation n'a pas dérapé sur le terrain politique. En province, le mouvement a été diversement suivi. Selon M. Bergeron les deux cents rassemblements prévus ont eu lieu, et à Marseille, où il se trouvait, le défilé a réuni environ 5 000 personnes — « une réussite », dit-il.

A Lille, nous indique notre correspondant, 600 militants ont participé à un meeting à la Bourse du travail. A Bordeaux un rassemblement a regroupé environ 700 personnes.

#### Un ton dur

L'aspect le plus révélateur — et le plus préoccupant pour le gouvernement — semble bien avoir été la dureté du ton. Ainsi M. Claude Péloux, secrétaire confédéral, dans son discours place du Palais-Royal à Paris, n'a pas mâché ses mots : « La majorité de la classe ouvrière en a assez de supporter les mesures d'austérité gouvernementales et de blocage patronal (...). Il faut que le gouvernement comprenne que les salariés ne veulent pas faire les frais de l'austérité. » Revendiquant le maintien du pouvoir d'achat (1) et insistant fortement sur l'obtention d'une véritable réforme fiscale, M. Péloux a lancé, très applaudi : « Qu'on ne compte pas sur nous pour avaler les pilules amères de l'austérité en nous laissant bernier, illusionner ou manipuler par les gadgets gouvernementaux que sont le droit d'expression des salariés ou la démocratisation du secteur public. » Mais le comportement des patrons qui « passent les bornes » a été aussi condamné.

M. Bergeron ne nourrissait pas d'illusions exagérées sur l'import-

tance de cette action, même s'il la juge réussie par rapport à ses attentes. Il n'en nourrit pas davantage quant à son effet immédiat sur la politique gouvernementale. Mais le secrétaire général de F.O., qui a voulu prendre la mesure du mécontentement de ses militants et éviter que les salariés ne se détournent des syndicats, a pris date et a adressé une chaire mise en garde au pouvoir : « Nous ne voulons pas, nous n'avons pas déclaré le 19 mai, mettre la France à l'envers. Nous avons voulu donner un avertissement avant que la situation ne devienne trop sérieuse. Le gouvernement va trop loin. Si gouverner, c'est choisir, c'est aussi discerner les limites qu'il ne faut pas franchir. Je demande aux socialistes de cesser de voir derrière chaque manifestation un complot ou une opposition politique. Il faut que le mouvement syndical assume sa charge. »

M. Bergeron avait lui aussi fixé des limites à son action dont la forme est restée mesurée. F.O. n'est pas entrée en opposition ouverte au gouvernement le 18 mai. Mais elle a cherché à se faire mieux entendre. Vaine expérience ? M. Bergeron va demander audience au C.N.P.F. et à M. Mauroy et rencontrera vendredi M. Delors. Au comité confédéral de la mi-juin, il n'est pas question de lancer une nouvelle action confédérale. Comme les autres syndicats, F.O. attend maintenant l'automne avec une inquiétude non dissimulée.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Au même moment à Dunkerque, au congrès de la fédération C.F.D.T. des transports et de l'équipement, qui admet une réduction progressive du pouvoir d'achat pour les salariés supérieurs à 8 000 F. M. Bono déclarait : « Ceux qui veulent le maintien du pouvoir d'achat pour tous sont les fossyeurs de l'expérimentation du gouvernement de gauche car ils veulent casser notre économie. »

### Le R.P.R. et la C.G.C. :

#### Il s'agit non pas de travailler moins mais de travailler mieux

Après avoir rencontré les responsables de Force ouvrière le 3 mai et avant de s'entretenir avec ceux de la C.F.T.C., les dirigeants du R.P.R. ont tenu mercredi 18 mai une réunion de travail avec l'état-major de la C.G.C. La délégation du mouvement gaulliste était conduite par MM. Jacques Chirac et Bernard Pons, celle de la confédération des cadres par MM. Jean Menu et Paul Marchelli.

Les deux délégations ont constaté qu'il existait entre elles « un certain nombre de grandes convergences au niveau des grandes analyses ». Dans un communiqué commun le R.P.R. et la C.G.C. s'interrogent sur « la finalité des sacrifices demandés à la nation » et demandent : « à quel sert et sur quoi débouche la dégradation des conditions de vie de tous les Français ? »

Ils s'inquiètent de l'augmentation de l'endettement de la France, de la perte de la compétitivité de ses entreprises, de la dégradation des

coûts de production et de l'abaissement du rapport qualité-prix par rapport aux produits étrangers. M. Marchelli, à ce propos, a indiqué que « le nombre de voitures neuves qui ne partaient pas au premier coup de démarreur était passé entre 1981 et aujourd'hui de une à sept sur cent chez Renault, de une à quatre chez Talbot et de une à vingt-sept chez Citroën ».

Le R.P.R. et la C.G.C. sont tombés d'accord sur « la nécessité d'encourager la France au travail : il s'agit non pas de travailler moins mais de travailler mieux ». Ils ne veulent pas remettre en cause la réduction du temps de travail mais augmenter le temps de formation.

● Michelin : chômage technique en Italie. — La presque totalité des deux mille huit cents ouvriers de l'usine Michelin de Comi (Italie) seront mis au chômage technique pour une semaine à partir du 23 mai.

# Le Monde

## BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1982

UNE ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN FRANCE ET DANS PLUS DE CENT PAYS DE NOMBREUX GRAPHIQUES ET TABLEAUX

UNE BROCHURE DE 192 PAGES

BON DE COMMANDE

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1982

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

Nombre d'exemplaire(s) ..... x 32,50 F.

(30 F + 2,50 F de frais de port) = ..... F.

Commande à faire parvenir avec votre règlement au MONDE service de la vente au numéro, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

### PUBLICATION JUDICIAIRE

#### USAGE FRAUDULEUX DE LA MARQUE BARBARA GOULD

Par son jugement du 6 mai 1982, la 3<sup>e</sup> Chambre du Tribunal de Grande Instance de PARIS a :

« Dit que l'offre en vente et la vente par la Société Philippe BERNARD de poudriers comportant la mention « BARBARA GOULD » constitue l'apposition frauduleuse de la marque BARBARA GOULD dont est titulaire la S.A. « BARBARA GOULD » ;

« Dit que l'offre en vente et la vente par la Société TEXTILES DIFFUSION et notamment dans son magasin TATI de la rue de Rennes à PARIS des poudriers constituant la vente frauduleuse de produits portant une marque apposée frauduleusement ;

Interdit aux défenderesses de faire usage de ladite marque sous astreinte de 100 F (CENT FRANCS) par infraction constatée passé un délai de deux mois à compter de la signification du présent jugement ;

Condanne in solidum les défenderesses à payer à la « BARBARA GOULD » : — une somme de 20 000 F (VINGT MILLE FRANCS) à titre de dommages-intérêts ; — une somme de 2 000 F (DEUX MILLE FRANCS) en application de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile.

Ordonne la publication du dispositif du présent jugement dans trois journaux ou revues, français ou étrangers, au choix de la demanderesse et aux frais in solidum des défenderesses. Condanne in solidum les défenderesses aux dépens. »



# AFFAIRES

## Les actifs des Papeteries de Pont-Audemer vont être repris par différentes sociétés

De notre correspondant

Evreux. — Après une attente de plusieurs mois, le sort des Papeteries de Pont-Audemer, qui se trouvaient en état de liquidation judiciaire, vient d'être réglé, sous l'égide du comité interministériel de restructuration industrielle, par une série de décisions du tribunal de commerce de Paris aboutissant à la dispersion des différents secteurs d'activité.

La papeterie proprement dite, avec ses deux machines à papier et un certain nombre d'ateliers de transformation, est reprise par Danne et Lecomte, groupe papeterier du Nord à capitaine familial, sous forme d'une filiale, la Société nouvelle des papeteries de Pont-Audemer, qui va reprendre l'exploitation à compter du 1<sup>er</sup> juin prochain, avec trois cent trente-cinq personnes.

D'autre part, la scierie, spécialisée dans la fabrication de sacs à valve en plastique, sera reprise à la même date, avec cent trente-sept personnes, par la société Van Leer France, filiale du groupe international néerlandais.

L'incertitude ne subsiste que pour la cartonnerie, dont l'exploitation se poursuit sous contrôle du syndicat, avec la concours de la Société nouvelle de cartonnerie de Pont-Audemer (S.N.C.P.A.), dont les actionnaires sont des récupérateurs de chiffons et de vieux papiers. Ceux-ci devront prendre une décision, afin de poursuivre ou non l'exploitation au-delà du 4 juillet prochain.

Pour l'heure, le nombre des licenciements se trouve donc limité au minimum : de l'ordre d'une vingtaine.

La société Van Leer, spécialisée dans les emballages rigides, en reprenant Pont-Audemer, entend élargir la gamme de sa production avec les emballages flexibles et accroître ainsi sa place sur le marché français. Elle a l'intention d'investir une somme de 10 millions de francs à plus ou moins long terme en achetant une nouvelle machine, qui permettra le développement de la production de sacs spéciaux destinés notamment à la chimie.

L. M.

## Prouvost S.A. veut accroître sa présence à l'étranger

M. Christian Dervoloy, président-directeur général de Prouvost S.A., a présenté, le mercredi 18 mai à Paris, les résultats de son groupe pour 1982. Il a aussi esquissé les perspectives de la politique industrielle de l'entreprise, la première sur le marché français du textile.

L'an dernier, le chiffre d'affaires consolidé du groupe a été de 6,70 milliards de francs (+ 15 % par rapport à 1981), dont près de 60 % à l'exportation. En dépit d'une conjoncture défavorable, M. Dervoloy s'est montré confiant pour 1983.

Durant l'exercice précédent, les activités ont été différentes selon les branches. Elles ont été bonnes pour le « négoce » (achat de laines brutes essentiellement) — 31 % du chiffre d'affaires du groupe — puisque la progression a été de 20 %. Elles ont été médiocres pour le « peignage » (+ 5 %) et les filatures (+ 7 %). Le secteur diversifié est lui préoccupant.

Celui-ci regroupe notamment Customatic (housses et accessoires pour automobile), entreprise en développement ; en revanche, Pamel et Filpo (calendrier et confection plastique...) et Sublatic (fabri-

tion de papiers spéciaux pour impression sur tissu) ont connu à nouveau en 1982 de mauvais résultats.

M. Dervoloy a laissé entendre que Prouvost céderait éventuellement ces deux dernières entreprises, dont les activités sont en dehors de celles du textile, vocation de l'entreprise, fondée il y a plus de cent ans.

Le groupe a beaucoup investi au cours de ces dernières années (entre 160 et 180 millions de francs chaque année au cours des cinq dernières années). Il vise désormais à développer principalement son activité comme producteur, notamment sur les marchés étrangers, dans des régions où il n'est pas encore présent (Amérique du Nord et du Sud ; Extrême-Orient).

Plus généralement, Prouvost veut redevenir un groupe aux activités textiles homogènes mais non intégrées. Ainsi semble être mis un point final à certaines hypothèses prêtées aux pouvoirs publics ; ceux-ci avaient souhaité, disait-on, que soit restructuré en une filière textile nationale l'essentiel de l'appareil industriel par des regroupements « volontaires » d'entreprises ou de pans d'entreprises. — A. T.

## La Cogema va participer au redressement d'Imetal

La Cogema vient d'être chargée par les pouvoirs publics d'aider les responsables d'Imetal à définir et à mettre en œuvre les évolutions nécessaires de leur politique industrielle. D'autre part, la Cogema — filiale du Commissariat à l'énergie atomique — et l'Erap vont former une société holding, la Cogema étant majoritaire, qui détiendra plus du tiers du capital d'Imetal. Avec la Compagnie financière de Suez — autre actionnaire important, — ce holding s'efforcera de mettre au point un plan de financement et de redressement. Cette opération est menée parallèlement à la restructuration de la filiale d'Imetal Le Nickel, dans laquelle l'Erap vient de prendre une participation majoritaire, la part d'Imetal tombant de 50 à 15 %.

Imetal, le premier producteur mondial de plomb par sa filiale Penarroya et le premier producteur français privé de minerai d'uranium (Mokta), connaît depuis deux ans des difficultés financières liées notamment à la chute des cours de certains métaux non ferreux, principalement le nickel.

Ses résultats ont donc connu une chute spectaculaire, puisque le groupe a « viré au rouge » en 1982 (640 millions de pertes consolidées contre un bénéfice de 115 millions en 1981).

## USINOR VA PRENDRE LE CONTROLE DE PEUGEOT-LOIRE

Usinor devait consulter, ce jeudi 19 mai, son comité central d'entreprise sur la prise de contrôle de Peugeot-Loire. L'opération, en négociation depuis fort longtemps, est acquiescée dans son principe. Elle permettra au groupe sidérurgiste d'acquiescer près de 100 % du capital (contre 33 % actuellement).

Spécialisée dans la production d'aciers inox plats (85 % de son chiffre d'affaires de 700 millions de francs), Peugeot-Loire va renforcer la division Châtillon d'Usinor (1,5 milliard de chiffre d'affaires). La production de ces aciers en France sera ainsi réduite à deux groupes : Usinor et l'association Ugine-Gueugnon, tandis que les restructurations engagées en Allemagne et en Italie feront apparaître des monoproductions : Thyssen-Krupp et Tetsid-Termidor.

Ces difficultés ont déjà conduit à une modification de son capital : en effet, une augmentation de capital de 300 millions de francs, destinée à venir en aide à sa filiale Le Nickel-SLN, a permis, en juin 1982, l'entrée de l'Erap dans le capital d'Imetal. En outre, la participation (20 %) que détenait Rothschild jusqu'à sa nationalisation, a été transférée à la Compagnie de Suez au début de cette année. A l'issue de ces opérations, le capital d'Imetal se répartissait donc comme suit : Erap 29,9 %, Suez 16,14 %, Cogema 12,14 %, Minerais et Ressources Corp. 5,57 %.

## TELEX PARTAGE

ÉTRANGE SERVICE, TELEX / PARIS 345.21.62

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE  
SOCIÉTÉ ALGÉRO-MAURITANIENNE DE PÊCHE  
« ALMAP »

DIRECTION GÉNÉRALE  
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL  
N° 106/83

Un avis d'offres national et international est lancé pour la construction d'un complexe de pêches intégré subdivisé en lots suivants :  
1<sup>er</sup> lot : Construction d'un complexe frigorifique.  
2<sup>e</sup> lot : Équipement de froid et de congélation.  
3<sup>e</sup> lot : Équipement de traitement.  
4<sup>e</sup> lot : Équipement de maintenance et de stockage.  
5<sup>e</sup> lot : Équipement de transport.  
6<sup>e</sup> lot : Équipement d'ateliers de réparation et de maintenance.  
7<sup>e</sup> lot : Construction de chalets-concepteurs.  
8<sup>e</sup> lot : Construction de chaudières à glace.

Les entreprises intéressées peuvent retirer les cahiers des charges contre paiement de la somme de trois mille ouguyas (3 000 UM) au :  
Siège de la Société « ALMAP » sise à Nouadhibou.  
B.P. 321 - Tél. : 21-48 - Télex : 434/MTN.

Les soumissionnaires doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la chambre de commerce et de l'industrie du lieu de résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.

Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous double pli anonyme, cacheté, au plus tard 60 jours à compter de la date de parution du présent avis, à l'adresse indiquée ci-dessus.

L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement la mention : « Avis d'Appel d'Offres International n° 106/83 - NE PAS OUVRIR ».

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix jours (90), à compter de la date de clôture du présent appel d'offres.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## BANQUE WORMS

Réuni le 27 avril 1983 sous la présidence de M. Georges Vianes, le Conseil d'Administration de la Banque WORMS a adopté son rapport d'activités 1982 qui sera soumis, le 31 mai prochain, à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires.

Les comptes de la Banque, arrêtés au 31 décembre 1982, font ressortir les principaux éléments suivants :

- le bilan s'élevait à cette date à 34,1 milliards de francs, marquant une progression de 18,9 % par rapport à l'exercice précédent (28,7 milliards de francs) ;
- les dépôts de la clientèle (9,9 milliards de francs) progressent de 8,2 %, l'ensemble des crédits à la clientèle (13,2 milliards de francs) de 25,3 % ;
- le résultat d'exploitation, avant provisions et amortissements, s'élevait à 109 millions de francs contre 80 millions de francs, soit une amélioration de 36 % d'un exercice sur l'autre ;
- compte tenu des produits et charges exceptionnels, impôts, provisions et amortissements, le bénéfice net de l'exercice ressort à 16,1 millions de francs à comparer à 41,7 millions de francs en 1981. Il est à souligner que les résultats sociaux sont nettement supérieurs par la Banque, tant au niveau de l'exploitation proprement dite qu'à celui de son portefeuille titres, lui ont permis de doter substantiellement ses comptes de provisions (119 millions de francs d'excédent net contre 49 millions de francs en 1981), notamment dans le secteur des engagements immobiliers et internationaux.

Le bénéfice net sera intégralement affecté aux comptes de réserves. Il est à préciser, par ailleurs, que le Conseil d'Administration demandera aux actionnaires, le 31 mai prochain, l'autorisation de procéder à des emprunts obligataires dans la limite d'une enveloppe de 900 millions de francs.

## AVENIR PUBLICITÉ

Le conseil d'administration d'Avenir Publicité S.A., réuni le 3 mai 1983, sous la présidence de M. Jean Casanova, a arrêté les comptes de l'exercice 1982.

A cette occasion, M. Jean Casanova, assisté par la filiale d'âge fondée par les statuts, a présenté sa démission ; le conseil a désigné M. Claude Marin à la présidence d'Avenir Publicité. Sur proposition de M. Claude Marin, M. Jean Casanova a été nommé conseiller auprès du président d'Avenir Publicité.

Première société française de publicité extérieure, Avenir Publicité a réalisé, en 1982, un chiffre d'affaires hors taxes de 509 931 914 F, en hausse de 22 %. Son bénéfice d'exploitation, en forte hausse, s'est élevé à 16 653 016 F contre 4 557 704 F en 1981.

En cours de l'exercice, la société a poursuivi son programme ambitieux de modernisation, commencé depuis quelques années, et a investi 42,7 millions de francs.

Enfin, le résultat net après impôts est

## CESSATION DE GARANTIE

Le 2 janvier 1979

Décret du 28 juillet 1972

La banque Stern, société anonyme au capital de 46 480 000 F, dont le siège social est à Paris 8<sup>e</sup>, rue de Valenciennes, informe le public qu'elle ne procède pas au renouvellement de la garantie financière qu'elle accordait à la Société Générale parisienne de Transmissions Immobilières « SOGEPAT », société anonyme au capital de 100 000 F, dont le siège social est à Paris 8<sup>e</sup>, 25, rue Marbeuf, au titre de son activité de transactions sur immeubles et fonds de commerce, cette garantie lui ayant été accordée par un autre organisme.

En conséquence, cette garantie cessera à l'expiration d'un délai de trois jours francs à dater de la présente publication (article 44 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie n'implique à toutes échéances ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi du 2 janvier 1970 qui restent couvertes par la banque Stern, à condition d'être produites par les créanciers dans les trois mois de la présente publication, au siège de la banque Stern.

Il est précisé qu'il s'agit de « créances éventuelles » et que le présent avis ne préjuge rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité de la S.A. « SOGEPAT ».

## M. H. (ex. JAZ)

Le conseil d'administration de la société M. H. (ex. JAZ) s'est réuni le 10 mai 1983 sous la présidence de M. Jacques Meyer, avec, comme premier point d'ordre du jour important, l'arrêté des comptes de l'exercice écoulé, clos le 31 décembre 1982.

Ceux-ci font apparaître un chiffre d'affaires de 219,2 millions de francs, en hausse, malgré une conjoncture particulièrement défavorable sur le marché horloger, de près de 10 % par rapport à l'année précédente. Le résultat d'exploitation correspondant s'élevait à — 38,7 millions de francs contre — 51 millions de francs en 1981. Enfin, sous l'effet essentiel d'un abandon de créances de 115 millions de francs pratiqué en faveur de M. H. par sa maison-mère Matra, le résultat net comptable est positif de 80 millions de francs.

L'abandon de créances, malgré son importance, n'a pas suffi à redresser une structure financière extrêmement dégradée par l'accumulation des pertes antérieures puisque, compte tenu des charges pécuniaires, le report à nouveau est en déficit de 51,3 millions de francs et la situation nette comptable négative de 13,4 millions de francs.

La constatation de cette situation intervient au moment où sont arrivées à leur terme les études menées depuis plusieurs mois quant à la nécessaire reorganisation de la branche horlogère du groupe Matra — laquelle, outre le contrôle de M. H., regroupe des participations très majoritaires dans les sociétés Yema et Francael. — Études qui ont conduit à l'opportunité d'un rapprochement juridique complet entre les trois sociétés.

Les réflexions menées à ce titre ont en effet abouti dès la fin de l'année 1982 à une optimisation des structures industrielles caractérisée par la mise en commun d'un certain nombre de services et destinée tant à rationaliser les tâches qu'à réduire les charges propres à l'exploitation de chacune des trois sociétés. Cette optimisation maintenant en cours est destinée à constituer un dispositif opérationnel entièrement renouvelé qui, appuyé sur des accords de coopération passés entre Matra et le groupe Hattori, se révélera apte à constituer un pôle professionnel performant et de niveau international. D'ailleurs, le cumul de leurs comptes d'exploitation montre d'ores et déjà les signes d'un net redressement dont la poursuite doit rapidement conduire à l'équilibre.

Les efforts entrepris trouvent un prolongement naturel de leur efficacité dans l'idée d'un regroupement financier permettant la mise en œuvre des synergies tout en sauvegardant de la façon la plus absolue l'identité des marques et la spécificité des activités commerciales de chacune des sociétés concernées, ainsi que leur politique de marketing respectives.

Préalablement, et dans le contexte ainsi tracé, deux mesures ont paru indispensables :

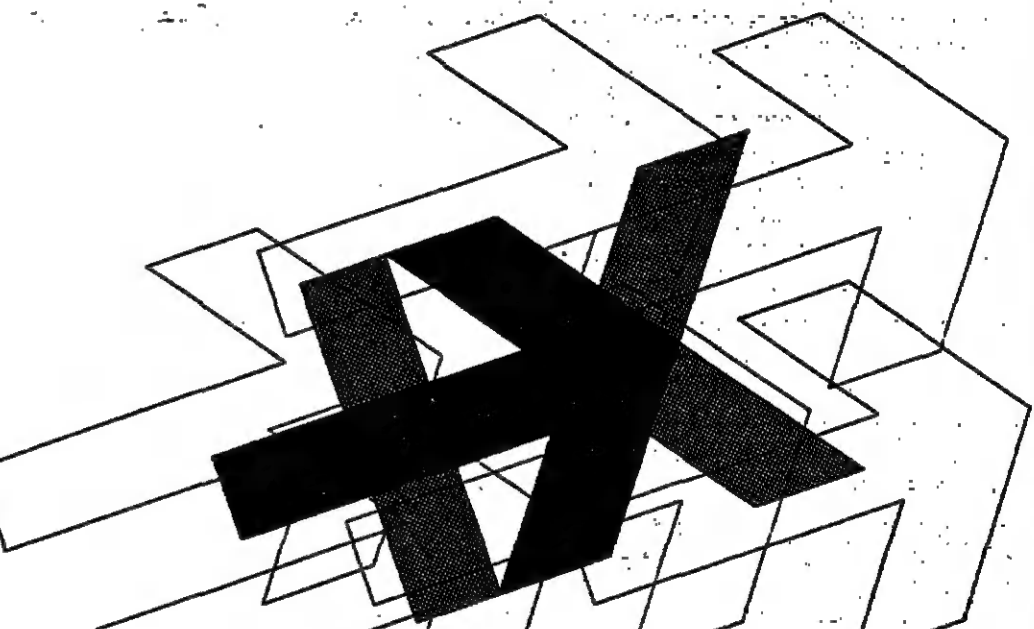
- une part, décharger de la société M. H. son établissement industriel de Wintzenheim, dont l'activité, outre sa base horlogère traditionnelle, est partiellement réorientée vers la production de matériels informatiques, et qui fera l'objet d'une décision d'apport à la société Matra-Micro-Systèmes (M.M.S.), soumise à une assemblée générale extraordinaire de M. H. convoquée pour le 3 juin prochain ;
- d'autre part, donner à M. H. une structure financière assainie en rapport avec ses nouvelles dimensions et qui soit capable de lui permettre de maîtriser le développement qu'elle s'est assigné.

Dans ces conditions, le conseil a décidé :

- de convoquer, pour le 28 juin, une assemblée générale extraordinaire qui suivra l'assemblée générale ordinaire annuelle afin, après imputation par cette dernière d'une partie du report à nouveau sur les postes de réserve disponibles :

- de procéder à une réduction du capital social actuel par réduction du nombre d'actions au taux de une pour dix ;
- de décider l'annulation d'une augmentation de capital au nominal de 80 F par action, portant sur un volume global légèrement supérieur à 50 millions de francs, permettant à tout détenteur d'une action actuelle de souscrire à trois actions émises, et dont la bonne fin sera garantie par Matra ;
- de convoquer pour le 29 juillet une autre assemblée générale extraordinaire qui aura, elle, à statuer sur la fusion-absorption par M. H. des sociétés Francael et Yema, les actionnaires de ces dernières étant rémunérés par des actions M. H. spécialement émises en contrepartie de leur apport.

Cet ensemble d'opérations lui très succinctement décrit fera l'objet des procédures légales et de la diffusion en temps opportun des documents détaillés d'information des actionnaires et du public prévus en pareil cas.



## emprunt mai 1983

	à taux fixe 15% de F 690.000.000	à taux variable de F 210.000.000
Prix d'émission	99,90 %, soit F 4.995 par obligation	98,50 %, soit F 4.925 par obligation
Jouissance - Règlement	31 Mai 1983	31 Mai 1983
Durée	8 ans	8 ans
Intérêt annuel	15 %, soit F 750 par obligation	Égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'état et assimilés. Intérêt minimum : 9 %
Taux de rendement actuariel brut pour le souscripteur	15,02 %	
Vie moyenne	8 ans	8 ans
Amortissement normal	En totalité le 31 Mai 1991 par remboursement au pair	En totalité le 31 Mai 1991 par remboursement au pair
Amortissement anticipé	Autorisé par rachats en Bourse. Possibilité de 3 O.P.A.	Autorisé par rachats en Bourse. Possibilité de 3 O.P.A.

Clôture sans préavis : La note d'information qui a reçu le visa de la C.O.B. n° 83-118 en date du 26-4-1983 est tenue, sans frais, à la disposition du public au siège social de la Caisse Centrale des Banques Populaires, 115, rue Montmartre, 75002 Paris.

Souscription auprès des 1750 guichets du Groupe

**Banque Populaire**  
La banque de ma vie

Entrée par la Caisse Centrale des Banques Populaires.

مكتبة الشعب



SOCIÉTÉ

مركز التمويل

# MARCHÉS FINANCIERS

# BOURSE DE PARIS Comptant 18 MAI

### PARIS 18 mai

#### Effrètement

Pour la troisième séance consécutive, le marché a opté pour la baisse mercredi mais le repli est beaucoup moins marqué qu'il ne l'avait été la veille. Le marché a perdu 0,95 % lundi et 0,82 % le mardi.

Vivement, la Bourse de Paris hésite toujours à s'engager franchement dans un processus de correction technique, après la forte avance enregistrée depuis le début de l'année, et les professionnels ont beau jeu de constater que le volume des transactions a été en baisse.

D'une actualité économique riche en événements, les boursiers parisiens retiennent surtout la hausse des prix de détail (+1,4 %) prévue par l'INSEE pour le mois d'avril. Survenant après une progression de 0,9 % en mars, cet indicateur est jugé gravement préoccupant. A ce niveau-là (et l'on escompte déjà un mauvais indice des prix en mai, compte tenu de la hausse intervenue sur le prix de l'essence), la hausse de cet indice est prise de très loin par rapport à celle de nos voisins allemands, fait-on valoir autour de la corbeille.

Parmi les baisses les plus marquées, on relève Alstom-Atlantique (-5 %), Nobel-Bozel, Jeumont-Industrie, Primagaz, Sommer-Albert et Five-Lille avec des replis voisins de 3 %.

En sens contraire, Demat gagne 7 %, suivie de Pétrilos B.P. (+6 %), Sactilor (+5,7 %) Intertek et Moulins (+4 %).

Sur le marché de l'or, le cours du métal fin a gagné 4,65 dollars l'once dans la City, à 442,15 dollars. A Paris, le lingot s'est négocié à 105 100 F (+400 F) mais le négociant s'est contenté, une fois de plus, de reproduire son cours de la veille (700 F).

A 9,41/44 F, le dollar-titre ne varie guère.

### NEW-YORK 18 mai

#### Irrégulier

Après un démarrage en hausse (l'indice Dow Jones des valeurs industrielles gagnait jusqu'à 9 points mercredi, à l'issue d'une demi-heure de transactions), le marché new-yorkais a progressivement fait marche arrière jusqu'à accusé au son de cloche final un repli modéré de 2,23 points, pour s'établir à 1 203,56 points, bien que les spéculations aient été portées sur les replis dans la proportion de 972 contre 646, un total de 357 actions américaines se sont vendues et reproduit leur cours de la veille.

Le fait marquant de la séance a été la nette remontée du volume des transactions puisque 99,78 millions de titres ont finalement été échangés contre 79,51 millions mardi, les valeurs pétrolières continuant à figurer en tête des actions les plus actives (Superior Oil Nevada, Exxon notamment).

Certains observateurs ont noté la présence d'un investisseur, dont l'identité n'a pas été révélée et qui aurait transmis un ordre de vente portant sur une centaine de millions de dollars, dont la cote devait ressortir de cet ordre de vente important, la firme de conseil Merrill Lynch a catégoriquement démenti être l'auteur de cette vente.

D'autre part, un certain nombre d'analystes ont tenté de marquer par un accueil favorable l'annonce d'une progression de 0,8 % des revenus des particuliers américains constatée en avril, après un gain de 0,6 % le mois précédent, ce qui constitue la plus forte augmentation depuis juillet 1982.

	do nos.	cours	VALEURS	préc.	cours	VALEURS	préc.	cours	VALEURS	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	pr
--	---------	-------	---------	-------	-------	---------	-------	-------	---------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	----

### LA VIE DES SOCIÉTÉS

**MEERLIN GÉRIN.** - L'année 1983, qui devrait être bonne, « sans accident conjoncturel ou graves problèmes sociaux », pourrait permettre à la société d'enregistrer une progression de plus de 20 % de ses résultats par rapport à l'année précédente. Les bénéfices net (avant impôts) de 255 millions de francs, sur un chiffre d'affaires de 6,15 milliards de francs, a indiqué son président, M. Jean Vaujour.

Cette société, qui figure parmi les plus importants constructeurs européens d'appareillage électrique, a déjà annoncé, au titre de l'exercice 1982, un bénéfice net de 102 millions de francs (contre 81 millions l'année précédente), sur un chiffre d'affaires (hors taxes) de 5,1 milliards de francs (contre 3,9 milliards en 1980). Meerlin Gérin, qui entend poursuivre ses efforts en faveur de l'internationalisation, un secteur qui représente actuellement 47 % de son chiffre d'affaires (avec des effectifs de deux mille personnes sur ce secteur sur un total de quinze mille salariés), l'objectif étant d'atteindre à 50 % en 1984, va également effectuer un gros effort en termes d'investissement, lesquels devraient progresser de 66 % par rapport à 1982, pour dépasser les 300 millions de francs.

**MOULINEX.** - La société, qui a réalisé, en 1982, un bénéfice net consolidé de 53,1 millions de francs sur un chiffre d'affaires également consolidé de 2,74 milliards, des résultats déjà connus, annonce la distribution d'un dividende net de 4 F par action, au titre de ce même exercice, un montant identique au dividende 1981 et auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 2 F.

### INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 = 31 déc. 1982)

Valeur française	125,3
Valeur étrangère	134,4
COTE DES AGENTS DE CHANGE	
(Base 100 = 31 déc. 1982)	
17 mai	124,5
18 mai	124,6

### TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effet privé de 12 mois : 13,1/4 %

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen)	181
	233,90

114	113 50		114	113 50		114	113 50		114	113 50	
115	114 50		115	114 50		115	114 50		115	114 50	
116	115 50		116	115 50		116	115 50		116	115 50	
117	116 50		117	116 50		117	116 50		117	116 50	
118	117 50		118	117 50		118	117 50		118	117 50	
119	118 50		119	118 50		119	118 50		119	118 50	
120	119 50		120	119 50		120	119 50		120	119 50	
121	120 50		121	120 50		121	120 50		121	120 50	
122	121 50		122	121 50		122	121 50		122	121 50	
123	122 50		123	122 50		123	122 50		123	122 50	
124	123 50		124	123 50		124	123 50		124	123 50	
125	124 50		125	124 50		125	124 50		125	124 50	
126	125 50		126	125 50		126	125 50		126	125 50	
127	126 50		127	126 50		127	126 50		127	126 50	
128	127 50		128	127 50		128	127 50		128	127 50	
129	128 50		129	128 50		129	128 50		129	128 50	
130	129 50		130	129 50		130	129 50		130	129 50	
131	130 50		131	130 50		131	130 50		131	130 50	
132	131 50		132	131 50		132	131 50		132	131 50	
133	132 50		133	132 50		133	132 50		133	132 50	
134	133 50		134	133 50		134	133 50		134	133 50	
135	134 50		135	134 50		135	134 50		135	134 50	
136	135 50		136	135 50		136	135 50		136	135 50	
137	136 50		137	136 50		137	136 50		137	136 50	
138	137 50		138	137 50		138	137 50		138	137 50	
139	138 50		139	138 50		139	138 50		139	138 50	
140	139 50		140	139 50		140	139 50		140	139 50	
141	140 50		141	140 50		141	140 50		141	140 50	
142	141 50		142	141 50		142	141 50		142	141 50	
143	142 50		143	142 50		143	142 50		143	142 50	
144	143 50		144	143 50		144	143 50		144	143 50	
145	144 50		145	144 50		145	144 50		145	144 50	
146	145 50		146	145 50		146	145 50		146	145 50	
147	146 50		147	146 50		147	146 50		147	146 50	
148	147 50		148	147 50		148	147 50		148	147 50	
149	148 50		149	148 50		149	148 50		149	148 50	
150	149 50		150	149 50		150	149 50		150	149 50	
151	150 50		151	150 50		151	150 50		151	150 50	
152	151 50		152	151 50		152	151 50		152	151 50	
153	152 50		153	152 50		153	152 50		153	152 50	
154	153 50		154	153 50		154	153 50		154	153 50	
155	154 50		155	154 50		155	154 50		155	154 50	
156	155 50		156	155 50		156	155 50		156	155 50	
157	156 50		157	156 50		157	156 50		157	156 50	
158	157 50		158	157 50		158	157 50		158	157 50	
159	158 50		159	158 50		159	158 50		159	158 50	
160	159 50		160	159 50		160	159 50		160	159 50	
161	160 50		161	160 50		161	160 50		161	160 50	
162	161 50		162	161 50		162	161 50		162	161 50	
163	162 50		163	162 50		163	162 50		163	162 50	
164	163 50		164	163 50		164	163 50		164	163 50	
165	164 50		165	164 50		165	164 50		165	164 50	
166	165 50		166	165 50		166	165 50		166	165 50	
167	166 50		167	166 50		167	166 50		167	166 50	
168	167 50		168	167 50		168	167 50		168	167 50	
169	168 50		169	168 50		169	168 50		169	168 50	
170	169 50		170	169 50		170	169 50		170	169 50	
171	170 50		171	170 50		171	170 50		171	170 50	
172	171 50		172	171 50		172	171 50		172	171 50	
173	172 50		173	172 50		173	172 50		173	172 50	
174	173 50		174	173 50		174	173 50		174	173 50	
175	174 50		175	174 50		175	174 50		175	174 50	
176	175 50		176	175 50		176	175 50		176	175 50	
177	176 50		177	176 50		177	176 50		177	176 50	
178	177 50		178	177 50		178	177 50		178	177 50	
179	178 50		179	178 50		179	178 50		179	178 50	
180	179 50		180	179 50		180	179 50		180	179 50	
181	180 50		181	180 50		181	180 50		181	180 50	
182	181 50		182	181 50		182	181 50		182	181 50	
183	182 50		183	182 50		183	182 50		183	182 50	
184	183 50		184	183 50		184	183 50		184	183 50	
185	184 50		185	184 50		185	184 50		185	184 50	
186	185 50		186	185 50		186	185 50		186	185 50	
187	186 50		187	186 50		187	186 50		187	186 50	
188	187 50		188	187 50		188	187 50		188	187 50	
189	188 50		189	188 50		189	188 50		189	188 50	
190	189 50		190	189 50		190	189 50		190	189 50	
191	190 50		191	190 50		191	190 50		191	190 50	
192	191 50		192	191 50		192	191 50		192	191 50	
193	192 50		193	192 50		193	192 50		193	192 50	
194	193 50		194	193 50		194	193 50		194	193 50	
195	194 50		195	194 50		195	194 50		195	194 50	
196	195 50		196	195 50		196	195 50		196	195 50	
197	196 50		197	196 50		197	196 50		197	196 50	
198	197 50		198	197 50		198	197 50		198	197 50	
199	198 50		199	198 50		199	198 50		199	198 50	
200	199 50		200	199 50		200	199 50		200	199 50	



UN JOUR  
DANS LE MONDE

## IDÉES

2. RESPONSABILITÉ : « La place des hommes libres », par René Paris ; « Une merge étroite », par Gaston Pélissier ; « Les citoyens devant l'administration », par Alain Plantey.

## ÉTRANGER

3-4. LA PRÉPARATION DU SOMMET DE WILLIAMSBURG.

## 4. DIPLOMATIE

— LU : Comment finissent les démocraties ? de Jean-François Revel.

## 6-7. EUROPE

— R.F.A. : le récit de la découverte des « caméras de Hitler » selon la dernière édition du Stern.

## 8. AMÉRIQUES

— ÉTATS-UNIS : le prochain maître de Philadelphie pourrait être un Noir.

## 9. AFRIQUE

## 10. ASIE

## POLITIQUE

9. Le débat Delors-Fourcade à la télévision.

10. L'exposition universelle à l'Assemblée nationale.

— Les travaux du conseil des ministres.

## LE MONDE DES LIVRES

19. LE FEUILLETON : « 1934 », d'Alberto Moravia ; M. Agnès de Unzué ; Sévigné : BILLET : D'un mai à l'autre.

20. LA VIE LITTÉRAIRE.

21. AU FIL DES LECTURES.

22. ÉCRITS INTIMES : le désir autobiographique.

24. PRÉHISTOIRE : les cant facettes d'André Leroi-Gourhan.

25. ÉCRIRE, LIRE ET VIVRE EN FRANCE : Champy, cité des libraires.

## SOCIÉTÉ

26-28. ÉDUCATION : l'agitation étudiante.

28. DÉFENSE.

— SPORTS.

## FESTIVAL DE CANNES

29. COMPÉTITION : le Sud, de Victor Erice.

## CULTURE

30. L'École nationale de design à Paris.

— THÉÂTRE : le Caribbe, mise en scène par Monclard.

— COMMUNICATION : Les débats de la télé-distribution : « Monsieur Cible », six mois pour réussir.

## ÉQUIPEMENT

34. TRANSPORTS : les routes menacent d'organiser des grèves multiples.

## ÉCONOMIE

35. ÉNERGIE.

36-38. ÉTRANGER : la Banque africaine de développement à vingt ans.

— SOCIAL : M. Bergeron demande à rencontrer M. Mauroy et le C.N.P.F.

38. AFFAIRES.

## RADIO-TÉLÉVISION (32)

## INFORMATIONS

## SERVICES (18)

Les services ouverts ou fermés pour la Pentecôte :

« Journal officiel » ; Loterie nationale ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés.

Abonnements classés (33) ; Carnet (34) ; Programmes des spectacles (31) ; Marchés financiers (39).

Le numéro du « Monde » daté 19 mai 1983 a été tiré à 498 397 exemplaires.

## VIENT DE PARAÎTRE

## AFRICA

MAI 83, AU SOMMAIRE : APARTHEID : JUSQU'OU, JUSQU'À QUAND ? La plus importante enquête publiée en Afrique sur le régime raciste africain. Quel secrétaire général pour l'O.U.A. ? Sénégal : vers la III<sup>e</sup> République. Côte d'Ivoire : une crise bénéfique ? Une section culturelle exceptionnelle : Eno Bellinga, Paul Daky, Paulin Vieyra, Maryse Condé.

Dans AFRICA n° 151 (mai), le grand mensuel africain d'Afrique noire. Abon. : 100 FF. Tous rends. Bureau international AFRICA, 24, rue Royale, 75008 Paris. Tél. 260-85-28.

A B C D E F G

POUR OBLIGER LE GOUVERNEMENT  
« A RESPECTER SES ENGAGEMENTS »

Les internes et chefs de clinique déposent un nouveau préavis de grève à compter du 1<sup>er</sup> juin

Les internes et chefs de clinique des centres hospitalo-universitaires ont déposé, ce jeudi 19 mai, un nouveau préavis de grève à compter du 1<sup>er</sup> juin. Ils entendent ainsi obtenir du gouvernement « qu'il respecte ses engagements », notamment sur l'autonomie de la médecine au sein de l'Université et sur le calendrier de mise en œuvre des réformes hospitalières.

Les centres hospitalo-universitaires vont-ils, de nouveau, sombrer dans la quasi-paralyse ? Après la plus longue grève qu'ait connue, du 22 mars au 3 mai, le monde hospitalier français, internes et chefs de clinique ont annoncé, le 19 mai, qu'ils reprendraient leur mouvement si, d'ici au 1<sup>er</sup> juin, les réunions de concertation n'avaient pas recommandé « au plus haut niveau » et si la certitude du « respect intégral » des engagements du gouvernement ne leur est pas donnée.

L'inquiétude des internes et chefs de clinique porte essentiellement sur deux points. En premier lieu, la date de l'examen par l'Assemblée nationale de la loi de réforme de l'enseignement supérieur — le 24 mai — approche. Avant cette discussion, les médiateurs désignés par M. Pierre Mauroy pour apaiser le conflit devaient remettre un rapport dans lequel ils préciseraient le sens du projet de loi et la possibilité de passer des contrats avec les hôpitaux. Ce rapport n'ayant pas été

rendu public, internes et chefs de clinique redoutent de ne pas disposer, au moment du vote de la loi, des éléments d'information qu'ils jugent indispensables. Deuxième point : les statuts hospitaliers. Seules ont été fournies des indications relatives à celui des hospitaliers non universitaires. Internes et chefs de clinique demandent, en contrepartie, des informations sur le futur statut hospitalo-universitaire. Sur ce sujet, ni le secrétariat d'État à la Santé ni M. Edmond Hervé lui-même, lors de sa conférence de presse du 17 mai, n'ont apporté d'éléments d'appréciation. Étaient-ils possibles, alors que les médiateurs doivent remettre leur rapport — qui traitera de l'ensemble des structures médicales et hospitalières — la fin de juin ou au début de juillet ?

Interne et chefs de clinique de C.H.U. se soucient aussi d'obtenir des garanties plus précises à propos de leur insertion dans le secteur libéral, ce qui relève à l'évidence du domaine conventionnel.

Chez M. Pierre Bérégovoy, on estimait, jeudi matin, que les discussions ne sont nullement rompues et qu'une rencontre sera certainement organisée d'ici au 1<sup>er</sup> juin. Entre-temps, des assemblées générales auront lieu à Paris et en province dans les C.H.U. : une course de vitesse est à nouveau engagée.

De toute évidence, la reprise d'une grève dure et déterminée s'ajoutait aux difficultés du gouvernement à un moment où de nouveaux affrontements politiques et syndicaux s'annoncent dans le domaine de la protection sociale.

Côté étudiants, règne indiscutablement un certain malaise. Depuis longtemps pressentie, la scission entre les C.H.U. « jusqu'au-boutistes » — souvent de province — et les autres a failli se produire dans la nuit du 17 au 18 mai. C'est en extrême que l'on a découvert que la « faillie gouvernementale » et qu'il la hâte a pu se reconstruire le front commun. Dès lors, le verrou de l'ultimatum du 18 mai ne pouvait que sauter. Les discussions internes, et, au fond, quelques inquiétudes sur leur véritable représentativité amenèrent, en effet, les membres du comité inter-C.H.U. national (C.I.C.N.) à organiser un nouveau scrutin à bulletin secret pour définir notamment quelle attitude adopter — accord ou refus — devant le protocole d'accord présenté par le gouvernement.

Côté pouvoirs publics, on ne cachait pas, le 18 mai, une certaine gêne devant la tournure prise par les événements. On avait trop fait, les jours précédents, qu'il s'agissait d'« ultimes propositions » et d'une « date-but » pour changer sans difficulté de position.

Finalement, le 18 mai, au terme d'une « longue conversation », étudiants et médiateurs trouvaient un terrain d'entente. Les anomalies relevées la veille dans les deux versions du protocole d'accord (le Monde du 19 mai) n'étaient dues, expliquait-on chez les médiateurs, qu'à une « erreur technique ». Seule comptait la première version. « Des déclarations », explique le professeur Maurice Tubiana, furent apportées sur les phrases pouvant donner lieu à plusieurs interprétations.

Une majorité de modérés

Tous les malentendus sont-ils pour autant levés ? Des votes à bulletin secret sont organisés, ce jeudi 19 mai, dans l'ensemble des C.H.U. de France. Ils portent à la fois sur le mode de scrutin à retenir (par C.H.U. ou par étudiant) et sur la position à adopter. Compte tenu des tendances observées le 17 mai lors de la réunion du C.I.C.N., les étudiants « modérés » apparaissent a priori comme les plus nombreux. A moins qu'une nouvelle scission ne survienne entre-temps, une quin-

L'AVENIR  
DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE  
SERA DÉTERMINÉ  
PAR TOUS LES CALÉDONIENS  
déclare M. Georges Lemoine

(De notre envoyé spécial.)

Nouméa. — N'en déplaise aux indépendantistes et aux « nationaux », le gouvernement n'entend pas déterminer autoritairement quel devrait être l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Tel est, en substance, le sens du discours que le secrétaire d'État aux DOM-TOM se proposait de tenir, vendredi matin 20 mai, devant l'Assemblée du territoire, en réponse aux antagonismes locaux.

M. Georges Lemoine a esquissé le contenu de cette réponse, jeudi après-midi, au cours d'une visite à Bourail, principal centre agricole de Nouvelle-Calédonie, créé il y a un siècle par d'anciens forçats. Improvisant après une allocution du maire de la commune, M. Jean-Pierre Alfa, président de l'Assemblée territoriale, membre de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (F.N.S.C.), centriste, allié du Front indépendantiste au sein du conseil du gouvernement du territoire, le secrétaire d'État a notamment déclaré : « Nous devons dépasser le climat de passion qui existe dans ce territoire. Nous devons regarder tous ensemble l'avenir avec sérénité, fermeté et volonté. Cet avenir, personne ne le déterminera, personne ne le déterminera en dehors de tous les Calédoniens ».

En clair, cela signifie que le gouvernement rejette à la fois la thèse de ceux des indépendantistes qui estiment que seuls les Calédoniens doivent se prononcer sur l'avenir politique du territoire, et celle des dirigeants de la communauté européenne selon laquelle les Calédoniens doivent s'incliner devant le fait majoritaire issu des urnes.

M. Lemoine propose l'organisation, à Paris, d'une « table ronde », afin d'associer tous les élus du territoire à la mise au point du nouveau statut en cours d'élaboration. Jeudi matin, le secrétaire d'État s'était rendu sur la côte est, à Paillole, commune dirigée par un indépendantiste. Il a essayé, en vain, d'engager le dialogue avec une cinquantaine de militants du Parti de libération kanak, venus manifester, bruyamment leur hostilité à la politique gouvernementale, en scandant notamment : « Mitterrand, Lemoine, au service de la bourgeoisie ! ».

ALAIN ROLLAT.

GRANDE FERMETÉ  
DU DOLLAR 7,4350 F

Le fléchissement du dollar sur les marchés des changes, amorcé mercredi 18 mai, s'est poursuivi jeudi 19 mai, les cours de la monnaie américaine ont rebondi vigoureusement, passant de 2,46 DM à plus de 2,47 DM à Francfort, et de 7,40 F à 7,4350 F à Paris, nouveau record historique.

A l'origine de ce regain de fermeté, on trouve, comme d'habitude, une tension des taux aux États-Unis. En outre, M. Volcker, président de la Réserve fédérale, a déclaré, mercredi soir, que, à son avis, le dollar n'était pas surévalué actuellement, se demandant si sa force était réellement liée à la tension des taux. L'avis américain, qui a été largement relayé par les opérateurs à vendre leurs dollars, bien au contraire. A Paris, le franc s'est bien tenu vis-à-vis du mark, dont le cours est revenu à 2,01 F.

NEULLY ET PHARMACIE QUARTIER LATIN  
**MEDECINE**  
classe préparatoire  
CEPES 27, rue Ch. Lemaître, 92 Neuilly, 7224.34/75.29  
enseignement, matériel, prêt

Hausse du prix de l'essence  
Le mois du diesel chez  
**NEUBAUER**  
Exceptionnel du 15 mai au 15 juin  
sur tout achat d'une  
• HORIZON Diesel  
• 305 Diesel • 505 Diesel  
Le meilleur prix — le meilleur service  
**NEUBAUER**  
M. GÉRARD 821.60.21

## LE DÉBAT AU SEIN DE L'OPPOSITION

Première rencontre en vue  
d'une « plate-forme » commune

Pour la première fois depuis les élections municipales, les délégations du R.P.R. et de l'U.D.F. se sont retrouvées, jeudi 19 mai, au siège du R.P.R. Une telle rencontre entre les présidents des groupes parlementaires des deux formations de l'opposition et leurs secrétaires généraux, M. Bernard Pons et Michel Pinton, avait été annoncée par le R.P.R. dès le 12 avril. Le parti de M. Jacques Chirac avait alors décidé d'inviter « immédiatement » les autres partis d'opposition à étudier l'établissement en commun d'une « plate-forme de principes et de valeurs qui doivent guider une autre politique correspondant aux aspirations des Français et aux intérêts de la France ».

Cette initiative du R.P.R. avait suscité une certaine irritation au sein de l'U.D.F., qui regrettaient la publicité donnée à une telle démarche, et déplorait notamment d'avoir pris connaissance par la presse. M. Lecanuet, président de l'U.D.F., devait toutefois accepter cette initiative tout en insistant sur certaines réserves sur le contenu éventuel d'une plate-forme. Il préférait parler d'un « texte commun », en soulignant que ce ne serait jamais que le quatrièmisme du nom. Il convenait toutefois que ce « symbole » de l'entente de l'opposition pouvait être nécessaire « à un moment où la gravité de la situation crée un climat d'urgence dans l'opinion ».

Cette attitude prudente de l'U.D.F., qui semble avancer « pas à pas », en allant « au fond des

choses », dans chacun des domaines de la vie publique, suscite l'agacement au R.P.R., plus pressé, semble-t-il, d'en arriver à la publication d'une déclaration d'ensemble. Les trois membres de la délégation U.D.F. devaient plaider jeudi en faveur d'une démarche prudente et souhaiter la mise en place de commissions de réflexion commune, aux deux formations telles qu'il en existe déjà pour la défense.

Dans ce domaine, l'U.D.F. et le R.P.R. sont parvenus à la mise au point d'une déclaration rendue publique jeudi matin 19 mai par M. Yves Lecoq, député (R.P.R.) de Paris, et M. Jean-Marie Deille, député (U.D.F.) de la Manche. M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., n'a pas manqué à cette occasion de souligner que le R.P.R. a fait « l'effort d'évoluer d'une façon qui ne peut que nous réjouir ». Il a souligné, cependant, que de profondes divergences existent encore entre le R.P.R. et l'U.D.F. C'est la raison pour laquelle il lui paraît prématuré, à lui comme à d'autres responsables de l'U.D.F., de vouloir précipiter l'établissement d'une plate-forme qui ne contenterait d'« idées vagues » ou de « principes trop généraux pour être concrets ». Autrement dit, cette réunion de jeudi ne semble devoir être que la première étape d'un processus de discussions entre le R.P.R. et l'U.D.F.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Les Palestiniens des territoires occupés  
sont partagés au sujet de l'accord israélo-libanais

La Maison Blanche a « regretté », mercredi 18 mai, le refus de la Syrie de recevoir M. Philip Habib, en déclarant que cette décision « ne dissuadera pas » les États-Unis de poursuivre leurs efforts en vue du retrait des troupes étrangères du Liban.

Il n'existe cependant actuellement aucun projet d'une nouvelle mission du secrétaire d'État, M. Shultz, au Proche-Orient, a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche. M. Habib, a-t-il ajouté, poursuivra sa nouvelle mission au Proche-Orient — qu'il devait entamer, ce jeudi, à Beyrouth — en « travaillant activement » au retrait des forces étrangères du Liban.

A Jérusalem, un haut fonctionnaire a confirmé qu'il y avait eu, en marge de la signature de l'accord israélo-libanais, un échange de lettres entre Israël et les États-Unis. Le contenu de ces lettres gardant un caractère confidentiel, il ne faut pas s'attendre que nous le publions les premiers, a ajouté cet officiel israélien. Selon le New York Times, les États-Unis et Israël avaient signé, mardi, un accord confidentiel qui reconnaît à l'État hébreu le droit d'autodéfense contre d'éventuelles attaques palestiniennes depuis le territoire libanais. Les États-Unis s'engagent également par ce texte à faire tout leur possible pour obtenir le retrait des forces palestiniennes et syriennes.

A Amman, M. Walid Jomblatt, chef du Parti socialiste progressiste libanais (P.S.P.), a prévenu, mercredi, la constitution d'un « large front libanais d'opposition politique et militaire » à l'accord libano-israélien. M. Jomblatt a indiqué que « des pourparlers seront très bientôt entamés afin d'organiser la résistance », laquelle doit, si nécessaire, comprendre l'organisation politique, militaire et économique des régions contrôlées par les forces d'opposition. — (A.F.P.)

## De notre correspondant

Jérusalem. — Les avis sont partagés en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza après la signature de l'accord israélo-libanais. « C'est une très bonne chose, pour autant que cet accord puisse être appliqué », a déclaré M. Elias Freij, maire de Bethléem, mais maintenant il va falloir veiller à la sécurité des Palestiniens établis au Liban ». M. Raouf Chawar, ancien maire de Gaza, s'est opposé à la signature de l'accord, déclarant que les autorités israéliennes l'ont signé « en échange de la libération des territoires occupés ».

Cependant, M. Bassam Chakir, ancien maire de Naplouse, plus proche de l'O.L.P., que les deux autres personnalités, dénonce catégoriquement cet accord, « prolongement du processus de Camp David et du plan Reagan qui, l'un comme l'autre, nient les droits du peuple palestinien ». Dans la mesure où la censure leur permet, les principaux journaux arabes diffusés dans les territoires occupés se montrent, eux aussi, sévères à propos de l'accord.

Les habitants de Cisjordanie et du territoire de Gaza se montrent toutefois davantage préoccupés par les nouvelles mesures jordaniennes visant à limiter l'émigration croissante des « Palestiniens de l'intérieur » à travers les points sur le Jourdain (le Monde du 13 mai). Le gouvernement d'Amman, qui soutient qu'il s'agit de déjouer les plans « annexionnistes » des Israéliens, a confirmé le 17 mai que des décisions avaient été prises d'ores et déjà.

Les semaines précédentes, plusieurs jeunes habitants des territoires occupés avaient été refoulés par les autorités jordaniennes. Dans les milieux politiques de Cisjordanie, tout en comprenant le point de vue jordannien, on craint que ce ne soit aussi la conséquence de la récente rupture des pourparlers entre l'O.L.P. et le roi Hussein et une manière de faire pression sur la centrale palestinienne.

Par ailleurs, les habitants de Cisjordanie s'inquiètent de l'intention du nouveau chef d'état-major israélien, le général Moshe Levy, de demander au gouvernement l'autorisation d'édicter de nouvelles règles répressives, notamment de pouvoir compiler des « signatures » en cas de manifestations. Cette nouvelle, annoncée le 18 mai par la télévision israélienne, a quelque peu surpris, le général Levy ayant eu précédemment l'intention de revenir sur certaines « consignes » mises au point par son prédécesseur, le général Rabin. Ce dernier, qui avait été fortement critiqué en Israël en raison des excès auxquels elles avaient donné lieu.

FRANCIS CORNU.

● Sakharov désire vivre en Norvège. — Le physicien soviétique a accepté une invitation du gouvernement norvégien à venir s'établir en Norvège avec sa famille s'il obtient la permission de quitter l'U.R.S.S., a déclaré mercredi 18 mai le ministre norvégien des affaires étrangères, M. Sverre Stray. Le ministre en a informé par lettre en date du 10 mai son homologue soviétique et a demandé à M. Gromyko d'accéder à cette demande, ce qui « constituerait un geste positif en faveur de la détente Est-Ouest ».

(Publicité)

Pour un oui, pour un non...  
Un quart Kriter brut de brut bien glacé.  
Ça fait chanter la vie!

هكزا من النحل